

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

LES
ACTIONS DE TRAVAIL

THÈSE POUR LE DOCTORAT

(Sciences politiques et économiques)

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE

Le vendredi 10 juin 1910, à 1 heure 1/2

PAR

Jean GRANIER

Docteur en Droit

Président : M. CHARLES GIDE, professeur.

Suffragants : } MM. FERNAND FAURE, professeur.
} SOUCHON, professeur.



LIBRAIRIE

DE LA SOCIÉTÉ DU

RECUEIL SIREY

22, rue Soufflot, PARIS-5^e

L. LAROSE & L. TENIN, Directeurs

—
1910

THÈSE
POUR
LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation
ni improbation aux opinions émises dans les
thèses; ces opinions doivent être considérées
comme propres à leurs auteurs.

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

LES

ACTIONS DE TRAVAIL

THÈSE POUR LE DOCTORAT

(Sciences politiques et économiques)

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE

Le vendredi 10 juin 1910, à 1 heure 1/2

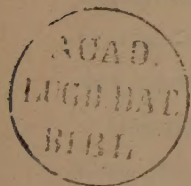
PAR

Jean GRANIER

Docteur en Droit

Président : M. CHARLES GIDE, professeur.

*Suffragants : } MM. FERNAND FAURE, professeur.
SOUCHON, professeur.*



LIBRAIRIE

DE LA SOCIÉTÉ DU

RECUEIL SIREY

22, rue Soufflot, PARIS-5°

L. LAROSE & L. TENIN, Directeurs

1910

INTRODUCTION

Une préoccupation constante s'affirme à l'heure actuelle de plus en plus dans le mouvement des idées contemporaines ; un grand empressement se manifeste à rechercher les moyens de prévenir les conflits du Capital et du Travail. Le développement économique a créé un antagonisme certain entre les deux éléments de la production, et leur accord étant certainement commandé par leur intérêt réciproque et celui de tous, on a voulu trouver un terrain d'entente équitable pour l'un et pour l'autre. La véritable cause des conflits d'intérêts entre patrons et ouvriers doit être cherchée dans les inconvénients des modes de rétribution des travailleurs.

Depuis longtemps, opposant le programme de l'union des classes au principe de la lutte des classes, on a pensé que la participation ouvrière aux bénéfices transformerait l'ouvrier d'instrument de production en associé de l'entreprise. Le contrat de travail serait ainsi perfectionné et la rémunération de l'ouvrier plus équitable. Mais cette participation aux bénéfices n'a pas réalisé les grandes espérances que l'on fondait sur elle. Elle a rencontré l'opposition, non seu-

lement des patrons et des économistes, mais celle des ouvriers eux-mêmes. Au regard des patrons et des économistes, la participation aux bénéfices n'est pas nécessitée par un principe de justice ; les bénéfices d'une entreprise ne sont pas l'œuvre des ouvriers, ils sont le résultat, dans la majorité des cas, de la valeur commerciale de l'employeur ; aussi la participation aux bénéfices n'est-elle considérée le plus souvent par les patrons que comme un supplément de salaires consenti dans l'intérêt de la paix industrielle. Et puis surtout, pour que la participation aux bénéfices devienne légitime, se développe par conséquent et produise des effets vraiment efficaces, elle devrait avoir comme contre-partie la participation aux pertes ; cette participation aux pertes entraînerait, il est vrai, l'ingérence des ouvriers dans l'affaire du patron, la production capitaliste souffrirait de ce fait dans son organisation commerciale et dans son crédit. Au regard des ouvriers, la participation aux bénéfices demeure, dans la majorité des cas, une institution patronale et cela suffit pour les rendre adversaires d'un tel régime. Les bénéfices de l'entreprise prélevés par les capitalistes constituent à leurs yeux un vol commis au préjudice des travailleurs et la restitution d'une petite portion des profits est insuffisante pour faire abandonner aux ouvriers les revendications qu'ils formulent contre le principe même de la production à forme capitaliste.

Les raisons précédentes ont conduit à penser que, si la participation aux bénéfices ne s'est pas dévelop-

pée et si son application est demeurée exceptionnelle, c'est surtout parce qu'elle n'est qu'une demi-mesure, parce qu'elle n'établit que pour partie l'association de l'ouvrier et de l'employeur. L'ouvrier participant reste avant tout un salarié; il n'est pas possible juridiquement de lui reconnaître un droit d'associé. Aussi a-t-on imaginé une modification plus radicale du contrat de salaire, une modalité plus perfectionnée de la participation aux bénéfices. Utilisant le principe même de la participation, on a voulu faire parvenir l'ouvrier à l'administration de la société, à la responsabilité aux pertes, et cela par la participation au capital.

Le moyen préconisé à l'heure actuelle est ce qu'on a appelé *l'Actionnariat ouvrier* : il doit rendre le « travailleur propriétaire, le salarié associé et réaliser son union au capitaliste dans une communauté d'intérêt » ; cette formule qu'a donnée M. Ch. Gide (1), comme répondant aux idées actuelles, a reçu déjà particulièrement en France et en Angleterre des applications dans la pratique, puis l'idée nouvelle s'est affirmée et transformée dans un grand nombre de discours politiques, de conceptions doctrinales et de propositions de lois.

La participation ouvrière au capital a reçu tout d'abord sa consécration dans certaines entreprises

(1) Ch. Gide, *L'actionnariat ouvrier. Les modes d'entente entre le capital et le travail*. Extrait de la *Revue d'Économie politique*, 1910, p. 2.

industrielles ; elle s'est manifestée sous la forme de ce que l'on pourrait appeler l'*Action capitaliste ouvrière* proprement dite. Certains employeurs ont en effet facilité à leurs ouvriers l'acquisition des actions de leurs sociétés ; ils ont pour cela divisé les actions en petites coupures et organisé un mode spécial de libération des titres ; ces derniers avantages ont consisté dans le paiement des actions par des retenues successives sur les salaires, ou bien au contraire, dans la distribution de bonis de participation convertibles en actions de l'industrie. C'est ainsi que les ouvriers ont pu devenir porteurs d'actions comme n'importe quels capitalistes. Les statuts des sociétés qui ont créé l'action ouvrière ont, il est vrai, restreint parfois pour les ouvriers les droits ordinaires des capitalistes, mais ils ont maintenu le principe de la pleine propriété des actions, perpétuelle, personnelle, héréditaire. En ce faisant, les sociétés dont il s'agit, ont réalisé l'actionnariat ouvrier au vrai sens du mot, puisqu'elles n'ont pas créé une catégorie particulière de titres ouvriers, mais qu'elles ont permis aux ouvriers d'acquérir les droits eux-mêmes des capitalistes.

Cette forme de participation ouvrière au capital ne s'est pas rapidement développée et n'a pas pris une grande importance dans la pratique industrielle ou commerciale, parce qu'elle ne peut constituer une solution des conflits du Capital et du Travail. Les bénéficiaires de cette participation ne seront jamais en effet que quelques ouvriers et non point la grande

majorité des travailleurs (1). Il est très désirable assurément que les ouvriers parviennent à la propriété capitaliste, mais cette propriété capitaliste limite elle-même le développement des droits du Travail. Le nombre des parts de capital étant forcément restreint dans une société, l'appropriation d'une action par un ouvrier empêche son successeur, quand il vient à quitter l'usine de devenir à son tour actionnaire. Pour permettre à tous les ouvriers d'acquies successivement les droits d'actionnaire, il faut que l'action ne soit pas attribuée à l'ouvrier, à titre de propriété perpétuelle ou cessible ; il ne peut avoir que la propriété temporaire des titres pour le temps seulement durant lequel il travaille dans une usine. A ce deuxième moment de l'évolution de la participation ouvrière au capital, l'action ouvrière n'est plus une action capitaliste, au sens proprement dit du mot, car elle n'est plus négociable ; elle est encore payée par l'ouvrier sur ses épargnes, mais elle ne le fait pas sortir du salariat, puisqu'elle ne le rend

1. Il y a plusieurs raisons à cela qui se comprennent d'elles-mêmes : d'abord dans les systèmes de la pratique, les salaires et les parts de bénéfices des ouvriers sont précisément différents suivant les capacités et l'ancienneté de l'ouvrier ; et puis les patrons mettent toujours, comme nous le verrons, des conditions rigoureuses au droit de devenir actionnaires. Mais on peut supposer que la loi contraindrait les sociétés industrielles à établir la participation aux bénéfices avec conversion obligatoire en parts de capital. Cette réforme permettrait l'élévation de quelques ouvriers au capitalisme, mais ne créerait pas l'actionnariat : on peut dire ou propriété perpétuelle, mais réservée à quelques-uns ou propriété pour tous, mais temporaire.

pas copropriétaire de l'actif social. C'est là le principe d'*Action ouvrière* qui a été mis en œuvre par certaines sociétés et préconisé par certaines conceptions.

Des auteurs, hommes politiques ou membres du Parlement, ont été amenés en ces derniers temps à une nouvelle conception de l'action ouvrière, qui introduirait dans le cadre actuel des sociétés par actions, des sociétés anonymes particulièrement, la reconnaissance de droits au travail, sous la forme d'actions, dites *Actions de Travail*. A côté de l'apport-Capital, reconnu par les actions de capital, il serait créé des actions de travail représentatives de l'apport-Travail. Ce serait l'association vraie du Capital et du Travail: ces deux mots action et travail expriment un rapprochement intime des deux éléments de la production.

Nous étudierons le fondement économique et juridique que l'on entend donner à la représentation de la valeur apportée dans la société par le Travail. La reconnaissance des droits du Travail ne serait introduite que dans les sociétés anonymes; on a pensé en effet que cette forme de société était la seule qui pût légitimer une intervention législative, et surtout la seule qui permit de mesurer les responsabilités des capitalistes et partant celles que l'on devrait attribuer aux travailleurs. Nous réduirons par conséquent notre étude à la participation ouvrière au capital dans les sociétés par actions.

L'*Action de Travail*, telle qu'on voudrait la réaliser diffère dans sa nature de l'*Action ouvrière*; sa forme

s'en sépare également. L'Action ouvrière n'a été réa-
lisée que sous la forme *individuelle* ; on voudrait
créer au contraire l'Action de travail *collective*. L'ac-
tion de travail serait la propriété collective du syndi-
cat, ou du groupement des ouvriers de l'usine, ou de
la classe ouvrière, suivant les conceptions ; ses reve-
nus seraient répartis, suivant les cas entre les ou-
vriers à titre individuel, ou bien ils seraient affectés
à des usages collectifs.

Nous nous proposons, au cours de cette étude de
montrer l'évolution qu'a subie l'idée de la partici-
pation ouvrière au capital dans les sociétés par ac-
tions (1). Nous l'étudierons tout d'abord telle qu'elle

(1) Pour la facilité des explications qui vont suivre nous ne nous en
référerons point au mécanisme qui a permis ou qui devrait permettre
aux ouvriers de devenir actionnaires. M. Charles Gide (*op. cit.*, p. 3)
distingue trois façons pour l'ouvrier de devenir actionnaire : par l'a-
chat, par la participation aux bénéfices ou de plein droit. Nous croyons
préférable pour mieux mettre en lumière l'évolution de l'idée d'action
de travail d'examiner les expériences pratiques et les conceptions
émises sous les deux chefs suivants : action de travail individuelle,
action de travail collective. Notre étude sera divisée en trois titres :

TITRE I L'action de travail individuelle	{ PREMIÈRE PARTIE <i>L'ouvrier capitaliste</i> DEUXIÈME PARTIE <i>L'action de travail propriété temporaire de l'ouvrier.</i>	{ Ch. I. — De l'acquisition des actions par la souscription. Ch. II. — De l'acquisition des actions par la participation.
TITRE II L'action de travail collective	{ Ch. I. — Du fondement économique de l'action de travail. Ch. II. — Du fondement juridique de l'action de travail.	{ Ch. I. — Sociétés capitalistes. Ch. II. — Sociétés à participa- tion ouvrière.

TITRE III

Examen critique de l'action de travail.

se présente dans les faits, puis telle qu'on voudrait l'introduire dans nos lois. Nous essaierons de dégager surtout la nature des parts ouvrières de capital ; nous rechercherons comment il est possible au point de vue juridique d'analyser les Actions ouvrières et d'envisager les Actions de travail. Nous nous demanderons ensuite si l'Action de travail a des chances d'être librement acceptée par les ouvriers et par les patrons.

Nous croyons que l'on a dirigé trop de critiques contre l'actionnariat individuel, alors qu'il est le seul à notre sens à pouvoir produire des résultats utiles ; il faudrait, au lieu de le condamner, encourager les tentatives de simple début et favoriser l'essor de l'Action ouvrière sous la forme de la propriété temporaire des actions. Il ne serait pas besoin pour le faire de grandes réformes législatives, mais il suffirait de concéder quelques libertés de plus aux statuts de nos sociétés par actions.

La seule méthode acceptable en notre matière est celle de l'expérimentation ; aussi toute réforme législative serait-elle à notre sens prématurée, du moins si on l'appliquait à toutes les sociétés.

C'est dire que nous repoussons toutes les conceptions voulant fonder la participation ouvrière au capital sur un principe obligatoire qui serait dangereux pour l'avenir lui-même de l'industrie française.

Mai 1910.

TITRE I

L'ACTION DE TRAVAIL INDIVIDUELLE

TITRE PREMIER

L'ACTION DE TRAVAIL INDIVIDUELLE

Avant de rechercher les moyens les plus favorables à la réalisation de l'actionnariat ouvrier, il nous faut voir de quelle manière il a été institué dans la pratique industrielle.

Certains employeurs, patrons ou directeurs de sociétés industrielles, se sont donné le but de faire de leurs ouvriers des coassociés de leur entreprise. Les uns ont été engagés à le faire par une disposition d'esprit purement philanthropique ; l'actionnariat ouvrier qu'ils ont fondé demeure une institution patronale. L'initiative des autres paraît répondre bien plutôt à une préoccupation d'ordre pratique ; ils ont pensé que l'ouvrier devenant actionnaire, il s'établirait entre ses patrons et lui une solidarité d'intérêts devant amener la cessation ou du moins la diminution des conflits incessants du capital et du travail ; c'est pour s'assurer une main-d'œuvre régulière et constante qu'ils se sont engagés sur la voie de la participation ouvrière au capital.

Les uns et les autres de ces employeurs, en élevant les ouvriers à l'actionnariat, n'ont agi toutefois

que par une concession de leur libre volonté ; pour réaliser leur but, ils n'avaient de foi que dans l'appropriation personnelle, individuelle des actions par chacun des ouvriers ; aussi est-ce sous la forme de pleine propriété, de propriété perpétuelle et héréditaire que l'actionnariat ouvrier est tout d'abord apparu. Dans les systèmes industriels que nous allons examiner, les actions appartiennent aux ouvriers au même titre qu'à n'importe quel capitaliste. Il ne s'agit point ici d'une catégorie exceptionnelle d'actions qu'une théorie particulière de réforme sociale aurait imaginée pour reconnaître dans une société commerciale ou industrielle des droits à l'élément « Travail » ; il n'est question simplement que des actions acquises par l'ouvrier qui les paie sur ses épargnes. Tantôt ces actions sont offertes aux souscriptions ouvrières à des conditions spéciales, avec certaines facilités de paiement, parce qu'alors les employeurs estiment que les salaires ouvriers sont suffisants pour permettre l'épargne (1). Tantôt ces actions ne sont pas libérées par une retenue d'épargne sur les salaires, mais elles prennent naissance par le moyen de la participation aux bénéfices ; dans ce dernier cas, ou bien l'ouvrier en

(1) Nous verrons si leurs prévisions ont pu se réaliser ; à première vue l'actionnariat ouvrier étant tenu pour l'une des solutions des conflits du capital et du travail, il peut paraître singulier de chercher cette solution dans le paiement par l'ouvrier d'actions industrielles, alors que l'ouvrier lutte constamment pour l'obtention d'une condition meilleure et se plaint de la modicité de ses rémunérations de salaire.

est acheteur et les paie par son boni de participation, ou bien elles sont d'emblée distribuées à l'ouvrier comme représentation de ce boni de participation. L'acte originaire qui investit l'ouvrier de la propriété d'une action est donc très différent suivant les cas. Il aboutit toutefois au même résultat qui est de faire naître l'ouvrier à la propriété capitaliste. Nous verrons pourtant au cours de cette étude que les droits de l'ouvrier actionnaire ne répondent pas parfaitement en pratique aux droits d'un véritable capitaliste. L'élément « ouvrier » n'est rendu actionnaire que par une concession de l'élément « capital » ; aussi les employeurs ou les directeurs des sociétés industrielles ont-ils mis des conditions spéciales à l'achat de titres d'actions par les ouvriers. Ils ont voulu la plupart du temps en particulier éviter que l'élément ouvrier pût par ses voix dominer les décisions de l'assemblée générale et puis surtout ils ont inséré dans les clauses statutaires des dispositions qui leur permettent de faire bénéficier de l'achat des actions ceux de leurs ouvriers et ceux-là seulement qu'ils estimaient leur être les plus attachés ou les plus utiles ; de là différents systèmes de sélections parmi les ouvriers que nous devons exposer, avant de nous demander quelle est la vraie nature juridique de ces actions ouvrières. On peut dire dès l'abord que ces actions ouvrières, si elles se séparent sur des points particuliers des actions de capital, sont néanmoins de la même essence que celles-ci.

Pourtant, l'action individuelle de travail se sépare

parfois complètement de l'action individuelle capitaliste. Elle n'en a plus que les apparences. Elle n'est plus dans certaines industries une propriété perpétuelle et transmissible, par négociation ou à cause de mort, mais seulement une propriété temporaire. Certains patrons, comme nous le verrons, ont voulu éviter l'émiettement de leurs valeurs de capital dans la classe ouvrière. Ils n'ont autorisé l'achat d'actions par un de leurs ouvriers qu'à la condition qu'il demeure leur collaborateur actif. Cet ouvrier, titulaire d'actions, vient-il à quitter leurs ateliers, l'action lui est retirée ou remboursée suivant les cas.

L'action, propriété temporaire de l'ouvrier, existe d'autre part dans des entreprises toutes différentes, c'est-à-dire dans celles qui reconnaissent dès leur origine des droits à l'élément « travail » ; ce sont les sociétés dites à participation ouvrière qui ne veulent que la propriété temporaire des actions pour amener le vrai régime coopératif par le remboursement des capitalistes. L'ouvrier n'a pas alors le droit d'achat d'une action, mais seulement peut-on dire celui d'achat d'une jouissance d'action, de façon que les travailleurs actifs seuls bénéficient de l'organisation de l'actionnariat.

Nous diviserons donc l'étude de l'action de travail individuelle en deux parties pour examiner d'abord l'ouvrier capitaliste, puis l'ouvrier titulaire temporaire d'une action de capital.

PREMIÈRE PARTIE

L'OUVRIER CAPITALISTE

Comment un ouvrier devient-il actionnaire de l'usine qui l'emploie ? A la question ainsi posée, la réponse qui, à première vue vient de suite à la pensée, est de dire que l'ouvrier n'a rien autre chose à faire qu'à se rendre acheteur comme n'importe quel particulier d'une action de la société industrielle dont il est le collaborateur. Cette réponse générale ne s'applique bien entendu qu'au cas le plus général, c'est-à-dire celui où les actions en question sont des valeurs négociables en bourse accessibles par conséquent à quiconque. Pour devenir copropriétaire, coassocié d'une entreprise, il n'y a rien de plus naturel que de dire qu'il suffit d'acheter une part de copropriété ; pour devenir actionnaire, une part cessible de copropriété. Cette vérité constitue un axiome.

Cette vérité est également l'expression d'une ironie cruelle. L'ouvrier en effet deviendrait volontiers actionnaire comme un capitaliste, mais il ne dispose pas de capitaux. Les salaires qu'il reçoit sont juste suffisants pour assurer sa vie et celle de sa famille.

La solution pratique de l'actionnariat ouvrier est pourtant apparue et s'est développée sous la forme de

l'achat des actions par les ouvriers. Nous allons entreprendre l'étude des moyens qui ont facilité cette élévation de la classe ouvrière au capitalisme, c'est-à-dire celle des avantages qui ont été offerts aux ouvriers par certains industriels, ou bien à la souscription des actions, ou bien à la libération des titres, ou encore à la répartition des bénéfices.

En retour des avantages concédés par les employeurs, il nous faudra voir en même temps, si l'action acquise par l'ouvrier lui donne dans leur ensemble les droits d'un actionnaire capitaliste. Nous classerons nos explications sous deux rubriques, suivant que l'ouvrier devient actionnaire par la souscription des actions ou bien au contraire par le système automatique de la transformation d'une portion de bénéfices en parts de capital.

CHAPITRE PREMIER

De l'acquisition des actions par la souscription.

Le mode le plus simple pour un ouvrier de devenir capitaliste est le procédé employé par les capitalistes eux-mêmes, c'est-à-dire la souscription à une émission d'actions faite par une société industrielle. Recherchons donc sous quelles formes certaines maisons industrielles ont fait des émissions d'actions ou plutôt de parts de capital spécialement ouvertes aux ouvriers. Mais auparavant deux remarques générales s'imposent :

1° Le système de la souscription des actions ne peut permettre qu'à un nombre restreint d'ouvriers de devenir actionnaires. Toutes les émissions d'actions sont faites à un chiffre limité. Dans les souscriptions ordinaires, quand elles réussissent, et que le capital à souscrire est entièrement couvert, il est bien rare qu'il y ait parité entre le nombre d'actions offertes et celui des actions souscrites. Si le public souscrit plus d'actions qu'il n'y en avait d'émissiones, il faudra réduire les souscriptions, au moyen d'une répartition dont les bases sont notifiées à tous les intéressés. En général, le mode de répartition est prévu par les règlements de la souscription. A leur défaut, on admet que la répartition devra se faire, proportionnellement aux souscriptions de tous, avec irréductibilité des souscriptions d'unités (1).

Les entreprises industrielles qui pratiquent l'actionnariat ouvrier ne font pas usage du système de souscription et de répartition ordinaire des titres d'actions. Elles prévoient, comme nous le verrons, dans leurs statuts, un système de sélection des candidats-actionnaires et non pas un mode de répartition. Tout en offrant un certain nombre d'actions aux souscriptions de leurs ouvriers, elles mettent des conditions au droit de souscription lui-même. Et elles l'ont fait, parce qu'elles redoutaient trop le mécanisme automatique de la répartition qui aurait pu les contraindre à investir de la qualité d'actionnaires ou des

(1) Cf. Thaller. *Droit commercial*, 4^e éd., n° 513.

ouvriers qui ne leur étaient point attachés, ou des ouvriers à salaire insuffisant pour une prompte libération des titres. Nous examinerons donc les systèmes de sélection en usage dans les entreprises qui nous intéressent.

2° Cette sélection des candidats-actionnaires de la classe ouvrière s'est toutefois souvent opérée d'elle-même, comme nous le verrons en étudiant les résultats du capitalisme ouvrier. Aussi à ces garanties sur la personne des souscripteurs, la plupart des sociétés en question ont-elles dû joindre par la suite dans leurs statuts des moyens d'engager les ouvriers eux-mêmes à souscrire. On peut dire que cet actionnariat ouvrier par achat des actions, qui nous semblait dans son principe une manière d'utopie, a déjà subi une certaine évolution nécessitée par les circonstances de fait. Il a quelque peu changé de caractère, à mesure que grandissaient les causes ou plutôt les occasions de conflit du capital et du travail, et à cette transformation correspondent les changements dans les raisons de l'initiative patronale qui, débutant sous la forme d'application philanthropique sont devenues des préoccupations d'ordre pratique.

SECTION I

Sous quelles formes les parts de capital sont-elles offertes à l'ouvrier ?

En entreprenant l'exposé des applications pratiques dans le monde industriel de l'émission d'actions ré-

servée aux ouvriers, nous entendons montrer ce qui a été fait pour rendre l'ouvrier capitaliste sans prendre parti sur la vraie nature juridique des valeurs qui ont été offertes aux souscriptions ouvrières. Les statuts de plusieurs sociétés industrielles ne leur ont pas toujours donné en effet leur vraie qualification. Plusieurs de ces statuts, par exemple, dénomment « action ouvrière » ce qui n'est en réalité qu'un titre d'obligation ; et cela pour refuser le droit d'ingérence dans les Assemblées générales aux ouvriers qu'extérieurement ils dénomment les coassociés de l'entreprise. Plusieurs autres, voulant attirer l'épargne ouvrière et lui donner des espérances de gains en même temps que des garanties, appellent action ce qui n'est en réalité pour l'ouvrier qu'un titre de créance sur la société.

Et puis les expériences pratiques dont nous devons faire état ont surtout été tentées ailleurs qu'en France, particulièrement en Angleterre et aux États-Unis ; la vraie nature des actions ouvrières est rendue de ce fait plus difficile à dégager. Les cadres légaux des différentes sortes de sociétés par actions n'étaient pas faits dans le principe pour contenir un élément de capital entre les mains des travailleurs. Aussi les statuts sociaux ont-ils dû, tout en respectant les dispositions légales, les faire plier aux nouvelles exigences qu'ils voulaient introduire. Néanmoins pour la facilité de cet exposé, nous classerons les expériences pratiques réalisées sous les deux chefs suivants : actions et obligations suivant l'apparence

extérieure des valeurs de capital affectées aux ouvriers.

A. — *Actions.*

1. — Par ordre d'ancienneté, c'est l'organisation sociale des *Magasins du Bon Marché* qui doit être mentionnée tout d'abord. Elle est trop connue pourtant pour qu'il soit nécessaire d'en faire un long exposé. Quand le fondateur des Magasins du Bon Marché posa le 9 septembre 1869 la première pierre des bâtiments actuels du Bon Marché, il fit enfermer sous cette pierre la déclaration suivante : « Je désire donner à cette construction toute spéciale une organisation philanthropique qui me permette, en me rendant utile à mes semblables, de témoigner à la Providence toute ma reconnaissance pour le succès dont elle n'a cessé de couronner mes efforts... » M. Boucicaut et après lui M^{me} Boucicaut ont pleinement réalisé le vœu ainsi exprimé.

M^{me} Boucicaut, demeurée seule propriétaire à la mort de son mari et de son fils, voulut assurer la conservation de l'établissement commercial en même temps que l'avenir de ceux qui y travaillaient. Aussi, constitua-t-elle le 14 janvier 1880 une société en commandite simple avec ses collaborateurs et ses principaux employés et elle en conserva la gérance. Ceux-ci devinrent de la sorte propriétaires du fonds social, fixé à 20 millions, divisé en 400 parts de 50.000 francs qui furent successivement divisées en coupures de

moins en moins importantes pour faciliter à un plus grand nombre d'employés l'entrée dans la société. Les intentions de la fondatrice étaient de transmettre à ses employés les parts d'actions qu'elle avait conservées, afin qu'ils devinssent, petit à petit, propriétaires de la maison de commerce « à la prospérité de laquelle ils avaient si largement contribué par leur travail et leur intelligence ». Cette pensée généreuse put en partie se réaliser de son vivant, et voulant l'assurer de façon complète pour l'avenir, elle institua une société civile qui servit d'intermédiaire et permit à ses employés d'acquérir peu à peu les parts qu'elle possédait.

A la mort de M^{me} Boucicaut en 1887, la société en commandite simple se transforma en une commandite par actions. Les parts d'actions du Bon Marché continuèrent à être réservées aux seuls employés de la maison de commerce. Les premiers gérants de la nouvelle société furent désignés par M^{me} Boucicaut dans son testament ; leurs successeurs reçoivent leur mandat de l'Assemblée générale des employés-actionnaires de l'entreprise commerciale.

Les employés du Bon Marché ont également le droit inséré dans beaucoup de sociétés en commandite de déposer dans les caisses de la maison les sommes qu'ils ont épargnées sur leurs appointements ; l'intérêt en est servi à raison de 5 % l'an ; chaque employé ne peut pas déposer annuellement une somme supérieure à ses appointements. Au 1^{er} août

1908, le nombre des dépôts s'élevait à 2.409 pour une somme de 3.206.425 francs.

Cette organisation de la société du Bon Marché fut complétée par de magnifiques institutions philanthropiques (1) qui font que cette grande maison de commerce est régie par une étroite solidarité d'intérêts entre le capital et le travail (2). Les employés devenus copropriétaires de l'établissement ont poursuivi et développé les œuvres philanthropiques.

2. — *Les Magasins du Printemps* nous offrent aussi

(1) Cf. les rapports de M. Cuheval-Clarigny et de M. Levasseur à l'Académie des sciences morales et politiques. Le Bon Marché reçut en 1889 une des médailles d'or du prix Audéoud.

(2) On peut citer parmi les fondations philanthropiques de M. et M^{me} Boucicaut et de leurs successeurs :

La Prévoyance Boucicaut. — Tous les employés n'étant pas en situation d'épargner, la société se chargea d'épargner pour eux. Le 31 juillet de chaque année une somme est prélevée sur les bénéfices réalisés pour être versée à la caisse de prévoyance. Cette somme qui est une pure libéralité imposée statutairement est répartie entre tous les employés ayant cinq ans de présence ininterrompue, au prorata de leurs appointements. Un compte est de ce fait ouvert à chaque employé et produit intérêt à 4 %. Ce compte est remis à l'ouvrier qui prend sa retraite et en cas de décès à ses héritiers. A sa fondation en 1876, le nombre des participants était de 128 et le capital de 62.020 francs ; au 1^{er} août 1909, les participants étaient 3.341 et le capital atteignait 5.142.999 francs. En plus de ce capital, les sommes distribuées par la Prévoyance à 2.008 employés au moment de leur départ de la maison et à des jeunes filles ayant contracté mariage, qui ont de ce fait droit au montant de leur livret, se sont élevées depuis sa fondation à près de 4 millions.

Il existe également une *Caisse de retraite* pour les employés non intéressés qui fonctionne sans aucune retenue sur les salaires, mais seulement grâce aux dons qui ont été faits. Au 1^{er} août 1898, son capi-

un exemple d'actionnariat ouvrier qui a eu des résultats tout différents et qui n'était pas du reste conçu dans le même esprit. Tout employé des Magasins du Printemps fut contraint par une délibération de l'Assemblée générale, de se rendre acquéreur d'actions de la société qu'il solderait par prélèvement sur ses salaires (1). Il devait même en acquérir un nombre déterminé à l'avance proportionnel à ses appointements. Primitivement, la direction des Magasins du Printemps avait décidé de racheter en bourse des actions à des taux avantageux pour ensuite les offrir aux souscriptions de ses ouvriers. Mais cette invitation n'ayant eu aucun succès, elle inséra l'acquisition des actions, comme condition absolue pour rester employé dans la maison.

Il ne s'agit donc plus ici de souscription ouvrière, mais d'achat d'action au cours de la bourse. L'ouvrier doit se tenir au courant des fluctuations du marché pour placer ses épargnes de façon opportune.

3. — L'actionnariat ouvrier par souscription des actions a été réalisé dans le considérable *Trust de l'Acier*

tal s'élevait à 8.893.292 francs. Les pensions augmentant sans cesse pour former actuellement un total de 375.000 francs par an, un nouveau prélèvement sur les bénéfices a été opéré. Il faut mentionner encore la *Caisse des ouvriers et ouvrières* qui a près d'un million de capital et nous ne parlons pas volontairement de toutes les œuvres fondées par M. et M^{me} Boucicaut, l'hôpital Boucicaut, toutes les œuvres d'assistance, de secours aux orphelins, etc.

(1) Nous verrons les résultats de ce système. M. Gide dit que l'on est fondé à croire que l'actionnariat ouvrier dans les Magasins du Printemps n'était qu'un moyen pour la direction de se procurer des fonds. Ch. Gide. *De l'actionnariat ouvrier*, p. 3.

à New-York. (*United States Steel Corporation.*) Le nouveau régime des actions d'employés et d'ouvriers a été inauguré dans ce trust en 1903 et s'est développé en janvier 1909. Il mérite d'être exposé dans ses détails; le Trust de l'Acier est en effet la plus puissante organisation qui ait voulu rendre l'ouvrier capitaliste au sens absolu du mot. Ce trust a plus de 170.000 employés et ouvriers et fait des bénéfices annuels d'environ 500 millions de francs (1).

Le Comité de ce trust décida en 1902 (et il fit connaître sa décision par une circulaire adressée à tous les chefs, employés et ouvriers du trust), que sur le gain de la corporation, il serait mis de côté 2 millions de dollars et davantage, s'il était nécessaire pour acheter au moins 25.000 actions de préférence de la Corporation destinées à être offertes aux souscriptions de tout le personnel de la Steel Corporation et de ses filiales (2). Ce personnel ne comprend pas uniquement des ouvriers, mais tous les employés du trust dont quelques-uns ont des appointements considérables; nous verrons toutefois par quels moyens cette émission de 1902 favorisa les ouvriers à petits salaires plus particulièrement.

Le Steel Trust n'a donc pas en 1902 fait une augmentation de capital. La direction a seulement racheté des actions au cours de la Bourse par petits

(1) Ch. Gide, *op. cit.*, p. 4.

(2) Voir cette circulaire rapportée dans le *Bulletin de la participation aux bénéfices* 1909, p. 20 et suivantes, de M. W. Perkins, président du comité des finances.

paquets pour les offrir de suite à la revente, en réservant à ses employés la qualité d'acheteur (1).

Ces 25.000 actions de préférence ont été offertes aux employés, non pas même à leur valeur nominale 100 dollars, mais avec une prime assez importante, le chiffre fixé par le Comité des finances étant 82 dollars 50. Ces actions de préférence offertes aux employés à ce cours inférieur étaient aussi destinées à leur donner le plus de sécurité possible. Le Trust désirait qu'elles aient à la fois les avantages des actions ordinaires, et ceux des actions privilégiées; elles pourraient prendre part au partage des bénéfices et d'autre part elles offriraient des garanties analogues à celles des obligations; elles auraient droit en cas de liquidation à leur remboursement sur le même pied que les obligations. En retour le dividende fut fixé à l'avance à 7 % par le Comité des finances, sous réserve toutefois des allocations supplémentaires suivant le degré d'ancienneté de l'ouvrier actionnaire. Ce dividende de 7 % n'était dû bien entendu que sur la portion libérée de l'action souscrite.

Le 1^{er} janvier 1909, l'United States Steel Corporation donna plus d'extension encore à son programme. Le Trust, par une nouvelle circulaire, offrit à ses employés et ouvriers de souscrire à 18.000 actions de préférence et à 15.000 actions ordinaires aux

(1) Cette opération licite aux États-Unis le serait également en droit français. Le rachat des actions suivi de revente immédiate ne saurait diminuer le gage des créanciers.

prix de 110 dollars par action de préférence et de 50 dollars par action ordinaire. Un minimum de dividende leur fut garanti et des allocations spéciales leur furent également promises suivant des distinctions établies dans la circulaire.

Si le Trust de l'Acier a émis à nouveau des actions réservées aux employés et ouvriers, cela nous est une preuve déjà de la réussite du système. Toutefois nous verrons, en examinant les détails de la seconde émission, que les auteurs de ce second programme ont dû instituer de nouveaux avantages aux souscripteurs, pour corriger les inconvénients de la première.

En usant des procédés que schématiquement nous venons de décrire, le Trust de l'Acier a voulu répondre à une préoccupation d'ordre pratique, voulant restreindre les occasions de conflit entre la direction et ses employés; et cette préoccupation apparaît, très clairement nous le répétons, dans les faveurs que nous verrons réservées par la direction aux petits employés. Nous pourrions toutefois appliquer au programme du Trust les critiques générales dirigées contre cette forme d'actionnariat ouvrier, qui se résume surtout dans la tentation offerte par ce moyen aux patrons de faire de bonnes spéculations financières et de ne pas offrir assez de sécurité aux épargnes ouvrières.

4. — En Angleterre Sir Christopher Furness, membre du Parlement et l'un des plus grands industriels anglais, a cherché à introduire lui aussi ce même

principe d'actionnariat ouvrier; l'auteur lui-même résume ainsi sa pensée : « Je désire assurer avant tout une main-d'œuvre régulière et constante. »

Sir Christopher Furness a songé à ce nouveau régime pour les ateliers de constructions navales qu'il dirigeait, à la suite des grèves nombreuses qui s'étaient produites dans cette branche d'industrie. En 1908, il proposa aux ouvriers des chantiers de constructions navales de la Irvine's Shipbuilding and Drydock Cy (Furness, Witty and C°) : « ou bien de vendre les chantiers à leurs syndicats à un prix fixé par arbitre, ce qui fut refusé, ou bien de prendre tout le personnel en participation à des conditions telles qu'une cordiale coopération devînt possible et que l'entreprise prospérât. »

Tous les chantiers de constructions navales anglaises ont en 1908 à peu près également souffert de l'abus des grèves. Voici ce que dit, au sujet de l'état de l'industrie des constructions navales en 1908, l'un des grands constructeurs anglais (1) :

« L'année 1908 a été très mauvaise pour l'armement et la construction navale... Je n'ai pas connu au cours des trente-cinq dernières années, un moment où il ait été aussi difficile à l'armateur et au constructeur de réaliser un bénéfice... Quelques entreprises ont subi de très lourdes pertes, et très rares, je crois, sont celles qui ont réalisé des bénéfices consi-

(1) Rapport du Conseil de la Swan, Hunter and Wigham Richardson Ld, à l'assemblée générale du 2 mars 1909.

dérables... Dans notre district, depuis la Tyne ou depuis Blyth, jusqu'à la Tees, les affaires sont devenues très difficiles, et de fortes pertes ont été occasionnées par de longues grèves, les plus inutiles et les plus injustifiées qui aient jamais eu lieu en Grande-Bretagne... Dans les ateliers de constructions navales, les grèves ont éclaté en grande partie, parce que les leaders comprenaient mal la situation et guidaient mal les ouvriers... La situation des industries de la construction navale et mécanique n'a pas été aussi mauvaise depuis vingt ans ; les représentants des ouvriers refusaient d'ajouter foi à notre déclaration en 1907 ; ils se rendent compte maintenant que c'est la vérité. »

Et Sir Christopher Furness disait le 1^{er} décembre 1908 (1) : « D'après l'expérience personnelle que j'ai pu recueillir dans l'emploi d'une véritable armée de 37.000 ouvriers, et d'après l'analyse détaillée du coût de production dans diverses entreprises, j'ai acquis la conviction qu'il existait dans chacune de nos entreprises un élément de pertes sérieuses. Celles-ci proviennent, non pas de grèves générales mais de petites grèves par sections. Dans les entreprises dont je m'occupe, le dommage représente, pour le travail, une perte qui n'est pas inférieure à 21 1/4 % du montant total des salaires ; pour le capital, elle n'est pas moins de 9 1/4 %. C'est un état de choses auquel il

(1) Discours de Sir Christopher Furness prononcé le 1^{er} décembre 1908 devant la société pour la Participation aux bénéfices.

faut mettre fin si l'on veut conserver à notre pays sa suprématie industrielle. Une transformation radicale des relations entre le capital et le travail dans certaines de nos grandes industries s'impose comme une impérieuse nécessité. Mais la participation aux bénéfices ne peut mener au succès désiré que si l'on supprime toute possibilité de grève. »

Quand il a instauré le système de participation au capital que nous allons voir, Sir Christopher Furness y voyait le moyen de rétablir la paix industrielle entre les ouvriers et les patrons.

Il a proposé aux ouvriers de ses chantiers un système auquel ils ont donné leur approbation le 3 novembre 1908, pour une période de douze mois il est vrai, dont l'entrée en vigueur a été fixée au 31 mars 1909.

Par la convention qui fut signée en 1908, les ouvriers des chantiers de constructions navales s'engageaient à ne pas se mettre en grève, leur employeur de son côté à ne pas faire de lock-out. En retour 50.000 actions d'une livre ont été émises et chaque ouvrier *devait* souscrire et payer 10 actions d'une livre chacune ; la somme nécessaire au paiement devait être, si l'ouvrier le désirait, constituée par des prélèvements de 5 % sur le salaire. Un intérêt de 4 % serait garanti aux sommes, ainsi placées par les ouvriers dans l'entreprise ; les actionnaires actuels recevraient 5 % ; tout bénéfice supplémentaire serait réparti entre les actionnaires actuels et le personnel.

Et pour constituer d'emblée un carnet de commandes, Sir Christopher Furness a commandé 12 navires à

ses chantiers ; deux autres commandes sont venues d'ailleurs, de sorte que six mois de travail furent assurés dès le début.

Le moyen qui a donc été employé dans ces chantiers de constructions navales est celui de l'émission d'actions ordinaires pures et simples. Les ouvriers en sont propriétaires de la même manière que le seraient des capitalistes plaçant leurs épargnes dans une entreprise industrielle. L'auteur du système a même voulu répondre par avance à un argument qu'on a si souvent fait valoir contre l'actionnariat ouvrier : il a déclaré, comme nous l'avons vu dans les clauses de la convention signalée plus haut, que l'administration de la compagnie paierait sur les placements ouvriers presque le double de ce que ceux-ci recevraient à la Caisse d'Épargne postale ; puis pour donner plus de sécurité encore à ces placements, il a introduit la clause d'intérêts fixes, c'est-à-dire cette assurance donnée aux associés-ouvriers que même après un exercice en perte et sans préjudice d'un dividende plus fort ils recevraient 4 % de leurs mises (1).

(1) Cette clause allouant un coupon fixe aux actionnaires est même validée dans notre droit français et un système analogue peut donc être instauré en France. La jurisprudence accepte en effet cette clause (1), en la considérant en cas d'exercice en perte comme une reprise conditionnelle de capital. En assurant un intérêt à l'actionnaire, on exclut le risque, et cette disposition peut paraître contraire à l'esprit même de la société. Mais elle peut néanmoins se justifier si elle est accompagnée des mesures de publicité légale, surtout si elle

(1) Sirey 1867, I, p. 253 (Arrêt de Cassation du 8 mai 1867) Civ. rej., 7 novembre 1899. D. 1900, I, p. 369.

Sir Christopher Furness a voulu appliquer le même principe dans une houillère, la mine de Wingate (Durham) et le 21 mai 1909, il a fait aux mineurs de cette mine les mêmes propositions qu'aux ouvriers des chantiers de constructions navales. Ce sont également ici des actions ordinaires semblables aux autres actions qui sont offertes aux souscriptions ouvrières. Mais les ouvriers qui s'intéresseront financièrement à cette mine de Wingate ne le pourront que jusqu'à concurrence du quart du capital social, le reste des actions demeurera entre les mains des trois propriétaires.

Sir Christopher Furness avait en effet acheté cette mine avec Sir Walter Scott et M. J.-S. Barwick en toute propriété au prix de 175.000 livres st. Il en avait la libre jouissance et au lieu d'intéresser chacun des trois copropriétaires pour un tiers dans l'affaire, il avait créé une société, la Wingate Coal Company (Limited) au capital de 200.000 livres, par actions d'une livre. Le 21 mai 1909, il engageait donc ses ouvriers à souscrire à 50.000 actions d'une livre qui seraient restituées aux trois copropriétaires et sortiraient définitivement de leurs patrimoines. De manière que le capital de la société soit intégralement versé dès le début, les trois copropriétaires

ne s'applique qu'à une catégorie spéciale d'actionnaires, comme dans notre espèce, actionnaires qui ne seront jamais le plus grand nombre des participants au capital, puisqu'ils ne prennent part qu'à la souscription d'un nombre d'actions limité par l'assemblée des autres actionnaires.

et l'Union des Mineurs de Durham étaient disposés à faire une avance de 25.000 livres représentant la nouvelle augmentation du capital social, jusqu'à ce que celle-ci soit couverte par les prélèvements sur les salaires.

Il y a toutefois une différence avec l'organisation des chantiers de constructions navales, c'est qu'ici on a introduit le principe de l'obligation pour les ouvriers de devenir participants (*member of the copartnery*), sous peine de ne pouvoir rester au service de la compagnie (1).

5. — Depuis 1905, la Société anonyme des Mines de Montigné près de Laval a tenté également un essai de participation ouvrière au capital.

L'émission fut autorisée par l'Assemblée générale de décembre 1905. Il ne s'agit plus ici d'actions annulées par rachat du conseil d'administration et cédées ensuite aux ouvriers, il ne s'agit pas davantage d'actions qui soient la propriété d'un des fondateurs de la société et que celui-ci veut bien consentir à vendre à ses ouvriers ; mais d'une création d'actions nouvelles par voie d'émission. Le système des souscriptions ouvrières est ici absolument celui des souscriptions capitalistes. La décision spéciale de l'Assemblée générale de cette société n'est intervenue que pour permettre l'émission de coupures d'actions, réservées aux ouvriers par les statuts.

(1) Renvoi de la question, section II, p. 43.

L'article 5 *bis* des Statuts de la Société anonyme des Mines de Montigné s'exprime ainsi :

« Le capital social pourra être augmenté en une ou plusieurs fois par la création d'actions nouvelles, en représentation d'apports en nature ou par voie d'émissions contre espèces, en vertu d'une décision de l'Assemblée générale extraordinaire prise conformément à la loi, sur la proposition du conseil d'administration.

« Ces augmentations pourront se faire, soit en actions ordinaires, soit en actions de priorité ou privilégiées, soit encore en actions de ces diverses catégories ou *coupures d'actions*. Spécialement, ces augmentations pourront avoir lieu (sans que cette indication puisse nuire dans l'avenir à la création d'actions de priorité ou privilégiées de tous autres genres que l'Assemblée générale extraordinaire des actionnaires viendrait à voter) par la création de *coupures d'actions privilégiées* de cent francs chacune, à souscrire d'abord par les ouvriers de la société, ou en cas d'insuffisance de ceux-ci par les membres du conseil d'administration, lesquels pourront ensuite les céder au fur et à mesure des demandes des ouvriers autorisés à les acquérir par le conseil d'administration et après délibération de ce conseil. »

Ces coupures d'actions privilégiées de 100 francs donnent à leurs titulaires les mêmes avantages qu'une action ordinaire. Toutefois, la Société des Mines leur promet un intérêt qui ne saurait être supérieur à 4^o/, même si le dividende afférent à cette

nature d'actions était supérieur à 4 %. En retour, les 4 % sont garantis si la somme à répartir est inférieure à 4 % pour ces actions ou coupures d'actions privilégiées.

Comme on le voit, il y a tout d'abord une garantie d'intérêts rendue licite par la jurisprudence ; mais il y a aussi une limite d'intérêts qui peut très bien changer la nature de ces actions émises et en faire presque des obligations. Le remboursement de ces coupures d'actions est en effet prévu comme exigible du conseil d'administration à première réquisition.

B. — Obligations.

D'autres sociétés sont parties d'un point de vue tout différent de celles dont nous venons de parler. Pour établir une communauté d'intérêts entre patrons et ouvriers, certains employeurs ont pensé qu'il suffisait de rendre les ouvriers sinon copropriétaires de l'actif social, du moins intéressés à son développement et à l'essor des affaires sociales. Vouloir d'autre part respecter l'épargne ouvrière de façon absolue ils ont très franchement décidé d'émettre des obligations ouvrières.

1. — La Société en commandite par actions Japy frères et C^{ie} à Beaucourt (Territoire de Belfort) a ainsi dès 1900 offert aux souscriptions ouvrières un type particulier d'obligations qu'elle a appelées « *parts de participation de collaborateur* ».

Le but de la maison Japy a été, dit la décision de l'assemblée des actionnaires de la société du 11 septembre 1900, d'affirmer une fois de plus la solidarité d'intérêts qui existe entre les patrons et leurs collaborateurs. L'assemblée générale a voté cette émission d'obligations ouvrières à l'unanimité sur la proposition du conseil de gérance. On a dit de cette décision qu'elle aboutissait à faire non seulement de la participation ouvrière, mais en même temps de la coopération. Cette opinion se fonde sur ce que ces parts de collaborateurs sont achetées et non données, et puis sur leur rétribution qui est d'abord un loyer fixe, puis un dividende gradué selon l'échelle du revenu des actions ordinaires. On a rapproché cet essai de participation ouvrière de celui du Trust de l'Acier que nous avons analysé (1). Et pourtant, il ne saurait être question de coopération au sens proprement dit du mot : les parts de collaborateur de la maison Japy frères et C^{ie} ne peuvent donner aucun droit à la répartition de l'actif social, elles sont nettement appelées obligations ; elles en ont tous les caractères ; elles sont rétribuées toutefois par des revenus variables. L'article 3 de la décision de l'assemblée générale prévoit leur remboursement au pair de l'émission, le jour de l'expiration de la société.

Il y a coopération au sens usuel du mot et non point au sens juridique, en ce que les titulaires de

(1) *Bulletin de la Société industrielle de Mulhouse*, août et septembre 1906.

parts ouvrières chez Japy frères ont, comme nous le disions, droit à une rémunération variable, suivant le résultat des affaires sociales.

« Art. 5 du Règlement : Les parts de participation de collaborateur auront droit, sous déduction des impôts résultant des lois de finances :

1° A un intérêt de quatre et demi pour cent l'an, payables avant tout partage de bénéfices de la Société ;

2° A un *intérêt éventuel supplémentaire* de :

a) Un pour cent, lorsque le dividende brut de l'exercice revenant aux actions de la société sera égal ou supérieur à trente francs par action ;

b) Deux pour cent, pour un dividende brut par action de trente-cinq francs et au delà ;

c) Trois pour cent, pour un dividende brut par action de quarante francs et au delà ;

d) Enfin quatre pour cent, pour un dividende brut par action égal ou supérieur à quarante-cinq francs.

L'émission des parts de collaboration ouvrière de Japy frères et C^o, faite le 11 septembre 1900 a été de trois mille titres de cent francs.

2. — En 1906, une émission d'obligations similaires a été tentée par une autre maison industrielle, la Société anonyme des Établissements C. Branchu Houdayer et Beaufrils, Mariette réunis, dont le siège est au Mans. Cette émission bien moins importante toutefois consistait en des obligations de 25 francs l'une, au taux de 4 % l'an. Cette émission exclusivement réservée aux ouvriers et employés n'était

faite à l'origine que pour une somme de 5.000 francs pour la période du début. Elle comprend aussi un revenu variable, supplémentaire, mais sans détermination faite à l'avance. Dans l'article 42 des Statuts constitutifs de la Société, nous lisons ceci :

« Chaque année le conseil d'administration se réunit dans le mois de mai pour vérification des comptes de l'année précédente. Afin d'encourager le personnel de la société à la bonne marche et à la réussite de l'entreprise, il décide à *titre gracieux*, un prélèvement variable sur les bénéfices, pour être réparti entre les obligataires au prorata du nombre d'obligations. »

Ce n'est plus donc ici la reconnaissance d'un droit aux obligations ouvrières, mais cette expérience rentre plutôt dans le domaine des institutions patronales.

SECTION II

A quelles conditions un ouvrier peut-il devenir actionnaire ?

Les souscriptions ouvrières que nous venons d'examiner n'ont pas ouvert à tous les ouvriers indifféremment le droit à la souscription. Tous les employeurs ont établi des systèmes de sélection entre leurs ouvriers pour faire bénéficier de la souscription ou bien ceux qu'ils estimaient leur être les plus attachés par la longue durée de leurs services réguliers, ou bien ceux qu'ils pensaient être les plus méritants, parce

qu'ils étaient les plus habiles (et partant ceux qui recevaient les plus gros salaires), ou bien ceux qui pouvaient le plus facilement libérer leurs actions souscrites, et cela pour la commodité même des affaires financières de la société. Suivant donc les idées qui avaient guidé l'employeur sur le chemin de la participation au capital, nous trouvons des conditions diverses mises à la souscription. Celle-ci reste une faveur des règlements patronaux ; c'est comme une répartition des titres antérieure à la souscription. Le mode de libération de ces mêmes valeurs de capital est également différent suivant les espèces. Ce n'est qu'après l'examen des conditions de souscription et de libération que nous pourrons prendre parti sur la nature juridique des actions de capital appartenant aux ouvriers.

A. — *Quels sont les ouvriers qui peuvent souscrire ?*

1° *Système de l'autorisation.* — Le mode de sélection entre les ouvriers le plus simple, parce qu'il est le plus arbitraire et le plus autoritaire, est celui qui subordonne la souscription à une autorisation spéciale des directeurs de la société.

Ce moyen ne se rencontre pas toutefois dans la pratique comme moyen unique de sélection ; quand il est usité, il est simplement le correctif des autres moyens. Dans la Société Japy frères par exemple, après que les règlements sociaux ont fixé les conditions d'émission, ils décident que « pour pouvoir

souscrire aux parts de participation de collaborateur, il faut... : être agréé comme souscripteur par le conseil de gérance de la maison. » Quand un ouvrier remplit donc certaines conditions que nous allons énumérer, il faut parfois encore le consentement des employeurs pour lui permettre de réaliser ses intentions.

L'autorisation des directeurs de l'affaire est requise dans d'autres sociétés pour la limitation du droit de souscription ; les statuts fixent un maximum à la souscription de chaque ouvrier.

Au delà d'un certain nombre de titres, il faut une autorisation spéciale du conseil d'administration de la société. C'est le cas de la société anonyme des établissements Branchu, etc... du Mans. Art. 42 des statuts, § 8 : « Chaque employé ou ouvrier ne pourra devenir propriétaire de plus de dix obligations, sans une autorisation spéciale du conseil d'administration de la société. »

2° *Systèmes de la durée des services et de la classification des salaires.* — Le mode de sélection rudimentaire est malgré tout rarement employé ; il y a quelque chose de singulier à laisser sous le régime des faveurs patronales l'acquisition payante d'actions ou d'obligations. La plupart des usines s'en sont référées en effet à d'autres criteria ; le système de l'autorisation n'existe guère qu'à titre exceptionnel quand la direction d'une entreprise veut absolument favoriser un employé ou un ouvrier en particulier et que l'état des souscriptions la contraint à y

recourir pour réaliser son but. Il n'est jamais que subsidiaire.

La durée des services est au contraire la condition usuellement établie par les industriels; et cela se comprend, puisque la participation au capital est la preuve de la confiance que l'ouvrier peut avoir dans l'usine qui le fait travailler. Nul ouvrier ne songera à s'intéresser à une entreprise dans laquelle il n'a qu'un emploi passager; il préférera rechercher l'augmentation des salaires fixes plutôt que de poursuivre l'éventualité d'une forte rémunération pour ses économies. La société qui se fonde sur la durée des services ouvriers s'adresse à des ouvriers qui ont l'expérience du genre de travail qu'elle exige et qui sont les seuls dont elle puisse espérer faire ses collaborateurs sous une forme ou une autre. Il ne s'agit pas en effet de capitalistes quelconques dont la société commerciale veut ignorer les noms, parce qu'ils lui sont indifférents. Elle ne veut rendre les ouvriers capitalistes que pour les unir à elle par une solidarité d'intérêts. Elle fait œuvre de sagesse en exigeant une certaine durée de services, parce qu'aussi bien l'actionnariat ouvrier pourrait tourner à son détriment et devenir une occasion de conflits du capital et du travail. Un ouvrier par exemple, qui devient obligataire, c'est-à-dire créancier, ne doit le devenir que s'il a confiance absolue en son emprunteur; sinon les conflits du travail, au lieu de s'apaiser, iront sans cesse grandissant, puisqu'ils se transporteront du domaine exclusif des conditions du travail, dans celui de l'examen

et de la discussion des opérations financières de la société. S'il est attaché à cette société, il préférera, donc, poursuivre l'éventualité d'une forte rémunération de ses épargnes plutôt que de rechercher l'augmentation de ses salaires fixes.

Le système de la durée des services est surtout en honneur dans les sociétés qui pratiquent la participation aux bénéfices et dans les sociétés à participation ouvrière (1). Néanmoins il a son application dans d'autres sociétés. L'article 2 des conditions d'émission des parts de participation de collaborateur Japy frères et C^{ie}, s'exprime comme suit :

« Pour pouvoir souscrire aux parts de participation de collaborateur, il faudra : Être ouvrier chez Japy frères et C^{ie} depuis cinq années ininterrompues au moins, ou bien être employé ou contre-maître de Japy frères et C^{ie} depuis une année au moins. »

A la lecture de cet article, nous devons faire ici une remarque fondamentale à propos du système de la durée des services ; c'est que ce moyen n'est le plus souvent usité pour rendre l'ouvrier capitaliste que concurremment avec celui de la classification des ouvriers suivant les salaires qu'ils reçoivent. Dans l'article du règlement de Japy frères, on part du point de vue normal qui permet à chacun de parvenir par sa valeur professionnelle à une plus haute situation et l'on

(1) Voir chapitre II et la deuxième partie de ce même titre de l'action de travail propriété temporaire de l'ouvrier.

a désiré faciliter l'accession à la propriété à ceux-là surtout qui font preuve de réelles qualités dans leur travail ; c'est la raison qui impose une moindre durée de services pour un contremaître que pour un ouvrier. Mais en même temps ce règlement tient compte de la rémunération de salaires perçue par chaque ouvrier.

Durée des services, importance des salaires, tels sont en effet les deux modes de classification entre les ouvriers adoptés par la plupart des maisons industrielles qui favorisent l'actionnariat. Tantôt, on ne tient compte que des services, comme dans l'organisation des Magasins du Bon Marché qui a établi toute une hiérarchie suivant l'ancienneté. Tantôt le montant du salaire est le seul élément de classification, dans le Trust de l'Acier par exemple. Tantôt enfin les deux classifications coexistent, comme dans la maison Japy frères et C^{ie}.

L'un des systèmes les plus intéressants est celui qui a été organisé par l'United States Steel Corporation de New-York, dans sa première circulaire du 13 décembre 1902. Il est surtout remarquable parce qu'il se réfère aux salaires pour déterminer la limite des souscriptions permises, mais aussi et surtout pour favoriser les ouvriers à petits salaires. Les employés et ouvriers du Trust de l'Acier sont divisés par cette circulaire en six classes, qui comprennent :

La classe A, ceux dont les émoluments s'élèvent à 20.000 dollars au moins par an ;

La classe B, ceux qui gagnent 10.000 à 20.000 dollars par an ;

La classe C, ceux qui gagnent 5.000 à 10.000 dollars par an ;

La classe D, ceux qui gagnent 2.500 à 5.000 dollars par an ;

La classe E, ceux qui gagnent 800 à 2.500 dollars par an ;

La classe F, ceux qui gagnent 800 dollars ou moins par an.

Chacun peut souscrire pour autant d'actions qu'il le désire, sans pouvoir dépasser toutefois, la somme représentée par un certain pourcentage de ses appointements d'une année. Ceux qui appartiennent à la classe A, indiquée dans le tableau qui précède auront droit à une quantité d'actions représentées par une somme n'excédant pas 5 % de leur salaire annuel. Puis le pourcentage est établi comme suit : classe B, 8 % ; C, 10 % ; D, 12 % ; E, 15 % ; F, 20 %.

Pour éviter que la souscription soit entièrement couverte par les employés à traitements considérables, ce qui aurait fait dévier le but même de l'institution, la direction du Trust a déterminé comme on le voit, la portion de capital que chacun pourrait acquérir « pour une valeur limitée variant en raison du montant de son salaire et en raison inverse de ce montant » (1). Cela indique bien que le Trust n'a pas voulu faire une affaire financière simplement, mais

(1) Cf. Ch. Gide, *op. cit.*, p. 4, note 1.

rechercher aussi l'intérêt de ses propres ouvriers.

A ce mécanisme de classification entre les candidats-actionnaires, le Trust de l'Acier a joint une base de répartition, comme dans les souscriptions ouvertes aux capitalistes ordinaires. L'émission de 1903 portait sur 25.000 actions de préférence et voici la stipulation introduite dans les conditions d'émission :

« Dans le cas où, sur cette base de souscription, il serait souscrit à plus de 25.000 actions, ce nombre de 25.000 serait réservé aux divers souscripteurs dans l'ordre des classes, en commençant par la classe inférieure ou classe F, les classes supérieures ne pouvant acquérir que le stock non souscrit par les classes inférieures, et chaque classe ne pouvant recevoir des titres que jusqu'à concurrence de la quantité laissée pour cette classe. Il sera réservé, toutefois à chaque souscripteur au moins une action, même si le Comité des finances devait, à cet effet, en acheter plus de 25.000. »

L'avantage est donc encore par cette nouvelle clause pour les ouvriers à petits salaires, le Trust de l'Acier a désiré en outre que le plus grand nombre possible de ses employés et ouvriers devinssent participants; et cela pour rendre efficace l'actionnariat ouvrier.

Comme nous l'avons montré plus haut (1), le Trust de l'Acier a fait en janvier 1909 une nouvelle émission d'actions de 18.000 actions de préférence et

(1) Voir p. 21 et s.

15.000 actions ordinaires. Ici le point de vue de classification entre les ouvriers est quelque peu différent.

Le tableau suivant indique le maximum des sommes pour lesquelles il peut être souscrit des actions par ceux dont les appointements ou les salaires se trouvent dans les limites respectivement indiquées :

Appointements ou salaires annuels <i>Dollars</i>	Somme maxima <i>Dollars</i>
275 ou moins	50
275,01 à 625 inclusivement	110
625,01 à 799,99	150
800 à 1.100	160
1.100,01 à 1.500	220
1.500,01 à 1.833,33.	250
1.833,34 à 2.166,66.	330
2.166,67 à 3.125	350
3.125,01 à 3.208,33.	400
3.208,34 à 3.541,66.	440
3.541,67 à 3.958,33.	450
3.958,34 à 4.125	500
4.125,01 à 4.791,66.	550
4.791,67 à 6.050	600
6.050,01 à 6.750	660
6.750,01 à 7.150	700
7.150,01 à 7.750	770
7.750,01 à 8.250	800
8.250,01 à 8.750	880
8.750,01 à 9.250	900
9.250,01 à 9.350	950
9.350,01 à 9.750	990
9.750,01 à 12.812,50.	1.000

12.812,51 à 13.062,50.	1.050
13.062,51 à 14.062,50.	1.100
14.062,51 à 14.437,50.	1.150
14.437,51 à 15.312,50.	1.210
15.312,51 à 15.812,50.	1.250
15.812,51 à 16.562,50.	1.320
16.562,51 à 17.187,50.	1.350
17.187,51 à 17.812,50.	1.430
17.812,51 à 18.437,50.	1.450
18.437,51 à 18.562,50.	1.500
18.562,51 à 19.062,50.	1.540
19.062,51 à 19.687,50.	1.550
19.687,51 à 19.937,50.	1.600
19.937,51 à 33.500.	1.650

Il semble bien que le pourcentage accordé à chaque employé comme maximum de souscription soit légèrement différent de celui de la première circulaire ; la division des salaires y est faite en détails, et la circulaire de 1909 n'a aucune disposition analogue à celle de 1903, déclarant que les classes ouvrières à gros salaires ne recevraient que les titres non souscrits par les ouvriers à petits salaires. Le Trust de l'Acier a cherché davantage ici à réaliser une combinaison financière. Les 18.000 actions de préférence de cette deuxième émission ont été offertes à la souscription à 110 dollars et non point à 82 d. 50 ce qui constituait une prime que la direction n'a plus voulu consentir. Il est vrai que les inconvénients du système étaient apparus dans la pratique (1).

(1) Voir plus loin p. 81.

Dans ce système du Trust de l'Acier, comme du reste dans tous ceux que nous avons précédemment examinés, l'ouvrier d'une classe donnée, d'une ancienneté donnée reste libre de souscrire. Il n'est pas obligé de souscrire pour la somme totale à laquelle son ancienneté ou son classement lui donne droit. Il peut souscrire pour une somme quelconque ou ne pas souscrire.

3° *Systèmes de la liberté absolue et de l'obligation.*

— Il y a comme on vient de le voir dans ces différentes affaires industrielles, une réglementation minutieuse, pour déterminer les bénéficiaires de la souscription. Quelques autres entreprises plus récentes, parmi lesquelles on peut citer les Chantiers de Constructions navales de Sir Christopher Furness, n'ont mis au contraire aucune condition à la souscription des ouvriers. Tous peuvent souscrire, peu importe leur ancienneté ou leur salaire. C'est à dessein que nous n'avons pas débuté par le principe de la liberté absolue de souscription ouverte à tous; cette liberté dans l'actionnariat n'est apparue qu'après la réglementation, et à en juger par les résultats obtenus, on serait tenté de dire qu'elle ne réussit pas aussi bien que la réglementation. Sir Christopher Furness qui en a tenté l'essai, dans de grandes entreprises, l'a remplacé immédiatement après dans d'autres entreprises par celui de l'obligation.

Au moment de faire une société anonyme de l'exploitation de la mine de Wingate, Sir Christopher Furness a établi le principe de l'obligation pour les

ouvriers de devenir participants (member of the co-partnery). « Aucun employé ne pourra, disent les règlements statutaires, rester au service de la compagnie, si au bout de trois mois, il n'est pas encore devenu participant. »

Ce principe de l'obligation de souscrire pour tous les ouvriers dérive d'une nouvelle conception de l'actionnariat ouvrier ; les usines qui l'imposent sont celles qui partent d'un point de vue purement pratique. Pour rendre les grèves impossibles et établir plus de solidarité entre l'élément travail et l'élément capital, il faut que la participation englobe tous les travailleurs ; c'est à cette condition seulement que l'actionnariat peut avoir son utilité complète. Il est intéressant de remarquer l'évolution qui s'est faite dans l'actionnariat ouvrier capitaliste ; bien que de date très récente, il s'est déjà transformé ; il est sorti du cadre des pures institutions patronales. Dans les propositions de lois ou les essais de doctrine qui sont apparus en ces dernières années, nous retrouverons souvent ce principe de l'obligation. Pour créer l'*action-travail*, toute différente de l'action capitaliste ouvrière, on a proposé, comme nous le verrons, l'obligation de nouvelles charges pour les patrons ; de même ici, nous voyons ces patrons eux-mêmes s'en référer au principe obligatoire. Par l'une et l'autre, le but à atteindre est de rendre actionnaires *tous* les membres de la classe ouvrière.

B. — *Mode de libération des titres.*

Des facilités de paiement considérables ont été reconnues par les règlements d'actionnariat aux ouvriers souscripteurs.

Les titres ouvriers, comme on l'a vu, ne sont que de petites coupures d'actions ou d'obligations. Malheureusement en France le minimum du montant des actions est de 100 francs sauf pour les actions des sociétés dont le capital n'excède pas 200.000 francs, constituées par la loi du 1^{er} août 1893. En Angleterre, au contraire, où le minimum des actions est inférieur, l'actionnariat ouvrier s'est plus particulièrement développé et c'en est une des causes principales.

Néanmoins, nous avons vu les efforts réels tentés en France par la plupart des industriels pour réduire au minimum possible la valeur nominale des titres de capital. Il y a un taux légal minimum ; mais les sociétés qui ont admis un taux supérieur pour leurs émissions ordinaires d'actions, ont procédé par le système autorisé des coupures d'actions pour les souscriptions ouvrières. La Compagnie des Mines de Montigné, par exemple, a inscrit cette disposition dans ses statuts.

Quelles sont maintenant les facilités de paiement offertes aux ouvriers ?

1^o *Retenue sur les salaires.* — C'est en général par

retenue sur leurs salaires que les ouvriers libèrent leurs titres d'actions. Certaines sociétés, celles-là mêmes qui ont mis le plus de conditions à la base du droit de souscription, laissent aux ouvriers le droit de payer leurs titres à leur volonté. Ils peuvent le faire par leurs épargnes à des termes fixés à l'avance. Pour les obligations de 100 francs de la maison Japy, les ouvriers les paient en quatre termes égaux à chaque 1^{er} novembre, 1^{er} février, 1^{er} mai et 1^{er} août, tout comme n'importe quel capitaliste. Toutefois, dans le cas où l'un des ouvriers serait dans l'impossibilité de payer l'un des termes, la Société ne le déclare pas pour autant déchu de ses droits, et elle ne remet pas en vente cette obligation partiellement libérée. Elle avance à un taux faible d'intérêt la somme due et les intérêts de l'obligation sont payés, déduction faite de cet intérêt jusqu'à complète libération.

D'autres sociétés invitent les ouvriers à libérer les actions souscrites par des versements mensuels, au moyen de retenues faites sur leurs appointements ou leurs salaires ; c'est le cas du Trust de l'Acier. Le souscripteur fixera lui-même l'importance de ces retenues sur les salaires ; mais la direction détermine un maximum de retenue qui ne peut être dépassé. Dans le Steel Trust, les paiements ne pourront excéder 25 % d'un mois d'appointements ou de salaires (1).

(1) Le comité des finances du Trust de l'Acier a craint que certains ouvriers ne veuillent libérer trop rapidement leurs titres souscrits en se privant pendant quelques semaines, dans le seul espoir de pouvoir plus vite rendre leur titre négociable et profiter de la

Dans les chantiers de Constructions navales de Sir Ch. Furness, si les ouvriers acceptent de payer par retenue sur leurs salaires, les prélèvements sont fixés à l'avance à 5 %. Et dans le projet de la Mine de Wingate, où la participation au capital devient une obligation, la direction décide que quelles que soient les intentions de l'ouvrier, tout participant obligatoire aura nécessairement sa part de salaire diminuée de 5 % jusqu'au remboursement intégral de ses parts de capital.

On peut dire que le mode de libération des titres le plus usuellement admis est celui de la retenue sur les salaires ouvriers : retenue *facultative* et laissée à la liberté des souscripteurs, dans les entreprises qui ont minutieusement choisi parmi leurs ouvriers ceux qu'elles investissent du droit de souscrire ; retenue à *maximum déterminé* à l'avance dans d'autres usines qui invitent leurs ouvriers à pratiquer l'épargne, mais fixent les limites qu'elles estiment être raisonnables ; retenue *obligatoire*, dans les sociétés qui en engageant un ouvrier inscrivent dans les conditions du travail l'obligation de participer au capital.

2° *Importance des versements et durée de libération des titres.* — Le plus souvent la quotité des versements est libre ; le souscripteur fixe lui-même leur importance, dans d'autres cas il est prévu un versement

hausse des cours. L'actionnariat ouvrier aurait ainsi perdu rapidement son vrai caractère et les portions de capital détenues par les employés auraient passé à bref délai dans les mains des financiers.

minimum, quand la loi du pays n'exige pas comme en France un versement d'un quart du capital souscrit.

Le Trust de l'Acier décide que le versement minimum sera de 2 dollars 50 par action de préférence et de 1 dollar 25 par action ordinaire, souscrite par les ouvriers. Les mensualités d'autre part ne devront être payées qu'en dollars entiers, sans fraction ; le paiement en dollars entiers est même obligatoire, chaque fois que la souscription dépasse le minimum prévu.

Que se passe-t-il maintenant quand l'ouvrier effectue régulièrement ses paiements ? ou bien au contraire, si pour une raison ou une autre cet ouvrier ne continue pas la libération de son compte de souscription ?

Un employé ou un ouvrier effectuant ses versements, les dividendes lui reviennent à partir du jour où il commence à faire des paiements sur son compte de souscription ; les versements différés sont augmentés d'un intérêt annuel. Dans le Trust de l'Acier cet intérêt annuel est de 5 % ; il revient donc dans ce cas, à chaque actionnaire, 7 % de dividende sur la fraction libérée, et 7 % — 5 %, c'est-à-dire 2 % sur celle non libérée. Cette même Corporation a prévu (et nous aurons l'occasion de revenir sur cette disposition destinée à attirer et à maintenir les souscriptions ouvrières) des dividendes supplémentaires pour les employés ayant régulièrement accompli leurs versements. Dès les premiers paiements, et pendant tout

le temps des versements successifs, les dividendes sur la portion souscrite de capital, sur le « stock », comme disent en notre hypothèse les Américains et les Anglais, sont inscrits au crédit du compte du souscripteur et s'ajoutent à ses versements, jusqu'à ce que le montant total de la souscription soit soldé et que par conséquent les actions lui soient remises ; après quoi les dividendes lui sont payés dans la même forme qu'aux actions ordinaires. Les dividendes sont donc intangibles jusqu'à ce moment, indisponibles pour l'ouvrier souscripteur ; ils ne sont pas productifs d'intérêts, mais la portion non libérée donnant 2 % d'intérêt, la direction du Trust a de ce fait consenti un sacrifice, pour la facilité de la libération des actions ouvrières. Ces 2 % sont un moyen de plus d'inviter les employés à souscrire.

Si maintenant un souscripteur ouvrier vient à cesser ses paiements avant la libération complète de son compte de souscription, les statuts d'actionariat ouvrier ne prévoient pas en général les conséquences ordinaires du défaut de libération de la part du souscripteur. La sanction de ce défaut de versement n'aboutit pas en notre matière à la procédure de l'exécution en bourse ou à une procédure analogue. Le souscripteur qui cesse ses paiements est en général autorisé par les statuts sociaux à retirer les sommes qu'il a payées sur son compte de principal et il garde en plus la différence entre le dividende promis et l'intérêt que lui fait payer la maison industrielle pour l'avance de fonds qu'elle lui consent.

L'ouvrier dans ce cas aura fait seulement un placement de ses épargnes à faible intérêt.

Cas de l'incapacité de travail et de la mort du souscripteur. — Certaines entreprises, le Trust de l'Acier en particulier, ont fait des distinctions suivant la cause de la cessation des paiements mensuels par l'ouvrier. Si la cessation des paiements tient à ce que l'ouvrier a été frappé d'incapacité de travail, la somme inscrite au crédit du compte de l'ouvrier sera augmentée de la gratification supplémentaire promise aux ouvriers restant travailleurs de la maison pendant cinq ans. Cette somme a été fixée à 5 dollars par action pour chacune des années non encore expirées. De même si cet employé vient à décéder, alors qu'il servait loyalement la Corporation ou l'une de ses filiales, sa part de versement sera gratifiée de la même somme et sa succession en bénéficiera. La somme annuelle supplémentaire diffère dans le Trust de l'Acier suivant les émissions dont il s'agit. Les 5 dollars de gratifications sont ceux qui correspondent à l'émission de 1903 des 25.000 actions de préférence; une gratification fondée sur le même principe a été également décidée par la direction de ce Trust à l'émission de 1909 (1). Ce que nous voulons

(1) Article 9 de la circulaire de janvier 1909. — Si le souscripteur vient à décéder ou s'il est frappé d'incapacité de travail au cours de ses loyaux services, pendant la période de cinq années, les sommes payées par lui sur son compte de souscription, ou si ce compte était entièrement soldé, le certificat de stock sera remis par la Corporation à sa succession ou à lui-même, avec une somme égale à 5 dollars ou à

seulement retenir à ce point de notre étude, c'est que la direction de l'affaire a voulu éviter qu'une cause fortuite ou malheureuse empêchât l'employé ou l'ouvrier de libérer la part sociale qu'il avait souscrite et le Trust a pris toutes ses dispositions pour réussir dans cette voie. L'ouvrier empêché de travailler par une cause indépendante de sa volonté sera traité de la même manière que celui qui continue de travailler et les mêmes augmentations de son compte de capital lui seront consenties.

Cas du chômage. — Pour compléter ce système du mode de libération des titres souscrits, le comité financier du Trust a également prévu le cas de chômage involontaire de l'ouvrier ; les versements mensuels de l'ouvrier peuvent cesser par ce fait. Il se peut par exemple qu'une fermeture temporaire d'ateliers soit décidée ou nécessitée par des circonstances industrielles quelconques ; les souscripteurs ouvriers ne seront pas pour autant privés des gratifications supplémentaires du Trust qui leur facilitent la libération de leurs titres ; l'interruption d'emploi ne comptera pas. Ils pourront même très bien accepter un emploi quelconque dans une entreprise étrangère pendant l'interruption de travail ; les paiements mensuels ne seront seulement plus exigés. Si cet ouvrier vient à décéder pendant cette interruption de travail, sa succession bénéficiera des mêmes avantages dont

2 dol. 50 (5 dollars par action souscrite sur le stock de préférence et
2 doll. 50 par action souscrite sur le stock ordinaire).

il aurait bénéficié lui-même ; toutefois pour que l'actionnariat ouvrier réalise ici le but pratique de ses fondateurs, l'ouvrier qui à la première réquisition du Trust, ne reprendrait pas son emploi dans le Trust serait considéré comme ayant renoncé aux diverses facilités de libération qui lui étaient offertes.

Le mode de libération des actions ouvrières du Steel Trust que nous venons d'exposer est malgré ses apparences un des plus autoritaires qui aient été pratiqués. C'est ainsi que les ouvriers doivent acquitter leurs titres d'actions dans le délai maximum de trois ans ; sinon ils sont déchus de leurs droits d'actionnaires et n'ont plus que les droits de titulaires de compte de dépôt, c'est-à-dire les droits de ceux qui ont annulé leur souscription.

Le Trust de l'Acier est, à la vérité, une des seules entreprises ayant dans leurs détails prévu la cessation des paiements ouvriers. Les autres sont parties d'un point de vue différent ; elles n'ont prévu le cas qu'au moment où elles reconnaissaient en le limitant le droit de cession d'actions. Comme dans le Trust de l'Acier, la négociabilité du titre est entière, il fallait prévoir et réglementer l'époque et la manière de libération des titres. En dehors des sociétés qui ont restreint au point de le supprimer presque le droit de négociation de l'action, il en est quelques autres, qui partant uniquement du point de vue philanthropique, et ne faisant autre chose qu'une institution patronale, ont laissé à l'arbitraire, c'est-à-dire dans l'espèce à la générosité des employeurs,

toute liberté pour admettre n'importe quel mode de libération du titre et n'importe quel délai.

3° *Annulation de la souscription.* — Les ouvriers devenus capitalistes par la souscription peuvent, dans la plupart des cas, annuler leur signature et cesser volontairement leurs paiements, parce qu'il ne leur convient plus de devenir actionnaires de l'entreprise. Il fallait que la souscription des actions fût ainsi présentée aux ouvriers si l'on voulait espérer qu'ils n'y vissent point un moyen pour le patron de se procurer des fonds. Leur disposition naturelle d'esprit ne les incite-t-elle pas à l'avance à se méfier de la participation au capital et n'est-ce pas d'autre part une question de justice et de sagesse que de permettre à l'ouvrier devenu actionnaire de garantir ses épargnes contre les risques de l'industrie ? Nous verrons que pour ce faire, les actions ouvrières capitalistes sont souvent susceptibles de remboursement au pair de l'émission par la direction de la société (1). Mais la plupart des sociétés ont fait plus en autorisant l'ouvrier à annuler sa souscription d'action.

Si donc un souscripteur ouvrier vient à cesser ses paiements, parce qu'il annule sa souscription, son titre d'action ne sera pas vendu comme n'importe quel titre en bourse partiellement libéré, parce qu'il supporterait les fluctuations d'un cours, mais le montant des versements partiels qu'il aura effectués sera intégralement remboursé à l'ouvrier. Les sociétés

(1) Voir plus loin, section III, p. 63 et ss.

qui prévoient le remboursement possible aux guichets de la Compagnie des actions ouvrières décident par là même *a fortiori* le remboursement du montant de libération partielle des titres.

L'annulation de la souscription n'est toutefois permise en général que si elle est faite pour la totalité. Les annulations partielles sont interdites surtout dans les sociétés qui déterminent à l'avance le montant des souscriptions permises à chaque catégorie d'ouvriers. Toute facilité étant donnée à chacun pour libérer son titre, on conçoit que la direction se soit refusée à conserver comme actionnaire un ouvrier que sa défiance seule engage à faire annuler sa souscription (1).

L'ouvrier qui annule sa souscription est alors remboursé des sommes qu'il avait payées pour libérer ses titres ; dans la majorité des cas, la société ne lui retient pas l'intérêt des sommes qui restaient dues. Elle lui verse le montant de ses dépôts augmenté d'un intérêt annuel ; cet intérêt est en général fixé à l'avance par les statuts. Il n'est plus considéré alors que comme un prêteur de la société, que comme un titulaire d'un compte de dépôt. Tous les dividendes ou gratifications supplémentaires qui ont été versés à cet ouvrier, parce qu'il était actionnaire, sont souvent alors déduits du montant des versements (2).

(1) Voir plus loin, section III, p. 67 et ss., la question du renvoi de l'ouvrier-actionnaire.

(2) C'est ce qui est pratiqué dans le Steel Trust. En cas d'annulation

SECTION III

L'ouvrier capitaliste a-t-il les droits d'un actionnaire ordinaire?

Nous venons de voir par quel mécanisme on a facilité aux ouvriers l'acquisition de la propriété capitaliste ; on a d'abord déterminé quels seraient ceux qui auraient le droit de souscrire, puis on s'est attaché à faciliter à ceux-là les moyens de faire acquisition des actions. A-t-on ainsi créé la vraie propriété capitaliste, plus facilement accessible toutefois ? Les statuts des sociétés qui ont institué l'actionnariat ont compensé leurs faveurs aux ouvriers par des restrictions aux droits des actionnaires ou des obligataires ordinaires. Que ce soit en France, aux États-Unis ou en Angleterre, les ouvriers ne sont pas devenus tout à fait des actionnaires ou des obligataires, ils n'ont pas été titularisés absolument dans les mêmes droits que les capitalistes. Les actions sont bien en principe leur pleine propriété, personnelle, perpétuelle, héréditaire, mais certains correctifs statutairement introduits en font quand même juridiquement une nature spéciale de parts de capital. A première vue cela ne saurait se comprendre ; peu

de la souscription par un ouvrier avant complet paiement, le montant intégral des versements faits sur son compte lui est remboursé, augmenté d'un intérêt de 5 % l'an depuis le moment du versement ; de même si les versements venaient à être interrompus, sans l'autorisation de la Corporation, pendant trois mois.

importe, n'est-il pas vrai, le souscripteur d'un titre de capital ; la société doit accueillir à la souscription toutes les personnalités du public ; elle ne peut pas réduire plus spécialement les droits des uns. Elle fait une souscription d'actions, le souscripteur doit avoir les droits d'un actionnaire. Il est vrai que la jurisprudence française des sociétés par actions a concédé bien des libertés aux statuts sociaux et à l'assemblée générale des actionnaires, de telle sorte qu'il est plus juste de dire en notre matière qu'il s'agit de l'application de règles jurisprudentielles plutôt que d'une nature particulière d'actions. Nous verrons dans les différents exemples de la pratique, comment on est parvenu à faire de l'action ordinaire une action de travail en un certain sens et comment les expériences faites en droit anglais ou américain pourraient se répéter en France conformément à la loi et à la jurisprudence françaises.

Les fondateurs d'actionnariat ouvrier capitaliste ont été guidés dans les restrictions imposées aux actions par le souci de donner des garanties aux épargnes ouvrières et par celui d'empêcher l'ingérence du Travail dans les domaines de la Direction et du Capital.

1^o *Droit à la répartition du dividende.* — En principe, l'accession des ouvriers à la propriété capitaliste n'a de raison d'être et ne peut avoir d'effet utile au point de vue des patrons, que si elle assimile absolument les nouveaux actionnaires aux anciens au point de vue du partage des bénéfices et de

la répartition des dividendes. Pour qu'une semblable institution soit vraiment une œuvre de réforme sociale, il faut que le capital ouvrier soit rémunéré comme les capitaux aux mains des capitalistes; rien de plus naturel du reste, puisque les actions que nous examinons sont payées par les ouvriers. Aussi en principe les actions dont s'agit reçoivent-elles le même dividende que les autres. La Société des Magasins du Bon Marché par exemple ne fait aucune différence à ce point de vue entre ses actionnaires.

Et pourtant, sous prétexte que les émissions d'actions ouvrières ne sont en général faites qu'en seconde ligne si je puis dire, c'est-à dire qu'elles ne sont pas faites à l'origine d'une société, qu'elles ne sont pas une émission constitutive du capital, certaines sociétés garantissent aux sommes placées par les ouvriers un intérêt moindre qu'aux autres actionnaires. En général c'est en effet les capitalistes qui décident qu'une certaine quantité d'actions sera rachetée par le conseil d'administration pour être offertes immédiatement après aux souscriptions ouvrières. Les Chantiers de Constructions navales par exemple de Sir Christopher Furness garantissent aux actions ouvrières 4 % et aux autres actionnaires 5 % d'intérêt; le coupon de dividende, comme on dit, est ensuite le même pour les deux catégories d'actions.

Pour parvenir à rémunérer de façon spéciale et moins onéreuse les actions ouvrières que les autres,

on leur a aussi reconnu les droits d'actions privilégiées ou de priorité. Cet usage très répandu en Angleterre et aux États-Unis a été utilisé en France depuis la loi de 1903. C'est ainsi que la Société anonyme des Mines de Montigné a procédé de façon à donner aux ouvriers le plus de sécurité possible, et de façon que la rémunération du capital ouvrier soit une charge fixe à inscrire dans les frais généraux de l'entreprise.

« Les coupures d'actions privilégiées de cent francs chacune, dit l'article 5 *bis* des Statuts, à souscrire d'abord par les ouvriers de la Société et en cas d'insuffisance de ceux-ci par les membres du Conseil d'administration..., auront droit à un intérêt annuel de 4 %, dont le paiement leur sera toujours assuré, même dans le cas où le dividende afférent à ces actions serait inférieur à cet intérêt. Si ce dividende était supérieur à 4 %, les coupures d'actions dont s'agit toucheraient ce dividende seulement. Sauf cette garantie d'intérêt, et la préférence accordée pour leur souscription aux ouvriers de la société... ces coupures d'actions ne jouiront que des droits attachés aux actions ordinaires... » sans préjudice d'un certain nombre d'exceptions.

En retour du privilège qui leur est accordé, les droits des porteurs d'actions ouvrières subissent des restrictions par rapport aux droits des actionnaires ordinaires. Aucun droit d'antériorité en particulier sur l'actif social ne leur est reconnu et le remboursement des titres est statutairement prévu :

aussi est-on contraint d'affirmer que les ouvriers actionnaires n'ont dans cette affaire que des droits d'obligataires, et même moins de droits que certains obligataires. L'association du capital et du travail ainsi réalisée ne saurait donner aux ouvriers un stimulant d'activité, parce qu'on leur garantit bien un intérêt, mais qu'on ne leur laisse point espérer un supplément de dividende.

Aussi préférons-nous de beaucoup la création des parts de participation de collaborateur de la maison Japy frères et C^{ie} qui sont nettement présentées aux ouvriers comme des obligations, mais comme des obligations donnant droit à un intérêt de $4\frac{1}{2}\%$ l'an payable avant tout partage de bénéfices de la société, et à un intérêt éventuel supplémentaire variable suivant le dividende brut de l'exercice revenant aux actions de la société. Ces dispositions par leur netteté, par l'offre même qu'elles font à l'ouvrier d'un mode spécial de rémunération sont singulièrement plus avantageuses pour lui que la création des actions de priorité des Mines de Montigné et si l'on entend par actionnaire le capitaliste associé aux chances de l'entreprise, on peut dire que l'obligataire de Japy frères est un actionnaire, et l'actionnaire de Montigné un obligataire qui a moins de sûretés qu'un obligataire ordinaire. Nous verrons du reste la différence des résultats obtenus par ces deux genres de systèmes.

Dans l'organisation du Steel Trust, les droits reconnus aux ouvriers ont été les mêmes que ceux des actionnaires capitalistes. Les émissions faites par le

Trust ont été tout d'abord une émission d'actions de préférence, puis une émission double, d'actions de préférence et d'actions ordinaires. A la répartition des titres, avant même leur complète libération, les dividendes affectés à l'une et l'autre des catégories d'actions ont été versés aux ouvriers.

Les actions de préférence ont droit à un intérêt annuel de 7 % et le comité des finances du Trust qui a fait l'émission a décidé qu'il serait prélevé sur l'excédent des bénéfices certaines gratifications supplémentaires dont nous avons déjà fait mention, parce qu'elles peuvent être utilisées dans certains cas par les ouvriers souscripteurs comme moyen de faciliter la libération de leurs titres, interrompue pour une raison indépendante d'eux-mêmes (1).

Ces gratifications sont également accordées dans la deuxième émission du Trust indifféremment aux actions de préférence et aux actions ordinaires (2). Elles représentent un dividende spécial affecté aux actions ouvrières. Elles sont plutôt un mode particulier de rémunération fixe qu'une manière de distribution de dividendes, et pourtant leur montant n'est pas dans tous les cas fixé à l'avance, non point que ce montant reste indéterminé par les statuts, mais parce qu'il varie suivant le nombre des participants.

On peut donc dire que les actions ouvrières du

(1) Voir plus haut, Section II, p. 50 et s.

(2) Lors de l'émission de 1909, les mêmes gratifications furent promises pour les actions de préférence et des gratifications de moitié pour les actions ordinaires.

Trust sont des actions capitalistes au point de vue de la répartition des dividendes, mais que la société consent à leur donner un supplément d'intérêt, si leurs titulaires remplissent certaines conditions. Ces gratifications particulières sont en effet des primes à l'ancienneté et à la régularité des services. Pour encourager l'ouvrier à conserver ses titres tout en demeurant employé du Trust, la circulaire de 1903 prend les décisions suivantes pour les actions de préférence ouvrières recevant déjà des dividendes au taux de 7 % : « Si un ouvrier ne quitte pas son emploi tout en gardant son stock de titres et si au mois de janvier de chaque année pendant cinq ans, à partir de janvier 1904, il produit le certificat du trésorier de sa Compagnie en même temps qu'une lettre authentique établissant qu'il a été continuellement au service de la Corporation ou d'une de ses filiales pendant l'année précédente et a témoigné par ses efforts qu'il s'intéresse à sa prospérité, il recevra pour chacune de ces périodes de cinq années une gratification de cinq dollars par action et par année (1). »

Pour que le Comité des finances du Steel Trust accorde à l'ouvrier ce supplément d'intérêt, il est donc nécessaire qu'il soit établi que l'ouvrier s'est appliqué à soutenir les intérêts de la Compagnie pendant cinq ans. A un certain point de vue, ce supplément reste par conséquent une mesure gracieuse.

(1) Voir circulaire du 13 décembre 1902, rapportée au *Bulletin de la participation aux bénéfices*, 1909, p. 22, et la circulaire de janvier 1909, art. 8.

Les deux circulaires prévoient un autre dividende supplémentaire non fixé à l'avance ; voici comment on le détermine. Les cinq dollars correspondant annuellement aux titres d'actions de ceux qui ont quitté le Trust, ou bien qui ont cessé leurs paiements mensuels, sans être dans les cas exceptionnels déjà indiqués, sont totalisés à un compte qui est crédité d'un intérêt annuel de 5 %. La somme ainsi formée est répartie entre ceux ayant loyalement rempli leur mission dans le Trust, proportionnellement à leur nombre d'actions de préférence suivant l'émission de 1903. Suivant celle de 1909, la somme accumulée sera divisée en un nombre de parts égal au nombre d'actions de préférence augmenté de la moitié du nombre d'actions ordinaires restant entre les mains des souscripteurs qui ont continué leur service pendant toute la durée de ces cinq années. Chacun des souscripteurs aura alors droit à autant de parts de ce fonds qu'il aura d'actions en sa possession, c'est-à-dire une part pour chaque action de préférence ou pour deux actions ordinaires.

L'ensemble des actions de préférence émises en 1903 et en 1909 pour les ouvriers est donc rémunéré de façon fixe ; la charge de leurs dividendes est une charge sociale ; et cette charge ne peut que diminuer. En effet, ces actions ouvrières changent de caractère en changeant de maître. Nous verrons qu'elles peuvent être négociées par les ouvriers ; par la force même des choses, par des circonstances de mort, de départ, de démission, etc..., il doit arriver qu'au bout

de quelques temps, certaines de ces actions passent aux mains des capitalistes. Elles n'auront plus alors que la rémunération statutaire des actions de préférence, c'est-à-dire 7 %, mais elles cesseront d'être *des actions de préférence privilégiées*.

Il résulte donc des explications qui précèdent l'usage presque constant dans les entreprises d'actionnariat ouvrier de la clause d'intérêt fixe. Les employeurs ont recours tantôt à la forme obligation, tantôt à la forme action de préférence pour le garantir. A cette rémunération fixe s'ajoutent certaines rémunérations qui se calculent ou bien d'après les bénéfices de l'exercice, ou bien d'après l'ancienneté de service du titulaire.

2° *Droit à la négociation du titre d'action.* — Un des principaux caractères de l'action, pour ne pas dire le principal, est le droit à la négociabilité du titre. L'action est de son essence négociable ; ou bien on peut dire, ce qui est plus exact au point de vue juridique, que toutes les fois qu'une part de société où la responsabilité est circonscrite à la mise, est déclarée cessible sous une forme ou sous une autre, elle devient une action (1) assujettie à notre loi de 1867. Faut-il toutefois que cette cession soit absolument libre, et qu'aucune gêne ne soit mise à la cessibilité des parts ? On ne peut pas le dire. Une entrave apportée à la liberté de cession n'affranchit pas la société qui en a ainsi décidé dans ses statuts, de la

(1) Cf. Thaller, *op. cit.*, 4^e éd., n° 600 et 607.

loi de 1867. La part sociale en droit français demeure une action.

Ce qu'il faut considérer comme critérium, c'est surtout la question de savoir si une part sociale est susceptible d'un trafic ordinaire et courant (1), si elle est apte à une cession, plutôt que de se demander si elle peut être aliénée sans aucun consentement des autres associés ou de leurs représentants. La loi du 24 juillet 1867 s'appliquera donc parfaitement au cas où la cession d'actions ouvrières est subordonnée à l'autorisation du conseil d'administration ou de la direction de l'usine. C'est en effet la clause de limitation de cessibilité des parts qui a été utilisée par les sociétés pour régler la transmission des actions ouvrières ; ces règles statutaires existent du reste dans beaucoup de sociétés, indépendamment de l'hypothèse d'un capital ouvrier. La pratique n'a pas imaginé un procédé spécial pour imposer des restrictions aux droits des actionnaires ouvriers ; elle a utilisé les moyens ordinaires pour empêcher l'épargne ouvrière de disparaître entre les mains des acheteurs en bourse ou des financiers en général. Cette disposition est du reste prise dans l'intérêt des patrons comme des ouvriers.

A la limitation du droit de cession d'actions, certaines sociétés ajoutent l'insaisissabilité des actions ouvrières ; c'est la cession involontaire du titre à côté de la négociation librement consentie. La maison

(1) Lyon-Caen et Renault, *Traité*, t. II, n° 520.

Japy inscrit dans ses statuts (art. 4) que les parts de participation ouvrière seront insaisissables pour quelque cause que ce soit. Toujours pour éviter l'intrusion des tiers dans la société, la maison déclare que le conseil de gérance rachètera immédiatement au pair de l'émission les parts ouvrières, si leur porteur en fait la demande, ou s'il y a nécessité.

Certaines sociétés à la vérité n'ont pas restreint le droit de négociation de l'action ouvrière. Le Steel Trust par exemple décide ce qui suit : « Dès que le montant de la souscription aura été payé, les titres seront établis au nom du souscripteur, et le certificat lui en sera délivré. Il pourra *le négocier*, à l'époque qui lui conviendra (1). »

Aucune limitation donc au droit de l'actionnaire, qui peut vendre ses titres comme n'importe quel capitaliste ; nous verrons du reste les résultats désastreux qui ont été engendrés par cette liberté de négociation absolue (2).

Les inconvénients ne pouvaient porter dans le colossal Trust de l'acier que sur la classe ouvrière dont les épargnes ont été atteintes par la spéculation ; mais dans les entreprises moins importantes, les employeurs qui ont concédé l'actionnariat ont voulu prévenir les désavantages qu'une liberté complète pourrait avoir dans la direction même de l'affaire ; le souci

(1) Circulaire du 13 décembre 1902, *op. cit.*, p. 21.

(2) Voir plus loin, Section IV, p. 79 et s. les résultats de cette liberté de négociation.

des épargnes ouvrières les a donc moins dirigés que le souci de leurs intérêts propres ; la restriction à la négociation répondait toutefois à ces deux buts en même temps.

Aussi la plupart des usines dont nous étudions les systèmes ont-elles décidé que le conseil d'administration devrait être consulté pour les transferts d'actions ouvrières et que son consentement était nécessaire pour la cession des actions. En général les membres du conseil d'administration ou de gérance se sont réservé le droit de préemption de l'action au prix de sa valeur nominale à chaque transfert. Par ce moyen si l'émission des actions a donné des résultats contraires à ceux qu'espéraient les employeurs, ils peuvent peu à peu supprimer le capitalisme ouvrier. (Voir en particulier l'art. 5 *bis* § 6 des statuts de la Société anonyme des Mines de Montigné.) Si le conseil n'use pas de ce droit, il peut autoriser la cession à n'importe quel capitaliste. La négociation du titre est de ce fait tout à fait réglementée.

Quelques maisons industrielles permettent la cession libre des actions entre tous les titulaires de titres et n'exigent l'approbation du conseil d'administration que pour les transferts à d'autres personnes.

L'article 4 du règlement de Japy frères et C^{ie} dit en substance: « La cession des parts sera permise entre les titulaires de ces parts ; mais le titulaire qui voudrait en transférer à toute autre personne, fût-ce même à ses descendants ou à son conjoint ne pourrait le faire qu'avec l'autorisation du conseil de

gérance. » Il est bien évident que le conseil de gérance est par ses statuts tenu d'accepter comme cessionnaire de la part de capital tout ouvrier remplissant les conditions pour souscrire. Pratiquement, dans la maison Japy, les parts de collaboration ouvrière étant très recherchées par les employés et ouvriers, le conseil de gérance a très rarement exercé son droit de préemption. C'est un des seuls exemples peut-être où, comme nous le verrons, l'émission faite a été inférieure à la demande ouvrière ; aussi tous les propriétaires de parts ont-ils facilement trouvé acquéreurs. Ce n'est guère qu'au cas de succession et de succession ouverte au profit de personnes étrangères à l'usine, et éloignées des établissements de la maison que le conseil de gérance a repris des parts de collaborateurs, parce que leurs nouveaux titulaires ne pouvaient rechercher des acheteurs. Le conseil de gérance s'est alors contenté de rembourser les parts et d'annuler les titres ; pratiquement une très petite proportion de titres a été annulée (1).

Les restrictions au droit pour l'ouvrier de vendre son titre d'action sont plus importantes à un autre point de vue, au cas où le titulaire d'action vient à perdre sa qualité de collaborateur de la maison qui l'emploie, non seulement par suite de décès, mais pour cause de départ, de démission ou de retrait d'emploi. Quelques sociétés parmi celles que nous

(1) Ces renseignements nous ont été communiqués par le conseil de gérance de la maison Japy frères et C^{ie}.

avons énumérées ont déclaré que tout ouvrier ou employé quittant son emploi ne pourrait plus conserver ses actions et devrait les remettre à la société qui lui en remboursera le montant au pair (1). Quelquefois même la société qui a émis les actions se réserve le choix ou du droit de préemption pour le conseil d'administration, ou de la vente au mieux des actions ouvrières par telle forme qu'elle le voudra.

« Article 5 *bis* § 7 des statuts de Montigné : En cas de départ de la société de l'ouvrier titulaire de coupures d'actions de priorité ou privilégiées... les membres du conseil d'administration pourront toujours user du droit de préemption, comme on l'a dit ci-dessus, pour l'acquisition de ces coupures d'actions au prix sus-indiqué, ou le conseil d'administration les fait vendre par telle forme qu'il avisera. »

C'est bien ici la différence essentielle entre les droits de l'ouvrier capitaliste et ceux d'un capitaliste ordinaire. Peu importe en règle générale quel est le titulaire d'un titre d'action dans une société. Les sociétés que nous étudions sont des sociétés de capitaux et non des sociétés de personnes et la situation personnelle du porteur ne devrait pas intervenir en ces matières. La propriété de l'ouvrier capitaliste est déjà de ce fait un peu une propriété temporaire. L'ouvrier que nous avons tenu tout d'abord pour un propriétaire

(1) Voir à ce point de vue article 42 § 6 des statuts de la Société anonyme des Établissements Branchu, etc., du Mans ; article 5 *bis* § 7 des statuts de la Société anonyme des Mines de Montigné ; article 4 § 6 du règlement de la maison Japy frères et C^{ie}, etc.

capitaliste absolu, investi d'une propriété perpétuelle et héréditaire ne peut plus être considéré que comme un propriétaire passager d'une action de capital. Les statuts de nos sociétés décident que la démission ou le retrait d'emploi de l'ouvrier emportera sortie complète de cet ouvrier, même comme actionnaire. Les actions ne sont pas en général remboursables ; les fonds des actionnaires restent dans la société jusqu'à sa fin ; on ne peut pas en principe contraindre un actionnaire à quitter la société, à laquelle il a apporté ses capitaux. Cela serait contraire à la nature même du droit d'associé, aussi bien qu'au principe de la fixité du capital qui constitue la garantie des créanciers sociaux. Et pourtant les statuts d'actionnariat ouvrier en ont ainsi décidé. On peut analyser ces dispositions statutaires en un rachat par la société des titres ouvriers et on peut les justifier par le fait que ce rachat est toujours suivi de la revente des actions, ce qui le rend juridiquement possible.

Les titres ouvriers remboursés au moment où l'ouvrier quitte l'usine sont en effet ou bien repris par la société pour être de suite cédés à d'autres ouvriers, ou bien rachetés par les administrateurs agissant pour leur compte personnel et non pas *ès-qualité*. Le départ de l'usine est le mode de désignation des actions qui seront rachetées. L'ouvrier capitaliste s'il acquiert ainsi une garantie de remboursement de ses économies ne peut pas avoir d'un autre côté l'espoir que son capital s'augmentera. La reprise des titres par la

direction de la société transforme ses actions en un dépôt fait dans les caisses de la société, dépôt qui ne doit durer que pendant le temps où il est employé dans la maison industrielle. L'ouvrier capitaliste est donc propriétaire d'une action de la société, comme s'il était titulaire d'un livret de caisse d'épargne; mais alors que le livret de caisse d'épargne est sa propriété sa vie durant, l'action n'est à lui que pendant sa vie d'ouvrier à l'usine, et la société ne consent à lui verser et à lui garantir des dividendes supérieurs à ceux qu'il pourrait obtenir normalement, qu'à la condition qu'il abandonne ses droits à la société quand il la quitte pour qu'elle puisse investir un de ses successeurs des mêmes avantages. Cette clause qui restreint singulièrement les droits de l'ouvrier capitaliste n'existe toutefois que dans un petit nombre de maisons industrielles ayant organisé l'actionnariat capitaliste. Ni le Steel Trust, ni le système Furness, ni le Bon Marché, etc., n'ont introduit cette clause statutaire. Il est seulement intéressant de noter l'apparition dans ces systèmes du principe de la propriété temporaire.

La forme d'accession à la propriété capitaliste qui nous paraît répondre le mieux à toutes les exigences sans faire de l'ouvrier un capitaliste d'une espèce particulière est certainement celle de l'obligation à revenu variable; il n'est plus nécessaire que la société fasse usage de toutes les clauses restrictives des droits des actionnaires, qui ne se justifient que difficilement au point de vue juridique, mais que la ju-

risprudence a toutefois consacrées, il suffit d'émettre des obligations, qui dans leur essence sont toujours remboursables et dont le remboursement peut être fixé aux échéances que l'on veut.

Le système du remboursement pour les actions ne se pratique pas la plupart du temps sans qu'il soit complété par la délivrance d'un titre nouveau ; nous aurons à faire l'analyse (1) de ce titre nouveau qu'on appelle action de jouissance, et à étudier l'emploi qui en a été fait et celui qu'on voudrait en faire pour les actions ouvrières. Dans le capitalisme ouvrier qui fait l'objet du présent chapitre, il y a quelque anomalie à introduire le remboursement des actions sans la création des actions de jouissance. Si donc les employeurs l'ont fait dans certaines entreprises industrielles, c'est qu'ils entendaient bien ne pas faire de leurs ouvriers de véritables coassociés de la maison ; ne valait-il pas mieux qu'ils en fissent simplement des créanciers, c'est-à-dire des obligataires.

Il est inutile de rechercher si les statuts d'actionnariat semblent reconnaître *des droits aux ouvriers à la répartition de l'actif social à la dissolution de la société*. Dans plusieurs espèces, dans les chantiers de Constructions navales de Sir Christopher Furness par exemple l'essai de participation au capital n'a été tenté que pour une durée limitée, un an seulement ; à l'expiration de ce temps toutes les actions doivent être rachetées par la Compagnie si les ouvriers ne

(1) Voir plus loin, titre II, l'action de travail collective, p. 223 et ss.

veulent pas continuer à demeurer actionnaires. Dans les sociétés qui ont émis des obligations, il a été prévu (art. 3 par exemple du règlement de Japy frères) que les parts ouvrières seraient remboursables au pair au jour de l'expiration de la société ou qu'un tableau d'amortissement les ferait toutes sortir au sort avant cette date; il ne pouvait pas ici être question de répartition de l'actif social.

Mais dans les autres cas il est bien certain que le titre d'actionnaire consenti aux ouvriers emporte le droit à la répartition de l'actif social à la dissolution. Les sociétés qui ont institué l'actionnariat étant des sociétés à longue durée, la pratique ne nous donne pas l'exemple de la liquidation d'une de ces sociétés. De plus ces sociétés étaient toutes quand elles ont pris cette mesure des sociétés prospères; aucune d'elles n'est depuis lors tombée en faillite. L'argument que l'on fait valoir contre l'instabilité des épargnes ouvrières dans le régime de l'actionnariat capitaliste reste donc entier et on ne peut pas l'anéantir au moyen des expérimentations faites. Sauf dans les sociétés qui ont appelé « actions » des obligations ouvrières, des restrictions ont été apportées aux droits ordinaires des actionnaires, mais jamais les ouvriers n'ont reçu de droits privilégiés à la répartition de l'actif social.

3° *Droit à la participation aux assemblées. Droit d'être administrateur.* — La qualité d'associé fait concourir l'actionnaire aux délibérations sociales; elle le fait participer aux assemblées générales de

la société, elle lui permet de devenir administrateur. Les statuts des sociétés mettent des conditions particulières à l'entrée des assemblées générales ordinaires ou extraordinaires ; il faut posséder un certain nombre d'actions, etc... La loi de 1893 a autorisé les porteurs d'unités à se faire représenter à l'assemblée par un mandataire commun ; on admet pourtant que cette disposition ne s'applique pas aux sociétés constituées avant 1893. Comme les essais de participation ouvrière au capital n'ont toujours été faits par les directeurs que dans des proportions très modestes, il n'est pas d'industrie qui nous ait donné l'exemple d'une intervention ouvrière importante dans les délibérations de la société, même par le moyen du groupement. Des droits de direction ou de contrôle directs ou indirects ont toutefois été accordés aux ouvriers dans tous les exemples que nous avons pris au cours de cette étude. Il nous faut rechercher quels ils sont. Ce ne sont pas en général les droits des actionnaires ordinaires et cela vaut mieux du reste pour les ouvriers qui n'auraient jamais eu par ces droits que des pouvoirs théoriques mais bien indifférents en pratique comme ceux reconnus aux petits actionnaires.

Le Trust de l'Aeier ne fait au point de vue du droit d'entrée aux assemblées aucune différence entre les ouvriers et les autres actionnaires. La Société des Mines de Montigné autorise le groupement des ouvriers pour leur permettre d'intervenir à l'assemblée.

Art. 5 *bis* des statuts § 5 : « La possession de trois actions ordinaires, représentant ensemble un capital nominal de 1.500 francs étant nécessaire pour donner le droit de voter en assemblée générale, ce même droit ne pourra être conféré qu'au possesseur de 15 coupures d'actions de 100 francs, mais les propriétaires d'un nombre de coupures d'actions de priorité ou privilégiées inférieur à ce chiffre pourront se grouper pour atteindre le minimum de coupures exigé et donner conjointement à l'un d'eux mission de les représenter et ce, par dérogation à l'article 28 ci-après, contenant interdiction à un actionnaire d'accepter plusieurs mandats. »

Les sociétés qui ont ainsi donné aux ouvriers les droits des actionnaires ordinaires sont celles, peut-on dire, qui ont fait le moins pour les actionnaires ouvriers.

D'autres maisons industrielles ont statutairement créé des assemblées de participants ouvriers, assemblées dont le bureau pourra être entendu par la direction sur tous les points pouvant intéresser l'usine.

Ces assemblées d'employés et d'ouvriers participants existent dans le système de la maison Japy. Elles se réunissent annuellement à date fixe ; les règlements de 1900 (art. 6) ont groupé tous les titulaires de parts par usine ou groupes d'usine de la maison en six assemblées. Ces assemblées nomment chacune une délégation de cinq membres, comprenant au moins trois ouvriers et chaque délégation élit un président et un vice-président. Ces délégations ont pour

mission (art. 6 du règlement) de contribuer au maintien de la bonne harmonie entre la maison et ses collaborateurs. Elles ne s'occupent pas uniquement des questions concernant les ouvriers, porteurs de parts, elles examinent et transmettent à la direction de l'usine toutes les demandes qui peuvent intéresser les conditions du travail. Mais surtout chaque fois qu'une délégation en fait la demande, elle est entendue par le conseil de gérance sur « tous les points pouvant intéresser l'usine pour laquelle elle est déléguée ». C'est elle qui a connaissance du bilan de la société et des dividendes afférents aux actions. Pratiquement dans cette maison industrielle, le conseil de gérance s'est imposé la règle de consulter la délégation des porteurs de parts sur les procédés de fabrication de la compétence particulière des ouvriers et les affaires importantes qui doivent être traitées sont la plupart du temps présentées auparavant aux délégations des porteurs de parts. Ces délégations donnent aux ouvriers capitalistes de la maison Japy des droits sensiblement supérieurs à ceux des porteurs de quelques actions dans les sociétés ordinaires.

Une organisation similaire a été pour partie réalisée en Angleterre par sir Christopher Furness, dans les chantiers de Constructions navales. Cet industriel avait le même projet pour la mine qu'il voulait organiser de façon analogue. La gestion des affaires reste entre les mains des directeurs qui sont libres d'embaucher les ouvriers les plus capables. Mais les sta-

tuts organisent les conseils de chantier. Les « colliery councils » sont composés par parties égales des directeurs et des employés. Ils sont chargés des enquêtes et jouent le rôle de conciliateurs sur tous les litiges pouvant s'élever entre les employés et les patrons ou leurs représentants. Comme les Trade Unions sont très puissantes en Angleterre, c'est à elles que les directeurs s'adressent pour engager leur personnel ; aussi les représentants des employés et ouvriers ont-ils le privilège de convoquer aux réunions des conseils de chantiers, chaque fois que leur avis paraîtra désirable, les chefs de leur Trade Union. Sir Christopher Furness estimait que dans ces conseils de chantiers tous les intérêts fédérés de l'entreprise trouveraient un terrain commun où ils se rencontreraient sur un pied d'égalité, puisque les représentants ouvriers seraient élus par leurs camarades parmi les ouvriers actionnaires. Toutes les questions intéressant le travail devaient venir devant ce conseil ; en matière d'heures de travail, de salaires, etc., on devait s'en référer aux habitudes des Trade Unions.

Il ne faut pas oublier que dans le système instauré par Sir Christopher Furness, le but en organisant la participation n'était pas du tout dicté par des raisons de philanthropie ; c'était purement une question d'intérêt. Les employeurs avaient voulu exclusivement empêcher le renouvellement des conflits qui leur avaient causé préjudice. Aussi ces conseils de chantiers sont-ils bien plutôt des tribunaux d'arbitrage que des assemblées rappelant de près ou

de loin des assemblées d'actionnaires. Ces conseils n'étaient du reste que la juridiction du premier degré ; si les conflits ne pouvaient être résolus, les statuts instituaient une cour d'arbitrage pour décider en dernier ressort ; cette cour était également formée des représentants patronaux et ouvriers en nombre égal ; elle était présidée par le président du tribunal du district.

Toutefois, et ce n'est donc qu'un des buts secondaires du conseil de chantier, ces conseils sont chargés d'examiner toutes les questions pouvant intéresser l'administration générale de la Compagnie. Ils peuvent même présenter des observations au conseil des Directeurs et prennent de cette manière une part à l'administration de la société. Le 14 novembre 1908, devant une foule considérable d'ouvriers syndiqués au théâtre de West Hartlepool, Sir Christopher Furness définissait de cette manière le second rôle des conseils de chantiers : « Nous veillons, disait-il, à encourager et à protéger les ouvriers qui proposeraient des modifications dans les méthodes de travail, des développements de machinisme ou toutes améliorations en général.... C'est le conseil de chantier qui nous permettra de le faire. »

Nous sommes loin en rapportant de semblables paroles du fondateur d'un système d'actionnariat capitaliste de droits reconnus aux ouvriers actionnaires que l'on puisse rapprocher vraiment de ceux des capitalistes. Il semble que si les employeurs n'ont

pas ici concédé plus de droits à ceux qu'ils représentaient comme leurs nouveaux associés, c'est parce que la situation de l'industrie anglaise du moment ne leur donnait pas assez confiance. Dans les discours qu'ils ont prononcés, les fondateurs de la participation paraissent favorables à l'extension des droits des ouvriers capitalistes. M. Thomas Burt, membre du Parlement, président des mineurs du Northumberland, s'exprimait ainsi dans sa circulaire du 1^{er} novembre 1908 au Syndicat des ouvriers mineurs du Northumberland, parlant du projet de Sir Ch. Furness pour les mines de Wingate : « Je me suis toujours montré favorable au principe de la participation. Ce n'est pas qu'elle soit un idéal parfait en elle-même ; mais elle est un stage et selon moi un stage nécessaire vers une forme plus pure et plus parfaite de production en coopération. »

Les grands industriels anglais de cette région n'ont pourtant pas réalisé comme plusieurs autres industriels anglais, des systèmes de participation tendant plus directement à avancer l'avènement de la coopération (1).

(1) L'action de travail propriété temporaire de l'ouvrier, ch. II, p. 153 et s.

SECTION IV

Résultats de l'actionnariat ouvrier capitaliste.

Tous ces systèmes échafaudés par la pratique pour rendre l'ouvrier capitaliste, par le moyen de la souscription n'ont pas également réussi. Il nous faut voir à quels résultats ils ont abouti. Recherchons donc si les souscriptions ouvrières ont été appréciées par les ouvriers, et si elles ont répondu au but que les employeurs se proposaient en instituant l'actionnariat.

Parmi les entreprises industrielles ou commerciales envisagées, les unes ont donné les plus grands résultats. L'exemple des Magasins du Bon Marché mérite d'être retenu : les employés y sont devenus copropriétaires de la majorité du capital social. La société civile instituée par M^{me} Boucicaut pour servir d'intermédiaire et permettre à ses employés d'acquérir les parts qu'elle possédait, a peu à peu intégralement transmis aux employés le fonds social dont elle était le représentant. L'actionnariat ouvrier n'y a néanmoins pas donné naissance à une société coopérative ; le Bon Marché est demeuré une société à forme capitaliste. Cette société a été très étudiée et nous n'y insisterons pas. Du reste, elle ne doit son succès, non pas tant au principe de l'actionnariat lui-même, qu'à la générosité de ses fondateurs à l'égard de leurs employés (1).

(1) On pourrait rapprocher de l'exemple du Bon Marché celui des Ma-

L'émission des obligations ouvrières à revenu variable de la maison Japy frères a également donné des résultats appréciables. Ces parts de collaborateur ont été acquises par 619 membres du personnel en 1900 dont un tiers environ d'employés. Il y a eu de fortes souscriptions de la part des principaux employés ; bien que les règlements d'émission n'aient pas, comme dans le Trust de l'Acier par exemple, fixé une limite de souscription proportionnelle aux salaires, le conseil de gérance a réduit toutes les souscriptions supérieures à 5 obligations suivant l'ancienneté du souscripteur ; en moyenne il y a un ouvrier pour 4 obligations $1/2$ de la société. Depuis 1900, jusqu'à la date du 15 avril 1910, il y a eu comme nous l'avons vu très peu de reprises d'obligations par le conseil de gérance et les parts reprises pour des motifs quelconques (succession ou départ) ne l'ont été que provisoirement, les ouvriers désirant acquérir des parts de collaborateur étant en effet très nombreux et la demande des titres étant supérieure aux offres faites. La société déclare en 1910, que de l'avis de tous, une nouvelle émission faite actuellement aurait plus de succès encore que la première en ce sens du moins que plus d'ouvriers y viendraient. La première fois

gasins du Printemps, dans lesquels l'acquisition d'actions par les employés fut imposée comme condition pour rester dans la maison. Dans cette dernière entreprise l'actionnariat, qui n'était fondé sur aucune pensée généreuse aboutit, on le sait, à infliger aux employés une perte sérieuse, les actions ayant été acquises par eux au-dessus du pair et ayant singulièrement baissé par la suite.

c'était l'inconnu et beaucoup éprouvaient une sorte de crainte de souscrire ; à l'heure actuelle, les demandes ouvrières prouvent la réussite du régime ; et aucun conflit ne s'est produit depuis 1900 entre les employeurs et les ouvriers.

On peut dire la même chose de l'émission des 25.000 actions de préférence faite en 1903 par le Trust de l'Acier, avec quelques réserves toutefois. Le 30 décembre 1908, le trésorier de la Corporation écrivait ce qui suit (1) : « Le résultat de l'émission a été des plus satisfaisants. Nous avons actuellement 15.000 employés et ouvriers qui possèdent des titres acquis sous ce régime. Un certain nombre d'entre eux sont titulaires de certificats d'actions souscrites dans chacune des six années, depuis la souscription (1903). Il y a aussi 10.000 souscripteurs qui ne possèdent pas encore des titres complets, mais qui effectuent leurs versements mensuels. » Il est probable qu'à l'heure actuelle, tous les titres ont été intégralement libérés. Ces 25.000 actions de préférence représentent la somme importante de plus de 2 millions de dollars de valeur nominale, soit plus de 10 millions de francs.

On a diversement apprécié les résultats ainsi obtenus par l'actionnariat dans le Steel Trust. La grande objection que les plus ardents défenseurs des intérêts ouvriers ont faite réside dans l'assimilation complète

(1) *Bulletin de la Participation aux Bénéfices*, 1909, p. 9.

des ouvriers aux capitalistes : une crise industrielle venant à surgir dans l'industrie américaine risquerait de réduire à néant la fortune ouvrière. La fluctuation incessante des cours des actions a pleinement justifié cette critique. Le prix d'émission des actions étant de 87 dollars 50, ces mêmes actions furent peu après cotées à 70 dollars et à 60 dollars ; aujourd'hui le taux de ces mêmes actions est de plus de 120 dollars. Plusieurs ouvriers du Trust, voyant les cours s'abaisser continuellement ont en effet vendu leurs actions, pris de crainte, et ont ainsi réalisé une perte sérieuse. Les partisans du système américain ont présenté deux réponses très fortes en apparence : tout d'abord, les risques sont singulièrement atténués par les dividendes que perçoit l'ouvrier. La rémunération du capital ouvrier dans le Trust de l'Acier s'élève en effet avec les dollars supplémentaires à 12 ou 13 %, ce qui peut permettre à l'ouvrier de reconstituer en peu d'années l'épargne placée dans l'affaire. Ainsi une action souscrite en janvier 1903, à 82 dollars 50, a valu à son acquéreur le 31 décembre 1908, 6 fois un dividende de 7 % :

soit 5 dollars 75 $\times$ 6.	34 doll. 50
plus 6 fois 5 doll. supplémentaires soit	30 doll. 00
	64 doll. 50

sans compter le deuxième dividende supplémentaire qui, comme nous l'avons dit, varie en raison du

nombre des copartageants d'un compte de dépôt spécial. Si, dit-on, ces 82 dollars 50, au lieu d'être confiés à l'industrie avaient été placés en valeur de tout repos à 4 %, ils auraient rapporté 3 dollars 30 par an, soit 20 dollars environ ; il reste donc une différence de 44 dollars qui a amorti en six années plus de la moitié du capital industriel (1). Il suffit donc à l'ouvrier pour éviter tout risque de pertes de ne pas s'accoutumer dans les premières années où il est actionnaire, à dépenser tout ce qu'il reçoit comme dividende ; il lui faut mettre annuellement une certaine somme de côté correspondant à la différence entre les intérêts qu'il recevrait d'un placement sûr et ceux qu'il perçoit dans l'industrie ; il doit s'imposer le dépôt de ces sommes à une caisse d'épargne.

On faisait valoir d'autre part, en faveur de ce système américain, toutes les sûretés que la direction du Trust avait offertes aux ouvriers. Les actions de l'émission de 1903 sont des actions de préférence ; tout en rapportant le même dividende que les actions

(1) Nous ne pouvons exposer le même argument pour le deuxième stock de titres, soit 18.000 actions de préférence et 15 000 actions ordinaires qui ont été offertes au personnel par le Trust en janvier 1909, avec des avantages de rémunération analogues à ceux conférés en 1902. Les renseignements manquent à ce sujet. D'après pourtant une communication de M. Larivière, 19192 employés et ouvriers ont souscrit à ces actions pour une somme sensiblement supérieure à l'offre faite et on a dû réduire proportionnellement les souscriptions. Cela tendrait à prouver que les ouvriers du Trust avaient tout à fait repris confiance et que les ouvriers ne sont pas des adversaires, comme on l'a dit, de l'actionnariat, du moins aux États-Unis.

ordinaires, elles confèrent à leurs porteurs des droits d'antériorité sur l'actif social et les assimilent pour ainsi dire à des détenteurs de créances privilégiées. Ce second argument a peu de valeur dans notre hypothèse et l'on comprend très bien la crainte qui s'est emparée des ouvriers du Trust peu après l'émission. En même temps en effet que le Trust émettait pour 2 millions de dollars à peu près ces actions privilégiées réservées à ses employés, il offrait à la souscription pour environ 300 millions de dollars d'obligations à gros intérêt (1); et cette souscription réussissant, les ouvriers devaient se trouver primés, au cas de partage de l'actif, par ces créances dont le privilège était forcément supérieur aux actions de préférence.

Il ne faudrait donc pas tirer de l'exemple du Trust de l'Acier une conclusion absolue en faveur du système de l'actionnariat nettement capitaliste. Il est bien certain qu'on doit apporter des correctifs à ce régime; si les souscriptions ouvrières américaines ont eu du succès, elles nous ont aussi fait entrevoir les dangers certains que l'actionnariat fait courir aux épargnes ouvrières. La crainte de voir exploiter son épargne dans l'industrie qui l'emploie est une des causes principales de la répugnance des ouvriers à devenir actionnaires; le système du Trust de l'Acier n'élimine pas cette objection; nous croyons pourtant

(1) Voir *Copartnership*, par W. H. Lever, M. P. Port Sunlight, nov. 1909, p. 14 et 15.

que l'actionnariat capitaliste organisé de façon particulière aurait des chances de réussite (1).

Tous les modes d'actionnariat à forme capitaliste que nous avons étudiés n'ont pas également réussi et nous devons faire mention des essais tentés en Angleterre par Sir Christopher Furness. L'actionnariat introduit en 1909 dans les chantiers de la « Irvine's Shipbuilding et Drydocks Company » et accepté par les ouvriers pour douze mois seulement a en effet, pris fin en avril 1910. Le résultat (2) de l'exercice avait pourtant permis à la direction de distribuer 9 % par action au lieu de 4 % d'intérêt promis. Les Trade Unions firent néanmoins campagne pour obtenir la résolution de la convention intervenue en 1909 entre employeurs et employés; cette résolution fut votée par 354 voix contre 302; il est juste de dire que le tiers à peine des ouvriers actionnaires prit part à ce vote. L'organisation de l'actionnariat par Sir Christopher Furness avait eu pour but principal de régulariser le travail dans l'industrie de la construction navale, sujette à des chômages incessants. Or, dans le cours de l'exercice 1909, il y eut justement un certain nombre de travailleurs qui furent atteints par le chômage; cette constatation rendit les Trade Unions hostiles à l'actionnariat qu'elles considérèrent comme

(1) Voir titre III, ch. II, p. 347.

(2) Voir *Labour Gazette*, avril 1910. Copartnery and Trade Unionism,

inefficace. La décision des Trade Unions fut fondée également sur le fait de la retenue obligatoire sur les salaires : cette retenue obligatoire eut de graves inconvénients pour les ouvriers à petits salaires qui n'avaient plus assez d'argent liquide pour suffire aux nécessités de leur existence, tandis qu'ils étaient titulaires de sommes indisponibles portées à leur crédit. Ces ouvriers eurent à souffrir du chômage sans pouvoir utiliser cette réserve. A ces motifs, il fallait joindre le fait que Sir Furness était un adversaire du Trade Unionisme et que ces associations voyaient dans son actionnariat un moyen de détruire ou de diminuer leur influence (1).

L'insuccès de Sir Ch. Furness doit-il nous incliner

(1) Il est intéressant de rapporter ce qu'écrivaient les ouvriers du coton quelques temps avant la décision des ouvriers de Sir Christopher Furness (voir the cotton Factory Times mars 1910, rapporté par Waxweiler, *op. cit.*, p. 204 et 205). « A la vérité, il est très désirable que si c'est possible et pratique, les ouvriers d'une industrie puissent devenir plus ou moins actionnaires de leur établissement, mais il doivent tout de même avant tout rester des hommes libres. Comment Sir Christopher Furness peut-il concilier sa déclaration que jamais il ne touchera en rien à l'indépendance des ouvriers, avec cette autre que si les ouvriers se mettent en grève, on conservera le dépôt qu'ils ont confié à leurs patrons? D'ailleurs 4 % d'intérêt pour un dépôt mis en banque, cela se trouve encore, et si la compagnie fait 10 % de profit après les amortissements et les réserves, les ouvriers auront droit à 5 %; cela représente en calculant bien, 10 centimes par semaine la deuxième année, 20 centimes la troisième et ainsi de suite. A la vérité, ils pourront réaliser leur part quand il la voudront, mais qui peut assurer que cette réalisation ne se fera pas avec perte? »

Voici ce que disait également du régime instauré par Sir Christopher Furness, un grand industriel anglais : « Il est probable que l'es-

à croire à l'insuffisance absolue de l'actionnariat capitaliste pour résoudre les conflits du capital et du travail (1)? Nous ne le pensons pas. Ce qu'il faut dire, c'est que l'actionnariat capitaliste est inconciliable avec le principe de l'obligation. Le système de Sir Ch. Furness était injuste et maladroit, en ce qu'il faisait parvenir l'ouvrier à l'actionnariat sans l'avoir auparavant intéressé aux bénéfices. Il est apparu aux ouvriers comme un moyen employé par la direction pour diminuer la charge de la rémunération de travail.

Nous ne croyons pas néanmoins que le principe de l'actionnariat capitaliste doive être abandonné, et les autres expériences réalisées fortifient notre conviction. La participation au capital deviendrait plus efficace à notre sens, si elle était toujours précédée par la participation aux bénéfices. Ceci nous conduit au second mode d'acquisition des actions par les ouvriers dont nous allons entreprendre l'étude.

Si l'on voulait maintenir le système des souscriptions ouvrières la forme qui s'impose est pour nous l'obligation à revenu variable, avec le droit statutaire pour les ouvriers de prendre une part au contrôle de

sai de Ch. Furness pourra donner des résultats intéressants, mais je me permets de penser que, si, pour généraliser ce système, les grands constructeurs de navires d'Angleterre doivent quitter leur Fédération nationale et obliger tous leurs ouvriers à quitter leurs vieilles Fédérations professionnelles, nous marchons à une époque où de graves différends et de longues grèves seront bien plus fréquents que dans le régime actuel. »

(1) Les mineurs de la mine de Wingate ont repoussé avant tout essai les propositions qui leur avaient été faites par Sir Ch. Furness.

la gestion de l'entreprise. Ce mode de participation au capital n'aura jamais de chance de se développer de façon importante, parce qu'il restera réservé aux ouvriers à gros salaires, pouvant réaliser des économies; mais il aura l'avantage de faire naître au profit de l'ouvrier un droit de créance, et ceci est indispensable, si l'ouvrier ne reçoit que son salaire et n'est pas intéressé aux bénéfices. Si maintenant l'ouvrier devient actionnaire par la participation aux bénéfices, nous devons rechercher les meilleurs moyens de protéger son épargne, tout en lui donnant des droits d'associé aux chances de l'entreprise.

CHAPITRE II

De l'acquisition des actions par la participation.

Jusqu'ici l'ouvrier n'est parvenu à être actionnaire, comme nous l'avons vu, qu'en faisant servir ses économies à l'acquisition d'actions de l'entreprise industrielle; tantôt il libérait ses actions par les sommes qu'il avait mises de côté, tantôt il autorisait son patron à lui faire une retenue sur ses salaires pour y parvenir.

Il nous faut traiter maintenant d'un autre mode d'acquisition des actions par l'ouvrier. L'ouvrier ne devient pas capitaliste par une manifestation extérieure de volonté, mais par un mécanisme automatique pour ainsi dire. Dans certaines usines pratiquant la participation aux bénéfices pour leurs ouvriers, la part de chacun est convertible en actions de la société; cette conversion est laissée à la liberté de chaque participant, ou bien elle lui est pour partie imposée, ou bien enfin elle est obligatoire. Comme on le voit, l'institution déjà ancienne de la participation aux bénéfices est reprise et transformée. La participation aux bénéfices n'avait pas réussi à se faire une place importante dans le monde industriel; les employeurs et les ouvriers eux-mêmes s'en sont lassés:

les premiers trouvaient qu'il y avait incohérence à développer la participation aux bénéfices sans la corriger par la participation aux pertes et les ouvriers estimaient qu'elle était un moyen pour le patron de diminuer le salaire fixe sans rien leur promettre en retour de façon certaine.

A l'heure actuelle, on a réduit dans notre système la participation aux bénéfices à être un moyen d'arriver à l'actionnariat capitaliste. On peut distinguer deux méthodes principales :

Ou bien la part de bénéfices ou une portion de la part de bénéfices revenant à chaque ouvrier est rendue indisponible ; son montant est versé au crédit d'un compte ouvert à chaque participant, et quand le montant de cette part est égal à la valeur nominale d'une action, le titulaire devient détenteur du titre de capital.

Ou bien la somme globale des bénéfices affectés aux travailleurs est employée en bloc à l'acquisition d'actions qui sont ensuite distribuées gratuitement en apparence à certains ouvriers ; ce deuxième système n'offre aucune différence de nature avec le premier, la distribution gratuite des actions n'étant faite qu'en représentation d'avantages consentis et reconnus auparavant. Dans le premier cas, la part de bénéfices reste individuelle et devient une action individuelle, dans le second, la part est collective au début, puis se divise en actions individuelles.

SECTION I

Conversion de la part de bénéfices en actions.

C'est principalement l'étude de la copartnership anglaise que nous nous proposons de faire ; c'est en effet de ce nom que les Anglais désignent la participation aux bénéfices devant provoquer la naissance de l'actionnariat. Ce n'est point pourtant en Angleterre que ce moyen de rendre l'ouvrier capitaliste a été tout d'abord pratiqué, mais en France : il y a bien longtemps que les maisons Laroche-Joubert et Godin en particulier ont pratiqué la participation au capital. Mais c'est en Angleterre, depuis quelques années surtout qu'elle s'est développée. Toute une école a vanté ce système et le Journal-« le Copartnership », qui représente ses intérêts, inscrit dans sa statistique de 1909, 112 maisons anglaises et écossaises représentant un chiffre d'affaires de plus de 100 millions de francs et ayant fait parvenir leurs ouvriers à l'actionnariat par la participation aux bénéfices (1).

Mais il est vrai de dire que ce moyen de la copartnership n'a pas surtout conduit au capitalisme ouvrier au sens proprement dit du mot. Il a fait davantage. Il a été employé à la transformation en coopératives de production de certaines entreprises individuelles et puis il a été très usité dans les coopératives de consommation. En d'autres termes, il a

(1) Rapporté par Ch. Gide, *op. cit.*, p. 6, et en note.

conduit au changement du mode de production et dépassé le système de l'actionnariat capitaliste, dont seul nous nous occupons à ce point de notre étude.

Il a toutefois amené la création d'actions de travail capitalistes dans certaines sociétés, qui n'ont pas voulu ou pas pu utiliser toutes les forces vives que ce principe nouveau contenait en lui. Quelques grandes sociétés ont adopté son principe, tout en restant des sociétés capitalistes ; elles ont inscrit dans leurs statuts la participation aux bénéfices et l'ont fait servir au rapprochement du Capital et du Travail en les associant très étroitement, en leur donnant le plus possible des intérêts semblables. Au lieu que le Capital ait d'autant plus d'intérêt que le Travail est moins rémunéré et produit davantage, les statuts des sociétés anglaises fondées sur la copartnership ont fait grandir les revenus du Capital, à mesure que le Travail gagnait davantage. Et à mesure que le Travail était mieux rémunéré, il acquérait des droits à l'acquisition du Capital lui-même, non point pour le supplanter définitivement et pour l'absorber, mais pour devenir son associé et son égal.

Compagnies du gaz de Londres. — Ce système a été mis en honneur par les expériences merveilleuses qu'ont faites de lui depuis quelques années les Compagnies du gaz de Londres, à la suite de la South Metropolitan Gas Company.

a) *Historique.* — Le régime de ces sociétés mérite d'être exposé dans ses détails. La ville de Londres est divisée en plusieurs secteurs, dont l'exploitation

par le gaz est confiée à des compagnies différentes. La ville pratique avec ces compagnies une manière de régie intéressée : elle impose un prix maximum de vente du gaz aux particuliers et à elle-même. Ce prix est variable suivant les circonstances du marché, le prix de la houille, etc., et suivant les travaux qu'elle impose aux différentes compagnies ; si ces compagnies dépassent ce prix fixé à l'avance « standard price », elles sont tenues à une restitution des suppléments de bénéfices. Les actes de concession passés entre les Compagnies et la Ville de Londres, ont été réalisés par l'autorité du Parlement lui-même. Ils sont déjà très anciens ; ils remontent pour la plus importante des compagnies la South Metropolitan gas Company à 1842. Le régime des compagnies est celui des sociétés dites enregistrées ; ces compagnies tiennent leurs pouvoirs de l'Act du Parlement lui-même et sont à de certains points de vue en dehors des règles des compagnies enregistrées elles-mêmes, particulièrement des dispositions de la nouvelle loi sur les sociétés par actions. Leur capital est fixe et a été déterminé par le Parlement ; il faut une loi pour pouvoir l'augmenter ou le réduire.

C'est cette situation toute spéciale de l'industrie du gaz à Londres qui a contraint les compagnies à faire des efforts tout à fait particuliers pour que la perfection de leur organisation et l'union de leurs différents éléments leur permissent de réaliser des affaires et de faire des profits.

On a dit que le grand exemple réalisé par ces com-

pagnies de gaz ne pouvait nullement faire avancer la solution des conflits du Travail et du Capital, parce que ces compagnies étaient assurées d'un monopole, par l'acte même de la concession, qu'elles étaient ainsi soustraites à la concurrence, et qu'elles géraient du reste une industrie simple, connue, sans aléas et sans difficultés techniques (1). Cette affirmation pêche par la généralité de ses termes. Si ces compagnies jouissent d'un monopole, elles le paient par de singulières restrictions à leur liberté d'action : elles sont contraintes par un minimum de prix de vente à une limitation à l'avance de leurs bénéfices et puis elles sont tenues à la participation aux bénéfices avec leurs clients, par la réduction du prix de vente. Ces limites restrictives de leur liberté commerciale rendaient, à un certain point de vue, très difficile la réalisation de l'Union du Capital et du Travail dans ces compagnies.

On a beaucoup reproché à la South Metropolitan Company d'avoir exigé un engagement de travail de ses employés et d'avoir ainsi payé ses faveurs à son personnel de l'abandon du droit de coalition. On oubliait, en ce disant, qu'il s'agissait d'une compagnie exerçant un service public et que cette circonstance exigeait de singulières précautions de la clairvoyance de ses administrateurs (2).

(1) Waxweiler, *op. cit.*, p. 204.

(2) Tout au début même du régime nouvellement établi par la South Metropolitan Gas Company que nous allons étudier, l'ouvrier devait

Toutes les raisons néanmoins que nous venons de donner et qui précisent la situation de l'industrie du gaz à Londres devaient conduire plus particulièrement les intéressés à la recherche ardente d'une solution des conflits sociaux. Les instigateurs du mouvement sont partis du profit sharing pour aboutir à la copartnership et l'on peut dire qu'ils ont merveilleusement réussi. Le but qu'ils ont voulu réaliser est le rapprochement des intérêts si souvent opposés du Capital, du Travail et du Consommateur. En 1889-1890, M. Aneurin Williams administrateur de la South Metropolitan Company après avoir exposé la technique et les moyens de réalisation pratique de la copartnership dans son journal *Le Copartnership* proposa la participation aux bénéfices (le profit-sharing) aux ouvriers de la compagnie. Il décida de faire participer les ouvriers aux bénéfices si ceux-ci consentaient un engagement de travail d'un an (1). La compagnie venait à ce moment de souffrir de grèves répétées; et son directeur voulait les éviter; aussi n'a-t-il pas seulement exigé un engagement de travail d'un an, mais il a eu soin que les ouvriers prissent leur engagement chacun un jour différent. Comme il avait 3.000 ouvriers, la cessation collective du tra-

faire l'abandon de son droit d'association et promettre de ne jamais s'inscrire à une Trade Union. Cette disposition fut toutefois bien vite abandonnée par les instigateurs du nouveau régime eux-mêmes.

(1) Voir *Le Copartnership*, janv. 1910, p. 3 et 4; et *Bull. de la Féd. des Ind. et Com. français*, 1910, p. 202, *Bull. n° 78*, Waxweiler. Les actions de travail.

vail était de cette manière rendue impossible. Le bénéfice qui revenait à chacun était disponible et chaque ouvrier pouvait le retirer à son gré. M. Aneurin Williams encourageait toutefois ses ouvriers à laisser leur part de bénéfices en dépôt dans les caisses de la compagnie ; ce dépôt était productif d'intérêt à 4 %. Cette participation aux bénéfices pure et simple donna d'heureux résultats et dans les années 1890-1891 et 1893, la moitié des parts à peu près fut laissée en dépôt à la compagnie. C'est seulement en 1894 que la direction introduisit le principe de la copartnership.

Le nouveau régime n'a pas été, comme on le voit, brusquement installé dans la South Metropolitan Gas Company. Ses fondateurs ont désiré que les ouvriers en fissent l'apprentissage, qu'ils apprissent à connaître les avantages et les inconvénients des nouvelles faveurs qu'on leur accordait. Une des grandes objections faites à la participation aux bénéfices pure et simple a toujours été l'incertitude dans laquelle se trouve placé le budget ouvrier qui ne doit pas être soumis à des variations incessantes. Une expérience pratique de quatre années apprit au directeur de la South Metropolitan Gas Company que les ouvriers s'accommodaient bien de ce nouveau système, puisque, d'après les statistiques publiées, la moitié à peu près des parts de bénéfices ouvriers fût laissée en dépôt à la compagnie de 1890 à 1894.

Malgré cela, une grève très importante et presque générale suivit l'apparition du profit-sharing à cette

compagnie. Les directeurs furent d'autant plus encouragés à tenter un nouveau régime et décidèrent la copartnership obligatoire au lieu du profit-sharing libre. Il fallait plus étroitement associer les ouvriers aux intérêts de la compagnie; les rendre actionnaires devait mieux réussir à ce point de vue que de les laisser titulaires de simples comptes courants. La direction décida que les parts de bénéfices resteraient dans les caisses de la compagnie, jusqu'à ce qu'elles eussent un montant suffisant pour être converties en actions. Et pour encourager les ouvriers, il fut décidé en 1894 d'augmenter de moitié le taux du boni de ceux qui accepteraient de laisser la moitié de leurs bénéfices devenir des actions de la compagnie. Immédiatement après, usant d'autorité, la compagnie imposa la conversion d'office en actions de la moitié de la part de bénéfices; seule l'autre moitié restait en argent à la disposition de l'ouvrier.

La copartnership ainsi instaurée obtint le plus grand succès. Dès 1897, les travailleurs étant devenus actionnaires malgré eux pour des sommes très importantes, la South Metropolitan Gas Company obtint des pouvoirs parlementaires d'ajouter à son conseil d'administration des représentants directs des employés-actionnaires. Les pouvoirs accordés à ces employés-actionnaires furent développés par la suite; ils purent élire parmi eux deux directeurs de la compagnie. Un poste de directeur fut également réservé au choix des employés principaux; il pouvait être élu par ce que les Anglais appellent le « office staff ».

c'est-à-dire le groupement de ces employés supérieurs. Les actionnaires ordinaires conservèrent leur droit de nommer six des directeurs ; la majorité demeurait de ce fait au sein du conseil d'administration aux capitalistes. A l'heure actuelle, 3.800 employés et ouvriers de la South Metropolitan Gas Company sont devenus propriétaires de 264.000 actions entièrement libérées. Ces actions valant au pair 6 millions $1/2$ de francs valent au cours de la fin de mars 1910 environ 8 millions de francs (1) ; et les dépôts ouvriers devant donner naissance à de nouvelles actions ouvrières sont considérables. Si l'on compte que le capital social de la compagnie est de 240 millions de francs, on voit quelle grande part a été concédée à l'élément ouvrier dans la direction de la société. Les ouvriers ayant le tiers des voix au Conseil d'administration, il est évident qu'il n'y a aucune proportion entre le capital dont ils sont propriétaires et les pouvoirs qui leur ont été consentis. Ce régime de copartnership a si bien réussi que la moitié en plus de la part de bénéfices accordée en 1894 aux ouvriers candidats-actionnaires fut supprimée en 1901. Cette clause avantageuse n'était plus nécessaire depuis que la concession de moitié de la part de bénéfices était devenue obligatoire et pourtant

(1) Le bilan annuel de la South Metropolitan Gas Company au 31 décembre 1909 inscrit la somme de 16000 £ comme boni total de copartnership.

elle fut maintenue (1) quelques temps par le directeur dans le dessein d'éviter de nouveaux conflits avec ses ouvriers.

Voilà dans son ensemble l'initiative de la Compagnie du gaz du Sud.

Sir George Livesey qui fut son président du conseil disait d'elle que la grande somme allouée aux ouvriers qui leur avait permis de devenir des capitalistes n'avait pas réduit d'un penny le bénéfice des actionnaires ordinaires, que même ces derniers en avaient profité et que les ouvriers eux-mêmes avaient vu leur situation singulièrement augmentée, fût-ce même pour la part fixe de leurs salaires.

Recherchons donc par quel mécanisme cet accord parfait du Capital et du Travail a été réalisé dans cette compagnie. La plupart des compagnies concessionnaires de gaz sont régies par le principe de l'échelle mobile. Cette échelle mobile n'a pas seulement d'intérêt pour les salaires ouvriers ; la « sliding scale » permet de rapprocher plus facilement le capitaliste et l'ouvrier. Le prix de vente du produit étant variable, on fait varier également non point la rémunération fixe du capital, l'intérêt, non point la rémunération fixe du travail, le salaire, mais la part de dividende ou de bénéfices accordés.

Dans quelques compagnies pourtant, la ville concédante détermine à l'avance un prix de vente fixe

(1) Voir South Metropolitan gas Company, copartnership. Pass Book et Rules, p. 1.

assez réduit et la société concessionnaire ne peut le dépasser.

Que ce soit l'un ou l'autre de ces deux modes de fixation du prix de vente qui soit imposé par la ville, les compagnies de gaz anglaises ont adopté le principe de l'échelle mobile. La part de bénéfices revenant aux ouvriers est dans le premier cas calculée sur les fluctuations du prix de vente du gaz, dans le second sur les variations des dividendes distribués. Cela revient quelquefois au même, la variation du prix de vente entraînant celle du dividende; mais ce peut être aussi bien souvent très différent et le premier système permet davantage d'unir les intérêts des actionnaires et des ouvriers pour la raison que la part ouvrière n'est pas la conséquence directe de la part capitaliste. Les actionnaires peuvent réduire la part des ouvriers en réduisant leur propre part et en la versant aux réserves; dans le système à prix de vente variable au contraire, les deux portions de bénéfices seront déterminées par une circonstance extérieure à elles-mêmes, la variation du prix de vente.

La South Metropolitan Gas Company devait s'organiser avec un prix de vente maximum fixé par la ville; elle s'est proposée d'intéresser ses actionnaires, consommateurs et ouvriers à la plus grande réduction possible de ce prix. Elle fait participer ses clients aux bénéfices par la réduction du prix de vente. Le système qui la régit à l'heure actuelle a été définitivement fixé en 1900. Grâce au principe de l'Echelle mobile qui domine les statuts de la Compagnie du

gaz du Sud, les bénéfices de la compagnie à répartir sont statutairement établis selon le prix auquel le gaz est vendu. Le prix de vente de 1900 fixé par le Parlement est de 3 schellings par 1.000 pieds cubiques de gaz ; celui de 1909 est 3 s. 2 d. Pour chaque réduction de 1 penny par 1.000 pieds cubiques, les actionnaires ont droit à 2 s. 8 d. % de dividende additionnel, et d'autre part, si le prix du gaz devient plus élevé, le dividende des actionnaires est réduit de 2 s. 8 d. % pour chaque penny d'augmentation ; l'intérêt des actionnaires est donc que le gaz soit vendu au plus bas prix possible.

L'Act de concession du Parlement a voulu cette participation des actionnaires dans la répartition des dividendes. Mais il n'appliquait pas l'échelle mobile aux employés de la compagnie, qui n'avaient par conséquent aucun intérêt à la vente du gaz à bas prix. C'est afin de corriger cet inconvénient que les directeurs prirent la résolution à l'unanimité le 30 octobre 1889 d'offrir à leurs employés et ouvriers un boni dans les bénéfices de la compagnie, sous la forme d'un pourcentage sur leurs salaires, s'élevant quand le prix du gaz est réduit, s'abaissant quand il s'élève.

b). *Organisation de la copartnership.*— Quelles sont les conditions qui ont été mises à l'obtention de ce boni ? Elles ont été extrêmement détaillées par les règlements rendus publics de la South Metropolitan Gas Company. Toutes les compagnies qui ont par la suite adopté la copartnership, les ont plus ou moins repro-

duites avec de très petites différences de détails. En faisant l'exposé de ces conditions, nous aurons par là même fait celui des conditions générales de toutes les compagnies à Echelle mobile et seules les compagnies qui ne veulent ou ne peuvent pas fonder la copartnership sur un principe d'Echelle mobile doivent être mises à part (1).

1° Quels sont les employés qui dans la South Metropolitan Gas Company ont droit au boni de participa-

(1) Pour fonder la participation aux bénéfices dans les compagnies qui ne travaillent pas avec le principe de l'Echelle mobile, on a recherché différents procédés.

Dans quelques entreprises, on a fixé un prix officiel de base arbitraire, un standard price conventionnel, et pour chaque penny de réduction par rapport à ce prix, on a établi une échelle de participation analogue à celles établies dans les sociétés à Echelle mobile proprement dite. Ce système a le grand inconvénient de ne pas unir les actionnaires et les employés dans une seule communauté d'intérêt ; ils n'ont pas le même avantage à la réduction du prix du gaz, puisque le standard price est arbitraire.

Dans d'autres compagnies sans Echelle mobile non plus un système plus avantageux a été adopté. On fonde le boni de participation sur le dividende des actionnaires ; le dividende des actionnaires étant de 7 % par exemple, celui des ouvriers est fixé à 4 % de ce dividende la première année ; on établit ensuite un règlement faisant augmenter la part annuellement de $1/2$ % et $3/4$ % jusqu'à ce que le boni atteigne le niveau du dividende des actionnaires, puis il s'élève et s'abaisse avec lui dans une certaine proportion. Le principe de la copartnership est alors réalisé. Ce second système offre de grands avantages, établit une identité d'intérêt absolue entre les ouvriers et les actionnaires.

Il est très sage, dans ces compagnies de partir d'un petit pourcentage de boni pour l'élever ensuite progressivement, plutôt que de donner dès le début une participation importante qui habituerait les

tion? — Ce sont les employés et ceux-là seulement qui ont contracté un engagement. « Dans notre industrie, disait M. Livesey, qui a singulièrement développé en Angleterre la copartnership, le contrat de travail dont les conditions sont bien déterminées à l'avance, est indispensable et peut seul éviter les arrêts de production résultant d'une grève; ce contrat de travail me paraît être l'acheminement naturel vers la copartnership. »

Tous les ouvriers qui veulent donc devenir actionnaires doivent prendre un engagement de services d'une certaine durée (1). Les contrats de travail sont examinés et signés pour la compagnie par un employé supérieur. Ces mandataires de la direction sont investis de tous les pouvoirs pour refuser de signer ou de renouveler le contrat d'un employé qui s'est acquitté avec négligence de ses devoirs professionnels (2). Aucune classification n'étant faite par les règlements entre les ouvriers pour leur donner des droits diffé-

ouvriers à de gros profits dans les bonnes années, et ne laisseraient que du mécontentement dans les mauvaises années, les laissant croire à une falsification des comptes par la direction. (Système de la Compagnie anglaise de Gaz et Eau de Londres.)

(1) Livesey. Employers and Employed and copartnership, novembre 1907, p. 21.

(2) Les directeurs des sous-stations de la compagnie en particulier ont les pouvoirs suffisants. Toutefois la compagnie exige que dans la plupart des cas, ce soit le directeur lui-même qui refuse le renouvellement du contrat sur le rapport de ces employés. S'il y a contestation entre l'ouvrier et les employés, il peut toujours en référer au directeur qui doit agir avec une impartialité absolue.

rents à l'acquisition de la part de bénéfices si ce n'est toutefois une classification automatique par les prélèvements proportionnels aux salaires, il se pourrait, si les contrats de travail n'étaient pas régulièrement et soigneusement établis, que les mauvais ouvriers vinssent à profiter comme les bons de la copartnership. Les engagements des travailleurs sont donc de première importance (1).

Il est fait une seule distinction toutefois entre les travailleurs, ce sont ceux qui ne sont engagés que pour la période d'hiver. Ces employés d'hiver ne peuvent devenir actionnaires de la compagnie que s'ils manifestent à son égard de la fidélité en revenant travailler à la compagnie à la saison suivante. L'année industrielle finit le 30 juin de chaque année à la compagnie ; bien entendu le boni qui leur sera attri-

(1) Les contrats de travail étaient conclus à l'origine pour douze mois, même pour les employés d'hiver dont la période de travail n'est que la saison. Les compagnies du gaz de Londres ont dû apporter par la suite certains tempéraments à cette règle après l'exemple de la South Suburban Company en 1893. Afin d'empêcher les mauvais ouvriers de profiter des mêmes avantages que les bons, les contrats de travail furent rédigés pour trois mois au lieu de douze ; ainsi l'ouvrier qui n'est point zélé se voit refuser le renouvellement de son contrat. Les compagnies préfèrent pouvoir ainsi prendre leurs dispositions à l'avance, plutôt que d'user de la clause de rupture du contrat qui peut les laisser sans personnel pendant un certain temps. Tous les contrats de travail ne sont pas rédigés pour trois mois, mais ceux-là seulement des ouvriers nouveaux qui ne sont pas connus ou de ceux qui reviennent à la compagnie après l'avoir quittée. Les contrats de travail comprennent non seulement l'engagement de travail, mais le contrat de participation aux bénéfices.

bué ne sera calculé que pour la période de travail qu'ils auront remplie de leur entrée à la Compagnie jusqu'au 30 juin (1).

2° *Boni de participation. Sa conversion en actions.*

— Quel est le boni alloué aux employés ainsi désignés ?

Il consiste en un pourcentage sur les salaires, il est calculé sur les salaires annuels des employés et la moyenne des gages de chaque jour pour les ouvriers à la journée. Si les ouvriers travaillent à la pièce, on tiendra compte des sommes gagnées par l'ouvrier dans les heures régulières de travail. L'absence du travail pour cause de maladie n'empêche pas l'ouvrier de participer au boni, si son absence n'excède pas deux mois dans l'année, et en tous cas le surplus de deux mois seul sera déduit.

Le point de départ pour le calcul du boni avec le système de l'Echelle graduée est le même que pour la participation des actionnaires ; les fondateurs de la copartnership dans la Compagnie du sud tenaient particulièrement à ce que le prix officiel de vente du gaz servît de point de départ à l'échelle mobile des bonis de participation ouvrière. Ce point de réglementation en effet fait plus équitablement coïncider les intérêts des actionnaires et des ouvriers. Prendre pour base un prix différent dérangerait tout l'équilibre du système.

Le prix du gaz (le standard price) étant de 3 s. 2 d.

(1) Voir règlements annexés au Pass-Book, art. 1 et 6.

ence qui touche le dividende des actionnaires, le même chiffre s'applique à la copartnership ouvrière. De même que les actionnaires reçoivent 2 s. 8 d. % pour chaque penny de réduction au-dessous de 3 s. 2 d., de même les ouvriers recevront à titre de boni, un certain pourcentage de leurs salaires pour chaque penny de réduction du prix au-dessous de 3 s. 2. d.

Ce système fort intéressant nécessite quelques explications complémentaires. Les dividendes des actionnaires eux-mêmes sont limités par le cahier des charges imposé par le Parlement. Il est plus juste de dire que la répartition des dividendes est elle aussi soumise par le Parlement à la « sliding scale ». L'Act de concession autorise l'élévation du taux du dividende de $1/4$ % chaque fois que le prix du gaz par 1.000 pieds cubiques est abaissé de 1 penny. Chaque fois que le prix du gaz vendu au public diminue, cela prouve que le personnel fait ou remplit mieux son devoir, apportant tous ses soins à diminuer les frais de production ; les actionnaires profitent donc des bénéfices qui en résultent, suivant l'échelle établie par le Parlement. L'Act de concession invite également les compagnies à donner une rémunération au personnel et une part des profits. Pour 1 penny de diminution dans le coût de production du gaz, les employés et ouvriers reçoivent environ 2 % sur les profits ; c'est du moins ainsi à la South Metropolitan Gas Company. Cette compagnie a remarqué que cette promesse de rémunération a produit les plus grands résultats. En 1909, par exem-

ple, elle rapporte que 1 penny de réduction dans le coût de production représente 52.000 L. st. de réduction de prix aux consommateurs et 8.500 L. st. de profits à distribuer aux actionnaires et aux ouvriers (1). Le 1^{er} mai 1910 le prix de vente du gaz est de 10 pence de moins que le standard price, et le coût de production a naturellement diminué dans une bien plus forte proportion.

Voici comment a été fixée par la Compagnie du gaz du Sud l'échelle de participation ouvrière en 1901 :

Si le prix du gaz est de 3 s. 1 d. par 1.000 pieds cubiques ou s'il est supérieur, les ouvriers ne toucheront pas de boni.

S'il est de 3 s. 0 d. l'ouvrier recevra $3\frac{1}{4}\%$ de son salaire

2 s. 11 d.	11/2
2 s. 10 d.	2 1/4
2 s. 9 d.	3
2 s. 8 d.	3 3/4
2 s. 7 d.	4 1/2
2 s. 6 d.	5 1/2
2 s. 5 d.	6
2 s. 4 d.	6 3/4
2 s. 3 d.	7 1/2
2 s. 2 d.	8 1/4
2 s. 1 d.	9
2 s. 0 d.	9 3/4 et ainsi de suite.

Dans ces derniers temps, l'une des plus grandes compagnies de gaz de Londres, The Gas Light and Coke

(1) En note par communication spéciale Bilan de la société South Metropolitan Gas Company.

Company qui actuellement fait participer 8.500 ouvriers ou employés aux bénéfices a établi l'échelle mobile de participation comme suit (1) :

Prix de vente du gaz par 1000 pieds cubiques

		Boni
S.	d.	
3	2.	aucun boni
3	1.	1/2 %.
3	0.	1
2	11.	1 1/2
2	10.	2
2	9.	2 3/4
2	8.	3 1/2
2	7.	4 1/4
2	6.	5

Nous reproduisons cette nouvelle échelle, parce que le prix type du gaz par 1.000 pieds cubiques a été modifié par le Parlement et qu'il a été fixé depuis janvier 1910 comme nous l'avons dit, à 3 s. 2 d. par 1.000 feet ; le changement a été accepté en raison

(1) Extrait des *Memoranda-Rules and Pass-Book de The Gas Light and Coke Company*, p. 2 et 5.

La copartnership n'a reçu application dans cette compagnie qu'à partir du 1^{er} juin 1909. Mais pour encourager ses ouvriers, la compagnie a versé à cette date dans le fonds de participation une somme représentant un boni moyen de deux années de travail ; chaque ouvrier s'est donc trouvé dès le début crédité d'une somme assez importante à son compte particulier.

(Voir à ce sujet la lettre n° 769 du correspondant anglais du Musée social sur la Gas Light and Coke Company du 29 janvier 1909).

d'une réduction dans la force lumineuse de 16 à 14 bougies et par l'emploi presque général du bec Auer. Depuis 1901, date de la fixation du standard price dans la Compagnie du Sud, le prix a constamment varié ; il s'était élevé bien au-dessus de 3 s. et s'il est maintenant de 3 s. 2 d., c'est que pour obtenir le prix de base, des arrangements incessants interviennent entre la ville de Londres et ces différentes compagnies. Le prix actuel (en mai 1910) de vente du gaz à Londres est de 2 s. 2 d. ; ce prix donne aux ouvriers un boni de participation de $8 \frac{1}{4} \%$, chiffre de boni qui avait été bien rarement atteint.

Les bonis de participation ouvrière donnés à chaque diminution du prix de vente du gaz sont donc destinés à engager l'ouvrier à une intensité de travail suffisante pour faire baisser le prix de revient dans une plus grande proportion. Les bonis de participation des actionnaires ont le même but. Ils doivent les inviter à faire toutes les économies possibles sur le budget de la compagnie, en même temps qu'à pourvoir les ateliers de tous les procédés qui peuvent conduire à une diminution du coût de production.

Il peut paraître singulier à première vue qu'une Compagnie qui vend ses produits moins cher augmente encore son manque à gagner par une participation directement proportionnelle. Pourtant des résultats fort intéressants ont été réalisés par ce système de profit-sharing. Il nous faut songer que nous sommes ici dans une des industries où la main-d'œuvre tient la plus grande place dans l'établissement du coût de

production. Les matières premières et les machines n'ont qu'un rôle secondaire et ce genre d'industrie était tout particulièrement désigné, il faut le reconnaître, pour la réussite d'un semblable essai de copartnership.

La South Metropolitan Gas Company a publié un tableau comparatif de ses prix de revient avec ceux d'autres compagnies n'ayant pas admis le principe de la participation aux bénéfices établis comme nous venons de le voir. Les deux compagnies de gaz la « Chartered » et la « Commercial » dont les prix servent de point de comparaison sont venues elles aussi peu après à la copartnership.

Le tableau suivant nous montre les différents prix de revient par tonne de charbon et par 1.000 pieds cubiques de gaz. Il ressort de là que les prix de revient de la South Metropolitan Gas Company sont de beaucoup inférieurs à ceux des autres compagnies avec lesquelles elle est comparée (1).

(1) Extrait d'un rapport intitulé *Employers and Employed and copartnership*, par G. Livesey; lu devant The Southern District Association of gas Engineers and Managers, 14 novembre 1907. Londres, *Journal of gas Lighting*, 19 novembre 1907, p. 17.

ANNÉE	CHARTERED		COMMERCIAL		MOYENNE par 1.000 pieds cubi- ques	SOUTH METROPOLITAN		DIFFÉ- RENCE en plus ou en moins avec la moyenne
	Par tonne de char- bon	Par 1.000 pieds cubi- ques de gaz	Par tonne de charbon	Par 1.000 pieds cubi- ques de gaz		Par tonne de charbon	Par 1.000 pieds cubi- ques de gaz	
	S. d.	d.	S. d.	d.		S. d.	d.	d.
1888	2 8.4	3.34	2 9.7	3.55	3.45	2 7.0	3.27	- 0.18
(1) 1889	3 0.6	3.80	2 11.0	3.70	3.75	3 3.7	4.23	+ 0.48
1890	3 0.7	4.54	3 4.8	4.40	4.47	3 7.0	4.61	+ 0.14
1891	3 0.6	4.56	3 6.4	4.68	4.62	3 1.8	4.01	- 0.61
1892	3 4.0	4.15	3 5.9	4.61	4.38	2 11.6	3.78	- 0.60
1893	3 5.0	4.25	3 5.5	4.48	4.35	2 10.0	3.66	- 0.69
1894	3 5.0	4.27	3 4.8	4.38	4.32	2 7.0	3.32	- 1.00
1895	3 4.5	4.24	3 5.2	4.48	4.36	2 4.5	3.06	- 1.30
1896	3 4.8	4.26	3 4.5	4.42	4.34	2 4.5	2.99	- 1.35
1897	3 5.1	4.19	3 4.3	4.25	4.22	2 2.6	2.78	- 1.44
1898		4.08		3.49	3.78		2.79	- 0.99

Le boni de participation étant ainsi déterminé, voici quel sera son emploi pour permettre l'acquisition par l'ouvrier d'actions de la société : deux parts sont faites dans ce boni par égalité.

L'une est à la disposition de l'ouvrier, elle est payable en argent, peut être retirée par lui dès qu'il le demande en prévenant quelques jours à l'a-

(1) Les prix de revient dans la Compagnie du Sud ont été de 1891 à 1898 à peine égaux aux 3/4 des prix de revient des deux autres compagnies. Il y a une exception à faire remarquer pour les années 1889 et 1890, qui est une conséquence de la grève qui éclata en décembre 1889 à la suite de l'introduction du nouveau régime dans la compagnie; et de l'intervention de l'Union des Travailleurs du gaz nouvellement formée.

vance. Cette portion du boni est productive d'intérêt à 3 %, (4 % dans la Gas Light and Coke Cy) (1); cet intérêt n'est pourtant calculé que sur les sommes comptées en livres sterling, les portions de livres ne comptent pas pour le calcul de l'intérêt. Les ouvriers sont engagés à retirer le moins possible ce boni, et même à y joindre ce qu'ils peuvent de leurs autres économies; ces dernières seront au même régime que les parts de bénéfices et accroîtront le compte de chaque copartner. Cet encouragement a été si bien entendu par les employés des différentes compagnies qu'à l'heure actuelle cette portion du boni n'est pour ainsi dire pas retirée par ses titulaires (2).

L'autre part de participation est destinée à rendre l'ouvrier actionnaire de la société; elle lui donne un droit dans « l'ordinary stock » de la compagnie. Dès que ce second compte est ouvert, le copartner

(1) Un intérêt fixe n'est pas garanti par toutes les compagnies de gaz au boni de participation ouvrière. Souvent, la direction prend simplement l'engagement de faire avec le montant des dépôts certains achats de valeurs sur le marché, afin que l'argent des ouvriers puisse rapporter un intérêt raisonnable. Ce dernier moyen exige beaucoup de prudence de la part de la direction, il est singulièrement peu pratique et donne un argument de plus aux adversaires de la participation en augmentant encore les chances d'aléas pour la classe ouvrière.

(2) Sur la répartition du boni de participation, il y a de très grandes différences dans les systèmes admis par les diverses compagnies. Nous venons de donner le mode de répartition le plus usuellement employé à la suite de l'exemple de la South Metropolitan Gas Company. Néanmoins dans quelques sociétés l'ouvrier ne peut rien retirer, mais doit laisser sa part entière en compte courant. Ce moyen n'est pas un stimulant efficace et réel au travail; l'ouvrier ne se rend pas un compte exact des avantages immédiats de la copartnership.

peut prendre part à la distribution des dividendes (1).

Cette disposition spéciale ne serait pas possible en droit français. La loi anglaise sur les sociétés par actions en vigueur depuis le 1^{er} avril 1909 a permis comme les précédentes d'agir ainsi. Le « stock », en

Il y a plusieurs compagnies qui ne déterminent pas à l'avance de façon fixe la portion du boni disponible, ou plutôt, elles n'indiquent pas dans leurs statuts que le compte destiné aux actions sera une fraction du boni total, $1/2$ comme dans notre exemple. Elles ne rendent disponibles le boni de participation qu'au-dessus d'une certaine somme, 15 ou 20 livres sterling par exemple. Elles partent du principe suivant: l'ouvrier, disent-elles, ne s'intéresse vraiment à l'épargne de son boni de participation que lorsqu'il a atteint une somme assez importante; c'est à ce moment-là seulement qu'il s'applique à augmenter sans cesse sa réserve. Si on lui permet de retirer n'importe quelle somme, son compte ne servira qu'à lui procurer des suppléments à sa vie de tous les jours, lui donnera des habitudes de luxe, mais n'aura pas d'effet utile pour l'incliner vers l'épargne.

Cinq compagnies de gaz: trois à Londres, une à Chester et une à Newport ont admis ce système.

Sir Georges Livesey, l'un des auteurs de la copartnership en est partisan: « Si, disait-il dans un rapport, nous ne rencontrons que cinq sociétés ayant adopté ce principe, c'est, croyons-nous, parce que jusqu'à présent les relations entre ouvriers et patrons ont été bonnes; mais ces bonnes relations peuvent être interrompues sous la poussée du socialisme qui est l'ennemi de la copartnership et je crois que toutes les compagnies de gaz devraient suivre sans tarder l'exemple des cinq sociétés citées plus haut. » Livesey, *op. cit.*, p. 22 et 23.

(1) Presque toutes les compagnies du gaz ont reproduit cette répartition du boni de la South Metropolitan Gas Company. Quelques usines différentes ont également suivi son exemple. On peut citer parmi elles la Société Cartner-Kellner Alkali Co Ltd, Manufacturers of Bleaching Powder and Caustic Soda by Electrolytical process, qui a introduit la copartnership en 1908 dans ses règlements; elle emploie 514 ouvriers. Il y a aussi la maison Lever frères avec ses 4.868 ou-

anglais est en effet le capital pris dans son ensemble, en bloc, sans limite de fractionnement, par opposition au capital divisé en actions, en parts, etc... Il est traité et tarifé comme du tant % ; on peut en acheter une quantité arbitraire aussi bien pour un schelling que pour un millier de livres sterling. Aussi les ouvriers peuvent-ils dès la naissance même de leur compte de dépôt devenir « stockholders » et participer aux dividendes.

Néanmoins cette infime division du capital de la société n'est pas extrêmement facile à réaliser en pratique. Aussi les compagnies du gaz ont-elles créé des « Trustees », mandataires qui sont investis de la propriété des comptes de participation non disponibles entre les mains des ouvriers. La South Metropolitan Gas Company a désigné trois Trustees : un directeur, un copartner employé et un copartner ouvrier, au nom desquels toutes les portions de participation de la seconde catégorie que nous étudions et les dividendes dont elles se sont accrues sont placés annuellement. Ce sont les Trustees qui sont titulaires du stock et le compte de chaque ouvrier est soigneusement établi au moyen « du Pass-Book » qui sépare nettement les deux comptes de l'ouvrier : boni disponible et boni indisponible.

vriers, mais l'actionnariat ouvrier réalisé dans cette entreprise a une physionomie toute spéciale et mérite une étude particulière. (Voir l'action propriété temporaire de l'ouvrier, ch. I, p. 137 et s.). Voir également Additional cases of profit-sharing en 1908 et en 1909 dans *The Board of Trade Labour Gazette*, décembre 1909.

Formule des comptes ouverts à chaque ouvrier au siège des diverses compagnies de gaz pratiquant la copartnership. Pass-Book de la South Metropolitan gaz Company. Tout livret d'ouvrier contient la reproduction des règlements de la copartnership.

Nom.....		Numéro.....		Poste.....	
A Compte des sommes que l'ouvrier peut retirer en espèces sur sa part de bénéfices.			B Compte des sommes placées au nom des Trustees dans le « Stock » de la Compagnie.		
Date	Boni, intérêt ou montant des épargnes ouvrières	Montant des sommes	Signature	Date	Boni, intérêt ou montant des épargnes ouvrières
	Report				Report
	A reporter				A reporter

Voilà le vrai type du livret de l'ouvrier qui doit devenir capitaliste. Quand le compte B d'un copartner devient suffisant pour acquérir 10 l. st. de stock de la compagnie (5 l. st. seulement dans la Gas Light and Coke Company), des certificats de stock sont délivrés pour cette somme au nom de l'ouvrier; il y a les droits de transfert à payer; mais alors l'ouvrier devient propriétaire absolu de ces titres de capital. (Voir art. 23 du Consolidation Act de 1908, loi sur les sociétés par actions.) Bien entendu les certificats de stock ne sont inscrits au nom de l'ouvrier que moyennant l'acquisition au cours du jour de ces 10 l. st. de stock.

3^e *Les actions ouvrières des Compagnies du Gaz donnent à l'ouvrier les droits d'un capitaliste ordinaire.* — Les portions de « stock » dont un ouvrier est détenteur suivent les règles du stock possédé par n'importe quel capitaliste. La propriété que l'ouvrier exerce sur elles est une propriété personnelle et héréditaire. Les parts sont cessibles à la volonté du titulaire; la cession peut en être faite entre vifs ou à cause de mort librement.

Certaines restrictions sont toutefois apportées à la liberté de disposition absolue; mais elle n'ont rien de très exceptionnel et ne sont que les obstacles souvent établis par les statuts de nombreuses sociétés à la liberté de négociation du titre.

Les cessions doivent se faire par l'intermédiaire de la direction, de manière à ce qu'elles fournissent

toutes les garanties désirables. La compagnie n'opère un transfert que si le titre est immédiatement libéré. La cession est libre si elle a lieu entre un ouvrier copartner et un autre participant. Sinon, il lui faudra obtenir le consentement du secrétaire de la compagnie ou bien son contrat de travail ne sera pas renouvelé; c'est là en effet une des clauses de rupture du contrat insérée dans tous les engagements de travail (1). Il ne s'agit pourtant bien évidemment que du stock dont un copartner est devenu acquéreur par le moyen de la copartnership (2).

Pour les cessions à cause de mort, les règlements de la copartnership invitent le titulaire de stock à désigner suivant des formes prescrites, la ou les personnes qui devront recevoir après lui le montant ou les titres de stock. Les sommes dont on peut ainsi

(1) Art. 10 du règlement de la South Metropolitan Gas Company.

(2) Nous ne parlons ici que du droit de vente pour l'ouvrier de son titre d'actionnaire dans la compagnie. Pour obtenir le droit de vendre ses parts de stock, l'ouvrier doit donner à la direction les motifs pour lesquels il le fait; les versements à la société immobilière, ou l'achat d'une maison sont par exemple des motifs autorisés. Celui qui voudrait vendre pour un motif non approuvé par le directeur ou le conseil d'administration est obligé de quitter le service de la société. Si plus tard, il reprenait du service à la compagnie, une disposition toute spéciale s'appliquerait à lui, il ne serait plus co-participant de suite, suivant les règles de l'échelle mobile établies plus haut; il devrait se contenter, pendant deux ans d'une participation sous forme de supplément de salaires: une semaine de gages par an.

disposer par une forme testamentaire spéciale ne doit pas excéder (1) 100 l. st. En cas de succession *ab intestat*, la compagnie ne remettra le reliquat du stock qu'après avoir fait régler les dettes ou les frais de funérailles. La répartition se fera suivant les principes de la dévolution légale, mais la compagnie conserve le droit de ne remettre aux héritiers que la valeur des titres de stock et non point ces titres eux-mêmes. Les transferts de titres sont soumis à toutes les exigences légales pour les transferts des titres ordinaires : vérifications de l'identité du successeur, du mariage, etc.

Dans la South Metropolitan Gas Company, les ouvriers titulaires de stock ont le droit de prendre part aux assemblées générales et d'élire, comme nous l'avons vu, trois membres du conseil d'administration.

Tous les règlements de copartneship que nous venons d'examiner sont d'autre part soumis à la vérification d'un Comité spécial, chargé d'examiner, si toutes les conditions ont été bien remplies, et si la participation a été correctement appliquée. Ce Comité comprend 36 membres, dont 18 élus par le directeur de la compagnie qui en fait partie d'office et en est le président et 18 copartners ouvriers, élus par les autres ouvriers copartners parmi ceux ayant cinq

(1) Le donateur peut dans les mêmes formes révoquer l'institution d'hériter qu'il venait de faire.

ans d'ancienneté à la compagnie. Annuellement 6 membres du Comité, choisis par le directeur et 6 par les ouvriers doivent se retirer et sont rééligibles. Ce comité se réunira toutes les fois qu'un certain nombre de copartners en feront la demande. Il possède certains pouvoirs souverains pour donner aux ouvriers participants qui seraient provisoirement dans la détresse certaines avances extrastatutaires en représentation de leurs titres ; le comité comprend deux « auditors », l'un copartner, l'autre choisi par la compagnie, qui sont chargés d'examiner les livres de la compagnie ; ces deux membres comparent le Pass-Book de chacun avec le compte général et les ouvriers n'ont ainsi aucune crainte à avoir sur la régularité du calcul du boni de participation.

c) *Résultats de la copartnership*. — Le système de copartnership ainsi réalisé semble avoir produit des résultats fort satisfaisants. Il semble répondre à cette définition du système idéal de production : « Ce serait, disait le Dr Westcott, bishop de Durham, celui où tous participeraient à l'apport du capital, participeraient aux bénéfices, comme aux pertes, prendraient part à la direction des affaires et au contrôle et auraient leur part de responsabilité (1). »

Le compte rendu suivant de la copartnership dans l'industrie du gaz à la fin de juin 1909 (extrait du journal *Le Copartnership*, janvier 1910, p. 3), accuse en effet des résultats considérables :

(1) Livesey, *op. cit.*, p. 20.

NOM DES COMPAGNIES	Années de la mise en vigueur de la co-partnership ou durée d'exercice de cette co-partnership	Capital en 1909. Total des actions, obligations et autres emprunts	Nombre des employés du Profit-sharing et de la co-partnership	Somme partagée entre les employés à la fin de juin 1909	Taux pour cent des bénéfices par rapport aux salaires	Total des bénéfices faits par les employés depuis le commencement de la co-partnership	Sommes des parts et dépôts déposés par les employés à la Compagnie au cours du 30 juin 1909	Les employés peuvent-ils faire partie du conseil des directeurs	Nombre des employés représentés au conseil
		£		£		£	£		
South Metropolitan...	20	8.325.340	5.138	37.123	7 1/2	464.347	375.000	oui	2 ouvriers
Commercial.....	Depuis 1901	2.528.280	1.221	5.417	5	40.089	43.920	non	néant
South Suburban.....	Depuis 1894	831.363	582	3.034	6	33.452	34.637	oui	2
Newport.....	Depuis 1900	318.380	156	384	3.41	3.180	3.607	non	néant
Chester.....	8	242.190	66	297	5	1.916	1.610	non	néant
Leamington.....	1 1/2	79.790	116	413	5	625	670	non	néant
Rugby.....	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Walker et Walsden...	1	272.918	99	360	4	360	423	non	néant
Wrexham.....	1	109.290	61	31 déc. 1908 256	6	256	néant jusqu'à présent	non	néant

Turnbrige Wells.....	{ Depuis le 30 juin 1908	174.000	130	425	4	425	550	non	néant
Tottenham.....	—	723.410	601	2.300	4 7/8	6.272	actions 7.914 dépôts 4.356	non	néant
Croydon.....	{ Depuis le 13 déc. 1908	690.612	478	1.245	3	1.245	—	non	néant
Gloucester.....	1	228.000	413	361	5	361	—	—	—
Bournemouth.....	1	651.259	390	1.609	inconnu	1.609	1.609	non	néant
Wellinborough.....	1	90.853	59	242	5	242	242	non	néant
Gas, Light and Coke...	{ Depuis le 1 ^{er} janv. 1909	27.452.103	8.439	38.683	5	38.683	néant	non	néant
Grantham.....	La copartnership ne doit fonctionner dans cette Compagnie qu'à partir de mars 1910								
Cardiff.....	{ Depuis juin dernier	645.085	185	655	4	655	néant	néant	néant
Watford.....	{ Depuis le 1 ^{er} juin 1909	165.532	106	néant	—	—	—	non	néant
Total.....	—	43.528.495	17.940	92.804	4 85 % en moyen.	593.717	474.538		(1)

(1) Comme on le voit, plusieurs compagnies n'accordent pas aux ouvriers de représentants au conseil d'administration ; toutes bien entendu reconnaissent aux ouvriers stockholders le droit d'entrée aux assemblées générales, mais la plupart leur refusent le droit d'éligibilité au conseil. Il faut toutefois remarquer que ce ne sont que les compagnies qui ont depuis peu admis la copartnership. Celles qui en ont fait une expérience un peu plus longue autorisent leurs ouvriers actionnaires à être administrateurs de la société, comme n'importe quel capitaliste.

Ce tableau nous établit au juste les applications réalisées en Angleterre de la copartnership. Les ouvriers qui en profitent sont près de 20.000. L'augmentation des salaires varie entre 3 % et 7 1/2 % ; le capital possédé par des ouvriers est de plus de 40 millions de livres sterling ; la copartnership inaugurée il y a plus de vingt ans a donné, il faut le dire, des résultats prodigieux de statistique.

Mais en entrant davantage dans l'analyse de ces résultats, peut-on dire que le système des compagnies de gaz de Londres soit un système d'allures démocratiques ayant surtout pour but l'amélioration de la situation des ouvriers. M. de Rousiers a dit de lui : « Si le directeur de la South Metropolitan Gas Company avait voulu favoriser économiquement les travailleurs, il leur aurait accordé une augmentation de salaire, et cela lui aurait coûté moins cher. En réalité c'était une machine de guerre qu'il montait et qui était savamment montée (1). »

Cette opinion contient une part de vérité, mais elle est aussi exagérée. L'organisation de la copartnership a certainement augmenté les salaires ouvriers ; non point à la vérité les salaires fixes journaliers, mais l'ensemble des rémunérations de travail pour toute une année. On peut relever en effet dans les rapports des diverses sociétés des conclusions montrant nettement l'intérêt des capitalistes à la copartnership. Le salaire fixe moyen a été singulièrement réduit par l'ap-

(1) Cette opinion est rapportée par Waxweiler, *op. cit.*, p. 204.

parition du nouveau régime. Voici par exemple le tableau publié par la South Suburban Company. Ce tableau exprime le prix annuel moyen du salaire ouvrier par 1.000 pieds cubiques de gaz vendu.

1891.	4	d. 29			
1892.	4	30	moyenne pour les trois années	4 d. 29.	
1893.	4	28			
1894.	4	20			
1895.	4	17	moyenne pour les quatre années	4 d. 27.	
1896.	4	13			
1897.	4	59			
1898.	4	05	réduction de 0.22 sur la moyenne de	4 d. 27.	
1899.	3	69	—	0.58	—
1900.	2	94	—	1.33	—
1901.	3	01	—	1.26	—

Les chiffres que nous venons de citer sont le quotient de la division du produit global de la vente du gaz par la somme totale des salaires payés. C'est en 1894 que cette compagnie s'est mise à la copartnership. Dans les années qui ont immédiatement suivi l'introduction du nouveau régime on ne peut enregistrer de diminution sensible sur le salaire moyen ; cela tient en l'espèce à la cherté du prix du charbon durant ces années spécialement ; mais dès 1897, on se rend un compte exact de la diminution de salaire obtenue par la copartnership.

Sous une autre forme, la South Metropolitan Gas Company nous permet de faire la même constatation. De 1889 à 1898, la compagnie paya 820.000 liv. st. de salaires. Elle paya 260.000 liv. st. de moins que ce que payèrent les deux autres grandes compagnies pour

produire la même quantité de gaz. « Cette différence (1) de près de 25 %, dit M. Livesey, est due en partie au système de la copartnership, et nous pouvons admettre, sans faire trop d'erreur, que 1/5 de cette économie est due à celle-ci, c'est-à-dire 52.000 liv. st. ou 6 1/2 % du total des salaires payés. »

Il est donc vrai de dire que les salaires ouvriers ont été diminués par l'introduction de la copartnership, mais est-ce une raison pour la condamner ? Certes non, puisque la situation des ouvriers comme des associés capitalistes de la Société s'en est trouvée améliorée.

La diminution du salaire moyen de l'ouvrier n'a pas entraîné la diminution de la journée moyenne de travail. Quand on examine le tableau publié par la South Suburban Company ou quand on tient compte des chiffres des salaires de la South Metropolitan Gas Company, on ne parle pas de l'augmentation considérable de production qu'a entraînée la copartnership dans ces compagnies. La puissance productrice a augmenté dans des proportions considérables (2) ; la fabrication du produit vendu s'est faite beaucoup plus vite et beaucoup mieux, de l'aveu de tous les directeurs des compagnies de gaz anglaises. Le prix de revient de l'unité du produit a singulièrement baissé, et comme

(1) Livesey, *op. cit.*, p. 17 et 18, et tableau page 110.

(2) The Thames Iron-Works Company a constaté que la copartnership a augmenté sa puissance de production de 17 %. Livesey, *op. cit.*, p. 16.

chaque ouvrier recevait de ce fait un boni de participation, et comme surtout il est devenu par ce moyen actionnaire de l'entreprise, il a reçu en boni et en dividendes beaucoup plus qu'il ne recevait avant la diminution des salaires fixes corrélative de la copartnership.

M. Livesey, parlant au point de vue de la compagnie des avantages du système, disait, il est vrai, que la somme de 52.000 livres sterling, économisée sur les salaires de 1888 à 1898 était de beaucoup supérieure à la somme donnée aux ouvriers comme participation. Cela n'infirme en rien ce que nous prétendons. Le rapport de M. Livesey portait sur les années du début de la copartnership. Pour que le système fût cohérent et pût réussir, il fallait qu'il produisît dans les premières années une très sérieuse économie, qu'il entraînât à sa suite une très sensible diminution du prix de revient, et il serait peut-être vrai de dire qu'il a conduit à une petite diminution du salaire ouvrier dans ces années-là. Mais une fois installée, la copartnership a favorisé économiquement les travailleurs et à mesure qu'elle s'étend, elle grandit, non point seulement leur situation juridique mais leur situation pécuniaire. Il suffit de dire du reste qu'en 1909, les bénéfices distribués aux ouvriers des compagnies du gaz de Londres ont été de plus d'un million de francs (1).

On peut dire que dans l'ensemble la copartner-

(1) D'après le *Bulletin de la Participation aux Bénéfices* de 1908, p. 21, rendant compte de l'augmentation des salaires ouvriers anglais

ship des compagnies anglaises du gaz a été aussi profitable aux ouvriers qu'aux employeurs (1).

SECTION II

Attribution d'actions aux ouvriers

La participation aux bénéfices a été employée de façon toute différente comme moyen de faire parvenir

dans les usines à copartnership en 1905-1906, l'augmentation sur les salaires a été de 5,5 %.

La copartnership est loin d'avoir entraîné une diminution de salaire fixe correspondante.

(1) Le système des compagnies de gaz de Londres a eu l'approbation unanime des 3.000 ouvriers adhérents au syndicat national des travailleurs du gaz, réunis en assemblée générale extraordinaire à Paris le 5 janvier 1910.

Un ordre du jour adopté à l'unanimité a approuvé les conclusions suivantes de M. Lajarige, secrétaire du syndicat national, conseiller municipal de Paris.

« L'heure est venue pour les ministres qui sont aujourd'hui au pouvoir de se conformer à leurs déclarations sur l'association du capital et du travail, sur la participation du personnel à la gestion des entreprises. C'est en 1912 que la ville peut, à condition d'en donner avis en août 1910, dénoncer le traité qui la lie à la Société du Gaz; qu'elle dénonce ce traité ! Nous, de notre côté, en réunissant toutes nos économies, achetons des actions du gaz. En deux ans nous pourrions en acheter pour 5 millions, chacun acquérant 2 titres de 250 francs. Et alors nous obtiendrions qu'en 1912, l'exploitation du gaz soit assurée à Paris par une société au conseil d'administration de laquelle siègeront et les représentants du capital et les représentants du travail, également responsables, également puissants.

« A quoi bon la grève alors ! Nous gérerons l'entreprise pour moitié ; ainsi nous monterons la route du prolétariat organisé... ».

l'ouvrier à l'actionnariat. Chaque ouvrier ne reçoit pas, comme dans la copartnership, un boni de participation, qui par accumulations successives se transforme en actions de la société.

Ici, le boni de participation n'est pas individualisé ; il est collectif. Il consiste en un prélèvement sur les bénéfices décidé à la fin de l'exercice par l'assemblée générale annuelle de la société. La somme ainsi prélevée est consacrée au rachat par les administrateurs d'actions de l'entreprise ; puis ces actions rachetées sont remises à certains ouvriers remplissant des conditions fixées statutairement. Elles leur sont remises gratuitement, sans aucun prélèvement sur leurs salaires et elles donnent ainsi l'illusion d'être des Actions de Travail proprement dites, c'est-à-dire de celles auxquelles l'ouvrier a droit, non point parce qu'il est économe, mais uniquement parce qu'il représente un des facteurs de la production aussi important que le capital lui-même. Les actions attribuées aux ouvriers dans les usines qui pratiquent la participation aux bénéfices ne sont pourtant rien autre chose qu'un mode de participation aux bénéfices réservée à quelques ouvriers seulement.

La seule expérience de ce genre d'actionnariat qui nous soit connue est celle réalisée par la Compagnie des mines de Carvin.

Compagnie des Mines de Carvin (Pas-de-Calais).
— Cette compagnie avait, dès 1895, ajouté à ses statuts un article prévoyant un prélèvement sur les bénéfices en faveur de son personnel.

En 1896, l'assemblée générale extraordinaire de la société, sur la proposition du président du conseil, fit les modifications et additions suivantes aux statuts de la Société : L'extrait de l'article 6 des statuts modifiés en 1896 s'exprime ainsi : «... Il pourra être procédé à une division facultative des actions en cinquièmes ou dixièmes après décision conforme du conseil d'administration, ratifiée par l'assemblée générale ordinaire la plus prochaine. Cette division se fera comme suit : Lorsque le possesseur d'une action le demandera, la société lui délivrera contre remise du titre qui sera annulé, des cinquièmes ou dixièmes d'actions, nominatifs ou au porteur qui pourront être négociés séparément. Ces cinquièmes ou dixièmes d'actions porteront les numéros matricules de l'action principale, dont ils ne sont que la division naturelle, et seront numérotés de 1 à 5 et de 5 à 10.... »

Cette même assemblée extraordinaire décida que les prélèvements sur les bénéfices seraient consacrés à l'achat de cinquièmes d'actions et qu'ils seraient de suite répartis entre employés et ouvriers (1). Ce mécanisme de rachat des actions par une société est parfaitement légal, quand il est accompli de cette manière (2). Les gérants ou les administrateurs des sociétés par actions ne peuvent pas employer les fonds des sociétés à racheter les actions de celles-ci. Cette opération en effet aboutirait à rembourser un ac-

(1) En 1904, la compagnie avait distribué 25 cinquièmes d'actions dont 2 aux employés et 23 aux chefs ouvriers et aux ouvriers.

(2) Voir Thaller. *Traité de droit commercial*, 4^e éd., n° 664 et suiv.

tionnaire de sa mise sans publicité et diminuerait le fonds social qui est le gage des créanciers sociaux. Cette opération est au contraire licite, quand elle n'est exécutée qu'avec des bénéfices de la société.

Du reste le rachat des cinquièmes d'actions décidé par la Compagnie des Mines de Carvin peut se justifier par cette considération que ce rachat était immédiatement suivi de la revente de ces cinquièmes d'actions, ce qui écarte absolument l'objection que l'on aurait pu tirer de la non-fixité du capital social qui se trouve reconstitué immédiatement après qu'on lui a porté atteinte.

Quand bien même donc la somme consacrée à l'achat de ces actions n'aurait pas été prise intégralement sur les bénéfices sociaux, comme cela s'est produit dans d'autres compagnies (1), cette opération resterait conforme à notre droit sur les sociétés. Ce que nous voudrions surtout mettre en lumière, c'est que ces cinquièmes de la Compagnie des Mines de Carvin peuvent être considérés comme ayant été revendus aux ouvriers qui les soldent grâce aux prélèvements sur les bénéfices faits en leur faveur par l'assemblée générale extraordinaire de cette compagnie.

C'est dire que nous ne sommes pas encore ici en présence, malgré que les statuts parlent de « répartition d'actions entre les employés et ouvriers » de la

(1) Voir à ce sujet ce que nous disons de la manufacture de savon J. Knight Ld en Angleterre, p. 152.

véritable Action de Travail, c'est-à-dire de celle qui naîtrait avec la société de la même manière que les parts de fondateur par exemple et qui affirmerait ainsi le droit de l'apporteur de travail comme celui de l'apporteur en industrie. L'action de travail, comme plusieurs l'ont conçue, serait une institution juridique. Le système mis en honneur par les Mines de Carvin n'est, peut-on dire, qu'une manière particulière à cette compagnie de régler à ses employés et ouvriers la participation aux bénéfices qu'elle a bien voulu leur consentir.

Les conditions qu'elle a mises du reste à la distribution de ces titres d'actions font presque d'elle une institution patronale ; cette remarque n'est pas faite en manière de critique : elle sert seulement à montrer que l'action-travail n'a pas encore pris sa place dans le domaine du droit. La Compagnie des Mines de Carvin exige une durée de services de quinze ans pour ses employés comme pour les ouvriers pour pouvoir participer à la distribution d'actions. Puis elle en fait une classification d'après leur ancienneté, leurs mérites, leur situation de famille, les services rendus, leurs capacités, etc... et elle ménage l'attribution des cinquièmes d'actions aux mieux notés de cette classification (1).

(1) *Employés.* — Pour participer à la distribution des actions, une durée de services d'au moins quinze ans est nécessaire. La liste des employés remplissant cette condition est dressée par le directeur et présentée au conseil qui désigne d'après leur mérite et les services rendus, ceux qui recevront un cinquième d'action.

Par ce système, la direction se réserve, comme on le voit, tout droit d'attribution de bénéfices à son personnel sous forme d'action ; la distribution demeure une mesure particulière aux plus méritants de ses employés ou ouvriers ; elle n'est pas une mesure générale. Mais les membres du personnel qui en profitent sont bien investis, dans la Compagnie des Mines de Carvin, des droits comme des obligations attachés au titre d'actionnaire. Les titres qui leur sont remis sont des titres véritables d'actions. Les cinquièmes d'actions ont la même nature que ceux appartenant à des capitalistes ; ils sont comme eux négociables séparément, et donnent droit au coupon d'intérêt comme au coupon de dividende. Ils sont transmissibles aux héritiers, et dans un certain sens, la Com-

Ouvriers. — Pour participer à la distribution, une durée de services d'au moins quinze ans est nécessaire. La liste des ouvriers remplissant cette condition est dressée par le directeur, elle est établie dans l'ordre qui résulte du nombre de points qu'il y a lieu d'attribuer à chacun des ouvriers en appliquant les règles suivantes :

- 1° Chaque année de service donne droit à 2 points ;
- 2° Chaque enfant ou gendre travaillant à la compagnie depuis un an au moins donne droit à 10 points ;
- 3° La capacité professionnelle entrera en ligne de compte pour un nombre de points variant de 1 à 10 ;
- 4° Les actes de courage, sauvetage, etc... entreranno en ligne de compte pour un nombre de points variant de 1 à 15 ;
- 5° L'exactitude au travail entrera en ligne de compte pour un nombre de points variant de 1 à 15 ;

Les cinquièmes d'actions seront attribués aux ouvriers qui se trouveront occuper les premiers rangs sur la liste ainsi donnée et ce, jusqu'à concurrence du nombre de cinquièmes distribué chaque année.

pagnie des Mines de Carvin est la première qui ait instauré de véritables actions ouvrières, bien qu'elle ait restrictivement limité parmi ses ouvriers le nombre des ayants droit à la distribution. Aucune limitation des droits de l'ouvrier actionnaire n'est statutairement établie par la Compagnie des Mines de Carvin.

Ce mode d'actionnariat ouvrier qui convertit d'office les parts de bénéfices en actions de la société et qui met à leur attribution tant de conditions n'a pas grande chance de se développer ; c'est plutôt un mode de gratification donné à quelques vieux ouvriers, et comme le dit M. Charles Gide (1), « cet actionnariat ressemble un peu trop à une distribution de prix et en tous cas, rentre dans les institutions patronales plutôt que dans celles coopératives ».

(1) Ch. Gide, *op. cit.*, p. 8, note 1.

DEUXIÈME PARTIE

L'ACTION DE TRAVAIL PROPRIÉTÉ TEMPORAIRE DE L'OUVRIER

Les sociétés industrielles qui ont favorisé l'actionnariat ouvrier ont employé, comme nous venons de le voir, deux procédés principaux : celui de la souscription ouvrière à des titres de capital se rapprochant plus ou moins du modèle juridique de l'action et celui de l'acquisition des actions par le moyen de la participation aux bénéfices. Si l'on étudie la participation aux bénéfices, comme moyen de favoriser la participation au capital, on peut distinguer deux modalités principales que nous avons examinées dans la pratique : ou bien la part de bénéfices est payée en argent, et cette part ou une portion de cette part est convertie en actions de l'entreprise, ou bien la part de bénéfices est mise d'office sous la forme d'actions industrielles et elle est distribuée en apparence gratuitement aux ouvriers de l'affaire.

Dans le présent chapitre, nous reprendrons encore les mêmes moyens d'arriver à l'actionnariat ouvrier. Dans les pages précédentes, ils avaient conduit leurs bénéficiaires à la pleine propriété des actions, per-

pétuelle, héréditaire, capitaliste en un mot. Mais on peut dire néanmoins que s'ils ont fait naître l'action ouvrière, ils n'ont pas créé l'action de travail. Le principe qu'ils ont adopté ne permet en effet l'accession à la propriété capitaliste qu'à certains ouvriers, mais non point à tous les travailleurs ; il en faut chercher la raison dans le mode d'appropriation lui-même des actions ouvrières. La propriété perpétuelle des actions par l'ouvrier a eu les plus beaux résultats dans quelques entreprises ; elle a amélioré la situation d'un grand nombre de travailleurs, mais ses succès sont d'avance limités, parce que la propriété capitaliste contient en elle-même, si l'on peut dire, le germe qui doit amener la mort de l'actionnariat ouvrier. Le capital social d'une entreprise n'est pas indéfiniment extensible ; si un ouvrier s'approprie une partie de son capital, ses successeurs à l'atelier, quand il quittera l'usine ou qu'il viendra à mourir, n'en seront pas investis à leur tour, et risqueront de rester toute leur vie salariés et non associés. Les employeurs l'ont si bien compris que dans quelques entreprises ils n'ont pas concédé aux ouvriers comme nous l'avons vu, les mêmes droits que ceux qu'ils possédaient eux-mêmes : non point qu'ils aient eu en vue le seul intérêt de leurs collaborateurs, mais parce qu'ils ne voulaient pas que les actions de leurs entreprises pussent passer des mains des ouvriers à des tiers étrangers à l'usine. L'actionnariat n'aurait plus été pour eux un moyen de réforme sociale et n'aurait plus eu aucune influence sur les

relations des patrons et des ouvriers. C'est ce qui explique les restrictions importantes que les statuts sociaux ont mises assez souvent à la négociation des actions ouvrières, et les clauses de rachat, ou le droit de préemption du conseil d'administration, souvent insérés par les employeurs à l'égard de ces actions. Ce sont les mêmes idées qui ont conduit d'autres sociétés à opérer une sélection parmi les ouvriers pour leur permettre d'acquérir des actions de l'entreprise.

Néanmoins, malgré tout, dans les systèmes d'actionnariat que nous avons étudiés, les actions sont bien attribuées à l'ouvrier en pleine propriété, comme à n'importe quel capitaliste. Les statuts sociaux n'ont utilisé que les clauses souvent usitées pour restreindre les droits des actionnaires et ce sont même ceux qui n'en ont introduit aucune, comme les Compagnies du gaz de Londres, qui ont le mieux réussi. Il est pourtant intéressant de noter l'évolution qu'a déjà subie dans la pratique, le principe de la participation ouvrière au capital. Les expériences réalisées ont amené certains industriels et certains auteurs à penser que l'actionnariat ouvrier n'aurait d'utilité véritable que s'il était fondé sous un autre régime que le régime capitaliste. Ils ont pensé qu'il fallait remplacer la propriété perpétuelle des actions par la propriété temporaire et cela dans l'intérêt du développement même de l'idée de l'Action de Travail. Cette idée est inconciliable, ont-ils dit, avec celle de propriété héréditaire. *L'action de travail* est d'une

autre essence que l'*action de capital*; elle n'est pas l'acquisition d'une part de copropriété de l'entreprise, elle n'est qu'un mode équitable de rémunération du travail.

Certes, la propriété capitaliste est autrement désirable, mais elle ne peut avoir la même utilité comme principe social, parce que, comme le dit M. Gide (1), il faut opter : ou propriété perpétuelle, mais réservée à quelques-uns, ou propriété pour tous, mais temporaire.

Deux genres de sociétés industrielles ont mis en pratique cette idée : les unes, qui sont des sociétés capitalistes ont pensé qu'elle était la seule idée d'actionnariat devant amener la cessation des conflits du capital et du travail. Les autres, sociétés à participation ouvrière ont trouvé que l'appropriation temporaire des actions par les ouvriers était le vrai moyen d'arriver à la production sous forme de société coopérative.

(1) Gide, *op. cit.*, p. 10.

CHAPITRE PREMIER

Sociétés industrielles capitalistes

Maison Lever frères. — C'est en Angleterre encore que cette forme nouvelle de l'actionnariat ouvrier a été réalisée. La maison Lever frères Limited, fabrique de savon de Port-Sunlight, a depuis 1908 (mais avec effet rétroactif jusqu'en 1901) fondé l'action de travail individuelle sur le principe de la propriété temporaire des actions.

Son système doit être exposé en détails, parce qu'il est l'application pratique d'un régime que plusieurs auteurs voudraient rendre légalement obligatoire dans notre pays, les uns sous la forme collective, les autres sous la forme individuelle.

La manufacture de savon de Port-Sunlight fut fondée en 1886 ; et dès son origine elle intéressa ses ouvriers aux bénéfices. Le fondateur de la maison, M. W. Lever, acquit la conviction que cette participation aux bénéfices ne deviendrait importante et vraiment utile que si elle avait comme contre-partie la participation aux pertes ; c'est alors seulement qu'elle influencerait sur les bonnes relations des patrons

et des ouvriers. « A moins, dit-il (1), que nous ajoutions la participation aux pertes au profit-sharing, je suis convaincu qu'il n'y a rien à inventer d'autre que le système du salaire. C'est pourquoi nous l'avons appliqué jusqu'à présent, avec augmentations suivant les services rendus. »

De 1886 à 1903, la maison Lever a pratiqué en effet simplement la participation aux bénéfices, mais elle a fondé la célèbre cité-jardin de Port-Sunlight et les ouvriers ont l'avantage de profiter de toutes les institutions patronales possibles. En 1903, Lever imagina ce qu'il a appelé le prosperity-sharing, c'est-à-dire la participation directe aux réserves et aux économies effectuées dans chaque branche d'industrie ; chacune des branches de la maison, devait avoir une prime proportionnée aux économies qu'elle réalisait ; ce système fut d'une application difficile et dura très peu de temps. Ce qui faisait varier le coût de production, c'étaient surtout les différences incessantes dans les prix des matières premières, et puis la mesure des volumes et des quantités de matières premières employées était fort difficile à contrôler. Ce système aboutissait donc à des injustices, et la direction de l'usine lui substitua bien vite le système des primes aux directeurs des usines en cas d'accroissement de la portion de bénéfices ; ce dernier moyen demeura lui

(1) Partnership Scheme. Meeting of Lever Brothers Limited, 25 février 1909. Supplément to Progress avril 1909, with the compliments of Lever Brothers Limited, p. 3.

aussi inefficace et c'est alors que la direction de Lever frères prit un système tout différent des précédents devant stimuler l'activité des ouvriers et rémunérer équitablement cette activité. Il n'est plus question de générosité patronale ou de philanthropie. Le but est de favoriser le succès de l'entreprise, par la prospérité de tous ceux qui y coopèrent (1). Tous les éléments de la production doivent être indépendants les uns des autres.

C'est le principe de la copartnership que la maison Lever a utilisé ; c'est un perfectionnement des systèmes précédemment usités, parce qu'il doit contribuer à unir plus étroitement que le profit-sharing les travailleurs à toutes les chances de l'entreprise. La maison Lever a voulu concilier la participation ouvrière aux bénéfices avec les nouvelles exigences de la loi de responsabilité limitée (*liability limited*). Elle a posé en principe l'insuffisance de la participation ordinaire aux bénéfices, c'est-à-dire l'insuffisance de la simple reconnaissance d'une part d'intérêts à des ouvriers. Dans une société *limited*, la répartition des bénéfices a comme contre-partie nécessaire une participation aux pertes correspondante et c'est seulement à ce prix qu'on peut réaliser une œuvre utile de participation ouvrière (2).

1° *Quels ouvriers profitent du régime de copart-*

(1) Part. Sch., *op. cit.*, p. 6.

(2) Part. Sch., *op. cit.*, p. 7 et 8.

nership? — Les employés, ouvriers et ouvrières sont admis à la participation, pourvu qu'ils aient 25 ans d'âge et cinq ans au moins de temps de service effectif à la compagnie. En 1908, quand M. Lever déclara la nouvelle organisation, il avait calculé que 1.130 membres de son personnel pouvaient remplir ces deux conditions. La forme de la participation est la distribution gratuite aux ouvriers de « *partnership certificates* » : chaque employé recevra un ou plusieurs certificats de *partnership*. Le fondateur a adopté les principes de capitalisation en usage dans les *companies limited* ; il a créé pour 500.000 liv. st. de certificats d'une valeur nominale d'une livre st. chacun. Ces certificats seront distribués durant les années 1908 et suivantes, mais la première distribution date rétroactivement de l'an 1901. La création de ces certificats gratuits de participation était rendue possible dans notre espèce, parce que M. Lever était personnellement titulaire de la presque unanimité des actions ordinaires de la société qu'il avait fondée. Mettant de côté pour 500.000 liv. st. les titres d'actions dont il était détenteur, il aurait pu vendre ces actions peu à peu à son personnel ; il ne l'a pas voulu. Il a institué des mandataires, des *Trustees* qui ont été rendus véritables titulaires de cette importante partie du capital social et les engagements exigés avant la délivrance des certificats de *partnership* ont été passés entre les ouvriers et ces *Trustees*.

Voici tout d'abord l'engagement qu'un ouvrier doit

signer s'il remplit les conditions énoncées plus haut et s'il désire devenir participant (1) :

« Aux Trustees du Copartnership-Trust de la maison Lever frères Ld..... M. X..., soussigné, demande qu'un certificat de partnership lui soit délivré par le dit Trust et s'engage, *si on le lui délivre*, à respecter et à soutenir les dispositions insérées au Trust Deed. Il s'engage également à ne point gaspiller son temps de travail ; il s'engage à accomplir scrupuleusement son ouvrage, et à économiser le matériel et l'argent dans l'exécution de ses devoirs ; il servira loyalement et fidèlement les intérêts de Lever frères Limited et des compagnies associées, ceux de ces copartners, et cela en employant toutes ses forces et toutes ses capacités. »

Quand un ouvrier aura signé cet engagement, il pourra recevoir un certificat de partnership. Ce qu'il faut bien nettement poser, c'est que la signature de cet engagement ne constitue pas pour l'ouvrier un droit à devenir titulaire de certificats de participation ; les porteurs de parts sont désignés à la bonne volonté de M. Lever (2).

Les employés et ouvriers ont à leur disposition une procédure pour faire valoir leurs droits auprès du directeur des usines lui-même. Ce sont les Trustees qui en principe émettent et distribuent de temps en temps les certificats à ceux qui ont signé un en-

(1) Part. Sch., *op. cit.*, p. 13.

(2) Part. Sch., *op. cit.*, p. 15.

gagement ; mais tous les employés n'en ayant point obtenu peuvent en appeler par requête écrite à M. Lever lui-même. C'est lui qui décide souverainement, non seulement de l'octroi des certificats, mais du retrait de ces certificats sous certaines conditions. Comme il est détenteur de la majorité des actions, il peut même suspendre pendant un certain temps ou pour toujours l'émission des certificats ; chaque fois qu'il y aura une émission, elle est fixée comme maximum à 500.000 liv. st. Tellès sont les clauses assez rigoureuses fixées par la maison Lever frères ; la délivrance des certificats demeure, comme on le voit, une faveur patronale (1). Ces règles restrictives n'ont pas néanmoins empêché le principe des *partnership certificates* de recevoir des applications importantes en 1909. Le 23 juillet 1909, furent distribués solennellement pour la première fois les certificats. Il y eut 1.041 ouvriers et employés qui en reçurent et cette distribution représente une somme de 113.000 liv. st. ; il va y avoir à nouveau une autre distribution (2).

2° *Quelles sont les bases de la répartition des certificats.* — Les *partnership certificates* sont distribués à différentes classes des membres du personnel. Les statuts distinguent : 1° la classe des directeurs ; 2° des chefs de service ; 3° des voyageurs de la mai-

(1) Trust Deed du Copartnership Trust, publié en mai 1909, § 3.

(2) Voir le Partnership Scheme, Report of Speech at the First distribution of certificates, 23 juillet 1909, p, 19.

son ; 4° des employés, et ouvriers. Voici ce qu'ils décident.

Il faut tout d'abord poser une règle générale de répartition des certificats ; cette règle est déterminée suivant une échelle fixant le montant maximum des certificats dont un employé peut être rendu titulaire ; cette échelle est basée sur 10 % environ de son salaire annuel (1). Ainsi une personne ayant été huit ans dans l'affaire recevra à peu près une somme égale, en certificats, à un an de salaire ; si elle gagne 200 liv. st. par an, elle aura 160 liv. st. de ces certificats au taux annuel de 20 liv. st. Puis le fondateur fixe par catégories un maximum de certificats délivrés, suivant l'importance du salaire et la durée des services ; l'employé atteindra d'autant plus vite ce maximum qu'il obtiendra par un meilleur travail une plus forte rémunération de salaires. Un employé de la maison Lever pourra également changer de catégories suivant l'importance de son salaire, et cela lui permettra de prendre part à une plus forte répartition de certificats, mais il ne pourra jamais avoir le droit de compter dans deux catégories en même temps.

Enfin les statuts sociaux fixent le maximum de la répartition pour chacune des classes. La classe des directeurs et des chefs de service réunis ne devra pas excéder $\frac{1}{4}$ du montant total nominal de l'émission. Les deux autres classes auront également chacune

(1) Part. Sch., *op. cit.*, p. 10 et 11.

1/4 soit 125.000 liv st., comme maximum de distribution.

1° En ce qui concerne la classe des directeurs, M. Lever s'est conservé la liberté de fixer lui-même la somme nominale qu'il pourra leur affecter. Les 125.000 liv. st. disponibles pourront être distribuées par lui à sa volonté; les limites sont laissées à sa seule appréciation.

Voici d'autre part la répartition individuelle fixée par les règlements du Partnership-Scheme à l'article 7, p. 9 et 10; cette répartition individuelle indique le maximum du montant nominal de certificats qu'un employé ou ouvrier peut recevoir pour un salaire donné:

	Maximum du montant nominal des certificats de Partnership
2° <i>Chefs de service.</i>	—
Quand le salaire annuel est de 750 liv. st.	
ou plus.	3.000 liv. st.
Quand le salaire annuel est moins de	
750 liv. st. mais pas moins de 500 liv. st.	2.000 —
Quand le salaire annuel est moins de	
500 liv. st. mais pas moins de 300 liv. st.	1.200 —
Quand le salaire annuel est moins de	
300 liv. st. mais pas moins de 200 liv. st.	800 —
Quand le salaire annuel est moins de	
200 liv. st. mais pas moins de 100 liv. st.	400 —
Quand le salaire annuel est moins de	
100 liv. st.	200 —

3° *Voyageurs de la maison.* — La répartition est la même pour eux que pour la classe précédente.

Maximum du montant
nominal des certificats
de Partnership

4° *Employés subalternes et ouvriers.* —

Quand le salaire annuel est de 200 liv. st.

ou plus. 800 liv. st.

Quand le salaire annuel est moins de

200 liv. st. mais pas moins de 100 liv. st. : 400 —

Quand le salaire annuel est moins de

100 liv. st. 200 —

3° *Quels sont les droits des ouvriers sur les certificats de partnership ?* — Il ne suffit pas de dire que les ouvriers, les employés ou les chefs de service reçoivent gratuitement des certificats de partnership d'une valeur d'une livre sterling en plus ou moins grande quantité suivant le principe de la distribution. Encore faut-il savoir de quels droits les détenteurs de certificats sont investis, par la distribution ; ont-ils des droits d'actionnaires ; sont-ils créanciers de la société ? Et tout d'abord pour le déterminer, quels dividendes sont affectés aux certificats de partnership ? En principe, les ouvriers copartners touchent le même dividende que les actionnaires ordinaires, après toutefois pour ceux-ci prélèvement d'un intérêt de 5 %, très justifié par le fait qu'ils ont payé leurs titres en argent et que les ouvriers ont été rendus titulaires des leurs gratuitement.

La Société Lever frères Limited doit rémunérer les portions de son capital dans l'ordre suivant (1) :

(1) Part. Sch., *op. cit.*, p. 11. Voir également Trust Deed, § 8.

a) les actions de préférence qui doivent avant tout partage recevoir 5 %; b) les actions ordinaires, qui toucheront 5 % de la valeur de leurs titres; c) les certificats de préférence qui ont aussi droit à 5 %, (nous verrons que ces certificats constituent dans certaines hypothèses la survivance du droit de l'ouvrier après sa mort ou son départ de l'usine); d) les certificats de partnership qui partagent avec les actions ordinaires le surplus des bénéfices. Les actionnaires ordinaires reçoivent donc l'argent qui leur est dû en représentation de leur apport, mais pour le surplus, ils sont sur pied d'égalité avec les porteurs de certificats de partnership.

Le premier dividende payé aux actionnaires ouvriers a été effectué le 31 décembre 1909 au taux de 7 1/2 % sur le montant nominal du capital détenu par eux. Les actionnaires ordinaires ont donc reçu au même exercice 12 1/2 % de dividende; s'ils avaient été réduits à 5 %, les certificats de partnership n'auraient rien reçu; tel est le principe de la répartition des dividendes aux copartners ouvriers.

En retour de ce droit au dividende, les copartners ouvriers participent aux pertes sociales. En cas de banqueroute, bien entendu, ils n'auront rien à payer (1), mais le principe du loss-sharing est respecté en ce sens que si l'affaire ne marche pas, les certificats perdront de leur valeur et que par conséquent il n'y aura pas de bénéfices et que le tant pour

(1) Part. Sch., *op. cit.*, p. 9.

cent des bénéfices quand il y en aura à nouveau sera calculé sur la nouvelle valeur du titre, non plus sur la valeur nominale. Si toutefois une des branches d'industrie seulement venait à périliter, les certificats de partnership seraient consolidés en certificats de préférence et leurs titulaires seraient autorisés à travailler dans une autre branche d'industrie (1). La participation aux pertes est ainsi assurée, mais les chances de pertes sont très limitées comme on le voit. Malgré l'opinion de M. Lever, il est bien certain que le fait d'accorder des actions de plein droit aux ouvriers de cette manière n'entraîne pas pour eux une participation effective aux pertes et ne leur supprime seulement que leurs chances de bénéfice.

Dans ces conditions, les copartners ouvriers n'ont aucun droit d'administration sur l'affaire. Leurs droits sont restreints aux questions qui concernent les certificats de partnership (2). « Les conditions des bénéfices des certificats, dit le Trust Deed, ne peuvent être changées qu'avec le consentement des $\frac{3}{4}$ des détenteurs des certificats. » Ordinairement la loi anglaise autorise le changement de la répartition des bénéfices avec le consentement des $\frac{2}{3}$ des voix ; la maison Lever a voulu donner plus de garantie aux offres qu'elle faisait aux ouvriers.

Les raisons qui ont empêché un porteur de certificat de partnership d'avoir les mêmes droits au divi-

(1) Part. Sch., *op. cit.*, p. 17.

(2) Part. Sch., *op. cit.*, p. 16, et Trust Deed, § 4.

dende et les mêmes pouvoirs d'administration qu'un actionnaire ordinaire lui interdisent également de s'approprier de façon définitive et perpétuelle le certificat de partnership qui lui a été remis. Il n'a que la jouissance temporaire de ce droit durant le temps où il est employé dans les ateliers de la maison Lever frères. S'il vient à quitter cette maison, par suite de démission, de retrait d'emploi ou pour toute autre cause, le certificat lui est retiré et sera affecté à un de ses successeurs (1).

Toutefois, le fait de quitter la maison pour cause de maladie ou de vieillesse ne sera pas une cause de retrait; au contraire, l'ouvrier sera investi dans la société d'un nouvel avantage, son certificat deviendra un certificat de préférence; sa retraite sera constituée au moyen de son titre d'associé en quelque manière. Il faut excepter également le cas où un ouvrier vient à mourir laissant une veuve; sa veuve bénéficiera des mêmes avantages que l'ouvrier malade à titre de retraite.

Voici les cas (2) d'annulation du certificat stipulés au Partnership Scheme, qui prouvent bien le droit essentiellement temporaire de l'ouvrier sur son certificat de Partnership.

1° Si, d'après les rapports des Trustees pour les employés sulbalternes et ouvriers, et à la discrétion de M. Lever pour les directeurs, un « copartner » ne

(1) Voir à ce point de vue. Part. Sch., *op. cit.*, p. 25 et 26.

(2) Part. Sch., *op. cit.*, p. 24 et 25.

remplit pas les devoirs de l'engagement qu'il a pris, son certificat de partnership lui sera retiré (1).

Le certificat est également retiré :

2° A tout copartner homme se retirant de la société avant 65 ans, et à tout copartner femme avant 60 ans, en dehors d'une cause de maladie.

3° A tout copartner ayant atteint l'âge de retraite, sous bénéfice de la remise qui lui est faite d'un certificat de préférence (2).

4° De la succession du copartner défunt ou du

(1) Tout employé ou ouvrier peut, par l'entremise du comité s'adresser directement aux chefs de la maison, par une procédure similaire à celle qui leur est ouverte pour l'obtention des certificats.

(2) Voici les cas où le certificat de participation devient un certificat de préférence donnant droit au dividende de 5 % avant tout partage.

1° Si une branche d'industrie est supprimée, l'ouvrier qui y est employé obtient un certificat de préférence ; 2° L'ouvrier mis à la retraite pour cause de maladie ou de vieillesse ; 3° La veuve d'un ouvrier venant à mourir au service de l'usine (les enfants n'ont aucun droit à ce certificat) ; 4° Si un détenteur de certificat de préférence vient à mourir, sa veuve reçoit un nouveau certificat de préférence ; 5° M. Lever se réserve le droit de distribuer des certificats à certaines œuvres sociales. (Scheme, § 11.)

Le montant nominal d'un certificat de préférence doit être de 10 fois le dividende moyen reçu par le copartner durant les trois dernières années, ou d'un montant égal au certificat ordinaire.

Voici maintenant les cas d'annulation de certificat de préférence, qui lui-même n'est que la propriété temporaire de son titulaire :

1° A la mort du détenteur.

2° Si le détenteur entre dans une autre industrie sans le consentement écrit des Trustees.

3° Si c'est une veuve et qu'elle se remarie.

4° S'il veut user de son certificat comme moyen de crédit.

patrimoine du copartner quittant les usines pour des raisons non spécifiées.

5° Le Partnership Scheme a prévu également le cas où un ouvrier ou employé voudrait user du système de la mise en gage de son certificat pour obtenir l'avance de fonds d'une banque ou d'un tiers quelconque. Les statuts sociaux ont voulu empêcher que toute avance sur titres pût être consentie à des ouvriers, qui n'avaient que la jouissance d'un titre et non pas sa propriété véritable. Ils ont déclaré que dans le cas où une cession de droits serait opérée par le titulaire, elle serait nulle et non avenue, les droits du cédant étant annulés immédiatement. Ces certificats sont également insaisissables, et le but de cette mesure, est de permettre le maintien des droits éventuels de la femme à la propriété d'un certificat de préférence (1).

(1) Tout ouvrier de la maison Lever peut néanmoins devenir un capitaliste ordinaire, et la maison lui donne à ce point de vue certaines facilités. Il pourra se rendre acquéreur d'actions de préférence pour le montant qu'il voudra. Ces actions de préférence lui seront offertes sans frais et à la valeur nominale. Ayant acquis ces actions de préférence, il aura les mêmes avantages qu'un actionnaire ordinaire puisqu'il pourra joindre son titre de certificats aux actions de préférence, rapportant 5 %, et il courra bien moins de risques que l'actionnaire ordinaire.

Les ouvriers ont également des comptes courants ouverts à la caisse de la Compagnie et les statuts sociaux favorisent d'un intérêt supérieur ceux qui s'engagent à laisser le montant de leur compte pour une durée donnée, ou pour acquérir des actions de préférence. Voir Partnership Scheme, 23 juillet 1909, p. 4, et Copartnership par W. H. Lever M. P. Conférence à la Chambre de commerce de Woolwich, le 30 novembre 1909, p. 16.

Comme on le voit, ces parts de participation ouvrière sont des titres d'un genre tout à fait spécial ; ils ne sont ni payables en argent, ni cessibles, ni négociables en bourse, ni susceptibles de hausse ou de baisse. On ne peut pas dire que ce soit des actions au sens ordinaire du mot, mais ils se rapprochent singulièrement de la notion d'action de travail que l'on voudrait introduire dans notre droit français (1).

On a jugé le système de Lever avec sévérité ; ce qu'il y a de vrai dans les critiques qu'on lui a adressées, c'est que ce régime d'actionnariat n'est pas autre chose qu'une modalité de la participation aux bénéfices librement consentie par un employeur à son personnel ; mais le nouveau principe de la propriété (2)

(1) « Ce sont tout simplement, en langage d'homme réaliste, des primes à l'ancienneté, des gratifications de fin d'année pour les ouvriers qui sont restés un certain temps dans l'établissement. Assurément, bien des entreprises ont pris de telles initiatives fort louables sans doute, mais elles n'ont jamais songé à leur donner le nom pompeux d'actionnariat ouvrier. Peut-être ont-elles eu tort, après tout : si à Port-Sunlight on avait appelé l'institution nouvelle du simple nom de prime à l'ancienneté, on eût moins parlé de Port-Sunlight : or parler de Port-Sunlight, c'est un peu, n'est-ce pas, parler du savon Sunlight. Waxweiler, *op. cit.*, p. 205. »

(2) Quelques autres sociétés à forme capitaliste ont pratiqué également la propriété temporaire des parts de participation ouvrière. Nous n'avons pas la prétention de les citer toutes ; nous avons voulu simplement exposer le système tel que l'ont conçu certaines entreprises industrielles.

Une autre manufacture de savon MM. John Knight Limited, également en Angleterre, a mis en usage un système de participation similaire à celui de la Compagnie du gaz du Sud de Londres, mais

nettement temporaire des parts de participation qu'elle a mis en pratique mérite d'être retenu et il est indispensable de l'introduire dans tout régime d'actionnariat ouvrier.

elle n'a permis aux employés de n'acquérir que la propriété temporaire d'actions de la Compagnie. Ce sont de véritables actions dont ils sont rendus titulaires, mais les statuts de la société stipulent le rachat par le conseil d'administration en cas de départ de l'ouvrier. Le système de la participation est le suivant: chaque fois que les actionnaires ont reçu 5 % de dividendes, toute répartition supérieure égale à 1/2 % donne droit aux ouvriers à une demi-semaine de leurs gages. Ces sommes sont déposées à la caisse de la compagnie; le tiers en sera laissé obligatoirement, jusqu'à ce qu'il soit suffisant pour être transformé en actions de la compagnie. Les ouvriers jouiront des droits d'actionnaires de préférence, mais pour le temps seulement où ils sont employés dans les ateliers de l'usine. (Voir le règlement de la maison du 20 février 1909.)

Une autre maison de Londres délivre gratuitement à ses ouvriers des certificats de participation. Ces certificats demeurent à la souche, jusqu'au jour où ils sont libérés par les dividendes accumulés qu'ils ont produits. Ils deviennent alors des certificats libérés de participation non cessibles et remboursables en cas de départ obligatoire. Là aussi les actions sont la propriété temporaire du titulaire.

CHAPITRE II

Sociétés à participation ouvrière

Le principe de la propriété temporaire des actions par l'ouvrier a donné naissance dans certaines organisations industrielles à la vraie société coopérative. Ce serait sortir du cadre restreint de notre travail que de faire une étude complète des hypothèses pratiques dans lesquelles on a utilisé l'actionnariat pour servir la cause des sociétés coopératives de production.

M. Ch. Gide (1) s'exprime comme suit à ce sujet : « Sans doute, l'association coopérative de production est une forme de l'actionnariat ouvrier et c'en est même la forme la plus parfaite puisque, en principe tout au moins, tous les ouvriers sont actionnaires et qu'il n'y a pas d'autres actionnaires que les ouvriers. Mais nous croyons devoir réserver le nom d'actionnariat ouvrier pour le cas où il s'agit de solidariser le salarié et le capitaliste, et non lorsqu'il s'agit de supprimer l'un et l'autre par confusion, comme disent les jurisconsultes. »

Néanmoins, il n'est pas inutile de montrer l'utili-

(1) Ch. Gide, *op. cit.*, p. 7.

sation qui a été faite du principe de l'action ouvrière et les conséquences importantes que ce principe a pu avoir au point de transformer le mode de production industrielle lui-même.

Bien des sociétés coopératives en Angleterre, comme en France sont des sociétés qui ont été transformées par l'actionnariat et qui étaient autrefois capitalistes. Il en est parmi elles qui sont très connues, on peut citer le Familistère de Guise ; comme dans les pages précédentes nous ne prendrons qu'un exemple pour expliquer le fonctionnement du système.

Non seulement, dans ces sociétés dites à participation ouvrière, les ouvriers deviennent actionnaires, mais ils le deviennent en éliminant les capitalistes. Ce sont les titres d'actions de capital eux-mêmes qui sont remboursés progressivement par la participation ouvrière aux bénéfices. Ces titres de capital sont désignés par un tirage au sort. En général, la société fondée sous ce régime met de côté chaque année des prélèvements successifs importants sur les bénéfices et constitue un fonds de réserve, destiné à l'amortissement du capital. D'autre part, des comptes individuels sont ouverts au nom de chacun des ouvriers participants et lorsqu'ils ont acquis un montant suffisant, une action de capital est tirée au sort, elle est immédiatement libérée au moyen des fonds de bénéfices de l'ouvrier et elle est inscrite à son nom.

Pour compléter ce système, on y ajoute la propriété temporaire des actions pour l'ouvrier lui-même. Si un ouvrier quitte l'usine, son titre lui est remboursé

et son successeur le rachète en le libérant par des prélèvements sur sa part de bénéfices. C'est là le système très connu du roulement des actions du Familistère de Guise. C'est le système coopératif lui-même, du moins en ce qui concerne la constitution de la société. Ce que nous voulons retenir, c'est simplement l'utilisation du principe de la propriété temporaire des actions par l'ouvrier.

Imprimerie van Marken à Delft (Hollande). Une organisation industrielle particulièrement intéressante est celle fondée par M. J.-C. van Marken en 1892, et qui porte le nom d'Imprimerie van Marken de Delft. Elle a été créée exclusivement par ce grand philanthrope avec son propre capital sous la forme de société anonyme (1). Son organisation et son acte de fondation l'ont destinée à passer entièrement aux mains du travail. Elle est un exemple de la réalisation complète de l'actionnariat ouvrier par le moyen de la participation aux bénéfices. Son acte de fondation mérite d'être pris en considération (2), parce qu'il reconnaît expressément des droits au travail. Voici le texte des déclarations formulées par les fondateurs dans l'acte de fondation :

« Les comparants ont déclaré qu'en formulant cet acte, ils ont été conduits par les principes suivants :

(1) Pour former la société anonyme, quelques futurs directeurs et ouvriers avaient chacun souscrit une action.

(2) Acte de fondation. Déclaration du fondateur par-devant M^e Bakker, notaire à Delft, le 25 mai 1892.

« 1° Que le travail dans la société anonyme « Impri-
merie van Marken » doit être considéré comme co-
entrepreneur qui a droit de co-discuter et de co-dé-
cider des intérêts de la société suivant les statuts du
présent acte;

« 2° Que l'influence du capital, c'est-à-dire des fonds
versés par les actionnaires, sur les résultats de l'entre-
prise est limitée par son montant, tandis que l'in-
fluence du travail intellectuel et physique est illimitée
à cause de la force de la volonté et du dévouement
de l'homme;

« 3° Que par conséquent, les actionnaires ne peu-
vent faire valoir des prétentions équitables, que sur
une part limitée des bénéfices — une part plus grande,
à mesure que les bénéfices sont plus incertains et les
risques plus grands, — en opposition aux prétentions
équitablement illimitées du travail;

« 4° Qu'il est désirable de transmettre successive-
ment au travail la copropriété, et enfin la propriété
intégrale des moyens de production, c'est-à-dire des ac-
tions de la société; lequel but les comparants se propo-
sent d'atteindre au moyen de l'épargne des bénéfices
alloués au travail contre remboursement aux ac-
tionnaires des versements effectués. »

Se fondant sur ces principes, voici la disposition
que les fondateurs de la société ont insérée dans les
statuts (1). En premier lieu les statuts prévoient le

(1) Voir J. C. van Marken. *L'organisation sociale dans l'Industrie*,
2^e éd. Introd., p. X et s. et Tableau exposé dans la section des Pays-
Bas au Palais de l'Econ. Sociale, Exp. de 1900.

paiement d'un salaire fixe à tous les associés-travailleurs, avec un minimum prévu et une rémunération au capital versé comme intérêt et prime de risque. Les statuts de l'Imprimerie van Marken se sont arrêtés au chiffre de 6 % du capital versé. Cette disposition pose le principe de la limitation des droits du capital et dans l'esprit des fondateurs, si le modèle de leur société devait servir de guide à d'autres entreprises, le chiffre de la rémunération du capital devrait être élevé selon la nature de l'entreprise et l'appréciation des risques.

Défalcation faite bien entendu des prélèvements nécessaires à l'amortissement industriel, des bâtiments et du matériel, il reste à faire la répartition du bénéfice et elle est établie comme suit :

25 % aux directeurs pour leur gestion.

3 % aux commissaires pour leur contrôle.

12 % aux fondateurs (1).

50 % aux associés-travailleurs (2).

(1) Suivant les statuts, la moitié de cette part de 12 % est destinée à ceux qui ont contribué à la fondation de l'entreprise par leur intelligence, l'autre moitié aux actionnaires primitifs qui ont exposé leur capital aux risques de la fondation d'une nouvelle entreprise. Les droits à cette part de bénéfices sont personnels; après la mort d'un ayant droit, sa part revient aux associés-travailleurs.

(2) La participation aux bénéfices qui est ici très importante, et cela parce qu'elle doit servir à la création d'une véritable société coopérative, a été mise en honneur et s'est considérablement développée dans d'autres sociétés industrielles de Hof van Delft : particulièrement dans la Société néerlandaise de levure et d'alcool (société anonyme), dans la Société d'huilerie néerlandaise devenue plus

Les derniers 10 % sont à la disposition de l'assemblée générale et seront utilisés au profit d'intérêts ouvriers en général ou des intérêts des ouvriers associés en particulier.

C'est ici qu'intervient le mécanisme qui doit aboutir au règne absolu de l'actionnariat ouvrier. Ces bénéfices dont nous venons d'indiquer la répartition, sauf toutefois ceux réservés aux actionnaires, qui sont une charge de l'entreprise, ceux réservés aux fondateurs et les 10 % à la disposition de l'assemblée générale, sont versés à la Caisse d'épargne des bénéfices et la société a divisé ce compte d'épargne des bénéfices en comptes individuels. Il est alors procédé au tirage au sort d'un certain nombre d'actions, leurs titulaires sont remboursés du montant nominal de leur apport alors que le dépositaire d'une somme équivalente à la caisse des bénéfices est investi des titres de cette action.

Comment maintenant l'affaire est-elle dirigée et quels sont les droits des porteurs d'actions originaires ou des titulaires d'actions obtenus par les bénéfices du travail ?

La direction de l'usine est confiée à trois employés sous le contrôle d'un ou de plusieurs commissaires aux comptes. Ils sont élus par les actionnaires et les travailleurs-associés. Sont considérés comme travail-

tard la Société anonyme néerlandaise Huilerie franco-hollandaise, dans la Fabrique de colle et de gélatine, etc. Mais dans ces sociétés la participation aux bénéfices n'a pas pour but comme dans l'Imprimerie van Marken l'avènement de l'actionnariat ouvrier.

leurs-associés tous ceux ayant une fonction dans les usines, tous ceux qui sont élus par l'assemblée générale des associés ou tous ceux qui ont régulièrement pris part au travail pendant un an. L'assemblée générale des associés se compose en effet de ces travailleurs et des actionnaires. Tous sont absolument sur pied d'égalité dans l'Imprimerie van Marken. Le droit de prendre part aux délibérations et de voter est le même pour les deux catégories d'associés.

Les directeurs et les employés font aussi bien partie de la catégorie des travailleurs-associés que les ouvriers. La seule différence que les statuts prévoient est d'attribuer au début de la société deux voix au directeur et une voix à l'ouvrier dans les délibérations. Mais chaque fois, après un prolongement de service de deux ans, ouvriers et directeurs ont une voix supplémentaire, jusqu'à concurrence de six voix. Le maximum de six voix est aussi la limite des droits de l'actionnaire qui a une voix par cinq actions.

Tel est le régime établi en 1892 dans l'Imprimerie van Marken de Delft. Comme on le voit, dès l'origine de la société, avant même qu'ait fonctionné le système de la transmission aux ouvriers des actions de la société, les droits de l'apport en travail et de l'apport en capital sont les mêmes. On peut dire qu'il y a là un essai véritable de participation individuelle des ouvriers au capital de la maison qui les emploie. C'est même un des exemples les plus sûrs, puisque l'Imprimerie van Marken a conduit à l'adoption du régime de la coopération.

Peut-on dire toutefois que les actions délivrées aux ouvriers par les prélèvements sur les bénéfices sont des actions au sens proprement dit du mot, c'est-à-dire des actions qui constituent une propriété perpétuelle et cessible.

Cette société a voulu faire œuvre durable. Il doit arriver en effet que des travailleurs associés titulaires d'actions obtenues par le travail quittent l'usine pour une raison ou une autre, ou bien viennent à décéder. Il était à prévoir que dans 20, 30 ou 40 ans, tous les travailleurs, directeurs ou ouvriers du début de la société auraient disparu de l'imprimerie, emportant leurs actions, les laissant en héritage à leurs enfants ou les vendant.

En 1900, d'après le rapport de M. van Marken, après huit ans de fonctionnement du système, 3 actionnaires étaient déjà partis pour des raisons quelconques, 2 étaient morts, 46 actions étaient passées de ce fait entre les mains de tiers, étrangers à l'imprimerie. Il viendrait un moment où par la force même des choses, le Capital et le Travail se trouveraient de nouveau séparés l'un de l'autre, que leurs intérêts seraient peut-être à nouveau contraires et il fallait que les statuts évitassent ce résultat opposé au but même qu'ils voulaient réaliser.

Ils y sont parvenus, sans employer le moyen du roulement absolu et obligatoire des actions entre les travailleurs actifs se succédant dans les ateliers des usines. Quand l'ouvrier quitte le service actif, l'action ne lui est pas retirée et remboursée au

pair, pour être attribuée à son successeur qui en paiera le prix à la société par une retenue sur ses salaires. L'Imprimerie van Marken a voulu en effet que son capital fût toujours entièrement libéré ; elle a voulu éviter ce que notre loi française sur les sociétés de 1867 interdit, c'est-à-dire le remboursement du capital-actions non opéré avec les bénéfices sociaux. Si elle avait adopté le principe courant, elle eût pu être forcée de faire l'avance du remboursement des actions, alors même que son exercice était en perte. Aussi bien en ne l'adoptant pas, ses statuts ont-ils favorisé l'essor d'une société qui ne pourra jamais être absolument une société coopérative, puisque les éléments de son capital n'appartiendront jamais dans leur intégralité aux seuls travailleurs actifs. On attendra en effet, suivant les statuts, que la dernière action soit passée des mains des actionnaires primitifs aux mains du travail pour recommencer l'œuvre de la transmission dans le même ordre des numéros d'actions qu'à la première transmission ; après cette deuxième transmission viendra le troisième tour et ainsi de suite. De sorte que, malgré tout, les derniers bénéfices seront toujours employés à exproprier, au profit des ouvriers en activité, les actionnaires dont le capital a le plus grand nombre d'années de service, dont les actions portent la date la plus ancienne de la dernière transmission (1).

(1) Qu'est devenue sous ce régime l'Imprimerie van Marken. Voici quelle était sa situation en 1900, huit ans après sa fondation :

Comme on le voit, le régime de la petite imprimerie van Marken n'est pas tout à fait le régime coopératif, mais il est plus facilement accessible que les

Son chiffre d'affaires de 18,300 florins en 1892 a augmenté d'année en année pour être 44.700 florins en 1899. Le salaire minimum des ouvriers est de 12 florins, tandis que le salaire moyen des typographes à Delft est de 9 florins. Dans les huit années, les bénéfices nets ont atteint le chiffre de 53.000 florins, déduction faite des amortissements sur le bâtiment et le matériel s'élevant à 25.000 florins. Sur ces bénéfices :

1° La part de la direction a été de 10,300 florins, dont 6.900 florins ont été mis à l'épargne et convertis en actions et le reste 3.400 florins payés en argent comptant.

2° La part du travail a été de 20,000 florins, dont 12.300 mis à l'épargne et convertis en actions et le reste 8.600 florins payé en argent comptant.

3° La part du commissaire aux comptes de 1.230 florins mis à sa demande entièrement à l'épargne et convertis en actions.

Bref en 1900, 195 sur les 250 actions à 100 florins, qui constituaient le capital social ont été remboursées au pair au fondateur capitaliste et passées entre les mains du travail sous des formes différentes, direction, contrôle, main-d'œuvre. (Voir le rapport de M. van Marken, *op. cit.* Introduction, p. XIII.)

Et M. van Marken ajoutait : « Probablement dans deux ans encore c'est-à-dire après dix ans d'existence, la devise : Par le travail, au travail sera accomplie : les actions du capitaliste fondateur seront intégralement amorties. »

En 1909, voici d'autre part les merveilleux résultats du système de l'Imprimerie van Marken.

« Elle est devenue l'imprimerie la plus importante de Delft. Son chiffre d'affaires de 18.300 florins en 1892 a augmenté d'année en année jusqu'à 108.000 florins, en 1909. Le nombre des sociétaires-travailleurs de 7 à 28, les apprentis à 15. Leur salaire minimum est de 13 fl, 50, tandis que le salaire des typographes à Delft est généralement de 10 florins.

« Dans les dix-huit années les bénéfices nets ont atteint le chiffre de

autres aux sociétés qui ont de petits capitaux, puisque les actions ne sont pas la propriété des ouvriers pendant le temps seulement durant lequel ils travaillent, mais jusqu'au moment où son titre viendra à sortir au sort (1).

214.000 florins, déduction faite des amortissements sur le bâtiment et le matériel s'élevant à 77.000 florins.

« Par l'épargne de la part du travail, direction et commissaire, le capital social est déjà exproprié quatre fois et ainsi distribué au commissaire, à la direction et aux ouvriers d'aujourd'hui. »

(1) On trouve le même arrangement dans les imprimeries Trio, fondées à La Haye en 1897 au capital de 30.000 francs divisé en 60 actions de 500 francs, sous-actions de 50 francs, et où après avoir accordé 5 % aux actionnaires, 60 % des bénéfices reviennent aux ouvriers ; citons aussi l'Eendracht (l'Union) à Schiedam, la coopérative des ouvriers du bâtiment (le Bouwersbond), à Amsterdam fondée en 1898 (capital 10.000 fr. 100 actions de 100 francs ; 50 % des bénéfices revenant aux ouvriers, un dividende de 4 % ayant d'abord été accordé au capital) ; le Voorpost (coopérative de confection et de lingerie) fondé en 1895 à Amsterdam (capital 20.000 francs, 195 actions de 100 francs, 100 de 5 fr. 3 % de dividende au capital et ensuite 6 % de bénéfices aux ouvriers). Toutes ces entreprises ont été fondées comme sociétés par actions à capital fixe, bien qu'elles soient de leur nature de vraies coopératives de production.

De Webber à la Haye et la coopérative hollandaise des ouvriers de transport. (Nederlandsche coopérative Arbeiders-Transito-Maatschappz) à Amsterdam, l'une datant de 1899, l'autre de 1903 sont de véritables associations coopératives en ce qui concerne leur caractère juridique. Toutes les deux offrent aux ouvriers la possibilité de prendre une part dans le capital, payable par leurs bénéfices, mais il faut songer que ce sont des sociétés à capital variable. Dans la coopérative de Webber les ouvriers ne sont obligés de prendre qu'une seule action à 25 francs. Nul membre ne peut avoir plus d'une action. Les épargnes faites sur les bénéfices servent à acheter des obligations. On a agi ainsi, trouvant peu

Si nous avons insisté sur la forme de la société à participation ouvrière en Hollande(1), c'est qu'en ces dernières années, toute une pléiade de sociétés de ce genre est apparue. On a pensé que là était vraiment la solution des conflits du capital et du travail.

Pour que l'actionnariat ouvrier donne naissance à la société coopérative, il faut supposer que les capitalistes acceptent d'apporter leurs fonds à une entreprise en restreignant leurs exigences au remboursement éventuel de leurs mises; on conçoit qu'il soit difficile de trouver des capitalistes, qui acceptent d'être les fondateurs d'une entreprise où ils ne verront jamais s'accroître leurs apports. Néanmoins on peut dire que pour certaines affaires, ces placements pourraient être considérés comme des placements

désirable que dans une coopérative un des membres ait plus d'influence que les autres, parce qu'il posséderait plus d'actions. Si dans la coopérative des ouvriers de transport une action a été payée, les membres ne sont pas forcés d'en acheter d'autres avec le montant de leurs bénéfices. En 1899 l'imprimerie Plantyn fut fondée à Amsterdam sur le même modèle.

(1) Mentionnons que les nouvelles dispositions sur le contrat de travail hollandais de 1909 ont créé quelques difficultés pour la participation aux bénéfices des ouvriers. La loi interdit toute stipulation entre patron et ouvrier à l'égard de la façon dont celui-ci use de ses revenus. Exception est faite pour la participation à des caisses fondées conformément à certaines prescriptions. Si on désire que les bénéfices se transforment en action dans le capital de l'entreprise, il est nécessaire de choisir la forme quelque peu recherchée d'une caisse recevant les bénéfices et achetant avec cet argent les actions de l'entreprise.

offrant certaines sûretés. Les imprimeries (1) en particulier paraissent tout à fait désignées pour propager la forme coopérative de production (2).

(1) Nous donnons ci-dessous le tableau du développement de l'Imprimerie coopérative de Nîmes La Laborieuse. Cette société constituée en 1898 avec un capital de 30.000 francs sur lesquels 1.200 francs seulement souscrits par les ouvriers, le reste étant souscrit par des actionnaires bénévoles, a remboursé actuellement 17.000 francs aux actionnaires primitifs qui ont été remplacés par les ouvriers.

ANNÉES	Chiffres d'affaires	Bénéfices	Fonds de réserve	Compte d'assurance et de retraite	Remboursement	PROGRESSION D'UN COMPTE DE SOCIÉTAIRE (L'action s'augmente chaque année des bénéfices portés à son compte)
						1897 100 fr.*
1 ^{re} 1898	40.000 »	3.120 10	936 05	624 »	1.560 05	1898 253 05
2 ^e 1899	46.721 60	4.071 23	1.299 36	866 20	605 52	1899 308 70
3 ^e 1900	53.568 20	3.507 42	2.381 59	1.502 98	1.803 71	1900 467 78
4 ^e 1901	57.457 15	9.127 05	4.021 26	2.603 66	2.849 55	1901 768 55
5 ^e 1902	59.927 80	4.831 90	4.971 60	3.134 10	1.583 90	1902 919 35
6 ^e 1903	63.118 15	7.768 55	6.279 48	3.931 07	2.169 80	1903 1.112 50
7 ^e 1904	60.934 30	5.535 85	6.800 98	4.282 57	1.757 60	1904 1.191 30
8 ^e 1905	54.693 85	5.517 20	7.612 43	4.820 67	1.352 80	1905 1.321 25
9 ^e 1906	59.863 80	6.197 60	8.639 98	5.508 72	1.712 60	1906 1.488 80
10 ^e 1907	52.599 45 (1)	4.367 20	9.551 18	6.116 17	1.518 65	1907 1.637 95

(1) La baisse du chiffre d'affaires en 1907 s'explique par suite de la Crise Viticole du Midi qui a amené dans le commerce des vins une diminution considérable dans l'importance des commandes qui consistaient surtout en publicité de circulaires. La clientèle en périodiques ou brochures a plutôt augmenté au cours de ce même exercice. Du reste, les 3 premiers mois de 1908 dépassent de 2.190 fr. 9% ceux de 1907.
* Action souscrite.

(2) En faisant l'examen critique de l'action de travail, nous examinerons quelle utilisation on peut faire du principe de la propriété temporaire des actions.

TITRE II

L'ACTION DE TRAVAIL COLLECTIVE



TITRE II

L'ACTION DE TRAVAIL COLLECTIVE

Les chapitres précédents nous ont montré que la solution actuelle des conflits du travail avait été cherchée dans la participation des ouvriers aux profits des entreprises, d'abord en leur donnant une portion des bénéfices purs et simples, ensuite en les faisant parvenir à la propriété du capital.

Nous avons vu en étudiant l'action de travail individuelle qu'elle était toujours la résultante d'une concession librement faite au travail par le capital. Que l'action soit donnée à l'ouvrier gratuitement, ou bien au contraire contre remise de ses épargnes de salaires ou de bénéfices suivants les cas, l'action individuelle de travail peut toujours s'analyser en un moyen de défense patronale contre la coalition ouvrière. L'intérêt direct donné aux salariés à la vie économique de l'entreprise n'est intervenu dans la plupart des cas que parce qu'il était considéré par les patrons comme la meilleure manière d'éviter les conflits avec leur personnel.

Tels sont les faits. Il nous appartient en cette seconde partie de rechercher les conséquences bien

plus graves que l'on a voulu tirer du principe de l'action de travail. L'action de travail dans les projets sociaux que l'on a fondés sur elle, n'a plus du tout le sens d'action, propriété d'un ouvrier, sens dans lequel nous l'avons employée jusqu'ici.

L'action de travail est considérée par des conceptions politiques ou des conceptions doctrinales comme un principe de rénovation sociale destiné non plus seulement à apaiser les conflits du capital et du travail, mais à les empêcher de naître, puisqu'elle doit être le moyen de réaliser la communauté d'intérêts entre le capital et le travail, communauté d'intérêts qu'on ne doit pas créer artificiellement, comme par l'action individuelle, mais qui apparaîtra d'elle-même quand la production industrielle sera différemment et mieux organisée.

L'action de travail proprement dite ne se conçoit alors pour certains auteurs que sous la forme d'une propriété collective. Nous chercherons à préciser dans les chapitres suivants son fondement économique et surtout son fondement juridique par l'analyse des systèmes proposés.

CHAPITRE PREMIER

Du fondement économique de l'action de travail

Il peut paraître singulier d'en être arrivé à ce point de notre étude sans avoir défini ce qui paraît être son objet précis. C'est que, comme nous le disions, ce mot d'action de travail réunit en lui-même deux notions bien différentes. Le Titre I^{er} nous a montré les moyens que la pratique industrielle a imaginés pour rendre l'ouvrier capitaliste. L'ouvrier a toujours été rendu, à la vérité, capitaliste d'un genre spécial ; il ne faut pas s'en étonner puisque ce capitalisme lui-même paraissait dans son principe et paraît encore à plusieurs irréalisable en pratique. Comme l'ouvrier ne dispose que de ses salaires, il était bien difficile de concevoir qu'un mécanisme quelconque pût lui permettre de devenir propriétaire d'actions au même titre que n'importe quel capitaliste ; et puisque les industriels qui ont voulu en faire l'essai ne l'ont jamais instauré dans leurs usines que comme un moyen de défense, il devait s'ensuivre tout naturellement des restrictions aux droits des capitalistes ordinaires. Parmi les ouvriers qui sont parvenus à l'actionnariat, les uns ont été investis de

la vraie propriété capitaliste ; mais encore avec quelques restrictions : restrictions au droit d'être administrateur, d'entrée aux assemblées générales, etc... Les autres n'ont plus eu qu'une propriété capitaliste réduite, ils n'ont été qu'usufruitiers d'actions pour ainsi dire ; on ne leur concède plus qu'une propriété temporaire, parce qu'on veut faire bénéficier de l'actionnariat successivement tous les ouvriers de l'entreprise.

Et bien, c'est en se fondant sur ces diverses conséquences pratiques de l'actionnariat capitaliste, que plusieurs auteurs sont parvenus à une nouvelle conception de l'Action de Travail.

SECTION I

De la notion d'action de travail

Tous les systèmes d'actionnariat capitaliste ont été considérés comme stériles, parce qu'ils sont non point un droit de l'élément travail, mais une faveur de l'élément capital.

a) *L'action de travail établit la rémunération du travail sur des bases plus équitables que le système actuel.*

— L'action de travail vise plus haut que l'apaisement des conflits du capital et du travail ; elle veut chercher la cause exacte du mal inhérent à la production capitaliste et les auteurs qui les premiers ont parlé d'action de travail, ont pensé qu'elle fe-

rait cesser les raisons d'antagonisme du capital et du travail. Cet antagonisme est nié par certaines personnes qui prétendent qu'une opposition factice existe entre ces deux agents de la production. Les conflits naissent simplement par l'intervention d'agitateurs professionnels, de meneurs qui, vivant du désordre, enlèvent aux ouvriers la conscience de leurs intérêts véritables. Le travail et le capital ne peuvent rien l'un sans l'autre; il n'est pas nécessaire de modifier l'organisation de la production, il suffit que les droits du travail et du capital soient minutieusement déterminés pour que les causes de malentendu soient évitées le plus possible.

Pour les promoteurs de l'action de travail au contraire, l'origine du conflit est dans l'inégale répartition des richesses produites. Les deux éléments de la production sont devenus ennemis, alors qu'ils ne peuvent nullement se passer l'un de l'autre. Le capital sans le travail n'est rien ou peu de chose et doit disparaître; le travail sans le capital ne peut pas trouver occasion de s'exercer de façon fructueuse. Le but est donc de trouver une formule qui les réunit et cette formule doit être cherchée dans une plus équitable répartition des bénéfices.

Les partisans de la nouvelle idée, partant du point de vue que les deux forces en présence dans la production ont besoin l'une de l'autre, cherchent à déterminer leur importance réciproque et veulent

simplement réserver à chacune sa part légitime d'avantages. Ils estiment que ce n'est « porter atteinte ni au capital, ni au travail que de dire qu'à tout le moins ils ont des droits égaux, précisément parce que le capital est une forme du travail lui-même. A ce titre, il n'y a aucune raison de favoriser l'un plutôt que l'autre, car tout traitement de faveur au bénéfice de l'un correspondra à un préjudice infligé à l'autre ; l'égalité s'impose ici comme ailleurs, comme partout à l'égard des personnes ayant les mêmes droits (1). »

Ce qui, à l'heure présente, est la cause véritable des conflits sociaux réside dans la trop grande part de bénéfices attribués aux capitalistes. Les ouvriers, le travail dans son ensemble ont des droits supérieurs à ceux qui leur sont reconnus. « L'origine du conflit, dit M. Godart, auteur d'une proposition de loi sur les actions de travail, est dans l'inégale répartition des richesses produites. Dans les discours où l'on conseille la sagesse au travail, on le traite avec beaucoup d'égards oratoires de précieux allié du capital, voire même d'associé, mais lorsque les bénéfices sont réalisés, on se garde bien de lui en donner une part équitable... La solution de laquelle dépend une paix durable, c'est de donner au travail tout ce qui lui est dû, c'est-à-dire plus que le salaire et de le lui remettre, non point en fai-

(1) Fernand Rome, *Le contrat collectif et les syndicats professionnels*, Paris, 1906, p. 20.

sant le geste du bon patron philanthrope, mais en faisant une *stricte opération de comptabilité* (1). »

C'est donc la base elle-même de la rémunération actuelle du travail qui est contestée. Avant de dégager la notion d'action de travail, ses auteurs ont voulu détruire l'argumentation puissante des partisans du système actuel de rémunération des ouvriers. Actuellement, par le salaire fixe, un seul des facteurs de la production bénéficie des avantages de l'effort commun, le capital a seul tous les profits. Mais il est vrai de dire qu'au début de l'exploitation et pendant tout le cours de cette exploitation, *tous* les risques sont courus par le capital ; il est juste de lui attribuer la contre-partie de ces risques.

Il convient, dit-on, de s'inscrire en faux contre cette argumentation des capitalistes. Si une affaire périclité, ils ne sont pas les seuls à en souffrir ; il n'est pas vrai de dire que *tous* les risques sont pour eux. Le capital court le risque de perdre, mais le travail court celui de ne pas gagner ; ces deux risques, le *lucrum cessans* et le *damnum emergens* sont loin d'avoir la même importance, c'est vrai, mais sous prétexte de différence de nature et d'importance dans les risques, on ne peut pas dire que le risque du travail n'existe pas (2).

Le risque pour les travailleurs d'être privés de

(1) Prop. de loi tendant à créer les actions de jouissance du travail, par J. Godart. Session de 1909, n° 2487, p. 2.

(2) Argumentation prop. Godart.

leur emploi entraîne même en général des conséquences autrement graves que pour les capitalistes. Il y a des calculs à faire pour déterminer la part de risques de chacun ; il est injuste d'attribuer les bénéfices au seul capital pour la raison qu'il supporte seul les pertes.

b) *La participation aux bénéfices est insuffisante.*
— Au point de vue juridique, le contrat de travail intervenant entre un employeur et un ouvrier s'analyse en une sorte de forfait aux termes duquel l'ouvrier reçoit, sous forme de salaires, tout ce à quoi il a droit ; le travail reçoit ainsi une rémunération contractuelle qui supprime vis-à-vis de lui tous les aléas. C'est ce principe du forfait qu'il faut combattre, car il n'est pas équitable au point de vue économique de rémunérer de cette manière un associé de l'entreprise comme le travail, l'un des principaux facteurs de la production. Si le salaire est un forfait, il faut distinguer deux parts dans ce forfait : l'une est le prix du louage de services proprement dit, l'autre est la compensation du bénéfice procuré au capital par le travail manuel ou intellectuel. On doit donc en effet faire cette distinction, sans cela il ne saurait être question de forfait. Un ouvrier, par exemple, a 6 francs de salaire journalier ; on peut analyser cette rémunération comme représentant deux portions bien distinctes : l'une, dont le montant est 5 francs par exemple, est le prix du travail matériel ; ce travail est déterminé par la loi de l'offre et de la demande, l'autre, 1 franc par hypothèse, est la part

forfaitaire de bénéfices allouée au travailleur. Que le travail de l'ouvrier produise ou non des bénéfices au patron, cette seconde part sera chaque jour versée à l'ouvrier, et ceci étant, le patron sera libéré à son égard de toute autre espèce de rémunération de bénéfices. Et bien, c'est cette disposition forfaitaire qui constitue l'injustice. Est-ce à dire que la participation aux bénéfices soit suffisante pour corriger les inconséquences du régime? Non pas, certes, disent les défenseurs de l'idée nouvelle; le contrat de participation n'est qu'un acheminement vers l'association du capital et du travail, il n'est qu'un correctif du système actuel, les principes juridiques qui le gouvernent l'empêchent de servir vraiment la cause des travailleurs. Faire participer un ouvrier aux bénéfices de l'entreprise ne fait pas de lui un associé de cette entreprise; cet ouvrier est lié par un louage de services que le patron peut faire cesser, à la condition de respecter l'article 1780 du Code civil. La participation demeure un élément du salaire, qui, au lieu d'être fixe devient aléatoire. La participation ne saurait jamais avoir d'effet utile, parce qu'elle n'implique pas la participation aux pertes et c'est justement la raison qui l'empêche de se développer. La jurisprudence refuse d'une manière générale à l'ouvrier participant le droit à la communication des livres; il n'a pas l'exercice du contrôle des comptes, et il ne peut pas l'avoir en droit, puisqu'il n'est pas participant aux pertes. Tout au plus, la jurisprudence lui reconnaît-elle le droit de *représentation* des li-

vres. (Paris, 21 nov. 1903. D. 1905, II, p. 13; Poitiers, 8 juillet 1908. D. 1908, II, p. 341; *Contra*. Rennes, 29 juin 1871. S. 1871, II, p. 83; Bordeaux, 30 janvier 1872. S. 1872, II, p. 66) (1).

c) *Réponse aux objections tirées du contrôle des comptes par les ouvriers et de la suppression du crédit de l'entreprise.* — Pour ne pas changer complètement les principes directeurs de notre droit des sociétés, il fallait donc accepter les conséquences juridiques de la qualité d'associé, il fallait justifier l'exercice du contrôle des comptes par les ouvriers et montrer que l'association plus étroite des deux éléments de la production, au lieu de l'amoinrir, contribuerait à la prospérité de l'industrie. Ce n'est qu'après avoir répondu à ces deux objections que l'on peut étudier les transformations imposées par le nouveau principe dans la constitution du capital social. Il n'est pas possible d'y répondre par les expériences de l'actionnariat ouvrier capitaliste, parce que la plupart du temps le droit de contrôle ouvrier était singulièrement limité par des dispositions statutaires et que l'actionnariat lui-même n'a pas été développé dans des limites suffisantes. Les partisans de l'idée nouvelle d'action de travail se refusent du reste à faire état d'expérimentations qu'ils tiennent, comme nous l'avons dit, surtout pour des moyens de défense patronale, et non pas pour des procédés de réforme sociale.

(1) Voir Thaller, *op. cit.*, nos 211 et 483.

Mais pourquoi le contrôle des ouvriers sur les comptes de la société serait-il représenté, comme devant faire éliminer l'idée d'association du travail au capital. Les actionnaires d'une société ont bien le droit d'exercer un contrôle, ils ne peuvent le faire que dans les conditions fixées par la loi, ils ont, par exemple, la faculté de prendre connaissance du bilan dans un certain délai qui précède la tenue de l'assemblée générale (art. 33 et 34 de la loi du 24 juillet 1867). Le contrôle des actionnaires est en réalité une illusion qui leur est accordée par la loi. L'actionnaire ne peut pas contrôler de façon effective les actes du conseil d'administration; il s'en remet à la commission de contrôle.

On peut craindre que les ouvriers soient plus soucieux de leurs intérêts ; or, ce ne serait pas un mal. Un contrôle plus effectif sur toutes les opérations commerciales et industrielles forcerait les administrateurs comme les directeurs à plus de vigilance. Le principe lui-même du contrôle ouvrier ne porte pas une atteinte excessive au droit absolu de propriété. Nous sommes accoutumés à des modalités de l'exercice du droit de propriété qui sont des atteintes à ce droit, et cela dans la matière de l'organisation industrielle existante (1). Du moment qu'un propriétaire n'exploite pas seul son capital, dès qu'il le confie à un tiers, il subit certaines con-

(1) Voir sur ces matières Rome, *op. cit.*, et prop. Godart.

ditions du contrat intervenu, contrat qui fixe le prêt, l'intérêt, le terme de remboursement, etc. C'est là l'exercice le plus normal du droit de propriété et pourtant la loi du contrat constitue une atteinte au droit absolu de propriété. Sera-ce le capitaliste lui-même qui sera souverain pour fixer les conditions du contrat ? La loi règle constamment l'exercice du droit de propriété ; elle ne peut pas imposer ici une obligation de faire, mais obliger le capitaliste à ne pas faire. En d'autres termes elle peut parfaitement réglementer son droit de faire du commerce ou de l'industrie, fixer les limites dans lesquelles il pourra décider de faire son commerce. Elle établit un statut en matière de société auquel le capitaliste doit se soumettre ; rien n'empêche non plus le législateur d'obliger le capitaliste à contracter dans certaines conditions avec des ouvriers qu'il embauche dans son affaire industrielle. La réglementation légale ne froisse personne quand il s'agit de la constitution des capitaux ; pourquoi la considérer comme abusive, si elle traite de la constitution des sociétés dans leurs éléments essentiels, représentés par le travail et le capital. L'association du capital et du travail peut faire l'objet de dispositions législatives, aussi bien que l'association des capitaux ; on a considéré jusqu'ici le travail comme un tiers, dans les lois sur les sociétés, alors qu'il doit être tenu pour associé ; rien n'empêche donc de considérer que le capital devra subir le double contrôle des ouvriers et des actionnaires.

Cette défense des partisans de l'action de travail n'est que l'examen d'une des conséquences de la qualité d'associés qu'ils veulent reconnaître aux travailleurs et il n'y aurait rien à reprendre à une semblable argumentation, si l'on était d'accord sur le principe même. Seulement les défenseurs du *statu quo* font ressortir l'inconvénient bien plus sérieux qui résulterait pour la société du contrôle des comptes par les ouvriers. En supposant le problème résolu, c'est-à-dire en supposant que des capitalistes se soient rencontrés pour fonder une entreprise dont ils ne seraient copropriétaires que pour moitié, beaucoup pensent que le crédit de la société sombrerait par la divulgation excessive de ses résultats financiers. Cette objection impressionne très peu, à juste titre du reste, les promoteurs de l'action de travail. La divulgation des comptes est une opération constamment faite dans les sociétés anonymes. L'intérêt des actionnaires à ne pas faire connaître les résultats désastreux d'un exercice donné est une sûre garantie de leur silence. De même que tout à l'heure on n'avait pas de bonnes raisons à faire valoir pour éliminer l'ouvrier du contrôle des comptes, de même ici, rien ne nous invite à affirmer que l'intérêt agira différemment sur la classe ouvrière que sur la classe capitaliste. Le travailleur devra, c'est certain, faire son éducation de co-associé de l'entreprise industrielle; ayant les mêmes droits que le capitaliste, il se sentira les mêmes devoirs. Il apprendra par l'actionnariat à comprendre que le capital et le travail ne sont

pas en antagonisme, mais que leurs intérêts sont semblables (1).

L'introduction des ouvriers à la gestion de l'entreprise et ses conséquences ne sont donc pas un obstacle à l'admission du nouveau principe. L'action de travail, telle qu'on la conçoit à l'heure actuelle, aussi bien dans des manifestes politiques que dans des études doctrinales, est le moyen que l'on préconise pour réaliser l'association vraie du travail au capital.

La plus grande incertitude règne sur la manière dont elle doit être appliquée, mais beaucoup s'accordent sur le principe nouveau. Si le capital et le travail sont ennemis, cela tient au mode de rémunération des travailleurs. Le salaire fixe, même corrigé par la participation aux bénéfices, est tout à fait insuffisant; l'ouvrier demeure salarié alors qu'il doit être associé; la participation aux bénéfices ne doit pas être considérée comme un devoir moral de l'employeur, elle est un droit pour l'ouvrier. L'élément travail est apporteur de valeur dans la société au même titre que l'élément capital. Une action est

(1) Il est toutefois permis de douter que cette éducation de la classe ouvrière se fasse rapidement. L'antagonisme actuel entre les deux forces de la production est tel que l'on a vu des ouvriers se mettre en grève pendant très longtemps dans la South Metropolitan Gas Company de Londres, l'année même où la direction les élevait à l'actionnariat capitaliste. Or l'intérêt des ouvriers de cette compagnie dans l'affaire était supérieur à celui qu'on veut leur donner par l'action de travail, puisque leur titre d'actionnaire était acquis au prix de leurs épargnes et n'était pas seulement pour eux l'usufruit d'une propriété, mais une propriété héréditaire.

donnée au capitaliste en représentation de la somme versée par lui dans les caisses de la société; on l'appellera action de capital. Une action est donnée au travail en représentation de son intervention nécessaire dans la production économique et de la plus-value qu'il procure au capital; on l'appellera action de travail. Le capital et le travail sont aussi indispensables l'un que l'autre pour produire un bénéfice industriel; il est équitable qu'ils partagent les profits. Le nouveau principe doit se manifester par l'obligation pour les sociétés de reconnaître des droits à l'élément travail dans leurs statuts constitutifs, par l'application d'un nouveau mécanisme destiné à la transformation des sociétés existantes à forme purement capitaliste.

L'action de travail confère les vrais droits d'associé; l'analyse de son caractère juridique donne lieu à bien des difficultés, car l'ouvrier n'apporte que son industrie et on veut lui conférer les droits véritables d'un associé.

SECTION II

Du fondement économique de l'action collective de travail

Nous devons maintenant parcourir et développer les quelques idées que l'on a fait valoir au point de vue économique comme devant amener la création

de l'actionnariat ouvrier sous la forme collective. Le principe nouveau a déjà subi une évolution en quelque manière et nous verrons que le point de vue des promoteurs de l'action de travail a été souvent bien différent, pour affirmer la forme collective qu'elle devait recevoir.

a) *Critiques adressées à l'action individuelle capitaliste. Elle est illusoire.* — L'action de travail doit tout d'abord être une propriété collective, et non pas une propriété individuelle. C'est du moins la conclusion des deux ou trois propositions importantes qui aient été écrites sur cette matière entièrement neuve (1). Et cela, parce que les promoteurs de cette idée n'ont pas voulu faire œuvre vaine, ni enfermer dans la nouvelle conception un principe devant la détruire elle-même. Pour que le résultat cherché fût acquis, il fallait que l'action de travail fût d'une autre essence que l'action capitaliste. Elle doit être essentiellement et uniquement susceptible d'appropriation collective. Les actions ouvrières capitalistes, dont plusieurs industriels ont fait l'expérience, étaient susceptibles d'être possédées indivisément par plusieurs, mais elles étaient par nature des titres négociables et trans-

(1) Nous nous en référons dans cet exposé surtout à ce qui paraît être le projet du gouvernement, à la proposition de M. Godart à la Chambre des députés et à l'exposé d'un projet de Société à Participation ouvrière rédigé par MM. Parsons et Antonnelli, inspiré par le chef du Gouvernement et publié dans la *Grande Revue*, 1909, p. 213 et s. Dans le chapitre II nous ferons mention des autres essais de doctrine sur l'application de l'action de travail.

missibles par hérédité (du moins dans la plupart des cas). L'action de travail ne peut pas l'être ; sinon elle cesserait bien vite d'être uniquement la propriété des travailleurs : chaque fois qu'un ouvrier quitterait une usine, il emporterait avec lui une portion de copropriété de l'entreprise dont il se sépare, ou bien les ouvriers peu économes ou chargés de famille seraient vite la proie de financiers avides d'acheter à bon compte des actions de travail, par l'appât du versement immédiat d'une somme d'argent. On aurait pu, il est vrai, restreindre aux seuls ouvriers de l'usine le droit d'acquisition des titres de travail, et on aurait ainsi obvié à ces inconvénients. On les aurait encore corrigés par le système du roulement des actions entre les ouvriers, tel qu'il a été pratiqué au Familistère de Guise ou dans l'Imprimerie van Marken. Mais l'action de travail n'est pas faite pour amener le règne du système coopératif ; elle y conduit pourtant, mais c'est malgré elle pour ainsi dire.

Ses défenseurs veulent tout à la fois dépasser le stade de la coopération et rester dans le cadre des sociétés actuelles à forme capitaliste.

Plusieurs projets sur les actions de travail n'éliminent point en effet l'élément capitaliste. Les deux facteurs de la production doivent coexister. Il y aurait injustice également à éliminer le capital et puis, l'amortissement des actions régulièrement pratiqué, pourrait ne pas laisser au travail des profits suffisamment appréciables. L'action de travail ne

conduit donc pas parfois au système coopératif.

Mais d'un autre côté elle le dépasse singulièrement. Le système coopératif, comme celui du Familistère de Guise, c'est le remboursement progressif et intégral du capital par les travailleurs; or, c'est l'aveu des droits absolus des capitalistes que combat le principe même de l'action de travail. Le système intégral d'actionnariat ouvrier conduit non pas au remboursement progressif des actions de numéraire, mais à une nouvelle émission d'actions de travail qui ne sont que la reconnaissance de droits antérieurement méconnus. L'actionnariat qui amène le régime coopératif fait des ouvriers de véritables capitalistes; or tel n'est pas le but de l'action de travail. Elle doit les amener à la copropriété des entreprises, mais elle ne doit pas en faire des capitalistes proprement dits.

Certes tous les systèmes proposés ne vont pas aussi loin et cette idée-là n'est même nulle part exprimée dans les diverses propositions. Mais elle est en germe, dans les quelques documents que l'on possède sur la matière, comme une conséquence directe de la notion même d'action de travail.

Du reste l'action individuelle capitaliste ne peut pas servir les intérêts de la classe ouvrière, même si elle est corrigée par la simple propriété temporaire des titres. Elle n'établit pas assez de cohésion entre les différents travailleurs parce qu'elle ne crée pas entre eux une suffisante communauté d'intérêts. Les participants, dans le système du roulement des actions,

sont hantés par l'idée d'accroître surtout leur part personnelle de capital ; ce qui leur importe le plus, c'est de devenir de petits capitalistes et c'est justement ce qu'il faut éviter parce qu'encore ici le système risquerait de sombrer, non plus par le fait des employeurs, mais par celui des ouvriers devenus capitalistes.

Chacun doit au contraire ne diriger ses efforts que vers l'augmentation incessante des revenus de l'entreprise, des bénéfices de l'exploitation. L'augmentation des valeurs actives de la société n'aura d'intérêt que le jour de la dissolution de la société et ce jour-là seulement. L'appropriation individuelle s'oppose à l'effort commun vers un but unique. Avec le roulement des actions ouvrières individuelles, l'intérêt de la classe ouvrière à la prospérité de l'affaire est très puissant, mais les droits de chacun des ouvriers sont néanmoins à tout instant différents et c'est ce qui en constitue le défaut. Les uns en effet sont déjà devenus actionnaires, alors que les autres travaillent à le devenir, l'ambition de l'un n'est peut-être pas celle de l'autre et le résultat peut s'en ressentir.

Il y aura malgré tout des différences entre les membres de la classe ouvrière avec le régime de l'action de travail, mais elles ne tiendront qu'à l'ancienneté et au talent, puisqu'elles seront fondées sur le montant du salaire annuel.

La participation individuelle au capital est apparue comme assez illusoire, aussi presque tous les pro-

jets sur les actions de travail ont-ils abandonné le point de vue individuel.

Quand on a discuté l'introduction de la clause de la participation aux bénéfices dans les mines, c'est la participation collective qui a été mise en avant par les membres du Gouvernement. M. Viviani, ministre du Travail, interrogé à la suite du Congrès des mineurs, déclarait ce qui suit (1) : « A tout considérer, je reconnais que la participation ouvrière aux bénéfices est bien supérieure sous la forme collective et répond davantage au but que nous poursuivons. Peut-être la participation individuelle ne laisserait-elle aux ouvriers que des bénéfices illusoires ; bien plus grand à mon avis, est l'avantage qui résulte d'une participation collective. Celle-ci ne peut consister que dans l'attribution d'actions à des collectivités ouvrières employées dans la mine, lesquelles actions donneront à la collectivité le droit de participer à la gestion en envoyant des représentants aux assemblées générales et dans les conseils d'administration. Ainsi, au surplus, la collectivité ouvrière pourrait percevoir les dividendes attachés aux actions pour les verser dans une caisse de secours ou dans toute autre, strictement indiquée par le contrat de concession. »

b) *A la défense des intérêts collectifs doit correspondre l'action de travail collective.* — Cette idée

(1) Voir le *Siècle*, numéro du 15 décembre 1909.

d'action collective de travail n'est au reste que la résultante d'un courant d'idées sociales qui s'accréditent de plus en plus. Elle ne tend pas toujours à la socialisation des moyens de production. L'idée syndicale, il est vrai, se développe de jour en jour. L'établissement de la grande industrie et la concentration des capitaux ont amené après eux la concentration des forces ouvrières et développé la notion d'intérêts collectifs. Nous en sommes arrivés au règne de l'association : association des capitaux, des intérêts patronaux, association des intérêts ouvriers, notion des conventions collectives de travail. Certains auteurs ont pensé que les ouvriers ne pourraient vraiment faire valoir leurs droits que s'ils pouvaient offrir des garanties, que s'ils étaient titulaires d'actions collectives de travail.

L'évolution des idées a conduit à la création, au profit des travailleurs, d'une arme qui leur appartenait en fait, mais dont ils ne pouvaient user légalement. Pour reconnaître au travail, c'est-à-dire au plus grand nombre, des droits égaux à ceux du capital, il fallait qu'une intervention législative leur donnât le droit d'unir leurs intérêts professionnels pour pouvoir les défendre. La loi du 21 mars 1884 en créant les syndicats professionnels a reconnu en même temps, par l'abrogation de l'article 416 du Code pénal, le droit de coalition ouvrière et a ainsi, semble-t-il, réalisé et sanctionné la grande réforme de l'union licite et légale des intérêts ouvriers. Mais cette loi, dès ses premières applications, apparut comme insuf-

fisante et ses prescriptions furent bien vite dépassées. Le cadre offert par la loi du 21 mars 1884 à la défense des intérêts collectifs de la classe ouvrière fut employé par elle à d'autres buts. Pour retenir les syndicats dans les limites légales, une jurisprudence s'est établie définissant la notion d'intérêt professionnel et limitant aux membres de la profession, l'accès du syndicat. Depuis que ces associations se sont développées, les tribunaux ont cherché à préciser ce qui doit être tenu aux termes de la loi pour l'intérêt collectif et ce qui dépasse cette définition, ce qui est illégal par conséquent et doit être sanctionné par des responsabilités effectives. A l'examen de cette jurisprudence, on se rend compte de l'impossibilité qu'il peut y avoir à maintenir de façon absolue le syndicat professionnel dans les limites de la loi. Il y a certes abus de la part d'un syndicat à stigmatiser et à mettre à l'index un ouvrier étranger à l'association. La jurisprudence intervient en ce cas en faveur de l'ouvrier isolé. Elle interprète l'article 3 de la loi de 1884 : « Les syndicats professionnels ont exclusivement pour objet l'étude et la défense des intérêts économiques, etc... », dans le sens des intérêts professionnels *des membres du syndicat*. On voit de suite, et c'est l'évidence même, que l'intérêt collectif d'une profession ouvrière ne se réduit pas néanmoins à l'intérêt professionnel des membres d'un groupe et que les limites légales, imposées en 1884, ne suffisent plus à la défense utile des intérêts collectifs. Cela ne veut certes pas dire

que nous condamnions cette jurisprudence qui agit dans l'esprit de la loi ; cela ne signifie pas non plus que l'on doive expressément élargir la formule de la loi de 1884 pour permettre une interprétation extensive. Ce qui est nécessaire, c'est de constater que l'idée syndicale s'étend de plus en plus, que les lois existantes et même la loi du 1^{er} juillet 1901 sur la liberté d'association, sont insuffisantes au développement et à la défense des intérêts corporatifs ou collectifs. Il en faut chercher le remède, non pas du tout en comprimant la notion d'intérêt collectif ; il est indispensable au contraire de lui laisser prendre tout son développement. Pour mettre les textes en harmonie avec les idées sociales actuelles, il faut détruire les barrières qui sont assignées aux organisations corporatives, mais pour faire de la défense des intérêts collectifs un vrai moyen de défense juridique des travailleurs, il faut que les associations professionnelles soient investies des droits puissants que la propriété donne aux associations capitalistes.

L'action de travail se présente comme le moyen de parvenir à ce résultat. L'évolution des idées que nous voulons montrer dans le présent chapitre ne doit pas pourtant s'arrêter à la propriété syndicale. Cette accession des syndicats à la propriété n'est qu'un des stades de l'évolution. La défense des intérêts ouvriers collectifs peut exiger que d'autres groupements soient à leur tour rendus propriétaires.

Suivant le point de vue auquel on se place, on a

fait valoir que ce serait le groupement des ouvriers d'une même usine qui devrait pouvoir être propriétaire, ou bien au contraire l'union de tous les travailleurs d'une même industrie. On a même été jusqu'à dire que c'est la classe ouvrière elle-même qui devrait être investie de droits de propriété; cette propriété collective serait alors réalisée au moyen d'organismes spéciaux à déterminer. Nous reviendrons, en étudiant les projets de réglementation de l'action de travail sur le titulaire des droits collectifs; c'est son principe sur lequel nous devons insister. La propriété syndicale, pour nous en tenir au groupement légal existant, devrait être étendue. Ce droit de posséder est déjà consenti aux syndicats professionnels par l'article 6 de la loi du 21 mars 1884, mais il est limité à l'immeuble nécessaire à leurs réunions, à leur bibliothèque et à des cours d'instruction professionnelle. Ce n'est pour ainsi dire que le principe de la propriété qui est ainsi reconnu. Il est tout à fait insuffisant.

Si le législateur admet l'actionnariat ouvrier, il doit l'introduire sous la forme d'action collective entre les mains d'un groupement de travailleurs. C'est à l'heure actuelle par une action commune que les ouvriers défendent les intérêts de leur profession. Cette défense ne sera vraiment légitime, que si elle a pour contre-partie une responsabilité pécuniaire absolue répondant des fautes délictuelles ou contractuelles. L'action commune ouvrière n'aura d'efficacité vraie que sous cette condition. Il est bien évident

que les syndicalistes (ou du moins la majorité des syndicalistes) refusent à ce prix l'octroi du droit de propriété ; aussi plusieurs auteurs, comme nous l'avons dit, cherchent-ils à rendre propriétaires d'autres groupements. En tous cas, avant de parler de responsabilité pécuniaire, il faut affirmer que la propriété collective des actions de travail ferait naître et se développer l'idée d'intérêt commun et collectif.

L'action individuelle de travail, et c'est là un des principaux arguments des partisans de l'idée nouvelle sous la forme collective, ne concorde plus avec les idées actuelles d'association et de groupement des intérêts. Elle sert tout au plus les intérêts de chaque ouvrier pris en particulier, elle ne sert pas ceux de la classe ouvrière et ne peut avoir par conséquent aucun effet utile dans les conflits présents du capital et du travail.

« Tout ceux, dit M. Rome (1), qui ont un intérêt commun à défendre éprouvent le besoin de se rapprocher les uns des autres : ils comprennent l'utilité de le faire et ils ont conscience de la force imposante qui doit résulter de leur union. Les ouvriers tendent de plus en plus à s'éloigner de la conception du contrat individuel, pour s'efforcer d'établir le contrat collectif ; ils se persuadent aisément de l'infériorité du premier à l'égard du second, dans les rapports avec leurs patrons. Ce que l'un ne pourra pas faire, tous ensemble pourront le réaliser, et l'on s'explique

(1) E. Rome, *op. cit.*, p. 5.

aisément qu'un mouvement s'opère en ce sens. »

Le mouvement des idées actuelles met nettement en faveur, pour la défense des intérêts ouvriers, la forme des conventions collectives de travail ; les conditions de salaire, de rémunération et de travail doivent être déterminées à l'avance de façon collective ; là est une des réformes qui faciliteront le plus la solution des conflits industriels. L'action de travail *collective* serait là aussi le correctif nécessaire, la contre-partie indispensable de ces conventions *collectives*.

Suivant les principes du droit actuel, la convention collective de travail est régie par l'article 1101 du Code civil : « Le contrat, dit cet article, est une convention par laquelle une ou plusieurs personnes s'obligent envers une ou plusieurs autres à donner, à faire ou à ne pas faire quelque chose. » Nous ne prenons pas parti et nous n'avons pas à prendre parti sur la nature juridique intrinsèque du contrat collectif de travail (théorie du mandat, de la stipulation pour autrui, du contrat innomé) (1), mais s'il existe ou peut exister, il doit se soumettre aux règles de l'article 1101 et plus généralement aux principes posés par le titre 3 du livre 3 du Code civil. On ne peut pas du reste concevoir que l'on établira la convention collective de travail avec d'autres éléments que ceux du droit commun des contrats. Le contrat collectif

(1) M. Nast. *Des conventions collectives relatives à l'organisation du travail*, Paris, 1908, p. 120 et s.

de travail appartient à la catégorie des conventions qui font naître des obligations de faire ou de ne pas faire. De semblables conventions se résolvent suivant les termes de l'article 1142 du Code civil : « Toute obligation de faire ou de ne pas faire se résout en dommages-intérêts en cas d'inexécution de la part du débiteur. » L'essor des conventions collectives de travail a toujours été enrayé par le défaut de responsabilité effective de l'une des parties contractantes. La jurisprudence a bien dans une certaine mesure (1), malgré qu'il n'existe pas de statut légal des contrats collectifs, sanctionné la convention intervenue sur des bases collectives, mais cette sorte de convention ne pourra jamais se développer vraiment tant que les employeurs seront les seuls à pouvoir fournir des sûretés et des garanties à l'exécution de la convention. Il ne suffit point en effet de reconnaître le principe du contrat collectif ou même de l'organiser légalement. Il est nécessaire de donner aux co-contractants ouvriers le moyen de garantir leurs engagements. L'action de travail collective propriété des groupements professionnels facilitera l'établissement des conventions collectives.

(1) C'est plus justement sous certains rapports seulement que la jurisprudence reconnaît le contrat collectif de travail. Par un arrêt très souvent cité du 1^{er} février 1893. (D. 1893, I, p. 241), la Cour de cassation a refusé au syndicat l'exercice de l'action au nom des syndiqués. Quant aux rapports de la collectivité syndicale avec le patron, la jurisprudence ne reconnaît pas le contrat collectif ; sous d'autres rapports, la jurisprudence a reconnu sa validité.

Ses auteurs n'ont bien évidemment pas cherché ce résultat, mais il contribuera à faire plus facilement admettre par la classe patronale la notion nouvelle d'action collective de travail, si elle doit se faire jour dans notre législation.

Telles sont les idées qui ont été mises en avant par quelques-uns des promoteurs de l'action collective de travail (1). Ce sont ceux qui ne veulent pas y voir un principe absolu de rénovation sociale ; ils reconnaissent très bien dès l'origine de la société des droits au travail, mais ces droits ne sont pas destinés à supplanter ceux du capital. Les actions de capital coexisteront à côté des actions de travail et même la majorité restera toujours au capital dans ces sociétés.

c) *Le contrat collectif est irréalisable et insuffisant.*

— D'autres auteurs veulent au contraire préconiser un système plus radical et plus absolu, allant plus au fond des choses. Point n'est besoin dans ce nouveau régime de faire intervenir des « traités qui ne sont que des armistices » entre le capital et le travail, comme le dit M. Charles Gide (*op. cit.*, p. 22), ce qu'il faut réaliser c'est au contraire l'alliance absolue des intérêts communs des capitalistes et des travailleurs. Quelques-uns répudient donc complètement les systèmes instaurés dans la pratique industrielle actuelle aussi bien que ceux que l'on voudrait y introduire ; ils rejettent de façon absolue tous les moyens de dé-

(1) Voir en particulier le projet de M. Sylvain Périssé.

fense des intérêts collectifs qui sont actuellement en usage, aussi bien qu'ils proclament l'inutilité d'introduire législativement un nouveau statut de contrat collectif ; ces organisations seront rendues tout à fait superflues par l'actionnariat ouvrier collectif.

Les autres, M. Godart par exemple, dans sa proposition de loi, maintiennent la nécessité des moyens actuels de défense collective. « Tout en s'efforçant, dit-il (1), d'imposer l'arbitrage, *de généraliser le contrat collectif*, de rendre plus souple et plus puissant le syndicat, il importe de chercher la cause profonde du mal, de se rendre compte exactement des raisons de l'antagonisme qui existe entre le capital et le travail. » Chez ces derniers auteurs pourtant, il est facile de se rendre compte que la confiance qu'ils ont dans les moyens de défense collectifs actuels est limitée à la période de transition entre le régime d'aujourd'hui et celui de l'actionnariat intégral ; ces moyens deviendront inutiles ce jour-là.

Tous les moyens de défense collectifs : action commune, contrat collectif, etc..., n'aboutiront jamais à rien d'effectif et cela, parce que la notion même d'intérêt commun ne peut se dégager avec l'organisation industrielle présente, qu'il s'agisse de revendication en commun, ou de la fixation commune des conditions du travail. On devra chercher tout d'abord à établir cet intérêt commun, parce qu'il ne naît pas de lui-

(1) Godart. Proposition de loi déjà citée, p. 2.

même et qu'il faut s'en tenir, par la nécessité même des choses, non pas l'intérêt commun de tous, mais à l'intérêt commun de la majorité.

Certains auteurs, M. F. Rome en particulier, en ont fait la démonstration pour le contrat collectif. Pour que le contrat collectif ait chance de réussir, ils reconnaissent qu'il est indispensable que les parties contractantes offrent des garanties de solvabilité, et que la réforme sur l'accession à la propriété des groupements ouvriers précède celle sur les conventions collectives ; le contrat collectif doit avoir forcément pour base l'intérêt commun des ouvriers syndiqués, « intérêt qui pour être commun doit être égal et identique, distinct de la simple communauté d'intérêts ... c'est-à-dire l'intérêt des personnes qui se trouvent dans une égale et identique condition par rapport à elles-mêmes en face du même but » (1).

Cet idéal d'intérêt commun est bien difficile à réaliser pratiquement et c'est là que sera toujours la pierre d'achoppement du contrat collectif. L'intérêt est en effet tout à fait subjectif : chaque ouvrier, chaque individu ne comprend pas son intérêt de la même manière, chacun ne trouve pas que son intérêt soit similaire à celui de son voisin. Cette notion de l'intérêt comprend une foule d'éléments qui ne sont pas envisagés de la même façon. L'un poursuit l'augmentation du salaire, l'autre la diminution de la durée de travail, l'un désire un mode de travail

(1) F. Rome, *op. cit.*, p. 9 et 11.

particulier, l'autre un mode différent, etc... Si l'on se tourne du côté des situations matérielles et des conditions d'existence de deux ouvriers, on réalisera plus facilement la difficulté qu'il y aurait à trouver un terrain d'entente pour l'intérêt commun. « De deux ouvriers, dit M. Rome (1), l'un célibataire, l'autre chargé de famille, le premier pourra émettre des prétentions peu rigoureuses, il pourra débattre avec le patron des conditions de travail plus rémunératrices, il aura son lendemain assuré, grâce à ses économies ; le second, pressé par l'obligation de nourrir les siens se trouvera en état d'infériorité à l'égard du premier ; à tort ou à raison, il comprendra son intérêt autrement que son camarade d'atelier, et l'identité et l'égalité d'intérêt ne seront plus qu'un mot cher aux théoriciens. » Il n'y aurait plus alors que le recours au principe de l'obligation ; il faudrait imposer obligatoirement le syndicalisme pour créer de toutes pièces artificiellement l'intérêt commun.

Mais ce n'est pas la seule raison qui rende le contrat collectif irréalisable. Pour que ce contrat soit possible juridiquement, il faut donner aux syndicats professionnels la liberté absolue de posséder, de façon qu'ils puissent offrir à leurs co-contractants patronaux quelque garantie de solvabilité. Or cette réforme préconisée par plusieurs, comme nous l'avons vu, aboutirait à un danger évident au dire des autres, et ceux qui le recommandent, tout en voulant introduire dans

(1) Voir plus loin chapitre II, section II, p. 228 et suivantes.

notre législation les actions de travail font fausse route.

Les détracteurs de la liberté syndicale de propriété se rencontrent du reste dans des camps opposés. L'impossibilité de faire des syndicats professionnels les titulaires des actions collectives de travail a conduit à la suppression du caractère collectif de ces titres, parce que la même impossibilité se rencontrait à titulariser d'autres groupements ouvriers quelconques (1). Mais elle a conduit surtout à l'action collective absolue et amené l'idée de rendre la classe ouvrière en général propriétaire des actions de travail que l'on voulait créer (2).

« En présence de l'instabilité des travailleurs, dit M. Godart, il faut créer un organisme représentant leurs intérêts collectifs et qualifié pour gérer leur portefeuille d'action de jouissance de travail... Il importe que les capitaux venus de la production y retournent de suite, qu'ils ne soient pas retirés de l'activité, et ne constituent pas une sorte de bien de mainmorte qui ne contribuerait pas sans cesse à la prospérité générale. »

Les actions de travail doivent favoriser tous les travailleurs indistinctement et comme elles sont forcément en nombre limité, il fallait trouver un moyen d'en faire bénéficier les uns et les autres ; le système du roulement avec création de propriété temporaire

(1) Voir plus loin, chapitre II, section II, p. 228 et s.

(2) Voir plus loin, chapitre II, section I, p. 244 et s. et proposition Godart, p. 9.

était (1) répudié pour les raisons que l'on sait ; il fallait déterminer le titulaire des actions ouvrières ; la propriété collective syndicale ne réalise pas du tout le but ; on ne sait pas en effet quelle serait la nature du droit de propriété syndicale. En examinant les choses au point de vue pratique, on aboutit à des difficultés certaines d'organisation qui sont telles qu'elles font éliminer le principe lui-même de propriété du groupement.

Et en effet, les valeurs de capital n'entreraient dans le patrimoine du syndicat que par l'intermédiaire des travailleurs actifs d'une usine donnée. On conçoit très bien que le dividende collectif des titres soit réparti entre les membres suivant certaines conditions d'ancienneté et de salaire, mais si l'on envisage la dissolution du syndicat, quel sera le sort des titres possédés par lui ? Il serait contraire à l'équité de partager le stock collectif des valeurs uniquement entre les membres existants au jour de la liquidation : les intérêts des prémourants seraient lésés. Il faudrait donc compter leurs héritiers au nombre des copartageants de l'actif syndical ; mais la part de ces héritiers ne saurait être supérieure à la part de leur auteur et il faudrait calculer quelle était au jour de son décès la part devant revenir à cet auteur. Et puis on pourrait se demander si ces héritiers avaient, au moment de la mort de leur auteur, un droit né à revendiquer la part de celui-ci ; il

(1) Voir plus haut, section I du présent chapitre, § b.

n'était pas à ce moment-là question de dissolution, le syndicat était propriétaire unique, en qualité de personne morale.

Il n'y a pas du reste que le cas de succession ; il y a celui de démission, de retraite. Le membre du syndicat qui se retirera aura-t-il le droit de réclamer la part de valeur qu'il aura apportée à l'organisation commune, ou bien se verra-t-il opposer la propriété absolue du groupement. Si oui, est-ce juste dans le cas de dissolution de traiter les nouveaux adhérents comme les anciens ?

« Tout cela, dit M. Rome (1), créerait une confusion inextricable qui surgirait à l'heure de la dissolution du syndicat, et qui naîtrait aussi au moment de chaque démission, de chaque décès, de chaque adhésion. Pour l'éviter, il faudrait décider que le syndicat, en tant que personne morale, est l'unique propriétaire des biens et que l'indivision n'est qu'une fiction. Il resterait alors à décider de la dévolution de ces biens en cas de dissolution. »

Cette dernière phrase précise justement la question qui se pose elle-même. On dira que les difficultés pratiques que nous envisageons ont peu de chance de se présenter, parce qu'il n'est pas d'exemple de société prospère décidant sa dissolution et que si la valeur du portefeuille tombe à zéro, la question n'a plus d'intérêt. Il faut songer que dans certains projets d'actions de travail, les groupements

(1) Rome, *op. cit.*, p. 16.

investis de la propriété collective étaient, justement pour que l'intérêt de l'ouvrier soit plus sensible, des groupements par usine. Ce sont des groupements de ce genre qui auraient le plus de chance de se dissoudre en état de prospérité. Ce groupement syndical d'une usine étant très éclairé sur la situation financière de l'entreprise dont il est le complément pourra parfaitement ne plus avoir de foi en l'avenir de l'affaire et il sera peut-être l'instigateur et l'auteur de la dissolution de la société commerciale qui doit entraîner la sienne propre ; il voudra ainsi réaliser l'actif social, pendant qu'il en est temps encore.

En résumé il semble très difficile de préciser la nature du droit de propriété syndicale des actions collectives de travail, parce que chaque ouvrier ne peut être qu'usufruitier de ces valeurs de capital, pour que ses successeurs puissent en profiter à leur tour, et parce qu'il doit en être en même temps propriétaire si l'on ne veut pas leurrer par de vains mots la classe ouvrière. Il serait singulier de vouloir rendre l'ouvrier actionnaire et d'investir de la propriété de ses titres une entité juridique non contrainte à sa dissolution de faire une répartition individuelle.

Aux yeux des partisans de l'action collective absolue de travail, la propriété syndicale aurait encore d'autres inconvénients : elle aboutirait à faire des syndicats professionnels de vraies sociétés financières qui agiraient pour elles-mêmes et non plus dans l'intérêt de la classe ouvrière dont elles détiendraient

pourtant les droits ; en d'autres termes elles considéreraient les ouvriers comme n'importe quelle société capitaliste considère ses actionnaires. Elles serviraient peut-être leurs intérêts de capitalistes, mais non plus la cause des intérêts communs de la classe ouvrière. Malgré les actions de travail, ces syndicats devenus puissants ne feraient rien pour corriger le régime du salariat, même sans doute en profiteraient-ils en devenant des syndicats patrons.

L'immobilisation sans cesse croissante des capitaux ouvriers dans les mains des syndicats professionnels ou des groupements corporatifs amènerait le renouvellement de la mainmorte avec tous ses inconvénients. Au lieu de contribuer à la prospérité générale, une masse de biens serait retirée de l'activité générale pour ne servir que des intérêts particuliers.

d) *L'action collective de travail établit une communauté d'intérêts entre le capital et le travail.* — Le contrat collectif constitue donc une impossibilité au point de vue juridique et au point de vue économique. Rendre les groupements syndicaux propriétaires des actions de travail est un danger véritable, pour les ouvriers aussi bien que pour la richesse générale. C'est du reste faire dévier l'action de travail de son sens vrai ; elle ne doit pas être employée par le législateur aux mêmes fins que l'action capitaliste. Sa naissance elle-même, dans notre droit des sociétés, doit rétablir la communauté d'intérêts qui existe entre le capital et le travail. Le contrat collectif même corrigé par la propriété syndicale ne peut pas servir

comme elle de solution aux conflits du travail. « Le travail et le capital sont deux forces de production, dit M. Rome (1), dont l'une ne peut pas être supprimée sans supprimer l'autre. Elles sont indissolublement liées et tout ce qui les pousse à se heurter et à se livrer réciproquement assaut, doit être considéré comme un mal social. Or le contrat collectif tel que nous l'envisageons aurait pour résultat d'exciter l'antagonisme de ces deux forces ; il est par conséquent de nature à constituer une base erronée de la discussion engagée dans le but d'aboutir au remède. Le mieux est donc de laisser ce contrat de côté, pour rechercher de bonne foi, ce qui peut apaiser le conflit et même le faire complètement disparaître. Il est toujours possible de s'entendre et de trouver une formule capable de délimiter un terrain de transaction : il suffit pour cela de se demander si l'opposition des intérêts en jeu n'est pas plus factice que réelle, et si ces intérêts, au lieu de se heurter, ne doivent pas suivre des voies parallèles, même jusqu'à se confondre dans une vaste communauté, au profit de laquelle toutes les forces s'exerceront. »

L'action de travail est donc présentée dans un système absolu comme créant un contrat d'intérêts dès l'origine de la société entre les capitalistes et les travailleurs. Quelques auteurs peu nombreux, il est vrai, déduisent des inconvénients du contrat collectif que nous venons d'exposer la nécessité du *contrat*

(1) Rome, *op. cit.*, p. 18 et 19.

d'intérêts individuel entre chaque ouvrier rendu actionnaire de travail et la société qui l'emploie. La plupart préconisent le contrat d'intérêts sous la forme collective. Il faut reconnaître que ces derniers sont les seuls qui soient vraiment dans la logique de leur système. La réunion des intérêts individuels similaires ne peut jamais produire des conséquences aussi absolues que la quote-part indivise des intérêts communs réunis. Les critiques adressées au contrat collectif de travail sont justes dans une grande mesure ; mais il est vraiment contraire à l'évolution actuelle des idées sociales que d'envisager la solution des conflits sous une forme individuelle. Que l'action de travail soit propriété individuelle ou propriété collective, elle aura bien théoriquement les mêmes droits dans la gestion de l'entreprise ; mais en pratique, il y aura entre la réunion des actions individuelles et l'action collective, au point de vue des influences qui peuvent être exercées dans les assemblées générales, les mêmes différences que l'on constate à l'heure actuelle entre l'union de petits actionnaires et la présence d'un capitaliste important titulaire d'un grand nombre d'actions.

La classe ouvrière, quand on lui aura attribué la propriété des actions de travail acquises par le labeur de ses membres sera, par ses représentants, dans la situation d'un gros actionnaire dans une société à forme capitaliste. Elle pourra bien plus facilement imposer sa manière de voir dans la gestion de l'entreprise, et puis surtout, elle servira encore bien mieux

la défense des intérêts individuels. L'action de travail ne produira pas en effet du jour au lendemain des effets prestigieux, il y aura toute une période transitoire d'accommodation du nouveau régime. Durant cette période une cohésion absolue est indispensable entre les membres de la classe ouvrière. Et même une fois que l'actionnariat sera bien établi, il n'aura pas la vertu de supprimer d'un seul coup toutes les occasions de conflit. La rémunération du travail étant fixée par le contrat de société lui-même, une des principales causes de contestation aura disparu.

Néanmoins, nous verrons que dans la plupart des projets sur les actions de travail, une rémunération fixe est maintenue aux ouvriers, correspondant à l'intérêt fixe pour les capitalistes. Cette rémunération fixe et tous les détails énumérant les diversés conditions des différents genres du travail ne peuvent pas être déterminés contractuellement à l'origine de la société ; ces questions seront sans doute l'occasion de quelques conflits ; on peut l'affirmer en opposition avec l'optimisme des partisans de la nouvelle idée. Pour ces derniers du reste, et en cela encore ils demeurent dans la logique absolue de leur système, ces objections et ces conflits possibles sont une raison de plus pour fonder la nouvelle action de travail sous la forme collective.

CHAPITRE II

Du fondement juridique de l'action collective de travail

Conceptions doctrinales et propositions de lois tendant à créer les actions de travail. — Nous venons de voir les raisons économiques qui ont conduit plusieurs auteurs à la conviction que l'action collective de travail amènerait la paix entre le capital et le travail. Cette conviction se traduit à l'heure actuelle non seulement chez un certain nombre d'économistes, mais encore au sein du Parlement et du Gouvernement lui-même par des propositions de lois réglant l'admission du nouveau principe qui doit reconnaître des droits à l'élément-travail. Nous allons rechercher maintenant non plus la justification du principe, mais son application. Diverses conceptions s'offrent à nous qui essaient de trouver un fondement juridique à l'action de travail : les unes sont des propositions tendant à la transformation progressive de la production capitaliste ; elle ne modifie que très peu les principes actuels qui régissent en France les sociétés par actions ; les autres nous présentent un nouveau cadre de société, une nouvelle manière qui serait offerte aux citoyens pour

faire le commerce en société. Les unes et les autres font intervenir, suivant les cas, le principe de l'obligation. La plupart y ont recours, estimant que l'action de travail a bien peu de chances d'être volontairement acceptée par les divers intéressés en l'état d'antagonisme actuel des éléments de capital et de travail. Les auteurs de ces différentes propositions ont en général rangé les actions de travail dans la catégorie juridique des actions de jouissance, soit qu'ils aient invité le législateur à user de ce moyen de droit pour transformer les actions de capital, soit au contraire qu'ils aient, dès l'origine de la société, recommandé l'action de jouissance, comme la seule forme possible de la nouvelle action de travail.

Nous aurons donc, après avoir exposé les différentes propositions qui ont été faites en ces dernières années à prendre parti sur la nature véritable des actions de jouissance. Nous classerons les diverses propositions qui ont été faites sur les actions de travail en deux catégories, suivant que leurs auteurs ont voulu ou non introduire dans notre législation un principe nouveau; ou plutôt suivant qu'ils n'ont fait que transposer, pour l'action collective de travail, le mode d'acquisition déjà existant des actions ouvrières capitalistes individuelles ou qu'au contraire ils ont voulu utiliser de façon tout à fait nouvelle un principe juridique de notre droit actuel des sociétés.

SECTION I

*L'action de travail a les mêmes origines
que l'action ouvrière capitaliste*

Les conceptions, qui ne demandent pas au législateur une importante intervention pour l'établissement de l'actionnariat ouvrier, dérivent plus directement du principe de la participation aux bénéfices que de celui de l'action de travail. Elles ne veulent pas tant établir un nouveau mode de production que corriger les défauts du mode actuel de production capitaliste. Elles sont des modalités de la participation aux bénéfices ; elles ont la prétention d'en corriger les erreurs, et partant d'en favoriser le développement. Il faut signaler deux conceptions principales de cette catégorie, qui ont été publiées presque en même temps : l'une émane de M. Silvain Périssé (1), l'autre de M. Tournade, député, sous la forme de proposition de loi (2).

(1) M. Silvain Périssé a exposé son système dans trois articles intitulés : la Paix dans l'industrie, qui ont paru au journal *Le Temps*, les 7, 9 et 11 septembre 1909, puis en brochure. Voir également : S. Périssé. *Les grèves et la participation aux bénéfices dans les mines*. Paris, Chaix, 1903.

(2) Les projets et propositions de lois sur la participation aux bénéfices sont extrêmement nombreux. Il ne nous appartient pas d'en faire l'étude. On peut citer : Proposition Ballue, 1886. Projet du gouvernement (ministère Floquet), 1888. Proposition Guillemet, 1891. Proposition Naquet, 1872. Proposition Michelin, 1897. Proposition

Système Sylvain Périssé. — Le système de M. Périssé tend à constituer un collectivisme « particulier, respectant la propriété individuelle, les intérêts et la liberté de tous, sans faire intervenir l'État. La solution de la question sociale serait une association d'intérêts entre les trois facteurs de la production industrielle. Cette communauté d'intérêts stimulerait les efforts de tous pour le profit commun, puisqu'il y aurait partage équitable de produits proportionnellement au travail et au service de chacun. Elle conduirait le travailleur à posséder, et le capitaliste à travailler. Ce serait une révolution sociale pacifique. »

Supprimer la propriété individuelle est donc pour l'auteur du projet une absurdité. La propriété individuelle est le stimulant nécessaire et indispensable de toute activité. Il faut même, pour que l'homme soit engagé à travailler, que l'on maintienne la propriété individuelle héréditaire. Et pourtant M. Périssé conclut à l'appropriation collective des actions de travail. C'est que ces actions collectives de travail ne doivent être que l'une des portions des bénéfices revenant à chacun des ouvriers ; les bénéfices sont d'abord individuellement appropriés par chaque tra-

Doumer, 1904. Proposition Ballande, 1906. Proposition Émile Constant et Cazauvieilh, 1906. Proposition Guillemet, 1906.

Si nous ne retenons que la dernière en date, la proposition Tournade, c'est qu'elle est plus particulièrement destinée à favoriser par la participation aux bénéfices la participation au capital. Voir cette proposition de loi comme annexe au procès-verbal de la 2^e séance du 26 novembre 1909 de la Chambre des Députés, n^o 2876, 9^e législation 1909.

vailleur qui en reverse une partie à la caisse commune.

Il faut, pour montrer sous son vrai jour le système Périssé, poser avant tout le principe de liberté. L'État ne doit pas intervenir autrement que par des lois d'intérêt général. Le moyen proposé doit donc réaliser des avantages évidents pour les capitalistes et les ouvriers de manière qu'il se développe lui-même sans contrainte de la loi.

Quelles sociétés bénéficieront du nouveau régime?

— Il ne peut s'agir de trouver une solution qui soit une panacée universelle. Chaque mode d'industrie nécessite une réponse particulière. Et surtout, à chaque forme de société doit correspondre un moyen différent pour faire cesser les antagonismes du capital et du travail. Ce qui doit diriger dans la recherche et l'établissement des moyens législatifs à créer, c'est « l'importance relative des trois éléments de la production industrielle : le capital, le travail intellectuel et le travail manuel ».

Dans les entreprises qui sont constituées sous la forme de sociétés par intérêts et dans celles qui ont un propriétaire unique, les responsabilités en cas d'événements malheureux pèsent singulièrement sur ces industriels : ils exposent non seulement un capital, mais tout ce qu'ils possèdent ; ils sont indéfiniment responsables. Il est alors malaisé dans ces sociétés-là de vouloir changer le mode actuel de rémunération forfaitaire du travail. La participation aux bénéfices peut y être introduite et plusieurs employeurs

l'ont tentée. Mais elle n'a pas de chances de se développer et d'acquérir une grande importance, parce qu'elle ne sera jamais qu'une faveur de l'élément patronal. Pour se justifier au point de vue juridique, la participation aux bénéfices doit avoir comme corollaire la participation aux pertes. Une loi qui s'imposerait obligatoirement sans cette condition serait pour ces entreprises une loi qui détruirait les initiatives privées et irait à l'encontre de son but(1).

Les sociétés par actions : sociétés anonymes et sociétés en commandite par actions sont donc les seules qui permettent de mesurer à l'avance les responsabilités du capital et de pouvoir par conséquent déterminer la part de bénéfices et de pertes qu'il serait légitime et équitable d'attribuer aux représentants du travail ; la réforme proposée ne doit donc avoir d'applications que dans les sociétés par actions. Il y a un autre motif à cette limitation de la réforme : les sociétés par actions sont les seules où les comptes annuels de gestion soient publiés, connus et soumis à l'approbation des actionnaires. Il y a là une raison

(1) Bien des industriels se sont efforcés d'améliorer la situation de leurs ouvriers, soit en leur donnant un supplément de salaires proportionnel aux bénéfices, soit en créant à leur profit des institutions de prévoyance. Les charges qui résultent de ces institutions patronales sont importantes. M. S. Périssé estime qu'elles représentent, sans compter les charges de la loi de 1898 sur les accidents du travail : une majoration de 15 % sur les salaires pour les six grandes compagnies de chemins de fer français, 10 % à 12 % pour les grandes forges, 5 % à 10 % des salaires payés pour les mines, sans compter le service des retraites organisé dans les mines par la loi de 1894.

de plus pour faciliter l'organisation de la participation aux bénéfices.

Les produits de l'entreprise doivent, en effet, être équitablement partagés entre les éléments de la production ; la gestion des affaires doit également être distribuée entre les capitalistes, le travail intellectuel et le travail manuel. C'est le seul moyen d'établir une vraie communauté d'intérêts. Le système n'aboutit pas néanmoins à une association véritable du capital et du travail ; c'est au moyen du contrat collectif qu'on réalisera le nouveau régime. Deux contrats collectifs interviendront entre les actionnaires et les ouvriers, pour fixer respectivement les droits des deux éléments dans la société.

Rémunération du capital et du travail. — Le capital recevra tout d'abord une rémunération fixe. Pour la déterminer, on estimera le capital à sa valeur réelle, ou bien son montant résultera de l'excédent des valeurs actives sur les valeurs passives, au moment de la conclusion du contrat. Les travailleurs intellectuels et manuels recevront également leurs salaires fixes convenus pour un temps déterminé. Le contrat n'étant conclu que pour une certaine période, les ouvriers garderont la liberté de demander une augmentation du taux de leurs salaires fixes, afin de les mettre en harmonie avec les besoins nouveaux de la vie. Dans le cas où une disposition additionnelle du contrat collectif déciderait cette augmentation, une augmentation égale du taux de l'intérêt du capital enserait la conséquence naturelle ; c'est une question d'équité.

Ces deux rémunérations fixes feraient partie de l'ensemble des frais généraux de l'entreprise qui comprennent aussi les frais d'entretien et de dépréciation des constructions, du matériel, de l'outillage, etc.. Tous ces amortissements déduits, il reste une certaine somme qui représente les bénéfices nets de l'exercice. Ces bénéfices seraient alors répartis d'après les services rendus entre les capitalistes, les travailleurs intellectuels et les travailleurs manuels. Les services rendus se mesureraient aux salaires fixes prélevés par les diverses personnes représentant ces trois facteurs de la production. Cette répartition donnerait aux travailleurs manuels la plus grosse part dans les bénéfices. En calculant d'après les chiffres de plusieurs exploitations industrielles, l'auteur du projet a déterminé le tant pour cent des bénéfices nets revenant à chacun. La moyenne donne les résultats suivants :

Pour les capitalistes	28 %
Pour les intellectuels	12 %
Pour les manuels	60 %
	100 %

Participation aux pertes du Travail. — Le principe essentiel du système est de rendre la participation aux bénéfices non seulement attrayante aux ouvriers, mais aussi aux patrons. Pour avoir droit à une part de bénéfices, il faut que les travailleurs intellectuels

et les travailleurs manuels supportent aussi une part dans les pertes. L'action de travail réalise le problème. De même que le capital ne doit plus profiter seul des bénéfices de l'entreprise, de même le travail doit prendre sa part des pertes qui peuvent se produire à la fin de chaque exercice. Une part très importante des bénéfices réservés aux ouvriers, la moitié par exemple, serait prélevée à titre de garantie contre les pertes. Chaque travailleur recevrait en espèce la moitié de sa part à chaque distribution de dividendes (1) et l'autre moitié serait versée au fonds de réserve. Ce fonds de réserve serait transformé en actions de travail (2) qui devraient être équivalentes aux actions de capital en valeur nominale.

« Ces fonds de réserve, dit M. Périssé, joueraient au moment de l'inventaire annuel, soit pour s'augmenter jusqu'au chiffre minimum convenu, soit pour diminuer si l'exercice se traduisait par une perte. Dans ce système, les travailleurs seraient en état de supporter leur part de pertes éventuelles, mais jusqu'à

(1) Il y a dans ce système de M. Périssé quelque chose d'analogue à la copartnership anglaise réalisée dans les Compagnies du Gaz de Londres.

(2) M. S. Périssé propose deux moyens de faire participer aux pertes. Le premier consisterait en un prélèvement à déterminer sur les bénéfices du travail, prélèvement opéré par le capital à titre de prime d'assurance contre les pertes. Celles-ci seraient alors entièrement supportées par lui. Le second (c'est celui qu'il préconise particulièrement) est celui dont nous faisons l'exposé.

concurrence seulement du chiffre des réserves au moment de l'inventaire (1). »

Le principe des sociétés par actions qui sont des sociétés à responsabilité limitée s'appliquerait aux ouvriers comme il s'applique aux capitalistes. Le maximum du fonds de réserve serait le chiffre du capital nominal. Il serait plus juste à notre sens de capitaliser le total des salaires au même taux que le capital-actions lui-même et d'exiger que la réserve ouvrière contienne le montant de la somme ainsi obtenue. Le contrat collectif devra être modifié dans toutes ses dispositions chaque fois que les salaires seront augmentés, de façon que la réserve corresponde toujours bien à la portion des bénéfices perçus par le travail. Ce fonds de réserve augmenterait le capital social; il serait représenté par des actions ou plutôt des coupures d'actions, spéciales, inaliénables, jouissant des mêmes avantages que ceux attribués aux actions de capital. Ces actions spéciales, qui seraient la copropriété des ouvriers de l'usine, subiraient les mêmes fluctuations et courraient les mêmes risques que les actions capitalistes. Il y aurait deux fonds de réserve de cette sorte : l'un pour les ouvriers

(1) Voici alors quelle sera la répartition des bénéfices en tant pour cent.

Il sera prélevé par les capitalistes	28 %
« par les intellectuels la moitié de 12 % soit . . .	6 %
« par les manuels	60 % soit 30 %
Il sera versé aux fonds de réserve	36 %
	100

manuels, l'autre pour les travailleurs intellectuels.

Ces actions de travail ainsi créées ne sont pas d'une autre nature que les actions individuelles capitalistes dont nous avons fait l'étude ; elles sont bien du travail accumulé mis en réserve. Elles sont acquises elles aussi contre un versement en argent. Des droits sont bien reconnus au travail dès l'origine de la société ; mais ces droits ne prendront vraiment corps qu'au bout d'un certain temps, à mesure que fonctionnera le régime du partage des bénéfices réalisés.

D'autre part, ces actions de travail sont bien des actions collectives, et elles ne deviendront individuelles qu'en fin de société ; à ce moment-là, il y aura lieu à partage, mais cette division n'aura lieu qu'entre ceux qui seront présents au moment de la liquidation. Les actions de travail, constituées par des versements individuels, changent immédiatement de caractère dès leur constitution pour ne plus donner naissance qu'à des droits collectifs.

Droit d'administration reconnus aux ouvriers et aux employés titulaires collectivement des actions de travail. — Les actions de travail donnent droit, comme nous l'avons dit, aux mêmes privilèges que les actions capitalistes. Elles recevront à leur tour la rémunération fixe de salaires, elles prendront part aux partages des dividendes, et ces intérêts et ces dividendes accroîtront la réserve du travail. Dès qu'une action de travail aura ainsi apparue à la suite des versements ouvriers, on devra compter qu'elle prendra part au

partage des bénéfices que nous avions dit réservés aux capitalistes ; sa rémunération fera partie des frais généraux de l'entreprise.

Ces actions de travail à forme collective donneront droit aux travailleurs manuels et aux travailleurs intellectuels de se faire représenter aux assemblées générales par des délégués avec un nombre de voix proportionnel au chiffre des actions mises en réserve. Les travailleurs prendraient ainsi une part active à l'administration de la société. Toutefois les travailleurs auraient dans la nouvelle forme de société anonyme des droits inférieurs à ceux des capitalistes. C'est ce qui nous autorise à dire que le système de M. S. Périssé ne conduit pas à une assimilation absolue des droits de l'actionnaire de capital et de l'actionnaire de travail. Il ne crée pas une association vraie de ces deux forces de la production. L'élément capitaliste devra toujours avoir des droits prépondérants. L'auteur justifie cette différence de droits entre les différents porteurs d'actions de la façon suivante (1).

(1) « L'administration de la société appartiendrait à un conseil élu périodiquement dont les pouvoirs de gestion seraient les mêmes que ceux attribués actuellement aux conseils d'administration des sociétés anonymes, mais la composition et le mode d'élection seraient différents. Les trois facteurs de la production seraient représentés. Le capital aurait à élire la majorité des membres, soit les 3/5. 1/5 serait élu par les employés commissionnés, 1/5 par les ouvriers. Ne seraient électeurs ou éligibles que les employés ou les ouvriers ayant plus de 25 ans d'âge et attachés à l'établissement depuis un temps minimum à

Tous les ouvriers et employés doivent avoir des droits égaux sur la réserve qu'ils forment ; aussi tous doivent-ils être appelés à prendre part aux assemblées générales. Seulement il peut arriver que le personnel ouvrier se renouvelle souvent et que la majorité d'entre eux soit constituée par des ouvriers qui ne sont personnellement pour rien dans la formation de la réserve. Aussi leurs décisions pourraient-elles être prises peut-être à la légère et compromettre l'avenir de l'entreprise. Il faut assurer avant tout une bonne gestion à la société et donner confiance aux capitalistes ; et puis surtout le capital supporterait seul les pertes que les fonds de réserve incomplets ne pourraient supporter. Enfin le capital ne peut se retirer de la société que dans les cas prévus aux statuts, alors que les employés et les ouvriers gardent leur liberté ou ne l'aliènent que pour une durée très limitée (1).

L'on doit remarquer que les travailleurs, bien que

déterminer. Le conseil serait complété par un membre, le directeur, faisant fonction d'administrateur délégué, élu par le conseil et toujours révocable par lui. Ainsi le conseil serait composé de 6, 11 ou 16 membres, etc., selon l'importance de la société. On peut dire que les intellectuels seraient ainsi non seulement le tampon entre le capital et les ouvriers, mais ils en deviendraient le trait d'union. » Voir S. Périssé, *Le Temps*, 9 septembre 1909. »

(1) L'auteur du projet prévoit la nécessité d'un prélèvement hors part sur les bénéfices au profit des administrateurs du nouveau mode de société anonyme ; dans les chiffres donnés plus haut, le prélèvement des administrateurs était compté avec le tant pour cent des capitalistes.

théoriquement copropriétaires des actions de travail, ne sont point néanmoins ici investis des droits d'associés véritables, ou du moins ces droits ne leur sont-ils reconnus que collectivement. C'est dire que les délégués au conseil d'administration, travailleurs manuels ou intellectuels, ne sont pas en personne des associés de l'entreprise. Ils le seraient si l'on considérait les ouvriers d'une époque donnée à l'usine comme copropriétaires du stock des titres de travail, mais le projet Périssé ne fait que reconnaître des droits aux travailleurs anonymes de la société, et non point à certains travailleurs. Il faudrait une réforme législative pour investir ainsi de la personnalité morale un groupement d'ouvriers et nous retrouverions les mêmes difficultés que nous avons étudiées pour la propriété syndicale (1).

Il faudrait en tous cas réformer pour la nouvelle sorte de société, l'article 22 de la loi du 24 juillet 1867 ; on devrait stipuler que les statuts auraient la faculté de prévoir que, contrairement à ce texte, des administrateurs en nombre inférieur à celui des administrateurs associés pourraient être pris en dehors des associés, les uns parmi les travailleurs intellectuels, les autres parmi les travailleurs manuels et que le conseil d'administration pourrait nommer hors de son sein un administrateur délégué.

Les droits ainsi concédés dans les assemblées générales et dans les conseils d'administration à

(1) Voir plus haut chapitre I^{er} du présent titre, section II, p. 196 et s.

l'élément travail, s'ils ne donnent pas aux ouvriers un droit de gestion effective, leur donnent un droit de surveillance pour l'exécution des contrats collectifs et un droit de contrôle. L'auteur du système pense que cette organisation contribuerait beaucoup à faire l'éducation économique de la classe ouvrière. Le régime nouveau aurait les plus grands avantages pour les capitalistes. Les ouvriers seraient singulièrement plus attachés à l'entreprise, travailleraient mieux et plus vite. Le capital social étant augmenté des fonds de réserve, M. Périssé va même jusqu'à dire que tout appel de fonds nouveaux, que l'accroissement des affaires prospères exigerait, deviendrait inutile grâce au capital lui-même. Il est vrai de dire que ce dernier avantage des capitalistes ne leur serait acquis qu'au prix de l'abandon de la moitié de la part des bénéfices annuels, et une société qui agirait très prudemment en ne distribuant chaque année à ses actionnaires qu'une toute petite part des bénéfices à titre de dividendes, pourrait très bien obtenir les mêmes résultats.

Nous avons exposé en détails le projet de réglementation rédigé par M. Périssé. Nous l'avons pris comme un type d'organisation d'actionnariat, ayant les mêmes origines que l'action capitaliste ouvrière, c'est-à-dire fondé sur la participation aux bénéfices pure et simple avec conversion en réserves d'une portion des bénéfices (1)-(2).

(1) D'autres auteurs ont imaginé des systèmes analogues. Voir en particulier, Gouttes, inspecteur divisionnaire du travail. *Confé-*

D'autres projets méritent d'être signalés. Ce sont tous ceux qui ont voulu appliquer le principe de la

rence sur le travail collectif, du 10 août 1907, publiée en brochure.

La justice demande, suivant cet auteur, que les bénéfices d'une entreprise soient répartis en parties proportionnelles aux intérêts annuels du capital et aux salaires annuels des employés et que s'il y a perte, cette perte soit également supportée par les deux parties dans les mêmes proportions. Ce système diffère du précédent, en ce que l'amortissement du capital, s'il est pratiqué doit être considéré comme une partie des bénéfices réalisés par l'action commune ; de là, la répartition des actions amorties entre employeurs et employés de la même façon que les bénéfices nets. On voit ici apparaître l'action de jouissance, comme le moyen juridique devant amener la naissance des actions de travail. La participation des ouvriers aux pertes serait rendue effective par une retenue mensuelle sur les salaires. Cette retenue serait restituée à la fin de l'année avec une réduction proportionnelle aux pertes subies. Un capital de réserve serait d'autre part constitué par des prélèvements successifs sur les bénéfices ; ce capital appartiendrait aux employeurs et aux ouvriers dans la même proportion que les bénéfices.

Comme on le voit, le régime aboutit nettement au collectivisme, mais il fait naître l'action de travail par une retenue sur les bénéfices, comme celui de M. Périssé.

La part des employés et ouvriers serait la suivante dans le régime d'actionnariat de M. Gouttes :

- 1° Le salaire établi à l'unité de temps ;
- 2° La part en action des sommes amorties, proportionnelle au salaire ;
- 3° La part des bénéfices proportionnelle au salaire annuel ;
- 4° La part des intérêts des sommes amorties, proportionnelle aux actions amorties possédées.

2. De nombreux projets de participation obligatoire aux bénéfices se sont déjà inspirés des mêmes idées que le projet Périssé. M. Balande (prop. de loi n° 1689, année 1906) résumait ainsi sa proposition pour laquelle il demandait l'obligation dans les sociétés anonymes

participation aux bénéfices. La plupart ne visaient que les entreprises de l'État, des départements ou des communes (1). L'idée de restreindre à ces seules entreprises une réforme législative s'est développée particulièrement à la suite de l'introduction dans les marchés et les entreprises de travaux publics de la clause dite des décrets Millerand. Voulant faire une œuvre de liberté, les auteurs des différentes propositions ont restreint aux sociétés concessionnaires l'application du principe de la participation aux bénéfices. Ils ont ainsi pensé que l'industrie privée suivrait l'exemple des industries concédées. Et puis en même temps ils niaient le droit d'intervention de la loi dans

concessionnaires de l'État, des départements ou des communes :

« Au travail, le salaire, au capital l'intérêt, à tous deux le profit. »

Il nous faut rapporter un argument intéressant qui se trouve exprimé dans la proposition Naquet du 23 juin 1892 sur la participation aux bénéfices. C'est celui qui justifie de façon générale le droit d'intervention de l'État dans la répartition des bénéfices des sociétés. M. Naquet voulait contraindre à la participation aux bénéfices les sociétés par action déjà existantes suivant certaines proportions.

Il justifiait son système en disant qu'il n'inaugurerait en rien un système d'immixtion de l'État dans le contrat de société. Il ne faisait que tirer les conséquences du principe admis par l'art. 36 de la loi de 1867. Si le législateur avait pu décider que dans la proportion de $\frac{1}{20}$ et jusqu'à concurrence d'une réserve de 5 %, une société devait faire un emploi spécial du profit social, le principe de l'immixtion de l'État se trouvait posé et on pouvait l'étendre sans inaugurer un ordre de choses nouveau. (Voir cette proposition Naquet, 23 juin 1892, arguments repris par prop. Ballande, *op. cit.*).

(1) Nous en avons donné le texte en note au début du présent chapitre.

les entreprises privées, pour ce qui est de la réglementation des bénéfices sociaux.

Système Tournade.— M. Tournade (1) dans sa proposition de loi qui mérite une mention particulière part de la nécessité qu'il y a d'imposer à toute entreprise, commerciale, industrielle ou agricole, qu'elle soit individuelle ou collective le devoir d'associer son personnel dans une limite raisonnable et avec des garanties sérieuses de part et d'autre. L'obligation est nécessaire pour faire aboutir la solution des conflits industriels.

Comme cette proposition s'applique à tous les modes de faire le commerce, elle émet des prétentions relativement modestes, en décidant que 10 % des bénéfices nets doivent être affectés à la classe ouvrière et que cela est suffisant. Cette part de bénéfices pourra être utilisée de la manière qui paraîtra la plus efficace au chef d'industrie et à son personnel; un accord interviendra à ce sujet entre les deux éléments de la production et parmi les modes d'emploi des bénéfices, M. Tournade recommande l'action de travail qui demeure dans son système un mode facultatif (2). Cette proposition ne répond donc pas au

(1) Tournade, *op. cit.*, p. 3.

(2) Pour l'auteur de cette proposition, la base de répartition de la part de 10 % doit être non pas le montant des salaires, mais l'ancienneté. M. Tournade estime que l'appréciation des services rendus par un ouvrier se mesure avant tout à l'ancienneté. Il prend pour base le délai de trois années. Pour calculer l'annuité devant revenir à chaque ouvrier, il faut couper en tranches de trois années les services de l'employé ou de l'ouvrier. Quand un ouvrier a travaillé trois ans dans

but proprement dit de nos études et semble n'être qu'une réponse directe à la proposition déposée quelques jours avant par M. Godart à la Chambre des députés. Ce dernier projet aboutit nettement au collectivisme ; les partisans du régime actuel de production capitaliste y ont répondu par la proposition Tournade.

SECTION II

*L'action de travail doit être envisagée comme
une action de jouissance*

Propriété individuelle mais temporaire de l'action de travail. — C'est à M. Fernand Rome (1), substitut du procureur général près la Cour de Paris, que la forme juridique de l'action de travail, action de jouissance paraît devoir être attribuée. Un ancien industriel, M. Charles Mildé (2) a publié peu de temps après M. Rome un système d'actionnariat ouvrier fondé lui aussi sur la théorie des actions de jouissance. Cette idée a été reprise après eux par divers auteurs, qui ont développé ce principe. Les deux auteurs que nous avons cités n'ont entrevu l'action de travail que sous la forme individuelle, mais

la même entreprise, l'auteur estime qu'il a manifesté sa volonté d'y rester et il trouve juste de commencer à l'intéresser.

(1) F. Rome, *op. cit.*

(2) Ch. Mildé, dans l'*Opinion*. Comment rendre les ouvriers propriétaires, 25 janvier, 1^{er} et 8 février 1908, et en brochure, Paris, Barnagaud, 1908.

ne conférant toutefois aux ouvriers que la propriété temporaire. L'action de travail proprement dite que nous étudions dans le présent chapitre, n'a donc jamais été envisagée comme devant faire l'objet d'une pleine propriété perpétuelle et héréditaire. Sous la forme juridique qui paraît être sa forme définitive à ce moment de l'évolution des idées sociales, l'action-travail n'est jamais considérée que comme le moyen de reconnaître des droits au travail et non point aux travailleurs. Elle n'a d'utilité d'après ces auteurs qu'à cette seule condition.

Contrat d'intérêts. — M. Rome appelle le nouveau mode de société qu'il préconise, société fondée sur le « contrat d'intérêts ». Nous avons vu sur quelles bases économiques cet auteur a fondé son système.

Les mêmes principes lui donnent une conviction juridique. Dans certaines sociétés, les bénéfices au lieu d'être annuellement distribués en dividendes ne le sont que pour partie ; une portion importante de ces bénéfices est employée à l'amortissement des lectures. Les actionnaires remboursés par ces prélèvements de la valeur nominale de leurs actions reçoivent de nouveaux titres appelés actions de jouissance. Ils n'ont plus alors droit à l'intérêt de leurs apports, mais ils continuent à toucher un dividende, le même que les actionnaires de capital, moins l'intérêt à un taux fixé à l'avance. Ils reçoivent des dividendes, non plus sur le capital originaire, mais sur celui correspondant à la différence de valeur existant entre le prix de l'émission des titres, et le taux

de leur accroissement, qui est représenté par les valeurs actives de la société. Ces actions nouvelles peuvent être appelées actions de plus-value. Cette plus-value n'est pas le fait des capitalistes seuls; le travail y a contribué, il est équitable de l'en faire profiter. Il suffit pour y parvenir de donner à chacun des ouvriers dès la constitution de la société un titre de jouissance; ce titre serait une valeur mobilière, identique à celles que l'on remet aux capitalistes après l'amortissement. Sa valeur correspondrait à la valeur de travail individuel de chacun. L'auteur ne parle dans son projet pour établir la nature juridique de l'action travail, que des actions de jouissance analogues à celles résultant du remboursement des actions de capital, et non point des autres actions dites parfois de jouissance dans les statuts sociaux et qui sont créées en représentation d'apport en industrie. Cette deuxième forme d'actions de jouissance paraîtrait à première vue comme la forme logique des titres que l'on devrait reconnaître aux ouvriers. Mais il faut songer d'autre part que leur validité est contestée si on les analyse comme des parts bénéficiaires et surtout qu'elles ne sauraient en tous cas donner à leurs titulaires les droits d'associé, c'est-à-dire de copropriétaires du capital (1). Le mot capital ne doit comprendre que les valeurs susceptibles d'être invento-

(1) Voir Houpin, 3^e éd., t. I, p. 292 à 334; Percerou, *Des fondateurs de sociétés*; Thaller, *op. cit.*, p. 346 et s., et la bibliographie; *contra* Lyon-Caen et Renault.

riées et de former un gage pour les créanciers ; on ne peut pas y faire rentrer de simples services.

L'action de jouissance, part de fondateur, ne répondait donc pas au but des instigateurs de l'action de travail ; elle n'aurait pas donné aux ouvriers le droit d'entrée aux assemblées générales, elle ne l'aurait pas fait participer à la gestion de l'affaire, etc. Tous les auteurs qui réclament donc le rouage nouveau des actions de travail, sous la forme individuelle ou sous la forme collective, demandent que le législateur fasse des apports en industrie une partie intégrante du capital social.

Dans le système de M. Rome l'action de jouissance de travail naissant à l'entrée de l'ouvrier à l'usine s'éteindrait avec lui ; on pourrait prévoir sa négociabilité comme la cession d'un droit temporaire et conditionnel, l'acquéreur devant entrer à l'usine pour pouvoir en être titulaire. Le titre de travail s'éteindrait en effet par la mort de son titulaire ou son départ de l'usine.

Voilà le principe juridique qui domine ; mais ce principe lui-même devrait subir bien des correctifs. La valeur de ce titre de jouissance du travail ne devrait pas en effet rester toujours identique ou subir les fluctuations d'un marché de bourse ; sa valeur différencierait selon la qualité de services rendus par son titulaire ou son ancienneté dans l'usine. Par le contrat de la nouvelle société, une part globale de titres de jouissance serait réservée au travail et la répartition entre les travailleurs entraînerait des régle-

mentations nombreuses puisque la valeur des titres possédés devrait être toujours égale à la valeur du travail apporté. Cette répartition devrait être mise au jour constamment ; le changement même du personnel ouvrier faciliterait ces répartitions.

M. Rome n'a pas envisagé dans son étude toutes les conséquences du principe qu'il posait. L'idée est néanmoins particulièrement intéressante ; au lieu de faire arriver l'ouvrier à l'actionnariat par le moyen de la participation aux bénéfices, le nouveau contrat d'intérêts rendrait l'ouvrier copropriétaire de l'actif social dès l'origine de la société.

Société à capital remboursable par le travail. —

M. Mildé a présenté au contraire un projet de société à capital remboursable par le travail. Les ouvriers ne deviennent actionnaires que progressivement. Seulement, comme il s'agit d'une combinaison d'actionnariat ouvrier intégral, l'élément ouvrier doit éliminer l'élément capitaliste ; les droits qu'il faut reconnaître aux travailleurs doivent non seulement assurer une plus juste rémunération de la classe ouvrière, mais lui permettre de devenir elle-même capitaliste. Quand un ouvrier sera devenu capitaliste, il subira lui aussi la loi du capital ; c'est la seule manière d'assurer l'équilibre entre les deux facteurs de la production.

C'est encore et toujours la participation aux bénéfices qui est l'essence du régime. M. Mildé ne demande la participation obligatoire que pour les sociétés qui ne doivent leur existence qu'à une autorité

concédante. Pour les autres, il émet l'avis que l'État devrait favoriser la participation par une diminution progressive de l'impôt de 4 % qui frappe les revenus des sociétés anonymes ou des sociétés en commandite. Les entreprises appliquant la participation bénéficieraient d'un avantage au point de vue de l'impôt ; l'exonération serait par exemple de 10 % pour les sociétés qui intéresseraient leur personnel de 5 %, et elle deviendrait totale, quand la participation serait égale à la moitié des bénéfices nets de toutes charges.

Pour les sociétés concessionnaires, la participation serait obligatoire. La clause dite des décrets Millebrand qui impose que les ouvriers de l'entreprise concédée soient payés au tarif le plus élevé de la profession dans la région où ils travaillent est une erreur. Le tarif syndical avantage les ouvriers incapables autant que les plus adroits ; il fait du bénéficiaire de ce tarif une sorte d'employé à traitement fixe qui ne peut chercher à augmenter sa situation que par les moyens violents de défense des intérêts collectifs, mais il ne fait rien au juste pour l'amélioration du sort de l'ouvrier.

Il vaudrait bien mieux établir la participation aux bénéfices par parts égales entre le capital et le travail (1). Les bénéfices après prélèvement des som-

(1) Voici le mécanisme de la société à capital remboursable par le travail. L'auteur prend un exemple pratique :

Je suppose un capital de 100.000 francs, soit 1.000 actions de 100 francs. (Voir Mildé, brochure citée, p. 8 et 9). La société a réalisé la pré-

mes nécessaires à l'amortissement et aux réserves sont répartis entre les actionnaires sous forme de dividendes, et sont versés aux comptes individuels de chacun des ouvriers, pour être destinés à servir

mière année un bénéfice de 10.000 francs ; je place 5.000 francs en réserve pour l'amortissement du capital et les imprévus de l'entreprise ; je donne 5.000 francs au capital soit 5 % par action. La deuxième année, elle gagne 15.000 francs ; j'emploie 10.000 francs de la même façon que précédemment, il me reste 5.000 francs ; je partage ces bénéfices entre les capitalistes et le personnel soit 2500 francs de dividende supplémentaire pour les actionnaires, qui auront par titre 7,50 % et j'attribue 2.500 francs à mon personnel au prorata de ses appointements, mais je ne lui verse pas ces 2.500 francs ; je les emploie à rembourser une somme égale à mes actionnaires. Je tire au sort 25 titres et je les remplace par 25 actions de jouissance qui auront les avantages attribués ordinairement à ce titre : dividende, pas d'intérêt. Par contre, je vais créer 25 actions de travail qui recevront intérêt à 5 % mais pas encore de dividende, ces 25 actions de travail appartenant à mes collaborateurs.

Je procède annuellement ainsi, jusqu'au remboursement complet de 1.000 actions de capital. A ce moment, je me trouve en présence de 1.000 titres de jouissance, recevant des dividendes seulement et 1.000 titres de travail recevant l'intérêt de 5 % sans dividende.

Le premier exercice, après ce remboursement complet du capital, actions laisse un bénéfice net de 20.000 francs par exemple. Je procède à un tirage au sort entre les 1.000 actions de travail et les 1.000 actions de jouissance. Le sort fait sortir 50 actions de jouissance, je remets aux bénéficiaires 100 francs par titre et je les considère comme remboursés définitivement de leur commandite ; ces titres n'existent donc plus ; mais outre les intérêts et les dividendes, ils ont reçu une prime de remboursement de 100 francs. A ce même tirage au sort, qui me permet grâce à mon bénéfice net de 20.000 francs, de rembourser 200 titres, 150 titres actions de travail sont sortis. Je les rembourse définitivement à 100 francs. Je dispose donc à ce moment de 200 titres attribuables à nouveau à mon personnel et ainsi de suite. Le travail deviendra complètement maître de l'entreprise.

au remboursement du capital. Sont alors désignées par le sort les actions de capital qui doivent être remboursées ; ces actions sont remplacées par des titres de jouissance donnant droit au dividende seulement comme toutes les actions de jouissance. Quand on remettra au capitaliste ce titre de jouissance, on lui fera signer un engagement de restituer ce titre contre remboursement de sa valeur nominale, au moment où il sortira à un second tirage au sort.

L'action de capital amortie sera en outre représentée dans la société par l'action de travail ; celle-ci recevra intérêt à 5 %, mais pas de dividende ; il est légitime qu'elle reçoive intérêt, puisqu'elle aura été achetée par l'ouvrier avec ses bénéfices de participation. Ce n'est qu'après le second remboursement de l'action de jouissance capitaliste correspondante, que l'action de travail aura les droits absolus d'une action ordinaire. Ce mécanisme compliqué est destiné à la transformation des sociétés anonymes en sociétés remboursables par le travail. Le principe nouveau est au point de vue du droit l'insertion dans les statuts du remboursement forcé de l'actionnaire de jouissance par désignation au sort. On peut analyser l'opération ainsi faite en un rachat par la société des titres de jouissance, moyennant un forfait fixé à l'avance. Une fois la société transformée, les mêmes principes dirigeront la transmission des actions ouvrières qui subiront elles aussi la loi du remboursement. Sous ce régime par conséquent, les parts de bénéfices sont payables aux ouvriers en actions de l'entreprise, mais

par le rachat de l'action statutairement décidé, il y aura un déplacement incessant du capital social, amenant le paiement en espèces de la valeur nominale de l'action à chaque ouvrier. Si l'ouvrier demeure dans l'entreprise ses actions de travail ayant fait retour au fonds commun du travail, il redevient candidat à l'appropriation individuelle temporaire d'une part de copropriété.

M. Milde envisage le système ainsi défini, comme ne devant pas éloigner des sociétés « à capital remboursable par le travail », les capitalistes. Le placement qui leur est offert à l'origine de la société est un mode de placement qui leur offre toute sécurité. Le capital apporté par les fondateurs capitalistes ressemble beaucoup à un capital qui serait entièrement composé d'obligations à revenu variable dont le terme de remboursement serait fixé à l'avance, mais d'un autre côté, ces capitalistes ont les risques des actionnaires et la perspective d'être remboursés deux fois peut ne pas suffire à les engager à souscrire dans ce nouveau mode de société (1).

Propriété collective du groupement des ouvriers de l'usine. Société dite à participation ouvrière. — Jusqu'ici l'action de travail est demeurée individuelle. Des droits étaient dans son ensemble reconnus à l'élément travail ; des valeurs de copropriété de l'actif social lui étaient réservées inaliénables, en ce que les capitalistes ne pouvaient les faire disparaître de la société.

(1) Voir plus loin, titre III, p. 257 et ss.

Dans la conception des auteurs dont nous avons envisagé les systèmes, l'apport travail est un des éléments essentiels du capital aussi bien que l'apport capital lui-même. Diminuer cet apport serait manquer à la loi du contrat ; cet apport constitue dans son ensemble une copropriété des travailleurs qui demeure toujours intacte ; l'appropriation individuelle ne donne en effet à chaque ouvrier que les droits d'un usufruitier, ou si elle le rend propriétaire, c'est sans porter atteinte au fonds social, par le moyen du roulement ou du remboursement successif des actions de travail.

Le cadre juridique d'une nouvelle sorte de société anonyme, appelée « société à participation ouvrière », a été esquissé dans ses grandes lignes par MM. Léon Parsons et Et. Antonelli (1).

Dans celle-ci, les actions travail sont la copropriété de tous les salariés actifs de la société. La part des bénéfices annuels qui leur revient est seule partagée entre tous les salariés proportionnellement à leur salaire annuel. C'est cette conception qui paraît dominer actuellement dans les milieux politiques ; le projet de loi a été rédigé comme on le sait, avec les idées

(1) *Grande Revue*, 1909, p. 213 à 224. Sous ce titre : Entre le capital et le travail (question de la réforme juridique des sociétés anonymes). MM. Léon Parsons, secrétaire du Comité de la Démocratie sociale, et Étienne Antonelli, ancien chargé de cours à la Faculté de droit de Montpellier avaient été chargés de rédiger un projet de loi par le Comité de la démocratie sociale et d'après la thèse exposée par M. Briand en 1906.

du président du conseil actuel M. Briand, et l'idée de la propriété collective des groupements ouvriers est une idée qui fait des progrès chaque jour. Trois des membres éminents du ministère actuel, MM. Briand, Millerand et Viviani paraissent favorables à cette solution ; ils ont exprimé leur opinion dans des discours, et dans des interviews aussi bien sur l'emploi d'une mesure générale qu'il serait nécessaire d'établir que sur l'application particulière du principe aux sociétés concessionnaires, aux mines par exemple. Les deux projets de loi déposés par le gouvernement en 1908 (1) ont donné au gouvernement l'occasion d'exprimer ses idées sur le sujet.

M. Briand dans un discours qu'il a prononcé à Neuchâtel en 1909 s'exprimait comme suit sur la nécessité de la propriété collective du groupement : « Voilà une usine qui se fonde, née le plus souvent de combinaisons financières. Pensez que la spéculation peut accaparer à perpétuité 50 % des bénéfices que produira cette activité commune. Est-ce que le parti républicain répugnerait à donner aux groupements ouvriers une part de bénéfices ? Serait-ce porter atteinte à la nation ? Et alors, voyez quels changements. Si les groupements ouvriers organisés avaient une part de propriété, de contrôle et d'administration, est-ce qu'ils ne seraient pas obligés de

(1) Deux projets de lois sur les mines ont été déposés par le gouvernement en 1908 ; ils portent la date du 18 novembre 1908, l'un a porté sur le rachat des concessions de mines, l'autre sur le régime général des mines.

prendre conscience des conditions dans lesquelles on peut seulement servir les intérêts de l'entreprise.»

M. Millerand (1) à propos de la question des concessions de mines qui devait, suivant un arrêt du Conseil d'État, être soumise au Parlement disait : « Le Parlement, j'en suis convaincu, sera d'accord avec nous pour, régularisant une procédure en fait suivie depuis plusieurs années, permettre d'imposer aux concessionnaires des conditions d'intérêt général et notamment d'instaurer dans l'exploitation des mines, soit sous la forme préconisée par notre ami Briand, d'action de travail, soit sous toute autre, la participation des travailleurs aux bénéfices qu'ils ont eux-mêmes, pour une part, contribué à produire. »

Le projet de société rédigé par MM. Parsons et Antonelli désire faire parvenir à la copropriété des actions de travail non point le syndicat de la profession ou de la région, mais le groupement formé par les travailleurs actifs de chaque société industrielle ou commerciale.

La réforme législative qui est mise en avant dans ce projet aurait pour les capitalistes comme pour les ouvriers de sérieux avantages, parce qu'elle serait de nature à introduire un heureux élément de paix sociale. Les avantages qu'elle offre seraient nombreux : augmentation des économies de l'exploiti-

(1) Discours de M. Millerand à ses électeurs le 23 octobre 1909. Rapporté au *Bulletin de la participation aux bénéfices*, 1909, p. 198. Discours de M. Briand à Neubourg. Voir également discours de M. Briand à Périgueux le 10 octobre 1909.

tation, contrôle effectif de la gestion des administrateurs, augmentation de la productivité industrielle, diminution des causes de conflit, atténuation des risques courus par les capitalistes.

La société à participation ouvrière ne serait pour ses auteurs qu'une modalité de la forme juridique de la société anonyme. Les modifications essentielles qui lui seraient faites sont les suivantes. « L'apport capital et l'apport travail, dit l'article 1^{er} du projet, agents indispensables de toute production économique y donnent naissance à deux sortes d'actions : actions de capital et actions de travail, créant à leurs possesseurs des droits identiques pendant toute la durée de la société. »

Il n'y aura aucune difficulté à déterminer le capital effectif proprement dit ; sa détermination se fera par une constatation matérielle. Pour le calcul de l'apport travail, le projet en laisse la liberté aux statuts sociaux. Il faut donc concevoir que ces statuts devront adopter des règles assez souples pour permettre la variation du nombre des ouvriers ou de l'importance des salaires. Les statuts seront souverains en ces matières ; aux augmentations de capital effectif devront correspondre des augmentations de capital-travail dans certaines proportions variables avec le genre d'industrie et la situation industrielle du moment. Il faudrait donc prévoir dans un projet de réglementation définitive (dont la rédaction de MM. Parsons et Antonelli n'indique que les lignes directrices), pour que l'application de ce prin-

cipe fût possible, le droit pour l'assemblée générale extraordinaire de modifier dans ses éléments le capital social ou plus exactement la représentation des droits du travail.

Quels seraient maintenant les droits des apporteurs de travail? « Les actions (art. 2 du projet) sont la propriété collective de tous les salariés actifs de la société, y travaillant depuis un certain temps et d'une façon permanente. Tant que la société existe, chaque travailleur, considéré isolément, n'a aucun droit à la propriété des actions de travail. » La réforme législative consiste donc sur ce point à la reconnaissance nécessaire de la personnalité morale au groupement des ouvriers de chaque usine ; le personnel d'une entreprise varie trop souvent pour qu'il en puisse être autrement ; la deuxième phrase de l'article 2 précité implique du reste cette interprétation.

Le projet ne donne donc pas aux porteurs d'actions de travail des droits identiques à ceux des titulaires d'actions de capital. L'ouvrier actionnaire ne peut pas disposer de son titre ; il n'a pas une propriété réelle ; les valeurs mobilières sur lesquelles il a un droit éventuel sont frappées d'immobilisation. Il ne profite que « proportionnellement à son salaire », des bénéfices annuels dont le groupement est rendu titulaire par la propriété des actions de travail dont il est investi.

En dehors des droits d'administration qui lui sont reconnus, et sous la réserve du partage possible de

l'actif social, la société à participation ouvrière ne fait donc pas autre chose que d'exposer un système de participation aux bénéfices par parties égales entre le capital et le travail.

Le projet fonde la répartition des bénéfices annuels entre les ouvriers sur les salaires ; c'est sur cette même base qu'il prévoit la répartition de l'actif social. « La part... de l'actif social (art. 2, § 2) au cas de dissolution, revenant aux actions de travail est répartie entre tous les salariés proportionnellement à leurs salaires. Toutefois (art. 1^{er}), lors de la dissolution, l'actif social n'est réparti entre tous les actionnaires qu'après l'amortissement intégral des actions de capital. »

Le groupement des ouvriers est donc bien par ce projet rendu véritable associé de l'entreprise ; il est copropriétaire de l'actif social. Encore une fois ici, nous constatons toutefois que les travailleurs n'ont pas des droits absolument identiques aux capitalistes. La dissolution de la société entraîne la dissolution du groupement, mais les ouvriers ne seront investis de leur part dans l'actif qu'après le remboursement intégral des capitalistes. C'est donc que ce projet, comme les précédents que nous avons étudiés, part aussi de la notion d'action de jouissance pour fonder les droits du travail, sans l'avouer toutefois. Ce projet ne trouve pas légitime la distinction faite en général entre le coupon d'intérêt et le coupon de dividende et il met à ce point de vue les deux genres d'actions : actions de capital et de travail sur un

pied d'égalité. Quand il s'agit toutefois de la dissolution de la société, le projet reprend la distinction traditionnelle des deux natures d'actions. Il considère que l'apporteur de travail a reçu sa légitime rémunération, et qu'il serait injuste de le faire bénéficier d'une somme supérieure à la plus-value que sa coopération a donnée au capital effectif de la société.

Les ouvriers ont dans le projet, le droit d'élire des représentants à l'assemblée générale et au conseil d'administration; 1/4 au moins du conseil d'administration devrait être composé par des représentants de la collectivité ouvrière, propriétaire des actions de travail. Le projet, allant à l'encontre des principes actuellement admis dans la législation des sociétés anonymes, autorise même les ouvriers à choisir leurs mandataires en dehors du personnel de l'entreprise, parmi les membres des syndicats intéressés.

Enfin MM. Parsons et Antonelli subordonnent la naissance et la formation de chaque société qui prendrait la qualification de société à participation ouvrière, à l'avis des syndicats intéressés dans les entreprises similaires (art. 5 du projet).

Nous reviendrons sur ce projet (1) qui n'est pas présenté du reste par ses auteurs comme devant comporter le principe de l'obligation. C'est un nouveau moule de société qui est seulement offert aux initiatives.

(1) Voir Titre III, p. 257.

Propriété collective de la classe ouvrière. Proposition Godart. — L'action de travail, propriété du groupement des ouvriers d'une usine, organisée dans les conditions que nous venons de voir a suscité bien des critiques de la part des capitalistes et a paru inutile, pour ne pas dire dangereuse aux représentants du socialisme eux-mêmes. Ces derniers réclament la propriété collective de la classe ouvrière. M. Jaurès écrivait le 26 mai 1909 (1) : « Ce n'est pas un droit ouvrier que proclame M. Briand, mais une faculté qu'il organise. Les statuts décideront si et dans quelles proportions on accordera des actions de travail. Or, les capitalistes accepteront moins volontiers encore ce régime que la participation aux bénéfices. Et puis les ouvriers qui ne peuvent s'affranchir que par un effort commun n'accepteront pas que la classe ouvrière soit sectionnée en autant de groupes que d'usines. Ces groupes seront économiquement des rivaux. Les ouvriers ne pourront accepter qu'une organisation qui remettrait légalement, socialement des actions de travail et à l'ensemble de chaque corporation, et à l'ensemble de la classe ouvrière. Cela n'empêcherait pas ces grands organismes ouvriers d'intéresser à la production des groupements de chaque usine. Mais c'est le prolétariat dans sa totalité organique qui doit être appelé à la propriété collective. Le projet ne s'applique qu'aux

(1) 29 mai 1909, Jean Jaurès. *L'Humanité*. Critique du discours de Briand à Neubourg.

sociétés par actions; il faudrait créer une commandite ouvrière qui fût auprès du patronat individuel l'équivalent des actions de travail. »

C'est dans cet état d'esprit qu'ont été conçues les deux propositions de lois de M. Godart (1), l'une destinée à créer les actions de jouissance du travail l'autre la caisse nationale de crédit au travail.

Le projet de M. Godart ne s'applique qu'aux sociétés par actions. Toute la substance des modifications législatives proposées se résume en ceci : Il est inutile d'imaginer un nouveau mode d'association.

« Ne vaut-il pas mieux (2), essayer d'introduire dans la législation existante quelques modifications, qui du jour au lendemain, feront bénéficier à coup sûr le travail de sa part de profit ? Il suffit pour cela d'imposer aux sociétés par actions l'amortissement de leur capital et de rendre le capital initial et le travail copropriétaire de l'actif social libéré à l'égard du premier par le remboursement des actions. »

C'est donc à l'aide des principes juridiques existants, que M. Godart prétend justifier l'action collective de travail. L'auteur les a examinés et discutés

(1) Proposition de loi tendant à créer les actions de jouissance du travail, par J. Godart, n° 2487, année 1909. Annexe au procès-verbal de la séance du 17 mai 1909.

Proposition de loi tendant à créer la caisse nationale de crédit au travail, n° 2488. Année 1909 (même séance).

(2) Prop. n° 2487, p. 3.

dans l'exposé des motifs de sa proposition. Après avoir donné ces justifications, il ne sollicite plus du législateur que l'insertion du caractère obligatoire des dispositions nouvelles.

Nous allons exposer l'argumentation juridique de M. Godart sur l'action de jouissance de travail et nous ferons ensuite à notre tour les recherches de la nature juridique de l'amortissement des actions(1). Les idées exprimées par M. Godart sont tacitement contenues dans tous les projets d'action collective de travail. C'est la théorie du remboursement du capital qui peut seule permettre la reconnaissance des droits du travail.

M. Godart se fonde sur la pratique financière qui a été mise en vigueur par des sociétés concessionnaires, en particulier par nos grandes compagnies de chemin fer et qui s'est étendue à d'autres sociétés, dans le but d'attirer les capitaux ; c'est par ce moyen que l'auteur pense établir un rapport plus équitable entre la redevance servie au capital et celle obtenue par le travail ; ce même moyen conduit également à la participation du travail aux pertes pour une certaine quotité, participation aux pertes qui est la contre-partie indispensable de la méthode de rémunération des travailleurs.

L'auteur du projet constate tout d'abord que dans une société par actions, la règle absolue de l'immutabilité du capital social impose l'amortisse-

(1) Voir Titre III, p. 257 et s.

ment-reconstitution des valeurs actives de la société : bâtiments, matériel, machines, outillages, marchandises, etc..., de façon à ce que le bilan porte les estimations à leur valeur réelle du jour ; puis il examine la pratique de ce qu'il appelle l'amortissement-remboursement, c'est-à-dire du remboursement de la créance de l'actionnaire grâce à la constitution d'une réserve particulière créée par une retenue sur les bénéfices. Ce deuxième moyen d'amortissement est la restitution du capital lui-même aux actionnaires à leur valeur nominale (1). L'actionnaire amorti ne sort pourtant point de la société où il avait primitivement apporté ses capitaux ; en échange de son action amortie, on lui confère un nouveau titre, l'action de jouissance. Les capitalistes font donc tout d'abord l'apport d'un capital à une société industrielle et ont contre elle une manière de créance qui est une action de capital. Puis on amortit les actions, on rend aux capitalistes le prêt qu'ils avaient consenti, et après avoir reçu, pendant toute la durée de la société, un intérêt et des dividendes, après avoir touché l'intégralité de ce qu'ils ont versé, l'action de jouissance vient encore leur conférer le droit au partage de la

1. M. Godart après avoir posé la règle de l'immutabilité du capital social pour l'amortissement-reconstitution conclut immédiatement après à l'analyse de l'amortissement du capital en un remboursement. Nous reviendrons sur cette contradiction au titre III, chapitre I, section II.

L'auteur donne ensuite dans son projet (p. 3 et 4) les raisons juridiques qui, par l'analyse des caractères de l'actionnaire de jouissance, l'inclinent à penser qu'il y a bien un remboursement du capital.

totalité des bénéfices et à la copropriété de l'actif social à la dissolution. C'est là, suivant M. Godart, que réside l'injustice. Beaucoup de jurisconsultes ont discuté et discutent sur l'originalité des caractères de l'actionnaire de jouissance ; les uns ont nié la validité même de ce genre d'actions ; les autres ont cherché à découvrir des explications théoriques. M. Godart ne discute pas cette validité, mais trouve qu'elle aboutit à des injustices.

M. Ch. Gide (1) exprime ainsi les anomalies de l'action de jouissance : « Le spectacle de cette action qui est remboursée et qui continue pourtant à toucher, qui est morte et qui pourtant mange toujours de bon appétit, a fortement intrigué les jurisconsultes. Ils ont écrit nombre d'articles pour chercher à expliquer ce cas de seconde vie... L'action de jouissance n'est pas moins curieuse au point de vue économique, car enfin à quel titre réclame-t-elle sa part de profit ? Les économistes enseignent que ce droit au profit est justifié par un triple titre : intérêt du capital engagé, prime d'assurances contre les risques, salaire du travail de direction et d'organisation. Or en ce qui concerne le porteur de l'action de jouissance, il ne saurait invoquer aucun de ces trois titres... »

Certes dans l'organisation de la production actuelle, c'est avec les bénéfices du capital, avec les réserves qu'il constitue que l'amortissement des actions est

(1) Ch. Gide, *loc. cit.*, p.15 et 16.

pratiqué, mais ce n'est pas une raison pour justifier la survivance des droits de l'actionnaire de jouissance, puisque les défenseurs de l'action de travail soutiennent justement que la réalisation de ces bénéfices est due à la collaboration du travail.

C'est dire qu'une fois les actions remboursées « on est en présence (page 8 du projet) d'un capital libéré, d'une richesse créée, d'un bien nouveau issu de l'œuvre commune du travail et du capital. Il doit équitablement appartenir pour égale part à l'un et à l'autre.

M. Godart propose de rendre obligatoire dans toute société par action la constitution d'une réserve faite sur les bénéfices et de l'affecter à l'amortissement des actions. S'inspirant de l'article 36 de la loi du 24 juillet 1867 le projet impose à toutes les sociétés par action (1) la constitution d'une réserve faite sur les bénéfices et affectée à l'amortissement des actions (2). Le prélèvement sur les bénéfices nets sera de 1/10 dont la moitié sera affectée à l'amortissement des actions et la moitié à la constitution d'un fonds

(1) Les sociétés en commandite par action ne sont point à l'heure actuelle soumises à l'obligation de créer un fonds de réserve. La proposition de loi Godart s'appliquerait à elles aussi bien qu'aux sociétés anonymes.

(2) La proposition Godart n'a voulu atteindre par ses dispositions que les sociétés par actions, mais encore voulait-elle les obliger toutes à pratiquer l'amortissement des actions ou son équivalent pour la classe ouvrière. Il serait inséré comme article 79 à la loi de 1867, l'article 72 suivant : « Les sociétés par actions étrangères qui ont en France des exploitations ou des établissements, sont à dater de la sixième année de leur existence, frappées, au profit de la caisse natio-

de réserve (1). La totalité du prélèvement légal devra être consacrée à cet amortissement, lorsque le fonds de réserve aura atteint le dixième du capital social.

Chacune des actions de capital donnera naissance après son amortissement à deux actions de jouissance. L'une sera remise au porteur de l'action amortie ; l'autre dite action de jouissance de travail sera la propriété du travail. C'est une manière par conséquent d'expropriation progressive de tout le capital-actions

nale de crédit au travail, d'une taxe spéciale annuelle s'élevant à 10 francs par salarié employé, à moins qu'elles ne pratiquent l'amortissement de leurs actions dans les conditions prévues au présent titre. Cette taxe est recouvrée comme un impôt d'État. »

L'auteur de la proposition a voulu ainsi par avance répondre à l'objection qui pourrait être faite à son système de décourager l'industrie nationale, et de la contraindre à user de stratagèmes pour pouvoir continuer à s'exercer en France. La nouvelle taxe rendrait inutile la fuite des capitaux à l'étranger.

(1) M. Godart préconise son système pour les seules sociétés par actions. L'injustice à l'égard du travail existe, mais moins grande dans les autres formes de sociétés commerciales, ce n'est pas que la rémunération de la classe ouvrière soit plus forte dans les sociétés par intérêt ou dans les entreprises industrielles, mais c'est que les droits des capitalistes paraissent alors plus justifiés à l'auteur de la proposition. « Dans les sociétés par actions, dit-il, le capitaliste a une part personnelle infime, on peut dire nulle la plupart du temps dans le développement de l'affaire, c'est un simple prêteur qui fait un placement. Tandis que dans les entreprises dirigées par ceux-là mêmes qui possèdent le capital, les éminentes qualités de direction qu'ils déploient leur confèrent des droits moins discutables. » Il faut plutôt dire que l'intervention législative est moins admise actuellement pour réglementer les autres sociétés que les sociétés par actions, et l'auteur de la proposition recule devant un essai de réglementation contraire au droit commun actuel des sociétés.

par l'amortissement. La proposition Godart supprime aux capitalistes la moitié de leur droit aux profits pour l'avenir (1).

Les actions de jouissance de travail donneront les mêmes droits que les actions de jouissance du capital : elles seront de même nature et d'égale valeur.

Mais, et c'est aussi un des caractères essentiels du nouveau régime, ces actions de jouissance de travail seront et resteront des actions collectives de travail. Le personnel ouvrier étant essentiellement variable, il est beaucoup plus équitable de ne pas investir cha-

(1) Il convient de montrer le fonctionnement pratique du système Godart. Je suppose une société anonyme au capital de 1 million, ayant l'heureuse fortune de produire pendant un très grand nombre d'années une somme de bénéfices nets de 70.000 francs, ou si l'on veut qui rapporte à ses actionnaires 7 % de leurs actions en moyenne pendant longtemps. Le capital social de 1 million est divisé en 2.000 actions de 500 francs chacune. Un dixième sera prélevé sur les bénéfices nets annuels soit 7.000 francs. La moitié sera consacrée à l'amortissement des actions soit 3.500 francs ; c'est dire qu'on n'amortira chaque année que 7 actions. Comme ces 7 actions amorties doivent donner naissance à 14 actions de jouissance, la caisse du crédit au travail sera chaque année créditée du dividende afférent à 5 actions $1/2$ soit environ 125 francs. Et cette somme de 125 sera son partage durant de nombreuses années, jusqu'à ce qu'il soit constitué un fonds de réserve ayant atteint le dixième du capital social, soit 100.000 francs. Ce ne sera que ce jour-là seulement que 14 actions seront amorties annuellement et que la caisse du travail sera créditée de 750 francs par an. Les intérêts du fonds de réserve étant dus aux actionnaires le prélèvement de 3.500 francs ne constituera la réserve légale que dans 28 années environ après l'inauguration du régime. Cette considération est de nature à rassurer les capitalistes sur l'introduction de ce régime à base collectiviste.

que travailleur individuellement de la propriété et même du revenu des actions de jouissance. Les droits individuels de chaque ouvrier changeraient du reste à tout instant, on n'aboutirait qu'à faire naître entre eux des compétitions, on ne créerait aucune cohésion entre les différents représentants de l'élément travail. M. Godart prévoit dans sa première proposition de loi (et il en fait la réglementation dans la seconde), la création d'un organisme spécial représentant les intérêts collectifs de la classe ouvrière. Cet organisme serait chargé de gérer le portefeuille des actions de jouissance du travail; il porterait le nom de Caisse nationale de Crédit au travail (1).

Cette caisse nationale de Crédit au travail serait le vrai titulaire des actions de travail, aussi bien que de toutes les sommes pouvant provenir de la liquidation des sociétés. Les revenus de tous ces capitaux du travail devront être chaque année intégralement em-

(1) L'auteur de la proposition indique d'après l'annuaire des sociétés par actions la valeur globale des actions de jouissance. Il les évalue à 300 millions de francs pour la France en ne tenant compte que des actions de jouissance cotées en bourse. Ce chiffre devrait être considérablement augmenté, parce qu'il faut ajouter la valeur des actions de jouissance non cotées. Ce serait donc environ 200 millions de francs qui auraient déjà dû revenir légitimement au travail. M. Godart ne fait pas de proposition pour ces sociétés ayant depuis longtemps pratiqué l'action de jouissance. Il faut en déduire que pour elles le régime serait le droit commun. Les actionnaires de jouissance capitalistes de ces sociétés seraient donc remboursés une seconde fois de leurs apports : les sociétés de chemin de fer particulièrement et le système Godart se rapprocherait à ce point de vue du régime mis en avant par M. Mildé. Voir plus haut, p. 230 et s.

ployés ; le capital restera intangible. La Caisse nationale de Crédit au travail servira tout d'abord à fournir aux sociétés coopératives les capitaux dont elles ont grand besoin, puisque c'est là vraiment que réside la cause du peu de développement en France de ce genre de sociétés ; les actions de travail obtenues dans les sociétés capitalistes serviront donc la cause des sociétés ouvrières : la caisse de crédit au travail devrait également subventionner un cours d'enseignement professionnel (1), etc., elle serait en un mot destinée à soutenir les œuvres qui doivent amener la transformation du salariat.

L'emploi des revenus de la Caisse nationale de Crédit au travail serait ainsi déterminé à l'avance. M. Godart veut éviter que la nouvelle propriété de la classe ouvrière vienne constituer (2) une sorte de bien de de mainmorte qui nuirait à la propriété générale. « Il

(1) *Article 4 de la seconde proposition de loi.* — La Caisse nationale de Crédit au travail fait, avec les sociétés ouvrières de production et de crédit, dans les limites de ses revenus annuels et en les utilisant pour la totalité, toutes opérations de banque, de prêt, d'escompte, d'avance, etc. Elle consacre chaque année 1/10 de ses revenus à subventionner les cours syndicaux d'enseignement technique. Elle met chaque année 1/10 de ses revenus, sous forme de prêts à la disposition des artisans qui veulent transformer l'outillage de leur atelier de famille.

Art. 5. — Elle peut créer des succursales dans les principaux centres industriels.

Art. 6. — Elle est administrée par un conseil élu par les membres ouvriers et employés du Conseil supérieur du Travail.

(2) Voir F. Rome, *op. cit.*, et p. 204.

importe en effet, dit-il (1), que les capitaux venus de la production y retournent de suite, qu'ils ne soient pas retirés de l'activité générale. »

Les revenus des actions de jouissance de travail seront ainsi utilisés comme les capitalistes utilisent le mécanisme de l'amortissement. Une action d'une certaine société leur est-elle remboursée, le capital qui leur est remis est immédiatement employé par eux dans d'autres entreprises. La classe ouvrière ne fera pas autrement avec toutefois les revenus seulement de l'action de travail.

C'est la Caisse nationale de Crédit au travail qui sera investie du droit de représentation des travailleurs (2). C'est elle qui veillera à ce que les travailleurs de chaque société soient représentés dans l'assemblée générale suivant le nombre d'actions de travail qui auront été créées.

L'auteur de ces propositions sollicite donc la personnalité morale pour la Caisse de Crédit au travail ;

(1) Exposé des motifs de la proposition n° 2487, p. 9.

(2) *Article 78 de la proposition.* — Le droit de prendre part aux assemblées générales attaché aux actions de jouissance du travail est exercé par autant de salariés de la société qui les a émises que le nombre d'actions permet d'en désigner. Ces délégués sont élus par les salariés de la société dans la forme que détermine un règlement d'administration publique et sur l'initiative de la Caisse nationale de Crédit au travail. A défaut de délégués élus, les administrateurs de la Caisse nationale de Crédit au travail, mandatent pour prendre part aux assemblées, les conseillers prud'hommes ouvriers appartenant à la catégorie professionnelle, à laquelle se rattache la société et faisant partie du conseil de prud'hommes le plus rapproché du siège de la dite société. Voir proposition n° 2487, p. 12.

et cette même caisse aura des ramifications dans les différentes branches d'industrie. Comme c'est en définitive la classe ouvrière elle-même qui est élevée à l'actionnariat, on ne pourra plus considérer comme tiers par rapport à la société industrielle les mandataires des ouvriers auprès du conseil d'administration de la société.

Plusieurs auteurs qui se sont prononcés sur la proposition de loi de M. Godart, sont convaincus, avec l'auteur lui-même, que tel est le seul moyen juridique actuel de réaliser la participation vraie aux bénéfices ; l'action collective de travail analysée en une action de jouissance permettra tout d'abord au travail de discuter et de traiter avec le capital d'égal à égal, puis de prendre une part active à la direction des affaires, tout en le préparant directement à la gestion de ses propres affaires.

TITRE III

**EXAMEN CRITIQUE
DE L'ACTION DE TRAVAIL**

TITRE III

EXAMEN CRITIQUE DE L'ACTION DE TRAVAIL

Nous avons examiné dans les deux parties précédentes les moyens usités et proposés pour faire parvenir l'ouvrier à une part de copropriété dans l'usine qui l'emploie. Il nous faut maintenant essayer de dégager et d'apprécier les principes juridiques que l'on a voulu incliner vers ce résultat et nous demander comment il serait possible d'établir un nouveau statut de sociétés industrielles reconnaissant des droits au travail. Il ne nous restera plus alors que l'examen de la valeur économique des systèmes.

CHAPITRE PREMIER

De la nature juridique de l'Action de Travail.

Au point de vue des principes juridiques qui ont guidé les promoteurs de l'Action de Travail dans les projets de réglementation que nous venons d'examiner, on peut faire une distinction en deux catégories principales : Il y aurait d'abord les systèmes qui veulent dès l'origine de la société reconnaître au travail des droits d'associé ; ce sont ceux en particulier dits de la société à participation ouvrière, et de celle fondée sur le contrat d'intérêts. Puis il aurait les procédés de réglementation, partant de l'organisation industrielle capitaliste actuelle et voulant la transformer par l'actionnariat ouvrier obligatoire comme le projet Mildé et le projet Godart.

La première catégorie préconise les actions de jouissance de travail créées en même temps que la société, en représentation d'apports en industrie, pour récompenser les efforts futurs de la classe ouvrière. Elle analyse les actions de travail comme étant des parts de fondateur conférant des droits d'associé.

La seconde catégorie, en l'état actuel des idées sociales la plus importante, part de la pratique jour-

nalière de l'amortissement du capital dans les sociétés pour permettre la reconnaissance des droits du travail.

Tantôt l'amortissement que ces systèmes recommandent est le mode de rachat des actions par la société elle-même, rachat suivi de revente immédiate des titres amortis aux ouvriers ; c'est là le principe qui a été réalisé par la bonne volonté des industriels eux-mêmes, comme nous l'avons vu dans plusieurs exemples d'actionnariat ouvrier capitaliste. Tantôt c'est l'amortissement des actions avec création de titres de jouissance, titres de jouissance qui sont ensuite divisés entre les capitalistes amortis et les ouvriers. Ce dernier moyen ne se conçoit, ne peut se justifier que si la nature juridique de cet amortissement nous contraint de le considérer comme un remboursement du capital.

Nous allons étudier successivement ces notions différentes de l'action de jouissance de travail et rechercher si on peut juridiquement les justifier, s'il est possible d'utiliser en faveur de l'actionnariat ouvrier des principes que la loi ou la pratique soutenue par la jurisprudence, ont créés et organisés pour des fins bien différentes.

SECTION I

Création d'actions de jouissance en représentation d'apports en industrie

Les vrais promoteurs de l'action de travail sont ceux qui veulent instaurer une nouvelle forme juri-

dique d'actions en représentation de l'apport-travail. La transformation réclamée par ces auteurs porte sur les éléments du capital social. Il faudrait trouver le moyen de concilier les règles actuelles de la société anonyme avec la reconnaissance des nouveaux droits ouvriers ; le but n'est pas en effet d'abandonner de façon absolue l'organisation de la production telle qu'elle est actuellement réalisée, ou du moins les règles de droit qui ont permis l'évolution de la grande industrie par la concentration incessante des capitaux. La forme par actions du contrat de société est au contraire celle qui doit faciliter le plus l'essor de la nouvelle idée d'actions de travail, parce qu'elle est la seule où l'on puisse facilement mesurer les responsabilités encourues par les capitalistes. Si l'on veut faire du travail l'associé du capital, ce qui est légitime, il faut l'associer aux pertes et aux bénéfices de l'entreprise dans les mêmes proportions. La forme anonyme de société à responsabilité limitée était particulièrement désignée pour tenter les nouvelles expérimentations sociales.

Cette remarque est d'une importance capitale, parce qu'elle nous permet de dire que nous n'entreprenons pas l'examen de l'action de jouissance de travail, en nous plaçant au seul point de vue législatif ; nous n'avons pas besoin d'avoir recours à de nouvelles conceptions juridiques ; il est au contraire indispensable que nous ne cherchions le fondement de l'action de travail que dans les catégories existantes. La réforme proposée porte sur le point de savoir s'il y

a lieu d'introduire la représentation de l'apport travail, mais comme la valeur de cet apport doit être intégrée dans le cadre de la société par actions, de la société anonyme particulièrement, nous n'avons qu'à rechercher si un semblable apport peut actuellement être reconnu par un titre mobilier donnant des droits d'associé, de copropriétaire à son titulaire.

C'est à l'action de jouissance, représentative d'apports en industrie, que les instigateurs de l'idée nouvelle ont eu recours.

Les auteurs sont loin d'être d'accord sur la nature de ce genre d'action de jouissance. Plusieurs déclarent qu'une semblable action de jouissance n'est pas autre chose qu'une part bénéficiaire ou plutôt ils justifient la part de fondateur en l'analysant comme une action de jouissance. Les autres ne veulent attribuer les actions de jouissance au travail qu'en les considérant comme la rémunération de services apportés à la société par les ouvriers ; en retour il leur est attribué des actions dites d'industrie, de prime ou de jouissance.

a) *L'action de jouissance de travail serait une part bénéficiaire.* — C'est tout d'abord, dit-on, la part de fondateur ou part bénéficiaire qui nous permet le plus facilement de concrétiser dans une société par actions les droits du travail. Cette forme de titres qui a été introduite par l'usage et non par la loi a donné lieu à toutes les discussions en doctrine et en jurisprudence, mais comme elle a une origine empirique, elle est plus facile à utiliser que toute autre suivant

les nécessités de la pratique, et il est tout naturel que ce soit à elle qu'on ait d'abord songé pour fonder l'actionnariat ouvrier.

La forme de participation aux bénéfices en concordance absolue avec la législation présente, c'est tout simplement, a-t-on dit, la part bénéficiaire. La part de fondateur est une part constatée par un certificat négociable, et donnant droit au porteur pour le rémunérer des soins mis à la constitution de la société, à une quote-part dans les bénéfices annuels. C'est la définition des parts telles qu'elles furent conçues dans leur origine ; mais l'emploi de ces titres s'est généralisé, pour permettre la rémunération de services tout autres que ceux rendus par les fondateurs. Pour faciliter de nouvelles émissions, on prit l'habitude de conférer des parts de fondateurs aux anciens souscripteurs ou bien aux souscripteurs d'un certain nombre d'actions. On les employa encore pour achever parfois la rémunération des apporteurs en nature. Elles furent ainsi créées pour payer quelquefois certains apports dont la valeur est difficile à déterminer en capital, par exemple un brevet d'invention, ou un nom commercial ou une marque de fabrique. Ces parts ne faisaient pas partie du capital social, le fonds social s'augmentant des valeurs apportées. Le fonds social avait dans ces cas-là une valeur supérieure au capital social, et rien dans la loi ne s'oppose à ce qu'il en soit ainsi. A l'heure actuelle il est donc préférable d'appeler part bénéficiaire ce genre de titres plutôt que part de fondateur.

Quand par conséquent, certains auteurs, MM. Parsons et Autonelli par exemple, veulent représenter dans la future forme de société anonyme, l'apport travail par des actions de travail, on peut concevoir que ces actions de travail ne sont pas autre chose que des parts bénéficiaires créées dès l'origine du contrat de société pour la rémunération de la valeur apportée par l'élément ouvrier, valeur inappréciable d'autre manière à l'avance, mais valeur certaine, puisque l'apport travail est un des éléments indispensables de toute production économique. Puisque ces parts bénéficiaires sont destinées à récompenser des services et non point des apports en nature ou en argent, comme les actions de capital ou les actions d'apport, l'allocation d'un tant pour cent sur les bénéfices qui leur est consentie par les statuts ne sera comptée que déduction faite des frais généraux et d'un certain intérêt attribué aux actions de capital et aux actions d'apport. Il n'y a donc pas et il ne peut pas y avoir, même au point de vue de la participation aux bénéfices égalité complète de traitement entre les actionnaires et les porteurs de parts.

Néanmoins si l'on recherche la nature juridique du droit du porteur de part, il y a un grand nombre d'auteurs qui soutiennent que le porteur de part a un droit d'associé, et même un droit d'actionnaire désigné sous un faux nom. Rien n'est plus délicat, en présence du silence absolu de la loi en notre matière, que de déterminer la nature des parts bénéficiaires, les droits ou les obligations qu'elles confèrent à leurs titulaires.

Aucune question de droit commercial n'a peut-être été plus étudiée que celle-ci (1). Nous n'avons pas la prétention de reprendre et d'exposer toutes les doctrines qui ont été émises sur le sujet. Il nous suffira d'examiner la théorie qui veut accorder un droit d'associé au porteur de part bénéficiaire. C'est elle en effet qu'ont tacitement admise les partisans de l'action de travail proprement dite, voulant conférer aux ouvriers des droits de gestion et d'administration dans la société. Pour eux l'ouvrier bénéficiaire serait investi d'un droit d'actionnaire. Les autres systèmes successivement proposés sur la matière concluent à faire du porteur de part un titulaire de part d'intérêts, ou d'un titre *sui generis*, appelée participation, ou d'une part sociale autre qu'une action, ou enfin d'une créance sur la société.

La loi étant muette sur les parts bénéficiaires, il faut s'en référer aux droits que les statuts des sociétés leur ont le plus généralement reconnus, parce que ce sont ces droits eux-mêmes qui ont été soumis à l'appréciation des cours et des tribunaux et qui ont permis de déterminer la nature juridique du titre, en limitant ses qualités. Les auteurs qui ont voulu y voir un droit d'actionnaire relèvent les analogies et les différences suivantes avec l'action proprement dite. Les porteurs de parts ne peuvent ni voter aux assem-

(1) Cf. en particulier. Percerou, *Des Fondations de Sociétés*, et D. 1902, II, p. 1 et 7. Thaller, *Traité*, n° 638 et s. Wahl, S., 1898, II, p. 89 et *Journal des Sociétés*, 1897. Blanchet, *Les Parts de Fondateur*, Paris 1910 et ses renseignements bibliographiques.

blées générales ni s'immiscer dans les actes du conseil d'administration, dans la gestion sociale. Mais en retour, les porteurs ont comme les actionnaires droit à un dividende ; les règles sur la transmissibilité des titres sont les mêmes, qu'il s'agisse d'actions ou de parts bénéficiaires, tout au moins depuis l'arrêt de la Chambre des requêtes du 16 novembre 1904 (D. 1906, I, p. 49). Enfin, à moins que les statuts n'en décident autrement, les porteurs concourent, chacun pour leur fraction respective, sur le solde de liquidation ; ils ont un droit sur le fonds social comme les actionnaires.

Le porteur de parts est bien un associé de l'entreprise. Il a *l'animus societatis* ; celui qui apporte un brevet par exemple à la société doit bien être titulaire d'une part sociale, les autres actionnaires le considèrent comme tel. Il participe aux pertes comme les autres associés de l'affaire ; il perd en effet le bénéfice qu'il avait le droit d'espérer en récompense des services apportés à l'industrie. Quant à l'employé ou l'ouvrier intéressé aux bénéfices, il n'est pas un associé, malgré qu'il éprouve un réel dommage si la société périclité. « Les partisans de l'idée que nous exposons affirment justement que ce n'est pas parce qu'il ne contribue pas aux pertes qu'il n'est pas un associé, à vrai dire, il y contribue : c'est parce qu'entre son patron et lui n'existe pas *l'animus societatis*. On ne peut donc jamais argumenter d'une analogie plus ou moins grande entre la part de fondateur et le droit d'un

ouvrier intéressé ; le porteur est un associé et non pas l'ouvrier intéressé (1). »

L'*animus societatis* est donc une condition *sine qua non* pour que le porteur de part bénéficiaire soit bien tenu pour un associé de l'entreprise. Dans la majorité des espèces qui se sont présentées jusqu'ici, dit-on, on trouve cet *animus societatis* indispensable à la reconnaissance de la nature du titre. L'apport de travail, mieux que tout autre apport peut-être ferait naître cet *animus societatis* indispensable. Une fois admises les idées économiques qui constituent le fondement de l'actionnariat ouvrier, on a par là même établi l'*animus societatis* à la base du contrat passé entre la société et les nouveaux porteurs de parts bénéficiaires de travail.

Ces parts bénéficiaires, telles que les ont conçues les rédacteurs du projet de société à participation ouvrière du Comité de la Démocratie sociale, ne seraient pas seulement des parts d'associés, leurs caractères juridiques se rapprocheraient très sensiblement de ceux des actions proprement dites. « Les actions obéissent, disent les partisans de cette doctrine (2), à un ensemble de règles qui leur étant spécialement applicables, ont été édictées par des lois spéciales sur les sociétés... » Or l'on peut très bien soutenir que tout au moins sur les points essentiels, la législation des actions doit être celle qui

(1) Voir cette opinion rapportée par Blanchet, *op.cit.*, p. 25 et 26.

(2) Blanchet, *op. cit.*, p. 27.

régit les parts de fondateurs ; l'on peut estimer que les parts de fondateurs sont des actions, de second plan peut-être, ne donnant pas aux porteurs des droits aussi pleins que ceux conférés par la loi aux actionnaires proprement dits, mais enfin que ce sont des actions.

Pour affirmer cette opinion sur les parts de fondateur en général, la doctrine a successivement envisagé les attributions juridiques que la pratique journalière accorde ou dénie aux parts bénéficiaires. Le droit aux bénéfices, la libre cessibilité des titres sont des attributs de la part bénéficiaire aussi bien que des actions elles-mêmes ; mais d'autres droits accordés par la nature même des titres aux actionnaires sont refusés aux porteurs de parts. Un parti très important n'y voit pas un obstacle pour conclure que la part bénéficiaire est une action.

M. Thaller, qui a soutenu tout d'abord cette opinion et qui s'est rallié ensuite à la thèse adverse disait tout d'abord (1) : « Nous ne croyons pas que le droit du porteur de parts diffère réellement et au fond des choses de l'action. Tout titre négociable mérite d'être ainsi qualifié.... Qu'importe que ces parts ne soient pas qualifiées actions, qu'elles ne confèrent aucun droit sur le fond social lui-même ? Ce sont là de simples accidents qui ne sauraient altérer le caractère intrinsèque du droit. Il paraît qu'une clause

1. Thaller. *Revue critique de législation et de jurisprudence*, 1887, p. 220 et 1881, p. 535.

des statuts écarte assez habituellement du conseil d'administration et même des assemblées générales les porteurs de parts. Ce n'est pas encore assez pour leur enlever le titre d'associés : tout actionnaire n'a pas un droit éventuel à la gérance ; dans la commandite même, il est par la volonté de la loi, systématiquement exclu ; et l'acte de société peut priver les actionnaires de toute délibération aux assemblées en déterminant le nombre d'actions qu'il faut posséder pour y être admis. Un associé qui ne peut participer ni aux votes, ni aux votes, ni à la gestion de la société n'en demeure pas moins tel. »

« Quant au partage du fond social, disent MM. Lyon-Caen et Renault (1), il n'est pas de l'essence de l'action, car il y a des actions, comme les actions industrielles, qui ne confèrent aucun droit sur le fonds social. »

Le porteur de part a contribué personnellement à la création de la société, il a fait un apport de valeur au fonds social, il a soumis sa rémunération à l'éventualité des bénéfices sociaux ; il serait souverainement injuste de ne le considérer que comme un tiers par rapport à la société ; il en est un associé. Et l'on ajoute ce raisonnement spécieux : comme on ne conçoit pas dans une société anonyme, d'autres associés que les actionnaires, cela signifie que le porteur de parts est actionnaire.

(1) Lyon-Caen et Renault. *Traité de droit commercial*, n° 560 bis, t. II.

Cette doctrine a reçu sa confirmation dans un arrêt de la chambre des requêtes rendu en matière fiscale (1) : « Attendu que la société soutient vainement que les produits des actions des sociétés peuvent seuls être assujettis à la taxe sur le revenu, et que les parts de fondateur litigieuses n'étant pas des actions ne constituent qu'un simple droit de créance, ces parts échappent à l'impôt; qu'en effet, *les seuls caractères essentiels de l'action sont la participation aux bénéfices et la libre cessibilité aux tiers*; que les parts de fondateur susdites remplissent ces deux conditions; qu'il importe donc peu en l'espèce qu'elles ne confèrent aux porteurs ni accès aux assemblées générales, ni droit à l'actif social... que... »

Malgré donc que les porteurs de parts n'aient pas tous les droits des actionnaires ordinaires, plusieurs auteurs les assimilent aux actionnaires. On a même soutenu qu'ils devraient avoir ces droits, en particulier l'accès aux assemblées générales (2), quand les statuts de la société ne sont pas explicites à ce sujet. D'une manière générale pourtant les auteurs reconnaissent que la loi de 1867, n'a manifestement voulu accorder le droit de vote qu'aux seuls actionnaires de capital et certains partent de là pour le refuser aux actionnaires de jouissance proprement dits qu'ils considèrent comme remboursés de leurs mises sociales (3).

(1) Req. 16 nov. 1904. D. 1906, p. 49. *Rev. des sociétés*, 1906, p. 19.

(2) Lyon-Caen et Renault, t. II, n° 560 *bis*.

(3) On a fait valoir bien d'autres arguments pour établir que la part bénéficiaire créait un droit d'associé.

La théorie en question a les conséquences suivantes en particulier

Cette doctrine conduit en définitive à l'assimilation pure et simple des parts de fondateur aux actions de jouissance. Comme ces dernières, les parts ne reçoivent les bénéfices qu'après déduction d'un intérêt alloué aux actions de capital, comme elles, elles n'ont droit, au cas de dissolution de la société qu'au solde de liquidation après le remboursement des créanciers et l'amortissement intégral des actions proprement dites (1).

Critique. — Pour nous, la part bénéficiaire ne peut être assimilée à une action de jouissance, et l'apport-travail, qui a été le but original des parts de fondateur ne saurait être reconnu comme donnant à leurs titulaires des droits d'actionnaire. Réservant la

qui empêcheraient dans une certaine mesure la fraude au moyen des parts de fondateur : 1° La créance, si la part est une créance, pourrait être négociée avant la constitution définitive de la société. Si on assimile la part à une action, la négociation de ces parts serait suspendue pendant deux ans, ce qui constitue un avantage certain.

2° L'article 4 de la loi de 1867 (approbation de l'assemblée générale) ne pourrait pas s'imposer, d'où le droit pour les fondateurs de se réserver la plus grosse partie des bénéfices, et de duper les actionnaires sans subir le contrôle établi par la loi.

Ces conséquences qui sont parfaitement logiques ne peuvent pas nous conduire néanmoins à apprécier la nature juridique de la part bénéficiaire de façon différente. Il n'est pas possible de se décider en partant des considérations pratiques que l'on désirerait voir établies. Tout au plus pourrait-on émettre le vœu d'une réforme législative pouvant empêcher les abus créés par les parts de fondateur.

Voir à ce point de vue le projet de loi déposé par le garde des sceaux à la Chambre le 4 juillet 1903 et le 18 juin 1906.

(1) Arrêt de la Cour de Paris, 16 juillet 1896, D. 1889. II, p. 361, note Thaller.

question de savoir s'il est possible de récompenser sous la forme de titres d'actions des services futurs, nous pensons que la part bénéficiaire ne donne pas autre chose qu'un droit de créance à son titulaire et qu'elle ne peut pas, par conséquent être utilisée par la pratique pour unir les travailleurs aux capitalistes par des droits d'associés. L'action de travail en représentation de l'apport travail ne ferait selon nous, si on la tient pour une part bénéficiaire, qu'établir une créance contre la société au profit des ouvriers ; il ne saurait en être autrement si l'on veut utiliser les cadres actuels de la société anonyme. On ne peut donc pas comprendre les droits d'actionnaire véritable que les partisans de l'actionnariat veulent créer par le moyen de la part bénéficiaire.

La part bénéficiaire est considérée comme une créance contre la société par de nombreux auteurs en doctrine et par la presque unanimité des arrêts, à l'exception de celui que nous avons rapporté plus haut (16 nov. 1904, Req.). M. Wahl (1) pose ainsi le problème : « Le droit du porteur de parts est nécessairement un droit : sur le patrimoine de la société, en un mot une part sociale ; ou contre la personne morale qui constitue la société, en un mot une créance. Si donc l'on parvient à démontrer que la part de fondateur n'est ni une action, ni une part sociale autre qu'une action, on aura simplement établi qu'elle constitue une créance. »

(1) Sirey, 1898, II, p. 89.

Et en effet aucun versement en valeur ou en nature n'entrant dans la composition du capital social n'est fait par le porteur, alors que l'article 1^{er} de la loi du 24 juillet 1867 et l'article 34 du Code de commerce exigent un versement par chaque actionnaire.

Cet argument a une portée considérable et nous interdit absolument d'assimiler la part bénéficiaire à une action. L'appréciation en capital des services rendus à l'action des services futurs est impossible. On a dit toutefois que la loi de 1867 ne pouvait pas être invoquée contre les parts de fondateurs, puisqu'elle n'en avait pas parlé. Et pourtant, il serait singulier de vouloir comprendre dans le capital des sociétés anonymes des valeurs que la loi de 1867 n'a pas voulu y voir incluses. Les règles de constitution, comme de vérification et d'approbation des apports sociaux sont impératives. Il y a des prescriptions relatives au capital en numéraire, il y en a d'autres concernant les apports en nature, il n'y en a aucune pour les parts bénéficiaires, mais ce n'est pas une raison pour les établir en fraude des règles constitutives du capital social.

Les porteurs de parts sont des tiers par rapport à la société. Ils ne participent pas aux pertes, ils ne concourent pas aux assemblées.

La non participation aux assemblées est un indice certain quoi qu'on en dise, en faveur de la part bénéficiaire analysée comme une créance. Tous les actionnaires ont un droit d'entrée à l'assemblée générale.

rale. La loi du 1^{er} août 1893 a reconnu, malgré l'opposition des statuts eux-mêmes, le droit aux porteurs d'unités d'être valablement représentés à l'assemblée générale et l'on peut dire que l'une des conséquences absolues de la qualité d'actionnaire est le droit d'immixtion dans les affaires sociales. Or, les statuts n'ont jamais consenti ce droit aux porteurs de parts et *ils ne peuvent pas le consentir*. Les projets d'action de travail, faisant de l'ouvrier un porteur de parts ne peuvent pas se comprendre, puisqu'ils reconnaissent à l'ouvrier des droits d'entrée ou de représentation à l'assemblée générale. Les seuls actionnaires de capital y doivent être admis, sans cela la loi de 1867 fixant les majorités nécessaires à la validité d'un vote, et exigeant une certaine majorité représentant une fraction du capital social en numéraire serait lettre morte. Et puis une réforme législative ne peut pas elle-même imposer une semblable disposition, parce qu'alors elle détruirait absolument les garanties nécessaires du régime de la société anonyme, et nous savons avec quelle ardeur les partisans de l'action de travail tiennent au mode de sociétés à responsabilité limitée qui en est la contre-partie nécessaire.

Les parts bénéficiaires n'exposent pas non plus leurs titulaires aux pertes, ce qui crée également un préjugé favorable à notre thèse. On pourrait peut-être dire encore qu'une manière de participation aux pertes existe pour les porteurs de parts de fondateurs proprement dites, c'est-à-dire les parts de ceux

dont les soins et les services ont amené la constitution de l'être social, et qui lors de la mauvaise réussite des affaires industrielles voient disparaître la rémunération légitime des services rendus.

Mais en tous cas, il ne saurait en être de même pour les services futurs que représenterait l'action de travail créée à l'origine même de la société. La participation aux pertes ne serait qu'un manque à gagner, qu'une perte de bénéfices espérés. Dans l'actionnariat à forme collective, dans la société à participation ouvrière par exemple, la part de l'actif revenant aux actions de travail en cas de dissolution de la société serait répartie entre tous les salariés proportionnellement à leur salaire annuel. Mais il faut songer que la dissolution n'aura lieu normalement, qu'en cas de mauvaises affaires, c'est-à-dire à un moment où l'actif social sera insuffisant pour amortir intégralement les actions de capital qui doivent être remboursées avant les actions de jouissance, avant les parts bénéficiaires de travail. Que si au contraire l'industrie est prospère, aucune appropriation individuelle de la part de travail n'étant dès lors possible (sauf le cas exceptionnel de dissolution), l'ouvrier en est toujours réduit à sa part de bénéfices, et ne peut pas espérer une augmentation de valeur de son apport. L'inaliénabilité des parts du travail empêche ce résultat équitable. Qu'est-ce à dire, sinon que la dissolution n'étant vraiment probable qu'en cas de pertes, ce sera l'apport capital seul qui les supportera et chaque ouvrier ne souffrira

jamais que du manque d'un bénéfice supplémentaire du reste inespéré.

Dans la proposition de M. F. Rome où le titre de travail est individuel, où l'apport travail ne donne pas naissance comme dans le système précédent à un stock d'actions représentatives de cet apport (dont les bénéfices sont ensuite répartis entre tous), mais où l'entrée d'un ouvrier dans une entreprise de production crée immédiatement à son profit un titre de travail, le principe de la participation aux pertes paraît s'affirmer davantage. Le titre de travail a une valeur individuelle, toute personnelle, qui grandit avec l'ancienneté et l'habileté de l'ouvrier, qui affirme ainsi la récompense de services rendus et n'a pas seulement une valeur théoriquement fixée. Ce titre peut faire l'objet d'une négociation, moyennant un prix de vente fixé aux risques et périls des contractants, puisque ce titre est essentiellement viager. On conçoit alors que sa valeur puisse varier suivant l'état de l'industrie où est employé l'ouvrier. Le titre peut alors tomber à zéro et faire souffrir son titulaire d'un réel dommage ; la participation aux pertes paraît de ce fait bien mieux assurée par le titre de travail individuel. La participation individuelle aux bénéfices emporte la participation individuelle aux pertes.

Ce qu'il faut dire, c'est que, si l'on veut tenir l'apport-travail, pour une part bénéficiaire, il n'est pas possible de le considérer comme faisant naître autre chose qu'une créance contre la société, donnant droit à

une part annuelle de bénéfices. « Le porteur de parts, dit M. Thaller (1), ne fait point partie des associés. Il est comparable à un obligataire, qui aurait non un coupon d'intérêt fixe, mais un coupon variable et qui en outre, ne pourrait prétendre au remboursement du principal. » Le rapprochement peut être fait entre le porteur de parts et l'obligataire ; l'obligataire ayant prêté une somme d'argent a droit à la restitution de la somme prêtée, dans les limites fixées par la convention statutaire. Le porteur de parts ne peut y prétendre. L'obligataire a un titre portant une valeur nominale, ce qui ne peut être exact pour les parts. Enfin le droit de l'obligataire sur l'actif prime celui de l'actionnaire ordinaire et *a fortiori* celui du porteur de parts.

Étant des créanciers de la société, les porteurs de parts seront liés à la société par un contrat ; la société a contracté envers eux une promesse, celle de les admettre au chiffre de bénéfices qui leur est assuré. Cette société ne peut pas, par un vote de ses actionnaires introduire dans le régime des bénéfices une modification ; cette modification serait un acte unilatéral auquel les porteurs de parts n'ont point adhéré (1). En un mot les porteurs de parts peuvent être comparés aux ouvriers intéressés aux bénéfices, qui ont une créance sur la société pour le paiement de leur portion de bénéfices, comme ils en ont une pour leurs salaires.

(1) Thaller, *Traité*, 4^e éd., n° 639 ; voir également note Thaller, Paris, 16 juillet 1896, D. 1899, II, p. 361.

Ces considérations nous conduisent à affirmer que l'action de travail telle qu'on l'a conçue ne peut être une part bénéficiaire, parce qu'on a voulu donner à l'ouvrier les droits d'associé de l'entreprise et que la part de fondateur ne pourrait jamais lui donner que ceux de créancier.

b) *L'action de jouissance de travail serait représentative d'apports en industrie.* — Les auteurs ont-ils alors voulu s'en référer à un autre principe juridique; ont-ils voulu utiliser une autre forme de titre d'actions? Jusqu'ici, nous avons recherché quel sens l'on pouvait bien donner au mot action de jouissance de travail; pour quelques-uns la part bénéficiaire serait une action de jouissance, nous venons de voir qu'à notre sens la part bénéficiaire ne saurait être tenue pour telle. Voyons donc les autres sens d'action de jouissance. Quand on parle d'action de jouissance de travail, il peut s'agir des actions de jouissance autres que celles résultant du remboursement du capital (1), d'actions de jouissance émises dès l'origine de la société en représentation d'apports en industrie et rétribuées par la simple participation aux bénéfices.

Parmi les actions dont l'ensemble forme le capital social, les unes sont des actions de numéraire, les autres des actions d'apport. Ces actions d'apport peuvent être émises en représentation de biens immatériels ou simplement de travaux que les fondateurs apportent à la société, stipulant en retour une part de bénéfices.

(1) Voir plus loin section II, 2°.

Les fondateurs qui ont fait des apports peuvent également stipuler à leur profit des avantages particuliers qui sont soumis (art. 4 et 24 de la loi de 1867) à la vérification et à l'approbation en assemblée générale. Ces avantages particuliers peuvent être stipulés « non seulement à raison des services rendus par les fondateurs à la société en la constituant, mais en représentation du travail de gestion ou autre qu'ils s'engagent à lui donner pour l'avenir » (1). Ils peuvent consister, dit-on, soit en un traitement fixe ou proportionnel, soit en des parts de fondateur. Enfin, pour rémunérer les fondateurs de leurs services rendus ou à rendre, on peut aussi leur délivrer des actions dites actions de prime, actions industrielles ou actions de jouissance. Ces actions diffèrent entre elles sur certains points, mais d'une façon générale, elles confèrent à leurs titulaires des droits beaucoup plus étendus que les parts bénéficiaires. Elles semblent à première vue répondre au but des promoteurs de l'action de travail.

Les actions industrielles sont parfois appelées aussi des actions non payantes ; dans ces actions, l'apporteur, au lieu de verser dans le fonds social des valeurs susceptibles d'évaluation pécuniaire directe apporte simplement sa compétence, ou son crédit ou son travail. L'action d'apport correspondant à un apport matériel qui peut être évalué directement, puis qu'il entre dans le capital social, confère au por-

(1) Thaller, *op. cit.*, n° 530.

teur les mêmes droits qu'une action de capital correspondant à un versement en numéraire. Les actions industrielles au contraire, n'ayant pas contribué à la formation du capital statutaire ne donnent droit qu'à une part dans les dividendes, mais nullement à une quote-part du fonds social (1). De l'avis de plusieurs auteurs, il serait néanmoins possible de déroger statutairement à cette dernière règle. Donner aux actions dites industrielles un droit à une quote-part du fonds social serait licite, puisque le législateur lui-même a, dans l'article 1853 du Code civil, donné l'exemple d'une évaluation *a priori* pour les apports en industrie : Art. 1853 du Code civil, al. 2... « A l'égard de celui qui n'a apporté que son industrie, sa part dans les bénéfices ou dans les pertes est réglée comme si sa mise eût été égale à celle de l'associé qui a le moins apporté. »

Il faudrait toutefois, pour que cette clause fût légitime et ne risquât pas de tromper les tiers que ces actions industrielles, conférant un droit sur le capital ne constituent pas une division du capital et cela en raison même du principe absolu de la souscription intégrale du capital social. (Loi du 24 juillet 1867, art. 1^{er}) (2).

Les actions en représentation d'apports d'industrie donneraient droit à participer à la gestion de l'entre-

(1) Dalloz, Répertoire au mot *Société*, n° 1107. *Supplément*, même mot, n° 859, 860, etc.

Lyon-Caen et Renault, tome 2 du *Traité*, n° 560.

(2) Les auteurs qui admettent la validité des actions en représenta-

prise, par l'entrée aux assemblées générales d'actionnaires, tout comme les actions en représentation d'apports en nature.

Critique. — Il semble que ces actions de jouissance d'un genre spécial répondent bien aux intentions qu'ont voulu réaliser les partisans de l'action de travail : les travailleurs apportent dans la société la valeur promise de leurs services futurs et sont rendus en retour de véritables associés de l'entreprise, associés aux bénéfices, à la gestion, copropriétaires peut-être d'une partie de l'actif social.

Et pourtant nous ne pouvons souscrire au moyen juridique d'actions de travail ainsi présenté.

Cette espèce d'actions de jouissance ne nous paraît pas licite et possible dans notre droit ; parce que les principes de la société anonyme ne nous permettent pas de l'admettre. « Il n'est pas démontré du tout, dit M. Thaller (1), que le type de l'action de jouissance soit licite en dehors des cas d'actions de capital remboursé, ni qu'on puisse en représentation d'un apport d'industrie émettre des actions. »

Voici, en effet, les arguments péremptoires à notre tion d'apports en industrie discutent sur la question de savoir, s'il serait légitime de les soumettre à l'obligation de l'article 2 de la loi de 1893 (art. 3 de la loi de 1867) de n'être négociables que deux ans après la constitution définitive de la société. Pour nous, nous ne croyons pas que cette obligation puisse se déduire des textes de la loi ; ce serait toutefois désirable. La majorité des systèmes d'actions de travail refusant la négociabilité du titre par principe, la question n'offre pas d'intérêt pour notre matière spéciale

(1) Thaller, *op. cit.*, n° 640.

sens qu'on a fait valoir contre cette sorte particulière d'actions ; ces arguments sont, nous le répétons, même valables au point de vue législatif, car l'admission de la légitimité des actions industrielles conduirait à l'abandon des principes essentiels de la société sous la forme anonyme.

Et tout d'abord ces actions industrielles de jouissance ne peuvent point donner un droit sur le fonds social ; leurs titulaires ne pourraient pas prendre part au partage de l'actif. Tout le monde est d'accord pour affirmer que les actions n'ayant pas contribué à la formation du capital en sont toujours exclues. Même ceux qui trouvent dans l'article 1853 du Code civil, un argument pour donner un droit sur le fonds social à ces actionnaires, reconnaissent que ces actions resteraient un droit social latéral aux actions, non inclus dans le capital et que cela ne se peut pas concevoir autrement. L'article 1853 du Code civil ne doit en aucune manière être invoqué ici ; le texte ne nous permet pas de dire que les actionnaires de jouissance d'industrie aient un droit sur l'actif social ; il ne fait rien autre chose que de fixer la quotité de la participation si elle est restée imprécise par les statuts.

De plus, ces actions d'industrie qui tiennent à la fois de l'action d'apport et de la part bénéficiaire sont bien différentes des actions d'apport à un autre point de vue auquel elles ne peuvent se soumettre (nous avons vu précédemment qu'on ne pouvait considérer la part de fondateur comme une action de jouissance).

Les actions d'apport doivent être entièrement libérées. La loi du 16 août 1893, article 3, a modifié ainsi qu'il suit l'article 3 de la loi de 1867. « ... Les actions représentant des apports devront toujours être intégralement libérées au moment de la constitution de la société... »

Les actions représentant des apports d'industrie, de services futurs ou de travaux futurs, ne peuvent jamais satisfaire à cette condition de la loi ; l'apport en industrie est par définition même un apport *successif* ; il n'est intégralement réalisé qu'à la double condition d'être non interrompu et de se prolonger jusqu'au terme fixé par les statuts.

C'est dire que l'apport de services futurs par le travail n'est pas un apport intégralement libéré et ne peut par conséquent pas être représenté par un droit d'actionnaire. La promesse des services futurs fera naître une créance éventuelle à des bénéfices, mais non un droit d'associé, elle donnera naissance à une part bénéficiaire au sens où nous l'entendons et pas à autre chose.

M. Thaller (1) a fait valoir d'autres considérations à l'appui de cette théorie. « La loi ne dit pas, dit-il, que tout apport licite dans une société au sens de l'article 1833, alinéa 2 du Code civil, puisse être représenté par une action, par une part sociale négociable.

L'action est, au contraire, une partie intégrante du

(1) Thaller, *op. cit.*, n° 640.

(2) Lyon-Caen et Renault, t. II, n° 560 *ter* et 690.

capital (art. 34, C. com., 1^{re} loi de 1867). Le mot « capital » ne comprend que des valeurs susceptibles d'être inventoriées et de former un gage pour les créanciers. Comment y intégrer de simples services? »

Il y aura une grande difficulté à décider quelle est la valeur exacte de ces services et surtout on ne saura pas si l'on doit ou non les faire figurer dans le capital social. Ce serait fictivement augmenter le capital et donner à la société un actif trompeur que de les ajouter à l'ensemble des apports en nature ou en argent. Aussi a-t-on proposé une solution intermédiaire; la légalité de l'émission dépendrait du point de savoir si d'après les statuts, ces titres doivent ou non constituer une division du capital social. S'ils constituent une division du capital social, s'il est dit, par exemple, que la société est fondée au capital de 500.000 francs divisé en 1.000 actions de 500 francs et que cent de ces actions sont distribuées gratuitement à certaines personnes, en récompense d'apports d'industrie, l'émission est illégale, puisqu'elle a pour résultat de produire un déficit de 50.000 francs dans la caisse sociale, contrairement au principe de la souscription intégrale du capital social. Mais s'il est dit, au contraire, que la société est fondée au capital social de 450.000 francs divisé en 900 actions de 500 francs et qu'en outre 100 actions sont attribuées à des apporteurs d'industrie, le principe de la souscription intégrale du capital est respecté et l'émission doit être considérée comme licite.

Pour que les actions de jouissance ainsi créées fussent valables, il faudrait donc que les apports d'industrie ne fussent pas compris dans le capital social ; nous avons vu, d'autre part, qu'elles ne peuvent donner droit à aucune part du fonds social et pourtant leurs titulaires feraient partie des assemblées générales. Des difficultés considérables se rencontreraient pour le calcul des règles applicables à la constitution de l'assemblée générale. « On ne saura plus, dit M. Thaller (1), d'après quel quorum calculer le chiffre nécessaire de présence aux assemblées générales : sur le capital augmenté de l'évaluation des services, ou sur le capital effectif, ce dernier étant seul apte à voter ? »

On peut conclure que ces actions de jouissance d'industrie sont irrégulières et illicites, qu'elles ne peuvent être incluses dans le capital de l'entreprise. Les actions de jouissance de travail ne peuvent donc pas, à notre sens, prendre cette forme. L'apport en industrie ne se conçoit pas sous la forme d'actions. Le principe de la participation aux bénéfices étendu par le droit de communication des livres serait une réforme autrement juridique.

(1) Thaller, *op. cit.*, n° 640.

SECTION II

De la nature juridique de l'amortissement des actions

La plupart des projets d'actions de travail, comme nous l'avons vu, ne demandent pas au législateur d'établir tout d'un coup un nouveau mode de production plus juste, plus équitable et respectant les droits des travailleurs

MM. Parsons et Antonelli (1) en exposant la justification de leur système, rapportent les paroles suivantes de M. Ribot (dans son manifeste aux électeurs sénatoriaux du Pas-de-Calais 1908) : « Tout se transforme dans le monde... L'essentiel est que l'ascension des plus humbles se fasse pacifiquement, à proportion du développement intellectuel et moral des travailleurs. Imaginez qu'on peut abolir d'un coup les anciennes disciplines de l'industrie et fonder par la violence un ordre nouveau, c'est préparer au peuple des travailleurs les plus cruelles déceptions et au pays les plus funestes déchirements. »

Ces paroles expriment fort bien dans quel esprit l'on voudrait tenter la plupart des réformes de participation ouvrière au capital. Certains auteurs voudraient que le législateur consacrat un nouveau modèle de société dont les éléments soient plus justement répartis et qui, par le fait même donnerait plus

(1) *La Revue*, 1909, *op. cit.*, p. 218.

de confiance aux ouvriers comme aux employeurs ; c'est par exemple le projet du Comité de la Démocratie sociale ; il n'aurait pour personne un caractère obligatoire et s'imposerait par lui-même en quelque sorte. Les autres, et ce sont les projets que nous devons actuellement analyser au point de vue juridique, ne veulent que transformer progressivement les rapports du capital et du travail ; ils prennent les sociétés par actions telles qu'elles existent et veulent utiliser la pratique de l'amortissement pour diminuer peu à peu les droits du capital au profit du travail ; non point par une brusque expropriation, mais à l'aide de cette manière de prévoyance que plusieurs sociétés ont librement acceptée d'elles-mêmes.

Parmi les sociétés qui ont pratiqué l'amortissement du capital, il y en a qui l'ont déjà utilisé en faveur de l'actionnariat, ce sont celles qui ont créé l'actionnariat capitaliste ; elles s'en sont tenues à l'amortissement du capital par rachat des actions. Les projets d'actions de travail proprement dites se fondent au contraire sur l'amortissement suivi de création d'actions de jouissance ; ce sont ces derniers qui ont introduit le principe de l'obligation le légitimant par le fait que leur procédé ne porterait aucune atteinte à l'industrie, puisqu'il ne produirait ses effets que progressivement.

1° *L'amortissement par rachat des actions.* — On peut définir ainsi l'amortissement des actions :
« L'amortissement des actions est l'épargne des béné-

fices destinés à réduire le plus possible les charges sociales et la rémunération du capital-actions. »

Deux méthodes principales d'amortissement des actions sont mises en pratique : tantôt la société à l'aide de bénéfices prélevés achète des actions qui sont annulées, tantôt les actions à amortir chaque année sont déterminées par voie de tirage au sort. Les titres ne sont pas annulés, mais remplacés par de nouveaux titres dits actions de jouissance.

Ces deux méthodes d'amortissement (1) des actions

(1) Le mot d'amortissement prête à une extrême ambiguïté et on l'emploie dans des sens très divers. En notre matière des sociétés, il est usité pour décrire deux opérations bien différentes : *l'amortissement industriel* et *l'amortissement du capital*.

Des capitaux se sont rassemblés ; une société s'est fondée pour la création ou l'acquisition d'un fonds industriel ou commercial. Les capitaux se sont transformés en valeurs les représentant ; les unes sont des valeurs circulantes, les autres des valeurs immobilisées. Ces dernières sont sujettes à une certaine dépréciation au cours de la société ; elles subissent chaque année par l'usure une diminution de valeur. La société au moment d'établir son bilan annuel prélève alors sur les produits de l'affaire et inscrit à son passif une somme destinée à compenser la moins-value d'usure et à assurer ainsi la valeur vraie de son actif, c'est là le mécanisme de l'amortissement industriel.

C'est si l'on veut, la compensation au moyen de richesses nouvelles de la déperdition éprouvée par les valeurs représentatives du capital de formation. Il a pour but, en amenant la perpétuité des capitaux fixes de ménager le retrait total des apports au jour de la liquidation.

La seconde opération d'amortissement bien distincte de la première est l'amortissement du capital, c'est-à-dire la restitution aux actionnaires par la société de l'apport qu'ils lui avaient fait.

Cette seconde opération est à première vue contraire à la notion

ont été employées en vue de fonder l'actionnariat ouvrier. Le rachat a tout d'abord été usité par les industriels qui ont consenti à ce que leurs ouvriers devinssent leurs coassociés véritables par le moyen de la participation aux bénéfices. Les sociétés industrielles en question se rendent acquéreurs des actions de leur propre société, puis par versements successifs prélevés sur les bénéfices leur revenant, les ouvriers libèrent ces titres d'actions et en deviennent propriétaires comme n'importe quel capitaliste.

Le rachat des actions a été également le procédé juridique des sociétés dites à participation ouvrière. Afin que tous les ouvriers deviennent acquéreurs des actions au même taux, la direction rachète en bloc un certain nombre d'actions pour les recéder immédiatement après à son personnel. Enfin quelques projets d'actions de travail proprement dites partent de ce mode d'amortissement (1).

même du titre d'associé qui n'est pas par essence un titre remboursable, puisqu'il constitue une part de copropriété dans l'entreprise.

(1) M. Mildé dans son système de société à capital remboursable par le travail ne fait pas autre chose que d'utiliser le procédé de rachat des actions par la société elle-même. Seulement au lieu de faire revivre le titre d'action au profit seulement du nouvel acquéreur-ouvrier qui l'a réglé avec ses bénéfices, il maintient pendant un certain temps un titre d'action de jouissance au profit du précédent capitaliste.

Ce mode d'actionnariat capitaliste peut se résumer néanmoins en un rachat à une valeur double de la valeur nominale.

On comprend très bien les critiques que lui adresse M. Gide : « c'est un mécanisme un peu compliqué, dit-il, et dont la complication ne paraît pas suffisamment justifiée par le désir d'allécher le capital

Que l'acquisition des actions par les ouvriers soit faite directement, c'est-à-dire qu'une portion de la part des bénéfices leur revenant soit consacrée à racheter les actions de la société (1), ou bien au contraire que la direction rachète les actions elle-même pour les revendre aux ouvriers, l'opération de l'amortissement ainsi faite est parfaitement licite, parce qu'elle est toujours réalisée au moyen des bénéfices et des bénéfices seuls de la société (2).

C'est là en effet une des conditions absolues de la validité de ce procédé d'amortissement ; si le rachat des actions n'était pas pratiqué avec des bénéfices, il aboutirait à réduire illégalement le fonds de la société. Si la société rachetait ses actions au moyen de son capital, cela reviendrait à rembourser un actionnaire de sa mise sans aucune publicité. Les créanciers pourraient demander la nullité de cette opération qui serait illicite.

Si au contraire des bénéfices sont disponibles, rien n'empêche une société de pratiquer alors le rachat

en le remboursant deux fois. Pourquoi deux et pas trois ou dix fois ?
Ch. Gide, *op. cit.*, p. 17. »

(1) C'est là en effet le procédé réalisé en particulier, comme nous l'avons vu, par l'Imprimerie van Marken à Delft et par toutes les sociétés qui se sont transformées peu à peu en sociétés coopératives de production. Voir titre I : L'action propriété temporaire de l'ouvrier. Ch. II, p. 154 et suiv.

(2) La Société anonyme des Mines de Montigné près de Laval nous donne un exemple de réalisation pratique de ce système, depuis décembre 1905, par délibération de l'assemblée générale. Voir p. 28 et suiv.

de ses propres actions (1). Juridiquement la société qui rachète une de ses actions réunit sur sa tête (2) par la théorie de la confusion juridique deux qualités opposées; le rachat emporte sortie complète de l'actionnaire de la société; l'acquisition est complète: l'ancien actionnaire ne conserve aucun droit. Les actions rachetées ne sont pas immédiatement dans les systèmes d'actionnariat recédées aux ouvriers ou plutôt elles ne leur sont cédées que progressivement. Elles réintègrent pendant quelques temps le patrimoine de la société; elles ne sont pas indistinctement confondues dans l'actif social; elles conservent une certaine individualité. La société leur applique le dividende annuel; elle peut alors, au fur et à mesure de leur libération par la portion de bénéfices ouvriers reverser au participant une part de dividende proportionnelle à la portion libérée.

(1) Il faut noter que le procédé d'amortissement par rachat des actions peut être particulièrement avantageux pour une société suivant le moment où il est exécuté. Le rachat est particulièrement favorable pour la société, lorsque le cours de ses actions est au-dessous du pair, parce qu'il contribue à relever le cours des actions de la société; et il est en même temps moins dispendieux pour la société que l'amortissement au taux normal de souscription. Pratiquement une société capitaliste qui rachète une partie de ses actions pour les recéder ensuite à ses ouvriers peut réaliser une excellente opération financière avant de faire une œuvre sociale. Il y a là un danger pour la classe ouvrière: danger du manque de sécurité des épargnes ouvrières.

(2) Voir sur le rachat des actions d'une société par les administrateurs, Thaller, *op. cit.*, n° 664 à 668.

Une société industrielle pourrait même user de l'amortissement par rachat pour créer l'actionnariat ouvrier en l'absence de bénéfices. On admet la validité du rachat suivi de revente immédiate. Si la société fixe un délai maximum de libération des titres par l'ouvrier ou l'employé participant, on peut dire qu'elle rachète des actions au comptant et qu'elle les revend avec paiements échelonnés à des termes successifs. Son capital ne s'en trouve point entamé ; c'est une opération similaire à celle appelée report de bourse. « La société (1) remplace, sans aucun intervalle de temps son actif de caisse par une créance contre le reporté... » Si l'actionnariat donne les résultats que l'on attend de lui, si les ouvriers demeurent, grâce à lui, fidèles à l'entreprise qui les emploie, la créance de la société contre l'ouvrier acheteur du titre offrira beaucoup plus de sécurité que la créance contre l'acheteur à terme, créance toujours à la merci d'une baisse de bourse.

On a voulu ramener les deux procédés d'amortissement par rachat et avec création d'actions de jouissance à une seule et même notion juridique. On a dit que le second, l'amortissement par tirage au sort et avec action de jouissance était la vente conditionnelle des actions à la société sous condition de détermination de tirage (2). Le prix de vente serait dans

(1) Thaller, *op. cit.*, n° 667 *in fine*, § 6.

(2) S'il en était ainsi, on ne saurait comprendre dans la majorité des cas, qu'une société industrielle emploie la pratique de l'amortissement avec création d'actions de jouissance. Lorsque les actions de la société

ce système fixé à l'avance au taux normal ; les actionnaires courant un risque de ce fait, pour le compenser, la société leur maintient une partie de leurs droits, en les laissant devenir actionnaires de jouissance.

M. Godart dans sa proposition dit ceci en particulier (1) : « Si l'amortissement était autre chose qu'un remboursement, comment expliquer le mode d'amortissement qui consiste à acheter en bourse les actions de la société et à les annuler. Par cette opération qui est légale, la société entend bien, non point faire une répartition de bénéfices, mais supprimer des créances sur son capital et dégager ce dernier. »

Il y a du vrai, quand on dit que les conditions générales de l'amortissement avec création d'actions de jouissance sont les mêmes que celles du système du rachat. Mais nous ne pouvons pas comprendre l'opinion qui veut réduire ces deux procédés à une seule notion pas plus que celle qui veut tirer de l'un des modes d'amortissement des arguments en faveur de l'autre. La cession des droits d'associé, le rachat des actions doit

sont cotées au-dessous du pair, lors de leur amortissement, comment admettre que la Société achète à un prix majoré ce qu'elle aurait pu se procurer en bourse à des conditions meilleures ? L'argument fondamental qui détruit cette théorie est du reste celui qui affirme que la cession des droits d'associé doit forcément entraîner l'abandon de tous les droits que procurait cette qualité. (Cf. pour la critique de la théorie de l'amortissement-achat, Valéry. *Rev. générale de droit*, 1907, p. 316, et pour l'exposé et la défense de cette théorie, Bouvier-Bangillon. *Journal des Sociétés*, 1906, p. 145 et s.).

(1) Cf. Proposition Godart, n° 2487, page 4.

forcément entraîner l'abandon de tous les droits que procurait cette qualité et la survivance de certains avantages ne peut se concilier avec le système du rachat.

Nous n'avons pas du reste à poursuivre davantage l'analyse du système du rachat, parce que sa nature juridique se comprend d'elle-même, une fois que nous avons vu au moyen de quelles sommes et dans quelles conditions limitatives, il peut être effectué. Les entreprises industrielles qui en ont fait usage au profit de leurs employés ou ouvriers ont parfaitement agi dans les limites de la loi.

2° *L'amortissement des actions est suivi de la création d'actions de jouissance.* — On a voulu fonder, comme nous l'avons vu, l'action de travail sur le modèle de l'action de jouissance. L'action de jouissance (1) a été très discutée en ces derniers temps, et a donné lieu en doctrine aux plus grandes controverses. D'éminents auteurs ont successivement défendu plusieurs théories, pour chercher à préciser

(1) Thaller. *Annales de Droit commercial*, 1893, p. 265, 1895, p. 241. A propos des actions de jouissance, *Journal des Sociétés*, 1906, p. 482. *Traité*, n° 582 et s., 4^e éd.

Maria. *Étude sur l'amortissement des actions de jouissance et l'amortissement du capital dans les sociétés par actions*. Paris, 1906, avec préface de Thaller.

Morel. *Les actions de jouissance dans les sociétés par actions*. Thèse Paris, 1903.

Houpin. *Traité des sociétés*, édit. 1901, n° 929 et s. *Journal des sociétés*, 1905, p. 524.

Percerou. Note Dalloz, 1906, I, p. 193. Sirey, 1906, I, p. 25.

Bouvier-Bangillon. *Les actions de jouissance peuvent-elles être affectées par les administrateurs des sociétés anonymes à la garantie*

la nature du remboursement procuré à l'actionnaire, et partant celle de l'action de jouissance qui remplace le titre amorti. L'argumentation de M. Godart en particulier s'appuie sur le caractère de remboursement de capital qu'aurait l'opération d'amortissement, d'où les actions de jouissance sont sorties. Cette base de son argumentation est des plus contestables.

Nous allons essayer de dégager les notions juridiques que l'on a fait lutter l'une contre l'autre pour l'analyse de ce mode d'amortissement, et le choc de ces notions différentes aboutit pour nous à la destruction de l'idée de remboursement du capital en matière d'amortissement des actions. Il serait donc, à notre sens, impossible de décider qu'une fois les

de leur gestion ? *Journal des sociétés*, 1906, p. 145 et s. *Revue générale de droit*, 1906, p. 404 et s., réponse à Valéry.

Valéry. Les actions de jouissance. *Revue générale de droit*, 1906, p. 32 et s., p. 121 et s. *Revue générale de droit*, 1907, p. 110 et s., p. 208 et s., p. 316 et s., p. 481 et s., réponse aux théories de Thaller, Maria et Rouvier-Bangillon.

Lyon-Caen et Renault. *Traité de droit commercial*, t. II, p. 463 et s.

Ripert. De l'amortissement des actions. *Annales de droit commercial*, 1907, p. 372 et s.

Perroud. Critique de la théorie de Ripert. *Annales de droit commercial*, 1907, p. 435 et s.

Coutard. Des actions de jouissance. Thèse Dijon, 1906.

Plicquet. De l'amortissement des actions. Thèse Bordeaux, 1908.

Rist. Analyse de la théorie Valéry. *Revue d'économie politique* 1910, p. 91 et s.

Blanchet. Les parts de fondateurs. Thèse Paris, 1910.

actions amorties, on est en présence d'un capital libéré, d'une richesse créée, qui doit appartenir également au travail et au capital. Par l'amortissement suivi de création d'actions de jouissance, nous estimons que le capital de la société est demeuré sauf et que les fonds de l'action demeurent dans la société.

Il nous faut toutefois pour dégager ces conclusions, distinguer les *sociétés ordinaires* et les *sociétés concessionnaires*, et cela d'autant plus que les projets d'actionnariat ouvrier ont souvent considéré ces dernières comme étant celles où l'intervention de l'État était la plus légitime.

A. — *Des sociétés ordinaires.*

Nous envisagerons tout d'abord les sociétés ordinaires, c'est-à-dire les sociétés n'exploitant pas de concession de travaux publics, ou plutôt d'une façon générale, les entreprises dont le fonds d'exploitation ne consiste pas en un droit temporaire.

a) *Quelle est la nature des sommes employées à l'amortissement?* — L'amortissement des actions ne se fait qu'au moyen des bénéfices sociaux. Il semble en effet tout à fait naturel que l'on ne puisse pas le faire au moyen du capital, puisque celui-ci constitue le gage des créanciers sociaux, et que ce serait porter atteinte à leurs droits que de diminuer le gage pour rembourser les actionnaires.

Prenons l'exemple d'une société qui pratique l'amortissement de son capital et recherchons quel-

les sommes seulement peuvent être employées par elle pour le réaliser.

Soit une société au capital de 1 million divisé en 2.000 actions de 500 francs chacune, au moment où elle vient d'établir son bilan annuel. Les valeurs représentatives immobilisées du capital de la société étant portées à l'actif, cette société a pris soin d'inscrire au passif un chiffre d'amortissement d'immeubles ou de matériel, qui a été déterminé pour des causes diverses suivant la nature des choses.

Elle se trouve réaliser, étant dans un exercice prospère, un bénéfice net de 80.000 francs. Nous prenons à dessein l'exemple d'une société qui respecte consciencieusement la pratique de l'amortissement industriel, de façon que les raisons juridiques que nous ferons valoir s'appliquent par un *a fortiori* aux sociétés qui ne tiendraient pas compte, dans l'établissement de leur bilan, de la perte que subissent annuellement les valeurs fixes représentatives de leur capital social. Il sera décidé dans une assemblée, en vertu de la liberté laissée par les statuts, qu'une partie de ces 80.000 francs, 20.000 par exemple, seront prélevés afin d'amortir 40 actions de la société désignées par le sort (1), tout en laissant aux autres un dividende rémunérateur.

(1) En raisonnant sur le mode d'amortissement qui consiste à restituer leurs mises à un certain nombre d'actionnaires désignés par le sort chaque année, nous aurons également raisonné sur un autre système du même ordre attribuant chaque année à tous les actionnaires la même somme pour restitution partielle de leurs mises. Ce second

Comme on le voit, cette opération de la société n'est accomplie qu'avec les bénéfices nets. Pour la doctrine courante, ou plutôt pour la conception de fait qui avait prévalu jusqu'en ces dernières années, il s'agit là d'un remboursement par la société d'une partie du capital social. Le capital social n'en peut être affecté, puisque le remboursement est fait avec des bénéfices sociaux. La distribution de revenu aboutit ainsi à être une valeur représentative de la mise sociale. Suivant M. Valéry (1), qui a le premier

procédé est du reste beaucoup plus équitable et ne donne pas lieu à toutes les discussions juridiques se rapportant à la question de savoir si le rapport est dû par les actionnaires amortis au cas de mauvaises affaires de la société.

(1) M. Valéry, *Revue générale de droit*, 1906, p. 121, donne ainsi les avantages de la théorie du remboursement.

« Quand une société, s'autorisant d'une clause de ses statuts emploie une partie de ses bénéfices à verser à certaines de ses actions désignées par le sort une somme égale à leur valeur nominale, elle opère ainsi le remboursement aux porteurs de ces actions du capital qu'ils lui avaient apporté. Les opinions adverses sont influencées par la tendance qui porte à considérer les sociétés, particulièrement les sociétés par actions, comme régies par un droit particulier. Au contraire si on se persuade qu'une société commerciale est un commerçant, qu'elle est soumise, sauf pour sa constitution aux mêmes règles que les autres commerçants, bien des difficultés s'évanouissent. » M. Valéry affirme ensuite que la loi en interdisant toute atteinte au capital des sociétés ne vise que le capital nominal.

« La société est maîtresse de ses bénéfices. On objecte que la loi subordonne la validité de la société au versement d'une certaine partie du capital de chaque action et que le capital social, dont le montant inspire confiance aux tiers ne saurait être réduit sans une modification expresse des statuts. Mais la loi ne veut que garantir les souscriptions sérieuses et les créanciers sociaux contre les souscrip-

exposé doctrinalement cette conception qui est celle de la pratique, notre société ne doit pas en la matière être traitée autrement qu'un individu quelconque qui est commerçant. Elle ne fait qu'accomplir un acte auquel tout commerçant est le maître de se livrer dans son affaire personnelle. Un commerçant qui fait de très bonnes affaires peut avoir intérêt à retirer de sa maison de commerce, de son patrimoine commercial une trop grosse accumulation de bénéfices qui portent les capitaux de sa maison de commerce à un chiffre supérieur à ses besoins.

Il a la liberté n'est-il pas vrai, de retirer tout ou partie de cette somme et de l'employer ailleurs. Cette opération qui est parfaitement licite n'est autre chose que le retrait par ce commerçant d'une partie de son capital commercial. Qu'on ne vienne pas dire qu'il y a quelque anomalie à ce que les bénéfices puissent être considérés comme un capital, car c'est toujours ainsi que les capitaux se forment. La société par actions agit de la même manière que cet individu.

Il est possible de faire un rapprochement entre la situation du commerçant et celle de la société. Mais on peut discuter sur la nature juridique des sommes que ce commerçant retire de son exploitation. L'opération qu'il accomplit n'est pas autre chose que le retrait des caisses de sa maison de bénéfices dont il avait

tions purement fictives. Ces mesures sont très justifiées pendant la période constitutive de la société, mais après ? Son crédit ne souffre pas de ce remboursement qui ne peut se réaliser qu'avec les bénéfices nets sans atteinte au capital annoncé. »

simplement différé la perception, c'est-à-dire d'une somme constituant un revenu et non un capital. C'est aussi à l'aide de bénéfices non perçus, au moyen de bénéfices nets que l'amortissement s'opère dans notre société et cela ne porte nulle atteinte au capital social. Les sommes qui sont remboursées aux actionnaires ne proviennent pas en effet des réserves statutaires, c'est-à-dire de celles qui se réduisent parfois à la seule réserve légale de $\frac{1}{20}$ des bénéfices nets imposée par la loi (1). Les réserves statutaires font pour ainsi dire partie du capital social, en ce qu'elles sont reversées par les actionnaires en addition de leurs apports et il faudrait employer les formes pres-

(1) « L'art. 36 de la loi de 1867 impose aux sociétés anonymes la constitution d'une réserve intangible pendant la durée de la société. A la liquidation cette réserve légale sera répartie entre les actionnaires. Dirons-nous qu'il y a, à ce moment-là, distribution d'un dividende exceptionnel ? Évidemment non. Et pourtant la réserve légale a été constituée par un prélèvement de $\frac{1}{20}$ sur les bénéfices nets. » C'est ainsi que Ripert (*Annales de Droit commercial*, 1907, p. 373) exprime une objection faite à la thèse que nous défendons. Il est bien évident que les sommes constitutives de la réserve légale ont la même origine que celles constitutives des autres réserves. Mais on ne saurait en tirer argument contre la théorie du dividende exceptionnel. La réserve légale forme pour les créanciers un gage complémentaire du capital ; elle a pour but de parer aux pertes dans les années où il s'en produirait, alors que les réserves extrastatutaires sont destinées à permettre aux actionnaires le prélèvement éventuel d'une somme à titre de dividendes. C'est l'affectation des sommes prélevées sur les bénéfices qui fait naître la différence de régime entre les deux genres de réserves. Il ne suffit pas en effet de s'en référer à la nature des sommes employées à l'amortissement, mais au but de l'amortissement du capital.

crites de la réduction du capital social pour retirer quelque chose de ces réserves. Les sommes servant à l'amortissement n'ont pas cette origine. Elles sont retirées des réserves extrastatutaires que des actionnaires prévoyants avaient constituées avec des bénéfices non perçus. C'est dire qu'elles ne sauraient en aucune manière être des sommes représentatives de la mise sociale des actionnaires, et que l'amortissement des actions n'est autre chose qu'une attribution de bénéfices, à titre de bénéfices et non point de capital.

Cette seconde théorie principale, qui a été soutenue et brillamment développée en ces dernières années⁽¹⁾, répond à la réalité des choses et elle est tout à fait conforme à la pratique. L'amortissement se fait par une distribution spéciale de bénéfices; on ne peut pas dire qu'il constitue un dividende privilégié: ce mot de dividende en effet n'entraîne-t-il pas l'idée nécessaire que tous les actionnaires y ont pris part dans la même proportion. On peut dire que cet amortissement est simplement un prélèvement de bénéfices particuliers au profit de certains actionnaires; ce n'est point une portion du capital qui est rendue de ce fait à l'actionnaire. Nous verrons que la société ne saurait le considérer ainsi, mais ce que nous voulons retenir à ce point particulier de notre étude, c'est que non seulement la somme touchée provient de bénéfices, mais que ces bénéfices ne

(1) Cf. Morel, *op. cit.*, p. 94 et s.; Maria, *op. cit.*, p. 33.

peuvent être considérés comme représentant une partie du capital, puisque le capital social est demeuré intact. Les valeurs composant l'actif de la société sont restées immuables et n'ont pas varié d'un centime (1). M. Thaller dit à ce propos : « Il serait contradictoire de prétendre que le montant de l'action a fait retour à l'actionnaire et qu'il continue cependant à être intégré dans le capital. »

b) *L'amortissement dans les rapports de la société et des associés.* — La confusion qui règne dans les esprits provient de ce fait que les auteurs ne se sont pas entendus sur le but même de l'amortissement du capital.

Se plaçant successivement au point de vue de l'actionnaire et au point de vue de la société, ils ont raisonné à chacun des points de vue en faisant abstraction de l'autre et cherché à les concilier alors qu'ils étaient inverses. Ils ont tout d'abord discuté en matière d'actions, comme s'il se fût agi du remboursement des obligations. Le but de l'amortissement, a-t-on dit, n'est pas autre chose que de diminuer les charges sociales, que d'exonérer la société peu à peu le plus possible de la rémunération très lourde du capital social.

L'amortissement ne peut à la vérité éliminer un actionnaire (nous verrons en effet les droits d'un titulaire d'action de jouissance) mais il doit néanmoins

(1) Cf. Thaller. *Traité, op. cit.*, n° 587. *Journal des sociétés*, 1906, p. 483 et s.

supprimer à titre définitif les droits d'un créancier de la société. L'actionnaire n'a-t-il pas en effet une double qualité, n'est-il pas à la fois créancier et associé ? Il est créancier du montant de son apport titulaire il est vrai, d'une créance qui ne deviendra efficace qu'après que tous les créanciers sociaux auront été désintéressés. Il est aussi associé, copropriétaire de l'actif social et il a de ce fait un droit de participer à la gestion et aux chances de l'entreprise.

La pratique différencie ces deux caractères en distinguant le coupon d'intérêt et le coupon de dividende. L'amortissement n'a d'autre but, pour les partisans de cette idée, que de libérer à l'avance la société de cette créance d'apport que l'actionnaire possède contre elle. C'est là ce qui nous explique que la somme versée ait au regard de l'actionnaire le caractère de capital (1); c'est ce qui nous fait comprendre aussi la

(1) Les intérêts pratiques de la question de savoir si la somme reçue par l'actionnaire amorti constitue un capital ou un revenu sont considérables : si en effet on considère la nature de l'opération dans les relations de la société et de ses membres, la provenance des sommes est seule à considérer : des fonds prélevés sur les bénéfices ne sauraient constituer une restitution de mise ; mais si l'on se tourne dans une autre direction et que l'on cherche à dégager les rapports que ce versement des sommes fait naître entre l'actionnaire et ses ayants cause, la vérité change de face. Les conflits se trancheront d'après la destination que la somme doit recevoir. (Cf. Thaller, *Journal des Sociétés*, 1906, p. 486.) Nous devons appliquer ce principe, au cas où l'action amortie est grevée d'un droit d'usufruit, ou fait partie à titre de propre d'une communauté légale (D. 1890, I, p. 300. Sirey, 1878, I, p. 5) ; ces répartitions faites constitueront une part de capital au regard de

suppression du coupon d'intérêt, c'est ce qui nous permet de concevoir enfin que la somme versée à l'actionnaire amorti soit toujours égale au montant nominal de l'action (1). Cette analyse juridique du

l'usufruitier. Il en est de même pour la question de savoir si la somme amortie doit subir l'impôt de 4 % sur les revenus des valeurs mobilières; il faut encore ici décider non d'après la provenance des fonds, mais d'après le but qui est la reconstitution de la valeur d'apport.

(1) M. Perroud (*Annales de droit commercial*, 1907, p. 435) a appliqué cette théorie à l'analyse de l'amortissement des actions. Il conclut ainsi : « Le capital social n'est pas diminué. Dans les rapports de la société et de l'actionnaire, il y a remboursement ; dans les rapports de la société et des tiers, il y a distribution de dividendes extraordinaires. Il suffit d'un jeu d'écritures pour réaliser cette double vue. Bien que remboursé, l'actionnaire reste associé avec droit au dividende et au boni de liquidation ; créancier il ne l'est plus, actionnaire il le reste. »

Ces idées, suivant cet auteur, expliquent autre chose que l'amortissement, par exemple, la théorie des apports en industrie et celle des actions industrielles. L'apporteur en industrie, porteur d'une action industrielle est un associé qui n'est pas en même temps créancier d'apports. Il participe au coupon de dividende seul, et quant aux pertes, l'éventualité de ne toucher aucun bénéfice à raison de son industrie sera une suffisante contribution. Si l'on discute la légitimité des actions de prime, c'est que ce type d'action méconnaît précisément les conséquences de la distinction entre l'associé créancier et non créancier, en donnant au porteur droit à la fois au coupon d'intérêt pendant la durée de la société et lors de la dissolution au remboursement d'un capital qu'il n'a jamais versé. Enfin, suivant M. Perroud, l'apport étant exigé dans l'intérêt des associés et des tiers pour leur assurer un gage suffisant, l'amortissement dans une société prospère n'entame pas le capital et ne leur cause aucun préjudice.

M. Rist (*Revue d'Economie politique*, 1910, p. 91), distingue dans l'actionnaire d'une société un double personnage : le capitaliste et l'entrepreneur ; le premier a droit à l'intérêt de ses capitaux, le se-

droit de l'actionnaire ne nous paraît pas conforme à la vérité des choses. Cette thèse concède bien que la somme employée à l'amortissement soit un dividende extraordinaire dans les rapports de la société et des tiers, mais l'analyse en un remboursement d'une créance est en opposition absolue avec la notion d'associé. Qu'est-ce au reste qu'une créance douée d'un privilège à rebours, une créance qui n'a de droit qu'après que toutes les autres créances auront été désintéressées et qui obtient pourtant son remboursement avant toutes les autres !

La vérité est qu'on ne doit chercher exclusivement dans la diminution des charges sociales le but même de l'amortissement. Comme l'actionnaire amorti ne sort pas de la société (nous verrons dans quelles li-

cond aux profits de l'entreprise. Le remboursement de son action le scinde en deux ; il cesse d'être prêteur de capitaux à la société et par suite il cesse de toucher un intérêt ; mais il continue à rester entrepreneur et par suite, il touche un profit. Les porteurs d'actions de jouissance étant simples entrepreneurs et non plus capitalistes, ils n'ont droit qu'à la partie du capital reconstituée avec les bénéfices de la société.

Il est possible, suivant nous, de distinguer les deux caractères de créancier et d'associé, si l'on fait l'analyse de la notion d'actionnaire, mais cela ne signifie pas que l'amortissement est un remboursement de la créance de l'actionnaire. Les deux qualités de capitaliste et d'entrepreneur sont intimement liées l'une à l'autre ; si le créancier est remboursé de sa mise, sa situation dans la société devient la même que si aucune mise sociale n'avait été constituée par lui : sa participation aux opérations sociales cesse d'avoir toute *cause légale*. Malgré l'opinion de ces auteurs, on ne peut pas comprendre le maintien du coupon de dividende au profit de l'actionnaire de jouissance, puisque son titre d'associé a pour cause son titre de créancier.

mites), l'avantage que retire la société elle-même est de bénéficier du coupon d'intérêt qu'elle ne lui verse plus et qui accroîtra la formation d'une réserve spéciale pour l'amortissement. Mais d'un autre côté, elle se sépare de réserves considérables qui pourraient un jour lui être fort utiles. Voyons la pratique en effet. Deux situations peuvent se présenter :

Ou bien notre société distribue à certains actionnaires une somme égale au capital nominal de leurs actions pour la seule raison qu'elle doit obéir à ses statuts. En promettant des tirages d'amortissement par statuts, elle a fait escompter à ses futurs souscripteurs l'espoir d'être restitués de leurs mises dans le capital social ; elle les a ainsi engagés à souscrire. Elle n'a inscrit la pratique de l'amortissement dans ses statuts que pour ce but même. Pour rester dans les limites de notre hypothèse elle a convenu qu'il n'aurait lieu qu'en cas de bénéfices nets au-dessus d'un certain chiffre ; mais qu'on ne vienne pas dire qu'en ce faisant elle diminue les charges sociales, car il se pourrait faire qu'au cours de son existence, elle regrette de ne pouvoir conserver par devers elle des réserves importantes et même qu'elle soit obligée d'émettre un emprunt pour les remplacer.

Ou bien notre société a au contraire trop de réserves sociales extrastatutaires correspondant à son capital nominal ; leur rémunération lui est une charge certaine et elle pratique bien volontiers alors l'amortissement de ses actions. Elle est contrainte par exemple de placer ses réserves en fonds d'État à 3 % et

de payer 5 % à ses actionnaires sur ces réserves. Cela ne veut pas dire qu'elle rembourse aux actionnaires la mise qu'ils avaient faite. Elle ne fait que distribuer des bénéfices accumulés et faire œuvre de prévoyance pour l'actionnaire dont elle amortit le titre.

Nous arrivons ainsi à cette conclusion que la somme versée à l'actionnaire amorti constitue toujours un bénéfice privilégié que la société lui remet. L'actionnaire pourra considérer la somme comme le remboursement de sa mise, mais nous n'avons pas à envisager ce point de vue, ne devant nous occuper ici que des rapports de la société avec les associés et avec les tiers. On ne peut donc pas tirer du but de l'amortissement un argument en faveur de la thèse du remboursement de la mise de l'associé.

c) *Droits de l'actionnaire de jouissance.* — Et du reste peut-on parler de remboursement, puisque l'amortissement ne diminue pas le nombre des ayants droit au capital social à la dissolution de la société.

L'actionnaire dont le titre est amorti demeure actionnaire, il possède un nouveau titre, il est dit actionnaire de jouissance ; nous allons voir comment on peut remonter des caractères de fait de l'action de jouissance à la nature juridique de l'amortissement s'analysant en une distribution de bénéfices. Aucun des caractères de l'action de jouissance ne s'oppose à concevoir ainsi l'amortissement et nous verrons qu'au contraire la plupart de ces caractères

sont inconciliables avec l'idée d'un remboursement.

Et tout d'abord, les titulaires d'actions amorties continuent à être actionnaires. Si leur mise leur a été restituée, on ne peut pas concevoir en vertu de quel droit, ils le sont encore. La restitution de la mise serait une diminution du capital social, qui entraînerait l'exclusion de la société pour son bénéficiaire. Le capital social ne saurait être diminué, puisqu'il doit demeurer le gage des tiers qui contractent avec la société (1).

Aussi les adversaires de la thèse que nous défendons, se servant quand ils en ont besoin de la notion de bénéfices nous montrent-ils que le capital social nominal de la société demeure intact en cette circonstance et que ce remboursement n'est effectué qu'avec les valeurs actives de la société à la fin de l'exercice, et non pas avec le secours du capital nominal. L'amortissement ne s'opère qu'à l'aide des sommes corres-

(1) Cf. Thaller, *Journal des sociétés*, 1906, p. 481 et s. M. Thaller dit en substance : Le capital ne peut demeurer invariable et l'action qui en est la quote-part être remboursée. On ne peut pas étendre la notion du capital à toute valeur produite par le jeu des opérations de la société. Le capital est une valeur fixe, un minimum d'actif dont la société ne doit pas se dessaisir, sous peine de manquer à la parole donnée aux tiers; l'actif est au contraire essentiellement variable. On ne saurait parler de remboursement d'apports tout en affirmant que le capital a conservé son chiffre. Rembourser un actionnaire, ce serait le retrancher du cercle des ayants droit au capital social. Dès que ce deuxième résultat n'est pas atteint, le premier n'a pas pu se réaliser d'avantage. Ce que la société a servi à l'actionnaire après tirage est une valeur de revenu et ne peut donc être la mise elle-même envisagée dans son principe et son fondement.

pondant à la différence entre le montant nominal du capital et les valeurs disponibles. Ceci est parfaitement exact, mais il y a alors quelque contradiction à soutenir le remboursement d'un capital dont on défend d'autre part le maintiende l'intégralité absolue. Nous avons vu du reste que la provenance des sommes employées à l'amortissement s'oppose à l'idée d'un remboursement du capital à l'aide de ces sommes.

Et puis comment comprendre l'action de jouissance si l'opération de l'amortissement suppose une restitution de l'apport? Un actionnaire a-t-il fait à notre société un apport en nature, un apport d'un immeuble par exemple? Les actions viennent à être amorties; peut-on parler ici de remboursement? (1) La vérité des choses est de considérer que les actionnaires ont conformément au but de l'article 1832 du Code civil mis en commun des capitaux en vue de partager plus tard le bénéfice qui sera réalisé. A la fin de l'exercice que nous envisageons, notre société a la chance de faire de gros bénéfices et tout fait prévoir à ses administrateurs la continuation de de cette heureuse fortune. Au jour de la liquidation, si aucun amortissement du capital n'a été fait, il se trouvera donc des valeurs disponibles que les actionnaires devront se partager entre eux. Non seulement leurs mises leur seront restituées, mais ils prendront part au partage du boni de liquidation.

(1) Bouvier-Bangillon. *Revue générale de droit*, 1906, p. 405.

L'amortissement n'est pas autre chose qu'une avance qui leur est faite sur ce boni de liquidation. Ce boni de liquidation ne doit pas être tenu à notre sens pour une distribution de capital, mais pour un profit à répartir entre tous les actionnaires (1).

Cette opinion qui a été soutenue est conforme aux caractères de fait de l'action de jouissance :

1° Elle ne change pas en effet la nature de l'action. L'action de jouissance est de même nature que l'action de capital. Son titulaire a toujours droit de participer aux assemblées générales ; ou d'être administrateur. On ne conçoit pas au contraire le maintien de ce droit avec le remboursement de l'apport ; nous ne disons pas que l'actionnaire qui a retiré son apport doit être considéré comme s'il n'en avait pas, car il a contribué à la formation et surtout à la viabilité de la société ; mais le remboursement de son apport nous interdit de le considérer comme un actionnaire ordinaire.

2° L'idée d'une distribution de bénéfices explique également le maintien de son droit au dividende et la suppression de son droit à ce qu'on est convenu d'appeler le coupon d'intérêt. Sans l'amortissement, la société aurait dû payer à cet actionnaire l'intérêt d'une part de réserve correspondante à ses droits. Du jour où elle lui remet cette part, elle n'est plus tenue de le lui verser. On peut supposer qu'elle lui fait l'avance d'une somme sur le boni de liquidation et

(1) Cf. Valéry, *op. cit.* ; Ripert, *op. cit.* ; Thaller, *op. cit.*, n° 588.

lui retient l'intérêt de cette somme dont il aurait pu n'être investi qu'au jour de la liquidation.

3° L'actionnaire de jouissance ne s'affranchit pas par ce nouveau titre des obligations des articles 1855 et 1867 du Code civil ; il continue à participer aux pertes. On peut dire sans subtilité que l'actionnaire de jouissance ne sera pas restitué de sa mise à la liquidation de la société en cas de mauvaises affaires de celle-ci. Si elle vient en effet à périlcliter, il n'aura plus de chance de retrouver l'apport qu'il avait fait. Sans doute, il aura reçu à l'amortissement une somme équivalente à cet apport et il pourra personnellement s'il lui convient se considérer comme à l'abri de toute perte de capital ; mais l'espoir des profits que tout actionnaire a le droit d'avoir lui sera refusé. Le principe de la participation aux pertes se trouve respecté.

4° Celui de l'égalité entre tous les actionnaires l'est également. L'actionnaire de jouissance, à la dissolution de la société ne prendra part à la distribution de l'actif social qu'après que tous les autres actionnaires auront été remboursés de leurs mises. L'actif de notre société est par hypothèse suffisant pour les rembourser tous. Peu importe alors à ce moment comment nous appellerons la restitution de la somme égale au montant nominal de l'action. L'actif en effet sera réalisé et comme en notre matière, il s'agit en réalité de conceptions fictives, nous dirons que les actionnaires non amortis recevront à titre de capital la somme que les actionnaires de jouissance auront autrefois reçue à titre de bénéfices, ou bien au contraire

les actionnaires de capital commenceront par prélever une somme équivalente aux bénéfices distribués aux actionnaires de jouissance, et la restitution des apports sera ensuite opérée pour tous. Ce qu'il y a de plus simple est de considérer les actionnaires amortis comme ayant reçu une avance sur le boni de liquidation.

Que si au contraire l'actif de la société est insuffisant à sa dissolution pour désintéresser les actionnaires non amortis, la règle de l'égalité absolue des actionnaires doit s'incliner devant la volonté formellement exprimée de l'assemblée générale de tous les actionnaires. Ceux-ci en effet n'ont fait autre chose qu'une répartition de bénéfices qu'ils avaient le droit de faire. Certains auteurs (1) ont en effet soutenu qu'il pouvait y avoir lieu à rapport par les actionnaires de jouissance des sommes qui leur ont été

(1) Cf. Valéry, *Revue générale de Droit*, 1907, p. 208. « L'amortissement constitue une opération anticipée de partage qui peut soumettre ceux qui en ont bénéficié à l'opération du rapport (argument d'analogie avec l'art. 1075 du Code civil). Il peut y avoir rapport, si, à sa dissolution, la société ne peut rembourser le capital apporté aux porteurs d'actions non amorties. La théorie du rapport peut être étendue au partage des sociétés (art. 843 C. C.). »

Cf. la réponse qui en a été donnée par Bouvier-Bangillon, *op. cit.* : « L'art. 843 parle de dons et legs ; il faudrait alors pour pouvoir appliquer le texte, considérer l'actionnaire amorti, comme ayant reçu une libéralité ; par le jeu de l'amortissement, l'actionnaire ne s'enrichit pas, il reçoit une somme capitale, qui, additionnée avec la valeur du droit qui lui reste (action de jouissance) correspond à la valeur de son ancienne action de capital. Donc il est inadmissible de parler d'avancement d'hoirie, ni de rapport de ce chef. »

versées ; faut-il en induire que l'amortissement est une opération anticipée de partage et partant un remboursement du capital ? Nous ne discuterons pas cette question qui déborde le cadre de notre étude. L'obligation au rapport va en effet à l'encontre du but de l'amortissement que nous avons posé et supprime l'avantage de l'amortissement par tous les dangers qu'elle entraîne. Si l'on tient à parler d'égalité parfaite entre tous les actionnaires, nous croyons que l'égalité sera rompue au préjudice de l'actionnaire amorti à qui au bout de plusieurs années on viendra réclamer la somme d'amortissement. Il n'aura plus touché le coupon d'intérêt pour les 500 francs qu'il a reçus et il devra rapporter. Des difficultés pratiques considérables suivraient d'ailleurs ce rapport des sommes versées.

D'autres auteurs (1) considérant l'amortissement des actions comme un prêt fait à l'actionnaire amorti ont voulu faire intervenir le rapport des dettes.

Tous ces arguments ne nous inclinent pas à considérer l'amortissement comme un remboursement du capital et rien ne s'oppose à tenir le versement de la somme à l'actionnaire pour une répartition de profits légalement faite à cet actionnaire.

(1) Ripert. *Annales de Droit commercial*, 1907, p. 372.

B. — *Des sociétés concessionnaires.*

Nous faut-il nous en tenir à cette conception doctrinale pour toutes les sociétés? L'espèce sur laquelle nous avons discuté jusqu'ici est celle d'une société qui pratique régulièrement l'amortissement industriel, c'est-à-dire diminue à chaque exercice le montant des valeurs immobilisées dans son actif d'une somme destinée à maintenir toujours cet actif à sa valeur vraie. Elle ne pratique l'amortissement des actions que sur ses bénéfices nets, elle en suspend l'exercice dans les années où ils font défaut.

Toutes les sociétés n'ont pas ce respect de la prévoyance et des principes juridiques. Les unes qui sont des sociétés pourtant comme la nôtre pratiquent l'amortissement en tout état de cause. Ce faisant, elles commettent un acte illégal, laissant de côté le principe absolu de la fixité du capital social, détruisent le gage promis aux créanciers et s'exposent à ce que les créanciers sociaux en cas de mauvaises affaires, exigent le rapport de la somme remboursée.

Les autres sont les sociétés concessionnaires et nous leur devons une étude spéciale. Nous nous demanderons encore ici dans quel but est pratiqué l'amortissement des actions et à quel titre un actionnaire reçoit une somme représentative de la valeur de son action.

a) *Quel est donc le but de l'amortissement dans*

ces sociétés concessionnaires? — En général l'autorité qui concède (que ce soit l'État, les départements ou les communes) ne s'occupe pas de la mise en état de l'affaire et laisse ce soin à la société concessionnaire. Celle-ci va donc employer une partie de son capital, parfois même tout son capital à cette mise en état. Il se peut même qu'elle soit obligée de recourir à des emprunts pour l'exploitation proprement dite de la concession qui lui a été faite.

Les cahiers des charges des autorités concédantes contiennent en général en ces matières une des solutions suivantes : 1° Ou bien les travaux à l'expiration de la concession feront gratuitement retour à l'autorité concédante ; 2° Ou bien les travaux seront rachetés par l'autorité suivant un prix fixé à l'avance, ou à de certaines conditions à l'expiration de la société.

Le plus souvent le prix a été fixé à l'avance, inférieur au coût d'établissement des travaux, ou plus souvent encore l'autorité concédante estimant que la société concessionnaire a été très largement rémunérée par les recettes de l'exploitation stipulera le retour gratuit à son profit de tout ou partie des travaux exécutés. Le matériel roulant d'une compagnie de transport doit seul constituer par exemple à l'expiration de la concession la valeur représentative du capital social. Les actionnaires ne retrouveront donc plus à l'expiration de la concession l'équivalent de leurs mises. C'est ici qu'intervient l'amortissement des actions ; c'est même dans ces

sociétés-là qu'il est apparu, c'est même ces sociétés qui l'ont répandu autour d'elles. Ce seul exposé de la situation nous présente l'amortissement comme ayant lui aussi un but de prévoyance. La plus grande partie du capital de la société concessionnaire est représentée par des valeurs qui doivent lui échapper au jour de l'expiration de la concession. Si on ne procédait pas à l'amortissement des actions, et si on ne prélevait pas chaque année sur les bénéfices une somme destinée à donner aux actionnaires l'équivalent de leurs mises, une fois la société parvenue à son terme, il serait impossible de restituer aux actionnaires le montant de leurs apports. Le but que la société a eu en vue est de permettre aux actionnaires de reconstituer leurs mises et cette nécessité s'impose dans ces sociétés concessionnaires plus particulièrement, puisque la plus grande partie de l'actif est destinée à tomber à zéro.

b) Dégageons maintenant la provenance des sommes employées à cet amortissement et recherchons *à quel titre un actionnaire reçoit une somme représentative de la valeur de son action.*

Les sociétés concessionnaires en général ne tiennent compte pour l'établissement de leur bilan que des recettes nettes d'exploitation, autrement dit elles font ressortir le montant de leurs bénéfices tout simplement de la comparaison de leurs recettes avec leurs dépenses, et ce n'est qu'après, si elles le font qu'elles tiennent compte de la diminution de valeur que subit l'objet de leur exploitation pour l'établis-

sement de leur tableau d'amortissement des actions. On ne peut donc pas dire que ce soit comme dans les sociétés ordinaires avec un profit qu'elles amortissent leur capital, mais c'est avec une portion de ce capital lui-même. Les bénéfices dont nous venons de parler ont un montant supérieur à la réalité. Les valeurs actives de la société s'appauvrissent tous les jours, et la société continue pourtant à les inscrire au taux de leur valeur d'origine.

C'est bien donc à titre de remboursement du capital que les actionnaires reçoivent la restitution de leurs mises, et cela se comprend, puisque la société sait à l'avance quelle sera la valeur de l'actif à l'expiration de la concession et que les actionnaires ne pourront espérer de boni de liquidation.

Cette pratique est en opposition absolue avec celle de l'immutabilité du capital social, gage des créanciers sociaux. C'est pourtant celle des compagnies de chemin de fer depuis leur origine. Au point de vue spécial des compagnies de chemins de fer, on a justifié cette dérogation aux principes en disant que leurs statuts sont antérieurs à nos lois actuelles sur les sociétés ; et puis le décret qui les constitue a autorisé en même temps la garantie de l'État pour donner confiance à leurs créanciers (1).

Mais le problème est à discuter pour les sociétés concessionnaires récentes et cela d'autant plus que

(1) Cf. Thaller, *Traité*, n° 589, et *op. cit.*, p. 483.

« On peut défendre, dit M. Thaller, la pratique des compagnies de

l'on voudrait fonder l'actionnariat ouvrier sur ce principe d'amortissement.

Il est bien certain que nous sommes ici en présence d'une atteinte absolue à l'intégrité du capital social ; pour que ce capital demeure immuable, il faudrait que la société mît de côté le prélèvement qu'elle destine à l'amortissement et qu'elle le gardât par devers elle de façon à ce que la compagnie ait un actif suffisant en regard du capital social.

On a voulu justifier pour les sociétés concessionnaires cette atteinte aux principes juridiques. Les seules personnes en effet à considérer ici sont les créanciers de la société dont on a essayé de légitimer la disparition du gage par des considérations pratiques pour ainsi dire ; on a dit en effet que ce n'est pas l'emploi même de l'amortissement qui leur cause ici préjudice. Si le remboursement du capital n'avait pas eu lieu, rien n'interdirait aux actionnaires de se distribuer annuellement à titre de dividendes les sommes que nous avons vu être prélevées pour l'amortissement. A leur point de vue personnel, par annuités toutefois, ils seraient restitués dans leurs mises, mais la situation des créanciers n'en serait point améliorée.

On a voulu également chercher la justification de chemin de fer, en la décomposant, en un remboursement anticipé mais avec la clause tacite que le capital remboursé serait sujet à rapport, au cas improbable de revers et de cessation de paiement. La compagnie aurait placé une partie de ses ressources chez ses actionnaires eux-mêmes. »

notre amortissement dans la matière de l'usufruit (1), enfin on a présenté une autre théorie (2).

Il ne faut pas prétendre, a-t-on dit, qu'à l'expira-

(1) Cf. Valéry, *Revue générale de Droit*, 1906, p. 121. Suivant cet auteur, l'estimation de la concession ne décroît pas suivant une progression constante. On ne tient pas compte des travaux faits ou des succès obtenus qui augmentent la valeur de la concession. M. Valéry compare la société concessionnaire à l'usufruitier d'une rente viagère qui fait les fruits siens sans être tenu de compenser la diminution de la valeur de la rente (art. 588 à 598 du Code civil).

(2) Cf. Morel, *op. cit.*, p. 145 et s.

« La diminution du compte d'établissement provient, non pas du fait de la société, mais de l'approche de l'expiration de la concession. L'autorité concédante est un créancier privilégié. Le fait qu'un créancier ait une sûreté n'implique pas que les autres créanciers aient le droit d'exiger que la valeur de cette sûreté soit reconstituée par leur débiteur à leur profit. »

M. Morel a soutenu ainsi l'opinion de la légitimité de l'amortissement dans les sociétés concessionnaires, puis il a analysé cet amortissement en une distribution de bénéfices extraordinaires. Il a enfin répondu, au moyen de la théorie que nous avons exposée à l'argument qui consiste à dire qu'il y aura peut-être dans les sociétés concessionnaires des actionnaires remboursés et des créanciers qui ne seront pas payés. « Il y a simplement, a-t-il dit (*op. cit.*, p. 151), des actionnaires qui ont reçu des bénéfices, quand l'inventaire le permettait, et il y a des créanciers qui n'ont pas été payés parce que leurs créances n'étaient pas échues. Cela est fort juste, car la société peut invoquer la fameuse formule : Qui a terme ne doit rien. C'est aux créanciers à prendre leurs précautions. »

Cette théorie affirme qu'il convient de déroger aux règles ordinaires de la fixité du capital social pour faire le calcul des bénéfices de la société concessionnaire; cet auteur conclut à la légitimité de la pratique courante des sociétés concessionnaires qui font ressortir le montant de leurs bénéfices de la comparaison de leurs recettes avec leurs dépenses, et cela en raison de la créance privilégiée de l'auto-

tion de la concession, l'actif de la société a disparu, il a simplement changé de propriétaire ; au lieu d'appartenir à la société, il appartiendra à l'autorité concédante. On peut très bien admettre que la concession est faite à titre onéreux, et que l'exploitation qui a été concédée est la contre-partie des travaux nécessaires. Les créanciers de la compagnie concessionnaire seront-ils en droit d'exiger au cours de la société la reconstitution de leur gage ? Non point, la disparition apparente du capital social n'est autre chose qu'un paiement fait à un créancier qui possède une sûreté, le droit d'être payé de préférence à tous autres. En d'autres termes, l'autorité concédante est un créancier privilégié.

On ne saurait à notre sens, justifier par ces systèmes l'amortissement dans les sociétés concessionnaires. La loi du 15 juillet 1845, article 8 et suivants (1) a permis aux compagnies de chemin de fer, d'entrer en fonctionnement, avant le versement du quart de leurs actions. Mais cette disposition exceptionnelle

rité concédante. C'est avouer néanmoins que l'amortissement des actions s'opère avec une portion du capital et cela nous suffit pour le déclarer illégal.

(1) M. Thaller, *op. cit.*, p. 481, émet l'idée que les compagnies de chemin de fer ne font pas autre chose que ce que font, toutes différences gardées, les compagnies d'assurance sur la vie. Le fonds des primes, appelé réserves mathématiques, est fréquemment employé en avances faites aux assurés sur leurs propres polices, avances qui se régleront en moins prenant, lors de l'échéance des contrats. Les compagnies de chemin de fer placeraient leurs fonds de reconstitution sur les actionnaires eux-mêmes.

ne saurait s'étendre aux autres sociétés concessionnaires qui ont usé du principe de l'amortissement d'après leur exemple. Les sociétés dont le fonds d'exploitation consiste en un droit temporaire doivent respecter pour leurs créanciers le principe de la permanence de leur capital ; elles doivent prélever chaque année sur les bénéfices des sommes destinées à constituer un fonds de reconstitution du capital et cela seulement est très légitime. Du reste, parmi elles, les sociétés vraiment prévoyantes usent de cette pratique. Considérer l'autorité concédante comme un créancier privilégié ne résout pas les difficultés. En dehors du fait que cette conception ne se fonde sur aucun texte de lois, il est bien certain que les créanciers souffriraient singulièrement de l'adoption d'un semblable principe dans la pratique jurisprudentielle ; et puis cette théorie supprimerait même l'obligation au rapport qui serait pourtant ici indispensable comme correctif.

On peut toutefois déclarer que l'amortissement dans les sociétés concessionnaires est légitime dans deux cas. Et tout d'abord, si le fonds de reconstitution du capital existe, l'amortissement des actions a lieu avec les sommes provenant du supplément de bénéfices non distribués ; dans cette hypothèse, il est fondé de la même manière que dans les sociétés non concessionnaires. Et puis, il y aurait le cas où les réserves constituées par la société seraient inutiles et gênantes. Les sociétés concessionnaires n'étant pas en effet comme les autres sous la loi de la concurrence, n'ont pa

besoin de rajeunir à chaque instant leurs installations principales ; les sociétés ordinaires doivent au contraire constamment modifier leur outillage pour aboutir au moindre prix de revient. On comprend alors que parfois, il soit inutile et même dangereux à certaines sociétés concessionnaires de conserver par devers elle des sommes qu'elles ne retiendraient que pour la restitution des apports. La remise immédiate de ces sommes à l'actionnaire leur enlève le souci de leur conservation et les actionnaires y trouvent la satisfaction de recevoir l'entier produit des opérations de la compagnie. Mais bien entendu cette dernière situation entraînerait, au cas où la compagnie cesserait d'être *in bonis*, le remboursement aux créanciers de la somme ainsi versée à l'actionnaire amorti, non pas en tant que rapport de mise irrégulièrement rendue, mais à titre de remboursement d'une avance faisant partie de l'actif de la société.

Nous concluons donc que l'amortissement des actions dans les sociétés ordinaires ne peut s'analyser qu'en une distribution exceptionnelle de bénéfices et qu'il est illégitime dans les sociétés concessionnaires, parce qu'il n'est plus accompli qu'avec les sommes représentatives de l'actif social, ou que, tout au moins, si on peut le pratiquer, il donnera aux créanciers en cas de perte ouverture à une action en remboursement contre l'actionnaire amorti (1).

(1) Nous passons volontairement sous silence toutes les difficultés pratiques de ce recours des tiers.

Est-il donc légitime de fonder sur l'amortissement du capital le droit des ouvriers à une part de ce capital ? On ne saurait le prétendre. Dans les sociétés ordinaires, le capital est demeuré intact, dans les sociétés concessionnaires, il n'y a, si l'on veut, dans certains cas, qu'un remboursement provisoire et ces deux notions sont bien évidemment insuffisantes à établir juridiquement le droit du travail par la disparition du droit du capital.

Les systèmes d'actions de travail qui se sont appuyés sur le caractère de remboursement de l'opération d'amortissement, ne sauraient donc à notre sens être utilisés pour établir au point de vue juridique la reconnaissance de l'apport-travail dans les sociétés anonymes (1). Les projets partant de ce

(1) M. Brouilhet (*op. cit.*, p. 75), après avoir exposé la proposition Godart, développe les inconvénients qu'il y aurait à encourager la pratique des actions de jouissance, malgré qu'il admet l'idée d'un remboursement du capital. « L'amortissement du capital, dit cet auteur, est souvent plus dangereux qu'utile. Ce qui fait la force et l'utilité sociale des sociétés anonymes, c'est que jusqu'ici elles ont pu procéder aux accumulations indispensables de capitaux. Or amortir son capital, avant d'avoir terminé sa propre carrière, c'est pour une société s'affaiblir inutilement par anticipation et détruire morceau par morceau le gage substantiel de ses créanciers, de sa clientèle et des pouvoirs publics qui défendent les intérêts de sa clientèle... L'amortissement réel du capital est un fait qui s'explique le plus souvent par des situations exceptionnelles... La création d'actions de jouissance du travail ne nous semble donc pas une opération qu'on doive ni généraliser ni souhaiter de voir se généraliser : mais le sort des actions de travail est réservé... »

principe ne feraient pas autre chose que d'établir une limite légale des droits des capitalistes, ce qui arrêterait sans doute le développement des sociétés par actions.

CHAPITRE II

De l'Avenir de l'Action de Travail

Que faut-il donc conclure des systèmes rendant l'ouvrier capitaliste? Ont-ils des chances de se développer, d'avoir l'approbation de la classe ouvrière et d'être favorisés par les patrons? Doivent-ils même être encouragés et sous quelles formes particulières? Les nécessités de la pratique sont-elles assez péremptoires pour que l'on songe à introduire en notre matière le principe de l'obligation? Autant de questions auxquelles il nous faut répondre. Le but principal qu'on a voulu viser en élevant les ouvriers à la participation au capital a été en leur donnant plus de droits de leur donner par contre-coup plus de responsabilités. Mais le problème est difficile à réaliser, puisque la propriété du capital, pour être utile doit être accessible à tous les travailleurs; il faut qu'ils puissent tous être appelés à en bénéficier, même ceux qui ne possèdent rien autre chose que leur salaire.

La participation simple aux bénéfices a bien mal réussi. On attribue son manque de succès à sa définition même. La plupart des patrons en effet n'ont pas voulu ou pas pu lui donner une extension suffi-

sante; ils ont fait valoir qu'elle ne pouvait être équitable, si elle ne se corrigeait pas par la participation aux pertes.

Il nous faut tenir compte pour apprécier les systèmes d'action de travail et pour escompter ou nier leur succès des inconvénients pratiques qu'a manifestés l'application de la simple participation aux bénéfices. Ce dernier principe a produit peu de résultats (1) et la cause du peu de développement de la participation au capital dans le monde industriel doit être cherchée à notre sens, la plupart du temps, dans le fait que les organisations d'actionnariat n'ont éliminé qu'imparfaitement les inconvénients de la participation ouvrière aux bénéfices. M. Souchon (2) a fait ressortir deux obstacles à la participation aux bénéfices qui nous paraissent primordiaux.

La participation aux bénéfices ne change en rien

(1) Voir compte rendu de la réunion annuelle de la Société d'Économie sociale. Communication de M. Souchon et discussion le 3 juin 1907. Rapporté dans la *Réforme sociale* (1^{re} et 16 juillet 1907) et dans le *Bulletin de la participation aux bénéfices*, 1907, p. 144 à 163. M. Souchon a exposé et réfuté les arguments contraires à la participation aux bénéfices.

M. Gide reproduit dans le rapport sur l'Économie sociale de 1900 les chiffres du rapporteur spécial M. Trombert; en 1900, il y avait dans le monde entier environ 250 maisons pratiquant la participation aux bénéfices; 88 en France, 84 en Angleterre, 32 en Allemagne, 23 aux États-Unis et une quinzaine éparpillées par groupes de 3 ou 4 en Suisse, en Belgique, en Hollande et en Italie. 250 maisons sur l'ensemble des industries du monde..., autant dire rien.

(2) Souchon, *op. cit.*, p. 147 et 148.

la mentalité ouvrière actuelle de l'ouvrier qui est de considérer le patron comme un ennemi. Par la participation les ouvriers sont et restent des salariés ; ils ne considèrent le supplément de rémunération qui leur est offert par le bénéfice que comme une restitution qui leur est faite par les capitalistes. Au lieu d'y voir une manière d'association, ils ne se représentent la part de bénéfices que comme un moyen patronal destiné à enrayer leurs revendications futures. Ils ne sont pas encouragés de ce fait à travailler de façon supérieure, ils ne s'y croient point obligés. L'intérêt qu'ils ont à cette combinaison est vraiment trop dilué ; ils préfèrent de beaucoup le sursalaire ou le salaire à la tâche qui leur donnent des avantages plus immédiats. Ce sont là les raisons qui font que la participation aux bénéfices n'empêche pas les coalitions ouvrières et les mouvements de grève.

D'autre part, la grande cause d'insuccès de la participation aux bénéfices réside dans les défauts de la répartition ou plutôt de la distribution des bénéfices aux ouvriers. Ces bénéfices ouvriers sont ou bien distribués en espèces à chacun des employés à la fin de chaque exercice, ou bien ils sont consacrés par eux à des œuvres de prévoyance ouvrière ; ces deux procédés sont également mauvais. Enfin, la distribution des bénéfices du travail en fin d'année constitue un danger, parce qu'elle rend irréguliers, les budgets de la classe ouvrière ; elle habitue les travailleurs à un certain supplément de luxe dans les

bonnes années et ne laisse que des mécontents dans les années suivantes.

Si les bénéfices sont consacrés à des œuvres de prévoyance, les ouvriers n'y voient pas d'intérêt immédiat et la participation n'a aucune influence sur eux. M. Souchon dit même à ce propos : « Les ouvriers y voient un vol patronal, parce que, disent-ils, les institutions de prévoyance que crée le patron avec l'argent de la participation, il serait peut-être obligé de les avoir sans elle. Dès lors, on l'accuse d'assurer des charges, qui sont naturellement les siennes, avec l'argent des ouvriers. Et il y a là un germe de défiance. »

Voilà en quelques lignes les inconvénients très sérieux qui démontrent l'insuffisance de la participation aux bénéfices. Ils sont extrêmement connus. Ce que nous devons nous demander, c'est si une certaine forme de participation au capital les a éliminés ou peut les éliminer.

L'action de travail capitaliste, et l'action de travail proprement dite ont surtout voulu remédier au dernier inconvénient que nous venons de signaler. Elles ne sont pas autre chose que des modes de distribution des bénéfices ouvriers. Il nous faut toutefois dès l'abord remarquer que seules les actions de travail individuelles font disparaître à ce point de vue les erreurs de la participation aux bénéfices. Les actions de travail collectives laissent subsister tous les désavantages de la distribution des parts de bénéfices.

*Examen critique des différents systèmes
d'actionnariat.*

1° *L'action de travail individuelle.* — L'action de travail individuelle a été très mal jugée par les auteurs qui ont proposé une réforme du régime actuel de la production capitaliste. Suivant la formule de l'un de ces auteurs, on pourrait exprimer en quelque mots le but à atteindre : au travail le salaire, au capital l'intérêt, à tous deux le profit. L'action de travail capitaliste est loin de réaliser cet idéal et empêche même qu'il se réalise. Elle fait participer les ouvriers successivement aux avantages actuellement reconnus aux capitalistes, mais l'injustice n'en subsiste pas moins (1). Au lieu d'améliorer le régime, elle créera un antagonisme entre les ouvriers eux-mêmes. Cet inconvénient s'applique bien entendu également aux actions de travail individuelles proprement dites.

S'il s'agit des actions de travail capitalistes, de celles qui sont payées au moyen de l'épargne ouvrière elle-même, parmi les ouvriers les uns épargneront davantage ou plus facilement que les autres ; s'il s'agit de celles acquises et libérées par la part de bénéfices, la même inégalité se produira parce qu'il ne sera pas possible de ne pas consentir aux meilleurs

(1) De M. Boissard, professeur à la Faculté libre de droit, rapporté par Souchon, *op. cit.*, p. 152.

et aux plus anciens ouvriers une portion de bénéfices supérieure à celle des autres ; s'il s'agit enfin d'action de travail individuelle proprement dite, chaque ouvrier ne devra pas équitablement être investi des mêmes droits dans la part du travail ; tout ouvrier embauché dans une entreprise de production ne recevra pas un titre d'action de travail de valeur équivalente. Il naîtra de ce fait un certain antagonisme au sein même de la classe ouvrière. « Dans une usine, dit M. Boissard (*op. cit.*), où il y aura des ouvriers ayant déjà quelques actions et des ouvriers n'en ayant pas, les ouvriers actionnaires vont être hostiles à toutes les revendications purement ouvrières. Ils sauront bientôt compter qu'ils n'ont pas intérêt à une augmentation de salaires, parce que l'augmentation des salaires se traduira pour chacun d'eux, par une diminution de bénéfices sur les actions plus grande que ce qu'ils gagneront, et ainsi on n'aura pas du tout fait disparaître le conflit social. On aura seulement placé ailleurs la coupure qui est entre les deux camps. La bataille, au lieu d'être entre les capitalistes de maintenant et les ouvriers, sera entre les capitalistes grossis d'un certain nombre d'ouvriers propriétaires et la masse des ouvriers, non propriétaires. Et ceux-ci destinés à être toujours les plus nombreux seront exaspérés par des résistances venant de leur classe. Les syndicats rouges n'en seront que plus violents. »

On conclut de cette argumentation que l'action ouvrière ne doit pas être recommandée comme solu-

tion des conflits du capital et du travail ou en tous cas qu'elle doit être collective. Nous ne croyons pas à la vérité de ces déductions.

L'action individuelle serait à notre sens au contraire la seule qui produirait des résultats effectifs. Les objections qu'on lui a faites, comme la précédente ne s'appliquent qu'aux systèmes restrictifs d'actionnariat ouvrier, c'est-à-dire aux systèmes qui ne reconnaissent pas à tous les ouvriers le droit de devenir actionnaires. Certaines entreprises en effet, nous l'avons vu, limitent le droit aux ouvriers agréés par la direction ; il est légitime de mettre certaines conditions telles que l'ancienneté au droit d'acquérir des actions ; mais pour que l'action individuelle ait chance de réussite auprès des ouvriers, il faut que tous aient la possibilité d'y parvenir.

Un autre argument très puissant celui-là que l'on a fait valoir à l'encontre de l'action individuelle est celui que l'on exprime par le manque de sécurité des épargnes ouvrières (1). Il est très dangereux, a-t-on dit, d'entraîner l'ouvrier dont les ressources sont modestes dans tous les risques de la vie industrielle.

Cet inconvénient a été corrigé pratiquement dans une certaine mesure par toutes les clauses d'inaliénabilité ou d'aliénation limitée que l'on a insérées dans les statuts. On a voulu éviter que les ouvriers

(1) Cet argument a été exprimé en particulier par M. Souchon, *op. cit.*, p. 151.

devenus actionnaires devinssent des spéculateurs et l'exemple du Trust de l'Acier nous confirme dans la nécessité de trouver un remède à l'évaporation progressive des épargnes ouvrières. La clause de rachat des actions ouvrières par la société a été également employée. Mais ce moyen-là lui aussi est insuffisant et dangereux, d'abord, parce qu'il grève la société d'une véritable charge sociale, et puis parce que le remboursement forcé aboutit à transformer la nature juridique de l'action ouvrière, au point d'en faire presque une obligation. C'est à ce résultat d'ailleurs que certaines maisons industrielles se sont arrêtées (la maison Japy frères par exemple), elles ont parfaitement réussi du reste, mais les ouvriers n'ont aucune part importante dans la direction des affaires et ne prennent pas par conséquent une conscience suffisante des droits qui leur sont consentis et reconnus. A la fin de ce chapitre, nous examinerons à nouveau cette question pour prendre parti sur le moyen qui nous semble être le meilleur pour la protection des épargnes ouvrières.

Malgré les correctifs qui ont été apportés aux modes d'actionnariats capitalistes, nous devons néanmoins constater le peu de résultats qu'ils ont produits, tout au moins ceux qui se sont fondés sur la libre souscription des actions par les ouvriers. Parmi eux, il en est pourtant qui ont réussi ; les essais tentés par le Trust de l'Acier ou par le Bon Marché en sont la preuve ; mais on peut dire que le principe ne s'est pas répandu. Les expérimentations sont res-

tées isolées. M. Gide (1) a dit très exactement de ce moyen d'actionnariat : « En ce qui concerne l'acquisition des actions par voie d'achat, il est clair qu'il n'y a rien autre chose à faire qu'à le recommander à la bonne volonté des patrons et des ouvriers et sans grand espoir de le voir se généraliser, moins encore du côté des ouvriers que du côté des patrons, car étant donné l'état d'esprit des ouvriers actuellement, il n'y en aura encore guère qui consentiront à apporter ou à laisser leur argent au patron pour avoir l'honneur et l'avantage de devenir ses associés. » Nous ajouterons à ces motifs toutefois les raisons suivantes. Nous croyons que l'action ouvrière individuelle a donné peu de résultats, parce que les employeurs n'ont pas vraiment rendu leurs ouvriers associés de leur entreprise. Sans doute, les protections données aux ouvriers par l'actionnariat sont insuffisantes, mais d'autre part, toutes les restrictions dont les règlements patronaux ont entouré les droits de l'ouvrier, n'ont jamais permis à celui-ci de considérer l'affaire où il apportait ses capitaux comme son affaire propre. N'y a-t-il pas aussi des entreprises où les employeurs n'ont accepté les ouvriers comme actionnaires qu'au prix de l'abandon d'une partie de leur liberté. Parmi les sociétés dont nous avons fait l'étude, les expériences qui ont donné le moins de résultats ne sont-elles pas celles de Sir Christopher Furness qui disait à ses ouvriers à peu près ce qui suit : « Je

(1) Gide, *op. cit.*, p. 11 et 12.

vais vous retenir 5 % sur vos salaires ; je vais capitaliser ces 5 % ; cela vous vaudra un intérêt de 4 %. Quand il y aura des bénéfices vous toucherez, outre vos 4 % d'intérêt sur votre dépôt un dividende de 5 % si le capital a touché 5 % de dividende. Mais en échange, vous me promettez de ne jamais vous mettre en grève et si, néanmoins, cela vous arrivait, je conserverais tout votre dépôt, ou plutôt ce dépôt ne serait rendu disponible qu'après de nouveaux arrangements. »

En d'autres termes, nous croyons que les correctifs de l'actionnariat ouvrier nécessités par la situation même de l'ouvrier ne doivent pas être cherchés dans les restrictions infinies apportées aux droits d'un actionnaire ordinaire. Il y a là quelque chose de choquant, et l'ouvrier ne voit alors dans cette nouvelle méthode d'actionnariat qu'une forme d'institution patronale. Il y voit même seulement de la part du patron un moyen d'enrayer les revendications ouvrières légitimes et d'acheter la paix au prix d'une petite rémunération quand l'actionnariat n'est consenti que moyennant l'abandon des droits de coalition ouvrière. Il faudrait, pensons-nous, une très petite réforme législative pour que l'actionnariat individuel puisse se développer.

Nous devons une mention spéciale à l'actionnariat capitaliste qui s'est développé grâce au principe de la Copartnership anglaise. Il a donné les plus grands résultats et certains auteurs l'ont vraiment jugé avec sévérité. Le système des compagnies anglaises du gaz

de Londres dérive, on s'en souvient, de la conversion obligatoire en actions de l'entreprise de la moitié de la part de bénéfices revenant à chaque ouvrier. On a dit de lui tout récemment (1) que les compagnies du gaz, privilégiées à tous égards, n'avaient fait autre chose que d'accorder à leurs ouvriers une gratification de fin d'année... au prix de l'abandon par eux de leur droit d'association et de coalition. Et encore que (2) le procédé de ces compagnies était un peu autoritaire. M. Waxweiler ajoutait même à cette remarque de M. Gide, dans sa conférence à la Fédération des Industriels et Commerçants français : « Je dis, et vous direz avec moi, parce que vous êtes des citoyens libres d'une république démocratique, que de tels procédés sont la négation d'une chose qui vaut toutes les participations aux bénéfices du monde ; ils sont la négation même de la liberté. »

Certes, il est vrai de dire, que la Copartnership anglaise est quelque peu autoritaire ; mais est-ce une raison pour la condamner. Et tout d'abord l'abandon des libertés que signale M. Waxweiler, n'a été exigé par la direction des compagnies du gaz qu'au début du nouveau système. Ces compagnies avaient rencontré l'opposition des Trade Unions de la profession et la mesure en question était destinée à la vaincre. De même la transformation obligatoire de la moitié des bénéfices n'a-t-elle été pour la Compagnie du Sud qui

(1) Waxweiler, *op. cit.*, p. 204.

(2) Gide, *op. cit.*, p. 6, note 2, § 2.

a introduit la Copartnership que la conséquence d'une décision prise à la suite d'une grève soulevée à la Compagnie dès l'apparition du système. Ces procédés autoritaires étaient eux-mêmes compensés par des dispositions destinées à attirer les ouvriers, dispositions telles que la promesse d'une moitié en sus de part de bénéfices pour ceux qui laisseraient leur dépôt. Si l'on veut juger l'actionnariat fondé sur le modèle de celui des Compagnies du gaz, on peut dire avec assurance, que les résultats obtenus contraignent les plus sceptiques à s'incliner devant le régime de la Copartnership.

Les présidents du conseil d'administration de la South Metropolitan Gas Company disaient dans leurs rapports annuels (1) : « Ce régime s'est montré également avantageux au point de vue pécuniaire et au point de vue moral et aussi bien pour les employés que pour la Compagnie. On ne pourra rien trouver de mieux pour réconcilier et unir le capital et le travail » (de M. Livesey). Et M. Sims s'exprimait ainsi en octobre 1909 : « ... Je puis certifier que ce régime a fait un bien incalculable dans notre grande entreprise et contient d'immenses possibilités de progrès pour toutes les autres entreprises. »

Ces paroles sont absolument confirmées par les faits. Nous avons vu de quelles sommes considérables les employés du gaz de Londres sont devenus propriétaires. Ceux-ci ont été tellement séduits par le

(1) Rapporté par Gide, *op. cit.*, p. 7.

nouveau régime que la plupart d'entre eux laissent actuellement de leur plein gré la moitié disponible de bénéfices pour être convertis en actions.

Est-ce à dire que nous proposons de recourir à l'obligation légale pour favoriser en France l'éclosion d'un semblable régime. Ce n'est pourtant point là notre sentiment. Il faut songer que les compagnies en question sont des compagnies concessionnaires sous le bénéfice non seulement de dispositions législatives particulières, mais d'interventions fréquemment renouvelées du Parlement lui-même en leur faveur. C'est lui qui autorise les nouvelles émissions, l'augmentation du capital, et c'est lui qui a réglementé et qui met au point les principes devant diriger la répartition des dividendes. Cette intrusion de la loi dans le domaine industriel ne se peut concevoir qu'en faveur des sociétés concessionnaires, et même des sociétés concessionnaires similaires à celles de la distribution du gaz, eau ou électricité, c'est-à-dire des sociétés assurées d'un monopole, d'un minimum de production et chargées d'un service public d'intérêt général. Il serait souhaitable de voir ce système s'introduire en France, il aurait du reste des chances d'être bénévolement accepté par les capitalistes eux-mêmes intéressés à ces sociétés concessionnaires, mais il faudrait que tous les principes de la Copartnership fussent admis et que l'acte de concession impose non seulement la participation aux bénéfices pour les ouvriers, mais pour les actionnaires et les consommateurs. Nous avons insisté sur ce régime spécial, parce qu'on ne

peut pas lui faire les objections générales que nous avons posées : la sécurité des épargnes ouvrières est ici pour ainsi dire absolue ; la propriété individuelle, perpétuelle, capitaliste en un mot se concilie parfaitement avec l'actionnariat ouvrier. Pour ne pas être obligé d'augmenter à l'infini le capital social, il serait seulement nécessaire d'insérer dans l'acte de concession une clause de rachat annuel des actions par le conseil d'administration, de façon à permettre la revente aux employés, qui seraient ainsi toujours assurés de pouvoir devenir propriétaires d'actions de la compagnie.

Nous n'avons pas seulement envisagé au cours de cette étude l'action individuelle de travail, comme ayant été réalisée dans les faits ; nous avons vu également que quelques auteurs avaient proposé (1) de reconnaître les droits au travail sous la forme individuelle dans les nouvelles sociétés qu'ils demandaient au législateur de créer. Il est une remarque indispensable, et qui s'applique également aux systèmes d'action collective, mais de répartition individuelle des revenus (2). Pour déterminer la part des bénéfices à attribuer à chacun des facteurs de la production plusieurs auteurs considèrent comme un axiome la base suivante : répartir les bénéfices, qui permettront d'acquérir les actions, d'après les services rendus, c'est-à-dire au prorata des salaires ou in-

(1) M. Périssé et Mildé en particulier voir plus haut, p. 211 et s.

(2) Syst. Parsons et Antonelli, p. 234 et s.

térêts prélevés. Cette base loin d'être un axiome paraît contestable, si l'on se place au point de vue de la réalité des faits. Les Chambres de Commerce, qui ont eu en ces derniers temps à faire l'étude de la participation aux bénéfices ont la plupart soulevé des objections à ce principe. Nous extrayons le passage suivant de la délibération de l'une d'elles. « Comment admettre que les salaires prélevés par les nomades, par les gens (et ils sont nombreux) à apprentissage insuffisant (1) par les saboteurs, par les coalisés contre tout progrès mécanique, etc., puissent représenter les services rendus ? Comment admettre que dans le cours d'un exercice, ou du fait d'une grève, viendrait à se produire la violation des contrats collectifs qui auraient fixé les salaires pour un temps déterminé, la clause de participation aux bénéfices puisse subsister devant le préjudice causé par la grève, trop souvent pour une durée bien supérieure à celle de cette grève ? Le principe des services rendus proportionnels aux salaires prélevés est donc, dans la réalité des faits, essentiellement contestable, comme principe absolu, intangible. »

Il est bien certain que si jamais la participation aux bénéfices était imposée par la loi, elle devrait fixer une base de répartition plus équitable, et qui tiendrait mieux compte des services rendus, introduirait les délais d'ancienneté et apprécierait ainsi l'attachement

(1) Délibération de la Chambre de commerce de Belfort, Extrait du registre des délibérations, 11 mars 1910.

de l'ouvrier à une entreprise. Ces difficultés ont conduit certains auteurs à l'action de travail propriété collective et à la non-répartition individuelle des produits de ces actions. Pour nous cette conclusion est loin de s'imposer, et il la faut à tout prix rejeter, parce que l'actionnariat ouvrier perdrait de ce fait ce qu'il y a de meilleur dans son principe, c'est-à-dire la recherche de la solution des conflits du travail par l'intérêt vrai de l'ouvrier à une entreprise.

2° *L'action de travail temporaire.* — Sauf dans les compagnies du gaz de Londres et dans quelques autres expériences isolées, on peut dire que la participation aux bénéfices a conduit à la propriété temporaire de l'action par l'ouvrier, et non pas à la propriété perpétuelle. Pour que l'actionnariat soit vraiment réalisé, il faut, dit-on, que l'ouvrier ne puisse pas à son tour devenir un capitaliste, car tous les inconvénients du régime se reproduiraient dans la suite, et tous les ouvriers ne parviendraient pas à l'actionnariat faute de pouvoir obtenir des actions.

Cette propriété temporaire de l'action ouvrière semble en effet indispensable, si l'on veut que tous les ouvriers d'une entreprise puissent devenir actionnaires de cette entreprise et l'on sait que c'est la condition absolue pour que l'actionnariat ait chance d'avoir un effet utile.

Cette propriété temporaire mais toujours individuelle des actions ouvrières a été mise en pratique dans des sociétés capitalistes et dans d'autres sociétés qui ont donné naissance aux vraies sociétés coopé-

ratives. Le roulement des actions entre les ouvriers existe dans les unes et les autres et il est nécessaire. Pour favoriser le développement de l'action ouvrière, il faudrait suivant nous lui donner le caractère de propriété temporaire ; des expériences faites au moyen de l'action ouvrière capitaliste proprement dite, nous retenons la nécessité de mettre des conditions à la liberté de négociabilité du titre d'action ; les exemples tirés du système de l'action, propriété temporaire de l'ouvrier nous donnent la conviction que l'actionnariat doit être fondé sur ce principe. On ne peut concevoir en effet l'action ouvrière sous le régime absolu de la propriété perpétuelle et héréditaire, parce qu'on n'aboutit pas à généraliser l'actionnariat ouvrier.

L'idée de la propriété temporaire des actions a comme nous l'avons vu conduit à un autre résultat que l'actionnariat ouvrier proprement dit. Au lieu d'unir le capital et le travail, elle a amené la disparition du capital au profit des travailleurs en favorisant la naissance des sociétés coopératives. Il serait souhaitable que l'actionnariat transforme certaines sociétés en sociétés coopératives ; on ne peut néanmoins pas trop l'espérer. Il faut des circonstances, assez exceptionnelles pour aboutir à ce résultat. On doit supposer que des capitalistes acceptent de couvrir les risques de la fondation d'une entreprise industrielle et n'exigent comme bénéfices que le remboursement de leurs mises à la valeur nominale, et le service d'un intérêt raisonnable jusqu'au jour du remboursement ; en d'autres termes, il faut ren-

contrer des capitalistes qui acceptent pour eux-mêmes le principe de la propriété temporaire des actions (1).

3° *L'action de travail collective.* — L'action de travail, sous la forme collective serait à notre sens inefficace, parce qu'elle ne peut pas faire du tout de l'ouvrier un associé de son patron. Elle aura pour résultat comme l'action individuelle d'augmenter la situation pécuniaire de l'ouvrier, si du moins la propriété seule des actions est collective, et la répartition individuelle, mais elle n'aura aucune action pacifiante sur les conflits du travail et du capital. Quand on cherche la solution de ces conflits dans la participation au capital, cela signifie que l'on escompte l'influence de l'intérêt individuel de chacun. L'intérêt de l'ouvrier à la participation collective au capital

(1) M. Martin Saint-Léon (sous le titre Société à capital remboursable par le travail dans le *Financial News* du 28 mars 1908), exprime ainsi ces mêmes idées en faisant la critique du projet Ch. Mildé :

« M. Mildé suppose que sa société trouvera aisément des capitalistes disposés à souscrire ses titres, car il leur offre en somme des actions remboursables avec une prime de 100 francs. Qu'en effet, une émission dans ces conditions, sous les auspices d'un industriel connu et ayant fait ses preuves puisse réussir, d'accord. Mais, à moins de garantie de premier ordre, l'épargne hésitera à répondre à l'appel d'une société qui, dans un avenir prochain deviendra une coopérative ouvrière. Lorsqu'on engage ses fonds dans une affaire, on n'aime guère à voir ainsi limiter à l'avance ses chances de gain, surtout lorsque l'entreprise est appelée à passer progressivement sous le contrôle du personnel ouvrier. »

Cette opinion est néanmoins un peu pessimiste, il n'y aurait aucune invraisemblance à supposer que les ouvriers d'une société par actions

serait tellement dilué que l'on ne pourrait en attendre aucun effet utile (1).

Nous avons vu ce qu'on entend par propriété collective des actions ; les uns ont préconisé la propriété collective des groupements syndicaux, les autres la propriété des ouvriers de l'usine, les autres enfin la propriété collective de la classe ouvrière. La propriété collective des actions par les groupements syndicaux soulève bien des objections, et de la part des promoteurs de l'idée d'action de travail eux-mêmes ; nous les avons étudiées, nous n'y reviendrons pas. Celle du groupement des ouvriers d'une usine conduirait aux mêmes difficultés de réalisation pratique ; elle n'aboutirait peut-être comme celle du syndicat professionnel qu'à faire naître des rivalités entre les usines, des rivalités telles que beaucoup ont pensé qu'il fallait s'en référer à la propriété collective de la classe ouvrière. Le projet du Comité de la Démocratie sociale, qui prévoit la constitution du groupement

qui aurait fait ses preuves puissent trouver des financiers qui veuillent fonder pour eux une caisse ouvrière en rachetant un certain nombre d'actions de la société, pour les recéder ensuite à chaque ouvrier individuellement qui les libérerait peu à peu sur ses salaires. Il est évidemment plus difficile d'espérer que les statuts constitutifs prévoient ce mode de transformation.

(1) Nous n'avons pas l'intention d'exposer en détails tous les arguments que l'on peut faire valoir contre le principe de la propriété collective des actions ; il nous faut rappeler, ce que nous avons déjà signalé, la difficulté qu'il y aurait à investir certains groupements d'ouvriers de la personnalité civile, avec capacité de posséder (V. page 661 et suiv.).

de l'usine, prévoit en même temps l'ingérence dans la direction de ce groupement des représentants du syndicat ; on ne voit pas très bien quelle pourrait être l'attitude de ces représentants ayant à la fois une influence au sein des groupements d'ouvriers des industries prospères et des entreprises malheureuses. Cette inégalité sera entre ces ouvriers une source de conflits autrement grave que celle qui peut surgir des différences dans l'appropriation individuelle des actions par chacun des ouvriers.

Que l'on adopte le principe de la propriété collective du groupement, ou celui de la propriété collective de la classe ouvrière, l'essentiel est de mettre en lumière que chaque travailleur considéré isolément n'a aucun droit à la propriété des actions de travail(1). Une plus équitable répartition des bénéfices sera bien à la base des nouvelles sociétés industrielles, mais cela ne changera en rien les revendications ouvrières, parce que chaque ouvrier n'aura pas un intérêt individuel et effectif à la prospérité des affaires sociales.

Et du reste, d'autres difficultés n'apparaissent-elles pas pour l'instauration elle-même de ce nouveau régime collectif. Comment l'apport de travail sera-t-il calculé sous la forme collective dans une société ? Le projet sur les sociétés à participation ouvrière(2)

(1) Il n'y a qu'une différence entre les deux modes d'appropriation collective de l'action ; à la dissolution éventuelle de la société, le groupement des ouvriers d'une usine est dissous et chaque ouvrier peut espérer une part de copropriété de l'actif social.

(2) Voir la critique article par article qui en a été faite dans le *Temps* 21 mai 1909.

veut établir des droits identiques pour le capital et pour le travail. Il laisse aux statuts sociaux la liberté de déterminer le montant de l'apport-travail. Mais pour que le travail ait constamment des droits identiques à ceux du capital, il faudrait modifier constamment les droits qu'on lui reconnaît. Le nombre des ouvriers et des employés, l'importance des salaires, le rôle et la proportion du capital proprement dit et de la main-d'œuvre sont sujets à de constantes fluctuations. On conçoit les difficultés considérables qui peuvent naître de ce fait.

Et puis comme il n'est pas probable que les capitalistes acceptent volontiers d'abandonner d'eux-mêmes leurs droits, l'action de travail collective conduit au principe de l'obligation légale. Ce principe de l'obligation doit être repoussé avec beaucoup d'énergie (1). Jusqu'ici le contrat de travail était dans notre droit une convention tacite traitée de gré à gré, dont les conditions dépendaient de la volonté des parties contractantes, sans que la puissance publique puisse contraindre l'une ou l'autre à subir une taxation légale (2). Si l'on veut user de contrainte envers le capital, il faudra déterminer la mesure des conces-

(1) Cf. Ch. Gide, *op. cit.*

(2) Cf. Art. anonyme dans les *Annales de droit commercial*, août 1909, p. 343, critique projet Godart

L'auteur, critiquant le projet Godart (et par là même tous les projets d'actions de travail dans les sociétés par actions) se demande pourquoi on imposerait l'action de travail aux seules sociétés par actions, pourquoi les bénéfices des manufactures exploitées différem-

sions auxquelles on l'obligera en raison du nouveau principe et on n'en voit pas bien la limite (1).

ment ne seraient pas l'objet eux aussi d'un prélèvement obligatoire en faveur des ouvriers. D'autre part, les maisons qui passent pour réaliser les bénéfices les plus forts sont des maisons de banque, celles de finance qui n'ont pas d'ouvriers à leur solde et pourquoi celles-là échapperaient-elles au tribut, à la dime dont les sociétés industrielles seraient frappées par la loi.

(1) Nous n'insistons pas sur la critique que l'on adresse aux systèmes d'action de travail collective, quant à l'emploi des fonds provenant des revenus des actions de travail. Le projet Godart prévoit que ces fonds serviront la cause d'œuvres sociales dont les unes sont nettement indifférentes à la majorité de la classe ouvrière, si bien que l'on peut presque dire que ce projet n'aboutit en fin de compte qu'à frapper d'un impôt nouveau le capital. « L'État (*Ann. de droit commercial*, 1909, p. 343), touche jusqu'à présent 4 % sur les dividendes des sociétés, on veut élever ce prélèvement à 5 % par étapes, par gradation. C'est en ces termes, en dépit de ce qu'ils ont de brutal que la proposition Godart demande à être examinée. »

Nous laissons également volontairement de côté les conséquences pratiques que l'on peut prévoir pour le cas où une loi imposerait à toutes les entreprises par actions l'abandon d'une grande partie de leur profit éventuel. Il suffit de dire que le principe obligatoire serait dangereux en notre matière; cela se comprend de soi-même.

CONCLUSION

En faveur de la part bénéficiaire de travail et d'un statut juridique de l'action ouvrière

Que nous faut-il conclure ? Tout le monde est d'accord à l'heure actuelle pour chercher la solution des conflits du Capital et du Travail dans une plus équitable rémunération des travailleurs et dans une association d'intérêts plus étroite des deux éléments de la production : dans tous les milieux politiques et industriels, on a cherché le moyen de faire parvenir l'ouvrier à une part de propriété dans l'entreprise qui l'emploie. Les uns ont voulu lui faciliter l'achat des actions par la division des titres et la participation aux bénéfices, les autres voulant lui reconnaître dès l'origine des droits équivalents à ceux du capital, ont préconisé l'action de travail accordée de plein droit au travailleur.

Pour ces derniers, il est inutile de favoriser aux ouvriers l'acquisition pécuniaire des titres de capital ; car on reconnaît par là même l'intégralité des droits du capital lui-même, alors que dans la production actuelle, le capital a usurpé une part des profits qui devraient revenir au travail. L'application pratique de ces idées

ne nous paraît pas possible dans la forme qui a été mise en avant en ces derniers temps, c'est-à-dire celle d'action de jouissance du travail. Nous l'avons analysée successivement, suivant les conceptions proposées en une action représentative d'apports en industrie, ou bien en une action prenant naissance à la suite de l'amortissement des valeurs de capital. Nous avons vu qu'à notre sens on ne pouvait concevoir valablement dans notre droit l'émission d'actions pour récompenser des travaux ou des services futurs ; ce serait absolument contraire aux principes essentiels de la législation de nos sociétés par actions : cela détruirait la construction juridique nécessaire établie par nos lois pour donner confiance aux tiers qui contractent avec une société dans laquelle la responsabilité du capital est limitée à la mise sociale.

Fonder l'action de jouissance du travail sur le principe de l'amortissement nous paraît inconciliable avec l'analyse juridique de cet amortissement. Le capital n'a pas été remboursé ; ses droits sont demeurés intacts et si un texte de loi venait à consacrer le système Godart ou ceux fondés sur le même principe, il ne ferait pas autre chose que d'exproprier progressivement les capitalistes des droits qui leur étaient légitimement reconnus jusqu'ici. Cette réforme offrirait les plus graves dangers pour notre industrie et notre commerce ; elle placerait nos finances dans une condition manifeste d'infériorité vis-à-vis de l'étranger. L'émigration des capitaux s'accroîtrait et il

s'ensuivrait des conséquences néfastes, non point seulement pour les capitalistes, mais pour les travailleurs eux-mêmes.

Est-ce à dire que nous devons complètement éliminer l'idée d'un droit reconnu aux ouvriers en représentation de leur apport-travail. Nous ne le pensons pas; peut-être serait-il possible d'en chercher la réalisation dans le domaine de la part de fondateur analysée en une créance sur la société. On peut concevoir, le travail étant un élément essentiel de la production, qu'on permette de lui attribuer par une réforme législative des parts de fondateur. Ces parts ne pourraient bien évidemment être individualisées que lorsqu'elles représenteraient de la part des ouvriers des services rendus. Il faudrait supposer qu'à l'origine d'une société, elles sont attribuées tout d'abord à l'élément-travail considéré dans son ensemble et que les revenus eux-mêmes en sont collectifs; les dividendes affectés à ces parts bénéficiaires seraient employés dans les premières années à des œuvres sociales. Puis, après un certain délai, elles seraient réparties nominativement entre les différents ouvriers de l'entreprise par ordre d'ancienneté. Consacrant dès l'origine de la société les droits de l'élément indispensable de travail, elles deviendraient à ce moment des parts bénéficiaires ordinaires. Étant la propriété de chacun des ouvriers, elles représenteraient pour chacun la rémunération supplémentaire de l'activité qu'il aurait apportée dans son travail journalier. On les rendrait cessibles entre les ouvriers seulement,

mais ceux-ci n'en deviendraient jamais que les titulaires temporaires. Dès qu'un ouvrier quitterait les ateliers de l'usine, la part bénéficiaire serait restituée, un autre ouvrier en serait rendu titulaire. Ces parts bénéficiaires ne réaliseraient pas l'actionnariat ouvrier au sens proprement dit du mot, mais elles donneraient aux ouvriers les mêmes avantages pour ainsi dire, la part de bénéfices qui leur serait allouée ne pouvant être modifiée au cours de la société par l'assemblée générale.

Ce régime de parts bénéficiaires accordées aux travailleurs serait particulièrement à sa place dans les entreprises où l'habileté de l'ouvrier est un des éléments principaux du succès : il serait possible de récompenser ainsi la valeur professionnelle de chacun. On peut donc très bien espérer une réforme législative qui autoriserait la création dans les sociétés anonymes de parts bénéficiaires du travail, dans le sens que nous venons d'indiquer.

Mais le principe de la part bénéficiaire sera toujours insuffisant dans la majorité des cas, pour permettre la participation de la grande majorité des travailleurs aux chances de l'entreprise, on devra le corriger ou plutôt le compléter par la participation individuelle proprement dite au capital de l'industrie.

Nous ne croyons pas en effet que dans une matière aussi complexe que celle des rapports du capital et du travail, on doive chercher une solution unique. Non seulement on ne saurait établir l'actionnariat ouvrier obligatoire, mais il est nécessaire de favori-

ser plusieurs systèmes d'actionnariat et non point un seul. A chaque mode d'industrie correspond pour ainsi dire un moyen d'actionnariat. Les expériences tirées de la pratique journalière nous donnent la conviction qu'il faut laisser aux employeurs et aux ouvriers d'une entreprise le choix du moyen de participation ouvrière.

L'État, les départements, les communes pourraient néanmoins intervenir en insérant la participation ouvrière au capital comme condition du cahier des charges dans les compagnies auxquelles ils accordent des concessions. Le système vraiment perfectionné des compagnies du gaz de Londres pourrait très bien être adopté pour celles qui exercent un service public ; ce mode de participation respecte également les droits des travailleurs et ceux des capitalistes, il corrige au mieux les inconvénients de la participation aux bénéfices (1).

1. Le gouvernement a voulu récemment insérer la clause de la participation ouvrière aux bénéfices dans les concessions de mines de façon obligatoire : il avait d'abord songé à l'introduire dans les cahiers des charges des concessions de mines ; mais un avis du Conseil d'État des 16 et 26 décembre 1907 a nécessité son insertion dans le projet de loi du 18 novembre 1908. Nous n'avons pas à examiner cette question qui déborde le cadre de notre étude. Nous ne retiendrons que cette conséquence de la participation obligatoire, mise en lumière par M. Gide, *op. cit.*, p. 14. « La participation obligatoire semble devoir conduire logiquement à une tarification obligatoire du salaire, c'est-à-dire à un minimum de salaire fixé par la loi. En effet, si le salaire reste livré à la loi de l'offre et de la demande, il va nécessairement varier en raison inverse de la quotité allouée à l'ouvrier

Le succès des sociétés concessionnaires engagerait certainement les sociétés ordinaires sur la voie de la participation. Nous sommes convaincus que de nombreuses sociétés consentiraient volontiers à favoriser l'actionnariat ouvrier à la condition qu'une réforme législative ne fasse pas intervenir dans les relations des ouvriers actionnaires et des directeurs des tiers étrangers à l'usine, tels que des membres des syndicats ou des conseillers prud'hommes, etc..... Les systèmes d'*action de travail* qu'on nous a présentés ont effrayé les capitalistes, parce qu'ils y voient l'avènement du collectivisme, mais beaucoup d'industriels seraient très certainement disposés à favoriser l'*action ouvrière*, si la loi leur donnait certaines garanties indispensables. Les ouvriers eux-mêmes y viendraient, croyons-nous, malgré la poussée du socialisme, si on donnait quelques sécurités aux épargnes ouvrières, sans arriver à l'immobilisation complète des capitaux ouvriers, comme dans le régime de la propriété collective.

En d'autres termes, il faudrait que la participation

sous forme de participation. Dans les mines prospères, le salaire tombera à zéro ou même deviendra négatif, comme pour les garçons de restaurant dans les grands restaurants de Paris. Et si la loi impose un salaire minimum, autre difficulté : l'extrême inégalité de fortune qui existe aujourd'hui entre les actionnaires des mines riches et ceux des mines pauvres se retrouvera parmi les ouvriers des unes et des autres. »

Ceci est un argument de plus contre les dangers qu'aurait pour conséquences l'introduction de tout principe obligatoire, en notre matière.

ouvrière au capital ne suscite pas les objections légitimes que l'on a exprimées contre la participation simple aux bénéfices.

M. Souchon (1) dans une communication sur la participation aux bénéfices a présenté les caractères essentiels à notre sens du nouveau statut des actions ouvrières qu'il faudrait instaurer. Point n'est besoin d'une grande réforme législative pour faciliter l'acquisition des actions par les ouvriers. M. Souchon conçoit le droit spécial qu'il faudrait donner aux actions ouvrières par trois caractères principaux : 1° Le taux des actions réservées aux ouvriers devrait être inférieur au taux des titres de capital actuellement fixé par la loi de 1867 ; 2° les actions ouvrières seraient inaliénables ; elles seraient remboursées en

(1) Des difficultés ont été soulevées pour la fixation du taux de l'action cédée à l'ouvrier. M. Cheysson, répondant à M. Souchon (*op. cit.*, p. 158) les a exprimées : « Quel taux adopter, dit-il, pour la cession des actions à nos ouvriers sur les bonis de participation aux bénéfices ou pour le remboursement de ces actions à leur mort ou à leur départ de l'usine ? Allons-nous faire subir à ce taux toutes les fluctuations du cours ou bien l'établirons-nous au pair ? » M. Souchon y a répondu en substance : « Si la société est à son début, ce sera bien entendu la valeur nominale qui servira de base ; sinon, on calculera le prix de base en consolidant les cours dans le prix des cinq dernières années. A sa sortie de l'usine, l'ouvrier profitera, s'il y a lieu, de la hausse des cours ou bien le fonds de garantie compensera la perte. »

Les sociétés qui fonderaient l'actionnariat ouvrier sur ce modèle pourraient consacrer une certaine portion de leurs réserves au rachat des actions en bourse qui seraient ensuite divisées et cédées aux ouvriers. Les achats étant faits de façon opportune, on pourrait espérer qu'une certaine égalisation s'opérerait dans les cours de l'action ouvrière.

cas de départ de l'usine ; l'aliénation serait alors forcée (1) ; 3° pour corriger l'insécurité possible des épargnes ouvrières on organiserait un fonds de garantie analogue à celui qui existe pour les accidents du travail ; des prélèvements sur les revenus de ces actions ouvrières elles-mêmes alimenteraient ce fonds de garantie.

Nous croyons en effet que la participation ouvrière au capital aurait grande chance de réussir si une disposition législative fixait un semblable statut (2). La propriété temporaire des actions est indispensable pour que tous les ouvriers puissent parvenir à l'actionnariat. L'inaliénabilité absolue de ces actions ne serait pas pour nous nécessaire ; pour que les ouvriers prennent intérêt à la participation au capital, il faudrait autoriser l'aliénation par un actionnaire-ouvrier à un autre ouvrier de l'usine ou encore la cession par hérédité des actions à un descendant également employé à l'usine. L'insertion du

(1) L'auteur prévoit également la possibilité de la mise en gage de l'action ouvrière ; cette mise en gage serait autorisée par un conseil des ouvriers de l'usine.

On pourrait concevoir que le fonds de rachat des actions de la société pourrait lui-même consentir des avances aux ouvriers sur leurs titres d'actions ; cela n'aurait rien d'illégal ; ce serait simplement une manière pour la société de placer ses réserves dans le patrimoine lui-même de ses actionnaires.

(2) Le statut de l'action ouvrière ainsi décrite n'est pas autre chose que le développement des idées émises par la Fédération des Jeunes de France. Les idées jaunes se sont singulièrement développées en ces derniers temps ; l'idée d'action de travail ou plutôt de participation au capital a été répandue par les syndicats jaunes.

droit de préemption par le conseil d'administration et l'organisation du fonds de garantie ménageraient les craintes des patrons aussi bien que des ouvriers.

Nous concluons donc que non seulement, il ne faut pas renoncer à la recherche de la solution pacificatrice des conflits du Travail et du Capital dans l'accession des ouvriers à la propriété des actions, mais qu'il faut encourager les tentatives de la pratique, si modestes qu'elles soient. Il est à souhaiter que le législateur fixe les conditions dans lesquelles des parts bénéficiaires pourraient être reconnues à l'élément-travail, puisqu'il organise juridiquement un modèle d'action ouvrière.

C'est en effet l'*action ouvrière* et non point l'action de travail qui constitue le but vers lequel doivent tendre les efforts du législateur.

L'action ouvrière aura une influence véritable sur les sentiments des travailleurs et dissipera les malentendus qui séparent les employeurs et les ouvriers.

Mais toutes les prévisions ne sont-elles pas téméraires en notre matière ; il faut s'en remettre à la lumière des faits, c'est dire qu'il ne faut point exposer l'industrie française aux risques de l'actionnariat ouvrier obligatoire.

Vu : le Président de la thèse,
CHARLES GIDE

Vu le Doyen :
P. CAUWÈS

Vu et permis d'imprimer
Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris
L. LIARD

TABLE DES MATIÈRES *

	Pages
INTRODUCTION.	I à VIII

TITRE I

L'ACTION DE TRAVAIL INDIVIDUELLE

PREMIÈRE PARTIE

L'ouvrier capitaliste

CHAPITRE PREMIER. — <i>De l'acquisition des actions par la souscription.</i>	12
Section I. — Sous quelles formes les actions sont-elles offertes aux ouvriers?	14
a). — Actions	16
b). — Obligations.	30
Section II. — A quelles conditions un ouvrier peut-il devenir actionnaire?	33
A. — Quels sont les ouvriers qui peuvent souscrire?	34

* Nous n'avons pas cru nécessaire de réunir en un index bibliographique les titres des documents que nous avons utilisés. Dans la plupart des cas, nous nous en sommes référé à des règlements ou à des statuts de sociétés industrielles qui nous ont été communiqués particulièrement. Nous les avons indiqués en note et nous avons donné la liste des ouvrages de doctrine dans les chapitres du titre III de notre travail.

TABLE DES MATIÈRES

1 ^o Système de l'autorisation	34
2 ^o Systèmes de la durée des services et de la classification des salaires	35
3 ^o Systèmes de la liberté absolue et de l'obli- gation	43
B. — Mode de libération des titres	45
1 ^o Retenue sur les salaires.	45
2 ^o Importance des versements et durée de li- bération des titres	47
Cas de l'incapacité de travail et de la mort du souscripteur	50
Cas du chômage.	51
3 ^o Annulation de la souscription	53
<i>Section III. — L'ouvrier capitaliste a-t-il les droits d'un actionnaire ordinaire ?</i>	<i>55</i>
1 ^o Droit à la répartition du dividende.	56
2 ^o Droit à la négociation de son titre d'ac- tion	63
3 ^o Droit à la participation aux assemblées. Droit d'être administrateur	72
<i>Section IV. — Résultats de l'actionnariat ouvrier capitaliste</i>	<i>79</i>
CHAPITRE II. — <i>De l'acquisition des actions par la par- ticipation</i>	<i>89</i>
<i>Section I. — Conversion de la part de bénéfices en actions. Compagnies du gaz de Londres</i>	<i>91</i>
a). — Historique	92
b). — Organisation de la Copartnership	101
1 ^o Quels sont les employés qui ont droit au boni de participation	102
2 ^o Boni de participation. Sa conversion en actions.	105
3 ^o Les actions ouvrières des compagnies du gaz donnent à l'ouvrier les droits d'un capitaliste ordinaire.	116
c). — Résultats de la Copartnership	119
<i>Section II. — Attribution d'actions aux ouvriers.</i>	<i>126</i>

L'actionnariat ouvrier dans la Compagnie des Mines de Carvin (Pas-de-Calais).	127
--	-----

DEUXIÈME PARTIE

L'action de travail, propriété temporaire de l'ouvrier

CHAPITRE PREMIER. — <i>Sociétés industrielles capitalistes</i>	137
Maison Lever frères :	
1° Quels ouvriers profitent du régime de la Copartnership.	139
2° Quelles sont les bases de la répartition des certificats de partnership	142
3° Quels sont les droits ouvriers sur les certi- cats de partnership.	145
CHAPITRE II. — <i>Sociétés à participation ouvrière</i> . . .	153

TITRE II

L'ACTION DE TRAVAIL COLLECTIVE

CHAPITRE PREMIER. — <i>Du fondement économique de l'action de travail.</i>	171
Section I. — De la notion d'action de travail. .	172
a). — L'action de travail établit la rémunéra- tion du travail sur des bases plus équitables que le système actuel	172
b). — La participation aux bénéfices est in- suffisante	176
c). — Réponse aux objections tirées du con- trôle des comptes par les ouvriers et de la suppression du crédit de l'entreprise. .	178
Section II. — Du fondement économique de l'action collective de travail	183

a). — Critiques adressées à l'action de travail individuelle capitaliste; elle est illusoire.	184
b). — A la défense des intérêts collectifs doit correspondre l'action de travail collective.	188
c). — Le contrat collectif est irréalisable et insuffisant.	196
d). — L'action collective de travail établit une communauté d'intérêts entre le capital et le travail.	204
CHAPITRE II. — <i>Du fondement juridique de l'action de travail (Conceptions doctrinales et propositions de lois tendant à créer les actions de travail).</i>	208
Section I. — L'action de travail a les mêmes origines que l'action ouvrière capitaliste. Système Périssé, proposition Tournade, etc.	210
Section II. — L'action de travail doit être envisagée comme une action de jouissance.	226
1 ^o Propriété individuelle, mais temporaire de l'action de travail : contrat d'intérêts, société remboursable par le travail.	226
2 ^o Propriété collective du groupement des ouvriers d'une usine : société à participation ouvrière.	234
3 ^o Propriété collective de la classe ouvrière; proposition Godart.	242

TITRE III

EXAMEN CRITIQUE DE L'ACTION DE TRAVAIL

CHAPITRE PREMIER. — <i>De la nature juridique de l'action de travail.</i>	258
Section I. — Création d'actions de jouissance en représentation d'apports en industrie.	259
a). — L'action de jouissance de travail serait une part bénéficiaire. Critique.	261

b). — L'action de jouissance de travail serait représentative d'apports en industrie. Cri- tique	277
Section II. — De la nature juridique de l'amortis- sement des actions.	285
1° L'amortissement par rachat des actions. . .	286
2° L'amortissement des actions est suivi de la création d'actions de jouissance.	293
A. — Des sociétés ordinaires.	295
a). — Quelle est la nature des sommes em- ployées à l'amortissement ?	295
b). — L'amortissement dans les rapports de la société et des associés	301
c). — Droits de l'actionnaire de jouissance . .	306
B. — Des sociétés concessionnaires	313
a). — Quel est le but de l'amortissement dans les sociétés concessionnaires ?	313
b). — A quel titre un actionnaire reçoit-il une somme représentative de la valeur de son action	315
CHAPITRE II. — <i>De l'Avenir de l'Action de Travail</i> . .	324
Examen critique des différents systèmes d'ac- tionnariat	328
1° L'action de travail individuelle.	328
2° L'action de travail temporaire.	339
3° L'action de travail collective.	341
CONCLUSION. — <i>En faveur de la part bénéficiaire de travail et d'un statut juridique de l'action ouvrière</i>	347

